

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Philippe MACHENAUD-JACQUIER
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

PARAISANT LE JEUDI

Matahiti 161
N° 47**TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI**Mahana 22
no Novema 2012

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 50 05 85

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Pages

Arrêté n° 2093 AC.DIR.SREIDD/DREA du 6 novembre 2012 dotant les aéroports de Tahiti-Faa'a et de Bora Bora d'une commission consultative économique commune et en désignant les membres. 7318

Arrêté n° HC 383 DRHME/BRHT/jt du 9 novembre 2012 portant admission à l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe supérieure du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française au titre de l'année 2012 7319

Arrêté n° HC 384 DRHME/BRHT/jt du 9 novembre 2012 portant admission à l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe exceptionnelle du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française au titre de l'année 2012 7320

EXTRAITS

Arrêté n° HC 44 IDV du 6 novembre 2012 portant attribution au Syndicat mixte pour la gestion du contrat urbain de cohésion sociale de l'agglomération de Papeete d'une subvention de 119 331 743 F CFP, soit 1 000 000 d'euros, au titre du programme 123 conditions de vie outre-mer, domaine fonctionnel 123-02-02 du ministère des outre-mer, pour permettre la réalisation des programmations en investissement validées en comité de pilotage le 23 mars 2012 et le 5 octobre 2012 7321

Arrêté n° HC 2116 du 13 novembre 2012 portant versement par l'Etat d'une subvention d'un montant de 182 836,36 euros HT (21 818 182 F CFP) pour le projet "Réfection de 2 radiers à Fangatau" au titre du dispositif 3IF, programmation 2012, programme 123, action 6, sous-action 12 7321

Arrêté n° HC 2117 du 13 novembre 2012 modifiant l'arrêté n° HC 1428 du 5 octobre 2011 portant versement par l'Etat d'une subvention d'un montant de 1 218 909,10 euros HT (145 454 546 F CFP) pour le projet "Prog. 2011 3IF, Renforcement et revêtements routiers entre les PK 18 et 28 à Tumaraa", programme 123, action 6, sous-action 12 7324

ACTES PRIS CONJOINTEMENT (ETAT/POLYNESIE FRANÇAISE)

Convention n° 302-12 du 25 octobre 2012 pour le financement du projet "Contrôle multi-espèces et approche socio-éducative d'implication des populations pour la sauvegarde des Monarques de Tahiti et de Fatu Hiva" financé dans le cadre des appels à projets pour la mise en œuvre de la stratégie nationale pour la biodiversité 2011-2020. (Extraits) 7327

Convention n° 313-12 du 5 novembre 2012 pour le programme de recherche RikiGEN : "Ecloserie et valorisation génétique des huîtres perlières de l'archipel des Gambier" 7328

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

| | |
|---|------|
| Arrêté n° 1638 CM du 9 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial, sis dans la commune de Papeete, au profit de l'assemblée de la Polynésie française | 7329 |
| Arrêté n° 1639 CM du 9 novembre 2012 approuvant l'attribution d'une subvention en faveur de la Fédération Te Vahine Maragai pour le financement des frais de transport, d'assurance, d'animations et des prix des concours du 2e salon des artisans des îles Tuamotu-Gambier organisé à Papeete en novembre-décembre 2012 | 7330 |
| Arrêté n° 1640 CM du 9 novembre 2012 approuvant l'attribution d'une subvention en faveur du Comité Tahiti I Te Rima Rau pour le financement de la location du site, la mise en place des stands, les frais d'animations, d'assurance et les prix des concours du Te Noera A Te Rima'i 2012 organisé à Tahiti en décembre 2012 | 7330 |
| Arrêté n° 1641 CM du 9 novembre 2012 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Comité festival Taputapuatea pour l'organisation du festival Taputapuatea 2012 | 7331 |
| Arrêté n° 1642 CM du 9 novembre 2012 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Conseil du Himene Patitifa pour l'organisation de la finale internationale du Himene Patitifa en 2012 | 7332 |
| Arrêté n° 1643 CM du 9 novembre 2012 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha pour la réédition du n° 8 de la collection "Cahiers du Patrimoine" intitulé : Huahine aux temps anciens | 7333 |
| Arrêté n° 1650 CM du 15 novembre 2012 portant modification de l'arrêté n° 999 CM du 12 septembre 1988 modifié, relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables du Centre hospitalier territorial de la Polynésie française | 7334 |
| Arrêté n° 1652 CM du 15 novembre 2012 portant modification de certaines dispositions du livre II du code des postes et télécommunications | 7334 |
| Arrêté n° 1653 CM du 15 novembre 2012 constatant la caducité de l'arrêté n° 1560 CM du 13 octobre 2011 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Papara pour l'acquisition d'un véhicule de secours et d'assistance aux victimes (VSAV) | 7335 |
| Arrêté n° 1654 CM du 15 novembre 2012 modifiant l'arrêté n° 54 CM du 9 janvier 2004 fixant la tarification maximale des transports scolaires routiers pour les îles de Tahiti, Moorea, Raiatea et Bora Bora. | 7336 |
| Arrêté n° 1655 CM du 15 novembre 2012 portant modification de la décision n° 1688 CG du 7 décembre 1983 modifiée relative à l'organisation et au fonctionnement du Centre territorial de recherche et de documentation pédagogiques. | 7336 |
| Arrêté n° 1656 CM du 15 novembre 2012 réglementant l'utilisation et la navigation des engins à sustentation hydropropulsés dits "fly board" en Polynésie française. | 7338 |
| Arrêté n° 1657 CM du 15 novembre 2012 approuvant le reversement d'une aide financière en faveur du syndicat Groupement des éleveurs de bovins de Polynésie française au titre du dispositif "bouchers abatteurs" pour la période de juillet 2012 | 7340 |
| Arrêté n° 1658 CM du 15 novembre 2012 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Manuia de Papeari dans le cadre de l'organisation de la foire agricole de Papeari 2012 | 7340 |
| Arrêté n° 1659 CM du 15 novembre 2012 approuvant le reversement d'une aide financière en faveur du syndicat Groupement des éleveurs de bovins de Polynésie française au titre du dispositif "bouchers abatteurs" pour la période d'août 2012 | 7341 |
| Arrêté n° 1660 CM du 15 novembre 2012 complétant l'arrêté n° 1029 CM du 30 juillet 2012 et approuvant l'attribution, au titre des mois de mai à décembre 2012, d'une subvention de fonctionnement en faveur du comité polynésien des maisons familiales rurales et autorisant la signature d'un avenant à la convention n° 4400 MAE du 22 août 2012 | 7342 |
| Arrêté n° 1661 CM du 16 novembre 2012 relatif à l'indice des prix de détail à la consommation familiale du mois d'octobre 2012 | 7344 |
| Arrêté n° 1662 CM du 16 novembre 2012 constatant les index des travaux du bâtiment et des travaux publics pour le mois d'octobre 2012 | 7345 |

| | |
|---|------|
| Arrêté n° 1663 CM du 16 novembre 2012 relatif à la mise en place de la transmission électronique de la déclaration préalable à l'embauche (DPAE) | 7346 |
| Arrêté n° 1664 CM du 16 novembre 2012 approuvant l'attribution d'investissement en faveur du Centre de formation professionnelle des adultes (CFPA) pour l'acquisition de matériels pédagogiques | 7347 |
| Arrêté n° 1668 CM du 16 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime remblayé (renouvellement) sis à Nunue, commune de Bora Bora, au profit de M. Alain Loussan . | 7348 |
| Arrêté n° 1669 CM du 16 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime remblayé (renouvellement) sis à Avera, commune de Tapatapuata, à Raiatea, au profit de Mme Linda Colombani-Oehau épouse Faua. | 7349 |
| Arrêté n° 1670 CM du 16 novembre 2012 portant itération partielle, à titre de régularisation, de l'échange sans soulte de biens immobiliers entre la Polynésie française et Mme Stéphanie Vivish et uniquement en ce qui concerne la parcelle de terre cadastrée section AC n° 85 de 148 m2, sise commune de Tiarapu-Ouest, commune associée de Toahotu. | 7351 |
| Arrêté n° 1671 CM du 16 novembre 2012 accordant l'agrément fiscal prévu par l'article 10 de la délibération n° 88-111 AT du 29 septembre 1988 à la fusion-absorption de la SARL Idéobain par la SARL Déco Maison | 7351 |
| Arrêté n° 1672 CM du 16 novembre 2012 portant modification de l'arrêté n° 1610 CM du 2 novembre 2012 portant sur les aides financières à des ménages au titre de l'aide à l'amélioration de l'habitat individuel, en application de la délibération n° 99-217 APF du 2 décembre 1999 modifiée relative à l'habitat social en Polynésie française | 7352 |
| Arrêté n° 1673 CM du 16 novembre 2012 portant modification de l'arrêté n° 184 CM du 3 février 2012 portant dispositions d'application de la délibération n° 99-217 APF du 2 décembre 1999 modifiée relative à l'habitat social en Polynésie française | 7353 |
| Arrêté n° 1674 CM du 16 novembre 2012 approuvant l'attribution d'une aide financière de fonctionnement en faveur de l'EURL Ocean Products Tahiti pour la compensation de la perte de change en dollar américain | 7353 |
| Arrêté n° 1675 CM du 16 novembre 2012 approuvant l'attribution d'une aide financière de fonctionnement en faveur de la SARL Tahiti Island Seafood pour la compensation de la perte de change en dollar américain | 7354 |

EXTRAITS

| | |
|---|------|
| Arrêté n° 1665 CM du 16 novembre 2012 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 11-2012 IJSPF du 30 octobre 2012 portant adoption de la décision budgétaire modificative n° 4 de l'Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française pour l'exercice 2012 | 7355 |
| Arrêté n° 1666 CM du 16 novembre 2012 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 13-2012 IIME du 19 octobre 2012 portant attribution d'une indemnité de sujétions spéciales mensuelle pour la fonction de directeur adjoint au sein de l'établissement | 7355 |
| Arrêté n° 1667 CM du 16 novembre 2012 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 14-2012 IIME du 19 octobre 2012 portant attribution d'une indemnité de sujétions spéciales mensuelle pour la fonction de chef de site au sein de l'établissement | 7355 |

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

| | |
|--|------|
| Arrêté n° 1192 PR du 9 novembre 2012 portant retrait de l'arrêté n° 653 PR du 11 juillet 2012 | 7355 |
| Arrêté n° 1195 PR du 13 novembre 2012 portant agrément de M. Xavier Bouly pour la rédaction des documents d'arpentage | 7356 |
| Arrêté n° 1196 PR du 13 novembre 2012 portant agrément de M. Pero Putoa pour la rédaction des documents d'arpentage | 7356 |
| Arrêté n° 1200 PR du 15 novembre 2012 portant délégation de signature à Mme Chantal Hacques, chef du service "Tahiti Tourism Authority" par intérim | 7356 |
| Arrêté n° 1201 PR du 15 novembre 2012 portant retrait de l'arrêté n° 5656 MEF du 25 juillet 2012 portant composition de la commission paritaire consultative prévue par la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration | 7357 |

| | |
|---|------|
| Arrêté n° 1203 PR du 15 novembre 2012 portant nomination des membres du comité technique paritaire central du service de l'urbanisme, de la direction de l'environnement, du service de l'énergie et des mines et de la délégation polynésienne pour le suivi des conséquences des essais nucléaires | 7358 |
| Arrêté n° 1205 PR du 15 novembre 2012 portant nomination des membres du comité technique paritaire central du service de l'informatique, de la direction du budget et de la prospective, de la délégation pour le développement des communes, de l'agence de réglementation du numérique, de l'agence de développement numérique, du secrétariat général du Conseil économique, social et culturel, du service du patrimoine archivistique et audiovisuel et du service de la traduction et de l'interprétariat | 7358 |
| Arrêté n° 1206 PR du 15 novembre 2012 portant nomination des membres du comité technique paritaire autonome de l'établissement public Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture..... | 7359 |
| Arrêté n° 1208 PR du 15 novembre 2012 autorisant la SARL Semapa à exploiter un commerce de prêt-à-porter sous enseigne commerciale Tati à Papeete | 7360 |
| Ministère de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi | |
| Arrêté n° 8445 MEF du 9 novembre 2012 portant retrait de l'arrêté n° 727 PR du 27 juillet 2012 relatif à la composition de la commission d'interprétation et de conciliation prévue par la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration | 7361 |
| Arrêté n° 8446 MEF du 9 novembre 2012 portant modification de l'arrêté n° 6602 MEF du 31 août 2012 portant délégation de signature à M. Bernard Chimin, tavana hau de la circonscription des îles Marquises | 7361 |
| Arrêté n° 8447 MEF du 9 novembre 2012 portant modification de l'arrêté n° 6603 MEF du 31 août 2012 portant délégation de signature à M. Bernard Chimin, tavana hau de la circonscription des îles Marquises | 7362 |
| Arrêté n° 8448 MEF du 9 novembre 2012 portant autorisation d'organiser une tombola au profit de l'association Si Ni Tong. | 7362 |
| Arrêté n° 8449 MEF du 9 novembre 2012 constatant le caractère infructueux de l'inscription au tableau d'avancement pour l'accès au grade d'éducateur des activités physiques et sportives principal au titre de l'année 2009 (régularisation)..... | 7364 |
| Arrêté n° 8450 MEF du 9 novembre 2012 portant établissement du tableau d'avancement pour l'accès au grade d'assistant socio-éducatif principal au titre de l'année 2009 (régularisation) | 7364 |
| Arrêté n° 8451 MEF du 9 novembre 2012 constatant le caractère infructueux de l'inscription au tableau d'avancement pour l'accès au grade d'éducateur des activités physiques et sportives de 1re classe au titre de l'année 2009 (régularisation)..... | 7365 |
| Arrêté n° 8505 MEF du 13 novembre 2012 portant établissement du tableau d'avancement pour l'accès au grade d'aide technique principal au titre de l'année 2012 | 7365 |
| Arrêté n° 8506 MEF du 13 novembre 2012 portant établissement du tableau d'avancement pour l'accès au grade d'aide technique qualifié au titre de l'année 2011 (régularisation)..... | 7366 |
| Arrêté n° 8507 MEF du 13 novembre 2012 portant établissement du tableau d'avancement pour l'accès au grade d'aide technique spécialisé au titre de l'année 2011 (régularisation) | 7367 |
| Arrêté n° 8551 MEF du 15 novembre 2012 accordant un congé à Me Dominique Dubouch | 7368 |
| Arrêté n° 8570 MEF/DGRH du 16 novembre 2012 portant nomination des membres du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'agent social qualifié de 2e classe de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2011 | 7368 |
| Ministère de l'équipement et des transports terrestres | |
| Arrêté n° 8504 MET/DTT du 12 novembre 2012 portant suspension provisoire des licences de transport touristique n° 01C 42H et n° 02C 42H délivrées à la SARL Tehina pour l'île de Huahine..... | 7368 |
| Arrêté n° 8550 MET du 15 novembre 2012 portant autorisation n° 004-VR/DV-01/12 pour exercer l'activité d'entrepreneur de véhicule de remise sur l'île de Tahiti à M. Loïc Jeanneteau | 7369 |

EXTRAITS

| | |
|---|------|
| Arrêté n° 8488 MET du 12 novembre 2012 portant déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Pakarea et Temagatahi nécessaires à la construction de l'aérodrome de Reao | 7369 |
| Arrêté n° 8516 MET du 13 novembre 2012 portant déconsignation d'une partie de l'indemnité versée à la Caisse des dépôts et consignations relative à la terre Teririhau (plan n° 18) nécessaire à l'extension de l'aérodrome de Vahitahi | 7370 |
| Arrêté n° 8517 MET du 13 novembre 2012 portant déconsignation d'une partie de l'indemnité versée à la Caisse des dépôts et consignations relative à la terre Teririhau n° 15 nécessaire à l'extension de l'aérodrome de Vahitahi .. | 7370 |
| Arrêté n° 8547 MET du 15 novembre 2012 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Teparā 2 (plan n° AWf-AW93) nécessaire aux travaux d'aménagement de la route traversière de l'île de Tahiti reliant Papenoo à Mataiea. | 7370 |

Ministère des ressources marines

| | |
|--|------|
| Arrêté n° 8495 MRM/DRM du 12 novembre 2012 portant modification de l'arrêté n° 5555 MRM/PRL du 26 août 2009 modifié relatif au renouvellement et à la modification de l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de M. Piritua Axel Bellais à l'usage de son exploitation pericole sise à Takaroa, commune de Takaroa (exploitant n° 402) | 7370 |
| Arrêté n° 8496 MRM/DRM du 12 novembre 2012 rectifiant l'arrêté n° 8302 MRM/DRM du 31 octobre 2012 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de Mme Yela Yasmina Teakarotu épouse Aukara à l'usage de son exploitation pericole sise aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 309) ... | 7370 |
| Arrêté n° 8514 MRM du 13 novembre 2012 accordant à M. Geoffrey Aivanaa Tevaeaerai le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française | 7371 |
| Arrêté n° 8520 MRM/DRM du 13 novembre 2012 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de M. Christophe Wing Sang Mataihau Chan à l'usage de son exploitation pericole sise à Tahaa, commune de Tahaa (exploitant n° 291) | 7372 |
| Arrêté n° 8553 MRM du 15 novembre 2012 abrogeant les dispositions de l'arrêté n° 8929 MRM du 6 décembre 2011 relatives à l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime sis à Ruutia, Tiva, commune de Tahaa, pour l'exploitation du 2e parc à poissons, au profit de Mlle Vaite Adrienne Aiho | 7373 |
| Arrêté n° 8554 MRM du 15 novembre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 2491 MRM du 8 juin 2011 portant autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime sis à Takaroa, commune de Takaroa, au profit de Mme Thérèse Dexter épouse Champs. | 7373 |
| Arrêté n° 8555 MRM du 15 novembre 2012 abrogeant les dispositions de l'arrêté n° 5187 MRM du 2 août 2010 relatives à l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime sis à Arutua, commune de Arutua, pour l'exploitation du 1er parc à poissons, au profit de M. Jacques Parker | 7374 |
| Arrêté n° 8556 MRM du 15 novembre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 5026 MRM du 29 juillet 2010 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Kaukura, commune de Arutua, au profit de Mme Tini Etaia épouse Otare. | 7375 |
| Arrêté n° 8557 MRM du 15 novembre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 8345 MRM du 22 novembre 2010 portant autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime sis dans la commune de Ua Pou, au profit de M. Rudolf Klima | 7375 |
| Arrêté n° 8558 MRM du 15 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire de trois (3) emplacements du domaine public maritime sis dans la commune de Papara, au profit de M. Moerani Taromahina Lehartel. | 7376 |
| Arrêté n° 8559 MRM du 15 novembre 2012 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime sis à Taputapuatea, commune de Taputapuatea, au profit de Mme Lala Tetahira veuve Riegert | 7378 |
| Arrêté n° 8560 MRM du 15 novembre 2012 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime sis à Kaukura, commune de Arutua, au profit de Mme Lucienne Teuramarāe Tehaa épouse Hopue-Tamahuta | 7380 |

| | |
|--|------|
| Arrêté n° 8561 MRM du 15 novembre 2012 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime sis à Aratika, commune de Fakarava, au profit de Mme Béatrix Poroi épouse Taimana | 7381 |
| Arrêté n° 8562 MRM du 15 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire de sept (7) emplacements du domaine public maritime sis à Tatakoto, commune de Tatakoto, au profit de M. Nohorai Gordien Voirin. | 7383 |
| Arrêté n° 8563 MRM du 15 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire de sept (7) emplacements du domaine public maritime sis à Reao, commune de Reao, au profit de M. Vaimihi Sydney Etienne Teara | 7385 |
| Arrêté n° 8564 MRM du 15 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire de sept (7) emplacements du domaine public maritime sis à Reao, commune de Reao, au profit de M. Tai dit Noël Tehau. | 7387 |
| Arrêté n° 8565 MRM du 15 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire de sept (7) emplacements du domaine public maritime sis à Reao, commune de Reao, au profit de M. Roger Teikimeiteaki Ah-Scha | 7390 |
| Arrêté n° 8566 MRM du 15 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire de sept (7) emplacements du domaine public maritime sis à Reao, commune de Reao, au profit de Mlle Lolita Heiariki Arakino. | 7392 |
| Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports | |
| Arrêté n° 8521 MEJ du 13 novembre 2012 accordant la délégation de service public prévue à l'article 9 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française | 7394 |
| Arrêté n° 8522 MEJ du 13 novembre 2012 portant composition du jury du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française | 7395 |
| Arrêté n° 8523 MEJ du 13 novembre 2012 portant composition du jury du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française | 7395 |
| Arrêté n° 8548 MEJ du 15 novembre 2012 portant délégation de signature à M. Bernard Chimin, tavana hau de la circonscription des îles Marquises. | 7396 |
| Ministère de l'aménagement et du logement | |
| Arrêté n° 8469 MAA.AU.UOC du 9 novembre 2012 autorisant la modification du règlement de construction du lotissement Mamaia 3 sis sur la commune de Faa'a | 7396 |
| Arrêté n° 8470 MAA du 9 novembre 2012 portant modification de l'arrêté n° 3791 MAA du 20 juillet 2011 autorisant la location d'une parcelle de terre domaniale à détacher de l'îlot Gagie parcelle A, cadastrée section BH n° 1, sise commune de Anaa, au profit de M. Athanase Tevaeaerai | 7397 |
| Arrêté n° 8482 MAA du 12 novembre 2012 autorisant la location du lot n° 18 cadastré section MZ n° 10 et n° 11 dépendant du domaine de Faaroa, sis à Avera, commune de Taputapuatea, île de Raiatea, au profit de M. Christian Heiata | 7398 |
| Arrêté n° 8483 MAA du 12 novembre 2012 autorisant la location de la parcelle cadastrée section MY n° 37 à détacher du lot n° 8 dépendant du domaine de Faaroa, sise à Avera, commune de Taputapuatea, île de Raiatea, au profit de M. Ronald Anuanu et Mme Jasmina Teriipaia épouse Anuanu. | 7699 |
| Arrêté n° 8484 MAA du 12 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime remblayé sis commune de Uturoa à Raiatea, au profit de Mlle Christine Ariti Neuffer. | 7400 |
| Arrêté n° 8485 MAA du 12 novembre 2012 autorisant la location de deux emprises à détacher des terres domaniales dénommées Puahakaiapa-Aepa et Iohamahioo-Teuatetoi-Faeoa, respectivement cadastrées section A n° 197 et n° 194 sises à Omoa, commune de Fatu Hiva, au profit de M. Simiona a Marama Tiaino | 7401 |
| Arrêté n° 8486 MAA du 12 novembre 2012 autorisant la location d'une emprise (lot 1) à détacher de la parcelle de terre domaniale dénommée Peeura : lot 4 cadastrée section H n° 372, sise commune de Faa'a, au profit de Mlle Paméla Mamatui | 7402 |
| Arrêté n° 8489 MAA du 12 novembre 2012 autorisant la location d'une emprise (lot 10) à détacher de la parcelle de terre domaniale dénommée Peeura : lot B du lot 7 cadastrée section H n° 406, sise commune de Faa'a, au profit de Mme Pipikura Pepehau épouse Tuarea | 7403 |

Arrêté n° 8533 MAA du 14 novembre 2012 portant affectation des locaux du rez-de-jardin dépendant de l'immeuble Tefafai et les emplacements de parking y attenants, édifiés sur la parcelle cadastrée commune de Faa'a, section S n° 1402, au profit de la direction de l'aviation civile. 7403

Arrêté n° 8534 MAA du 14 novembre 2012 portant affectation d'une parcelle dépendant de la terre "Lots de ville n° 40-86-50-84, Hamiti", cadastrée commune de Uturoa, section AD n° 273, et des constructions y édifiées au profit de la circonscription des îles Sous-le-Vent 7404

Arrêté n° 8546 MAA du 14 novembre 2012 portant affectation des bâtiments A, G1, H et I dépendant de l'ancien hôpital Vaiami édifiés sur la parcelle cadastrée commune de Papeete, section AD n° 60, au profit du ministère en charge de la culture 7405

Ministère de l'environnement, de l'énergie et des mines

Arrêté n° 8549 MEM/ENV du 15 novembre 2012 autorisant, à titre exceptionnel, M. Michael Poole à détenir la dépouille d'un cachalot nain (*Kogia simus*) retrouvé mort à Moorea 7405

Ministère de la santé et de la solidarité

Arrêté n° 8467 MSS/DSP du 9 novembre 2012 accordant une suspension de formation à Mme Stéphanie Cabrera épouse Godest, étudiante en soins infirmiers de 1re année à l'Institut de formation des professions de santé Mathilde-Frébault (promotion 2012-2015) 7406

Arrêté n° 8497 MSS du 12 novembre 2012 portant autorisation provisoire d'ouverture et d'exploitation de l'établissement "Le Jasmin" 7406

Arrêté n° 8498 MSS du 12 novembre 2012 portant autorisation provisoire d'ouverture et d'exploitation de l'établissement "Chez Yvon" 7407

Arrêté n° 8499 MSS du 12 novembre 2012 portant autorisation provisoire d'ouverture et d'exploitation de l'établissement "Chez Francis" 7408

Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt

Arrêté n° 8552 MAE du 15 novembre 2012 portant agrément de l'établissement de commercialisation d'animaux "Zooland" 7409

Ministère du développement des archipels et des transports interinsulaires

Arrêté n° 8535 MDA du 14 novembre 2012 autorisant le navire Cobia III à desservir l'île de Tetiaroa lors de son voyage n° 40 du 10 novembre 2012 7409

Arrêté n° 8573 MDA du 16 novembre 2012 autorisant le navire Taporo VIII à desservir l'île de Tetiaroa lors de son voyage n° 29 TET du 15 novembre 2012 7409

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Arrêté n° A95-2012 PR/APF du 9 novembre 2012 mettant fin aux fonctions de M. Jean-Marc Henri Regnault en qualité de conseiller technique du président de l'assemblée de la Polynésie française 7410

ACTES DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

Décision n° 2012-5 CESC du 7 novembre 2012 portant modification n° 4 du budget du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française pour l'exercice 2012. 7410

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Ordonnance n° 2012-1240 du 8 novembre 2012 portant transposition de la directive 2010/73/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 modifiant la directive 2003/71/CE concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation et la directive 2004/109/CE sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé. (JORF du 9 novembre 2012) 7411

| | |
|---|------|
| Décret n° 2012-1243 du 8 novembre 2012 portant transposition de la directive 2010/73/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 modifiant la directive 2003/71/CE concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation et la directive 2004/109/CE sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé. (JORF du 9 novembre 2012) .. | 7412 |
| Décret n° 2012-1261 du 13 novembre 2012 relatif à l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSé). (JORF du 15 novembre 2012) | 7413 |
| Arrêté interministériel du 29 octobre 2012 fixant l'organisation générale, la nature des épreuves et le programme de l'examen professionnel pour l'accès au premier grade du corps des greffiers de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française. (JORF du 10 novembre 2012) | 7414 |
| Arrêté interministériel du 30 octobre 2012 modifiant l'arrêté du 25 octobre 2005 fixant les modalités d'organisation et le programme des concours pour le recrutement des officiers de la police nationale. (JORF du 13 novembre 2012). | 7415 |
| Arrêté interministériel du 8 novembre 2012 modifiant l'arrêté du 3 mars 2006 relatif aux règles de l'air et aux services de la circulation aérienne et l'arrêté du 6 juillet 1992 relatif aux procédures pour les organismes rendant les services de la circulation aérienne aux aéronefs de la circulation aérienne générale. (JORF du 14 novembre 2012) | 7423 |
| EXTRAITS | |
| Décret du 26 octobre 2012 portant naturalisation, réintégration, mention d'enfants mineurs bénéficiant de l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents et francisation de noms et prénoms. (JORF du 28 octobre 2012) | 7424 |
| Décret du 14 novembre 2012 portant promotion et nomination. (JORF du 15 novembre 2012) | 7424 |
| Arrêté ministériel du 31 octobre 2012 portant application des articles L. 562-1 et suivants du code monétaire et financier. (JORF du 8 novembre 2012) | 7424 |
| Convention n° 312-12 du 31 octobre 2012 entre l'Etat et la commune de Bora Bora relative au fonds exceptionnel d'investissement (FEI) concernant l'opération "Couverture du centre d'enfouissement technique (CET) de Bora Bora, archipel des îles Sous-le-Vent" | 7439 |
| Convention de financement n° HC 314-12 DIPAC/FIP du 5 novembre 2012 entre le Fonds intercommunal de péréquation et la commune de Taputapuata relative à l'opération "Reconstruction du groupe scolaire de Puohine, maternelle et primaire : étude jusqu'à l'APD" | 7446 |
| Convention n° 323-12 du 9 novembre 2012 entre l'Etat et la commune de Rangiroa relative au fonds exceptionnel d'investissement (FEI) concernant l'opération "Acquisition d'une navette de transport maritime inter-îles, commune de Rangiroa, archipel des Tuamotu" | 7446 |
| Convention n° 324-12 du 9 novembre 2012 entre l'Etat et la commune de Ua Pou relative au fonds exceptionnel d'investissement (FEI) concernant l'opération "Rénovation de l'ancienne école de Hakahau, commune de Ua Pou, archipel des îles Marquises" | 7447 |
| Avenant n° 315-12 du 5 novembre 2012 à la convention de financement n° HC 325-09 du 19 octobre 2009 relative à l'opération "Rénovation de la cantine et de la clôture de l'école primaire de Tehurui" dans la commune de Tumaraa. | 7447 |
| Avenant n° HC 316-12 DIPAC/FIP du 5 novembre 2012 à la convention de financement n° HC 326-09 DIPAC/FIP du 19 octobre 2009 relative à l'opération "Reconstruction de la salle de repos de l'école maternelle de Vaiaau" dans la commune de Tumaraa. | 7447 |
| Avenant n° 326-12 du 12 novembre 2012 à la convention de financement n° HC 129-11 DIPAC/FIP du 4 mai 2011 relative à la réalisation du plan communal de sauvegarde (PCS) par la commune de Hitia'a O Te Ra. | 7448 |
| Avenant n° 327-12 du 12 novembre 2012 à la convention de financement n° HC 313-10 DIPAC/FIP du 18 octobre 2010 relative aux études complémentaires pour les travaux à court terme d'adduction d'eau potable de la commune de Papara | 7448 |
| Avenant n° 328-12 du 12 novembre 2012 à la convention de financement n° 103-08 du 16 avril 2008 modifiée relative à l'opération "Reconstruction de l'école maternelle Taharuu" par la commune de Papara | 7449 |
| Avenant n° 329-12 du 12 novembre 2012 à la convention de financement n° HC 321-10 DIPAC/FIP du 24 octobre 2010 relative à la réfection du réseau de la route de la pointe Vénus (tranche 1) de la commune de Mahina | 7449 |

| | |
|---|------|
| Avenant n° 330-12 du 12 novembre 2012 à la convention de financement n° HC 249-09 DIPAC/FIP du 18 août 2009 modifiée par l'avenant n° 274-11 du 15 septembre 2011 relative à l'opération "Construction d'un bloc sanitaire à Napuka primaire" | 7449 |
| Avenant n° HC 32 TG du 13 novembre 2012 à la convention de financement n° HC 18-07 TG du 22 novembre 2007 relative à l'opération "Construction d'un hangar technique dans la commune de Gambier" | 7449 |
| Avenant n° HC 33 TG du 13 novembre 2012 à la convention de financement n° HC 20-07 TG du 24 décembre 2007 relative à l'opération "Construction d'un hangar technique dans la commune de Gambier" | 7450 |

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

| | |
|--|------|
| Commission des impôts. — Délibération pour l'élection du président et du vice-président | 7450 |
| Direction de l'équipement. — Etat récapitulatif des autorisations d'extractions d'agréats délivrées sur l'île de Tahiti pour la période du 30 août au 31 octobre 2012 | 7450 |
| Service de l'urbanisme. — 1° Avis officiel n° 3297 MAA/SAU du 7 novembre 2012 concernant une demande de division en 2 lots du n° 13 du lotissement Maurin, sis à Punaauia, formulée par Me Calmet, mandataire de M. Paquier et Mme Kastavy | 7451 |
| 2° Avis officiel n° 3298 MAA/SAU du 7 novembre 2012 concernant une demande de division en 2 lots du n° 3-15 du lotissement Puunui, sis à Toahotu, formulée par Me Bruggmann, mandataire de M. Cazaux et Mme Cheze | 7451 |
| 3° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent et des Tuamotu-Gambier pour la période du 15 au 19 octobre 2012 | 7451 |

PARTIE NON OFFICIELLE

| | |
|---------------------------------------|------|
| Annonces judiciaires et légales | 7453 |
| Annonces diverses | 7457 |



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° 2093 AC.DIR.SREIDD/DREA du 6 novembre 2012 dotant les aéroports de Tahiti-Faa'a et de Bora Bora d'une commission consultative économique commune et en désignant les membres.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie Française ;

Vu le décret n° 61-447 du 3 mai 1961 fixant la compétence et portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile d'intérêt général dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions consultatives à caractère consultatif ;

Vu le code de l'aviation civile applicable en Polynésie française ;

Vu la convention de concession de l'aérodrome de Tahiti-Faa'a du 15 mars 2010 au bénéfice de la société Aéroport de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 273 SEAC-PF du 31 mars 2010 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public de l'aérodrome de Bora Bora ;

Vu l'arrêté n° 393 AC.DIR.SREIDD/ du 23 septembre 2011 dotant les aérodromes de Tahiti-Faa'a et de Bora Bora d'une commission consultative économique commune et en désignant les membres,

Arrête :

Article 1er.— Les aérodromes de Tahiti-Faa'a et de Bora Bora sont dotés d'une commission consultative économique commune. Cette commission se réunit au moins une fois par an pour émettre un avis, sur les programmes d'investissements, ainsi que sur les modalités d'établissement et d'application, sur les aérodromes susvisés, des redevances pour services rendus. Elle peut être consultée sur tout sujet relatif aux services rendus par l'exploitant des aérodromes.

Art. 2.— La commission établit son règlement intérieur qui précise les conditions dans lesquelles est assuré son fonctionnement, le secrétariat de la commission ainsi que les modalités d'adoption et de diffusion des procès-verbaux. Le règlement intérieur est approuvé par le haut-commissaire.

Art. 3.— Les réunions de la commission donnent lieu à des procès-verbaux.

Art. 4.— Peuvent siéger sans voix délibérative, aux réunions de cette commission, le représentant du haut-commissaire de la République en Polynésie française et le directeur du service d'Etat de l'aviation civile, le chef du service de la régulation économique, de l'ingénierie et du développement durable, le directeur régional de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ou son représentant, le chef du service de la navigation aérienne ou son représentant, le commandant de la base aérienne 190 de Tahiti-Faa'a, les fonctionnaires et militaires responsables sur les aérodromes des contrôles aux frontières ou de la sûreté, les chefs des services des autres administrations concernées par les questions portées à l'ordre du jour et toutes personnalités et tous experts convoqués en raison de leur compétence.

Art. 5.— Sont nommés par le présent arrêté membres de la commission consultative économique des aérodromes de Tahiti-Faa'a et de Bora Bora, avec voix délibérative, les personnes ci-après désignées :

En qualité de représentants de l'exploitant ou des collectivités territoriales intéressées :

- M. Christian Rognone, directeur général adjoint d'EGIS Avia ;
- M. Gérard Perfettini, directeur régional de la Caisse des dépôts et consignations en Polynésie française ;
- M. James Salmon, représentant de la Polynésie française ;
- M. Frédéric Mor, directeur général d'Aéroport de Tahiti ;
- Mme Valérie Latapie, directrice du pôle administratif et financier d'Aéroport de Tahiti ;
- Mme Tearaina Teamotuitau-Tuihani, directrice marketing et produits aéronautiques d'Aéroport de Tahiti.

En qualité de représentants des organisations professionnelles du transport aérien et des principaux usagers aéronautiques des aérodomes considérés :

- M. Philippe Barbieri, représentant de l'Association des transporteurs aériens internationaux de Polynésie française ;
- M. Georges Lachenaud, représentant d'Air France ;
- M. Etienne Howan, représentant d'Air Tahiti Nui ;
- M. Marcel Galenon, représentant d'Air Tahiti ;
- Mme Crystelle Taisne représentant de l'AOC (Airline Operators Committee) ;
- M. Manate Vivish, représentant d'Air Archipels.

Le président et les membres des commissions qui siègent en raison des fonctions qu'ils occupent peuvent se faire suppléer par un membre du service ou de l'organisme auquel ils appartiennent.

Un membre désigné en raison de son mandat électif ne peut se faire suppléer que par un élu de la même assemblée délibérante.

Art. 6.— M. Gilles Yau est investi dans les fonctions de président de cette commission.

Art. 7.— Le mandat des membres de la commission nommés en application des articles 5 et 6 prend fin à l'échéance du mandat des membres de la commission en fonction à la date d'entrée en vigueur du précédent arrêté, soit le 22 septembre 2014.

Art. 8.— L'arrêté n° 393 AC.DIR.SREIDD du 23 septembre 2011 est abrogé.

Art. 9.— Le directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Papeete, le 6 novembre 2012.
Pour le haut-commissaire
et par délégation :
*Le secrétaire général
du haut-commissariat,*
Gilles CANTAL.

ARRETE n° HC 383 DRHME/BRHT/jt du 9 novembre 2012 portant admission à l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe supérieure du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française au titre de l'année 2012.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création des corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, modifiée par la loi organique n° 95-173 du 20 février 1995 portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 modifié fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création des corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2009-1388 du 11 novembre 2009 modifié portant dispositions statutaires communes à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2010-302 du 19 mars 2010 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat et à certains corps analogues relevant du décret n° 2009-1388 du 11 novembre 2009 portant dispositions statutaires communes à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2010 fixant les modalités d'organisation et les épreuves des examens professionnels pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe supérieure et de classe exceptionnelle de l'intérieur et de l'outre-mer ;

Vu l'arrêté du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration en date du 2 juin 2011 fixant les taux de promotion pour la période 2011-2013 pour l'avancement de grade pour les corps de secrétaires administratifs et d'adjoints administratifs du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 mars 2012 autorisant au titre de l'année 2012 l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe supérieure du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 203 DRHME/BRHT/jt du 12 juillet 2012 fixant les conditions d'ouverture et d'organisation de l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe supérieure du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française au titre de l'année 2012 ;

Vu l'arrêté n° HC 208 DRHME/BRHT/jt du 16 juillet 2012 modifié portant composition du jury des examens professionnels pour l'accès aux grades de secrétaire administratif de classe supérieure et de classe exceptionnelle du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française au titre de l'année 2012 ;

Vu l'arrêté n° HC 346 DRHME/BRHT/jt du 4 octobre 2012 fixant la liste des candidats admis à se présenter à l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe supérieure du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française au titre de l'année 2012 ;

Vu le procès-verbal de la réunion du jury du 6 novembre 2012 portant admission à l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe supérieure du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française au titre de l'année 2012 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er. — Compte tenu du nombre de postes offerts et de la note obtenue par la candidate, a été déclarée admise à l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe supérieure du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie organisée au titre de l'année 2012 : - Mme Minh-Thi Tcha.

Art. 2. — Le secrétaire général du haut-commissariat, la directrice des ressources humaines et de la modernisation de l'Etat et le directeur de la réglementation et du contrôle de la légalité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 novembre 2012.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le secrétaire général
du haut-commissariat,*
Gilles CANTAL.

ARRETE n° HC 384 DRHME/BRHT/jt du 9 novembre 2012 portant admission à l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe exceptionnelle du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française au titre de l'année 2012.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création des corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, modifiée par la loi organique n° 95-173 du 20 février 1995 portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 modifié fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création des corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2009-1388 du 11 novembre 2009 modifié portant dispositions statutaires communes à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2010-302 du 19 mars 2010 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat et à certains corps analogues relevant du décret n° 2009-1388 du 11 novembre 2009 portant dispositions statutaires communes à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2010 fixant les modalités d'organisation et les épreuves des examens professionnels pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe supérieure et de classe exceptionnelle de l'intérieur et de l'outre-mer ;

Vu l'arrêté du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration en date du 2 juin 2011 fixant les taux de promotion pour la période 2011-2013 pour l'avancement de grade pour les corps de secrétaires administratifs et d'adjoints administratifs du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 mars 2012 portant autorisation d'ouverture au titre de l'année 2012 d'un examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe exceptionnelle du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française du ministère de l'intérieur ;

Vu l'arrêté n° HC 204 DRHME/BRHT/jt du 12 juillet 2012 modifié fixant les conditions d'ouverture et d'organisation de l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe exceptionnelle du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française au titre de l'année 2012 ;

Vu l'arrêté n° HC 208 DRHME/BRHT/jt du 16 juillet 2012 modifié portant composition du jury des examens professionnels pour l'accès aux grades de secrétaire administratif de classe supérieure et de classe exceptionnelle du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française au titre de l'année 2012 ;

Vu l'arrêté n° HC 345 DRHME/BRHT/jt du 4 octobre 2012 fixant la liste des candidats admis à se présenter à l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe exceptionnelle du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française au titre de l'année 2012 ;

Vu le procès-verbal de la réunion du jury du 7 novembre 2012 portant admission à l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe exceptionnelle du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française au titre de l'année 2012 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er. — Compte tenu du nombre de postes offerts et de la note obtenue par la candidate, a été déclarée admise à l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe exceptionnelle du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie organisée au titre de l'année 2012 : - Mme Sandra Clark.

Art. 2. — Le secrétaire général du haut-commissariat, la directrice des ressources humaines et de la modernisation de l'Etat et le directeur de la réglementation et du contrôle de la légalité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 novembre 2012.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le secrétaire général
du haut-commissariat,*
Gilles CANTAL.

Par arrêté n° HC 44 IDV du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 6 novembre 2012. — Il est accordé une subvention au Syndicat mixte pour la gestion du contrat urbain de cohésion sociale de l'agglomération de Papeete pour la réalisation de la programmation en investissement validées aux comités de pilotage du 23 mars 2012 et du 5 octobre 2012.

Cette subvention représente la totalité de la participation financière du Syndicat mixte au financement du programme en investissement, soit un montant de 119 331 743 F CFP, soit 1 000 000 d'euros.

Cette subvention est imputée sur les crédits délégués par le ministère des outre-mer sur le centre financier : 0123-D987-D987, domaine fonctionnel : 0123-02-02 et groupe de marchandise : 10.03.01.

Par arrêté n° HC 2116 du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 13 novembre 2012. — *Objet de l'arrêté*

Le présent arrêté a pour objet de fixer le montant et les conditions d'octroi de la subvention de l'Etat relative à l'opération intitulée "Prog. 2012 3IF - Réfection de 2 radiers à Fangatau" dans le cadre du concours de l'Etat au financement des investissements prioritaires de la Polynésie française.

Bénéficiaire

Le bénéficiaire de la subvention est la Polynésie française.

Description et coût

Le projet consiste en la réhabilitation de 2 radiers dégradés à Fangatau, dans l'archipel des Tuamotu.

Le montant global du projet est estimé à 228 545,45 euros HTVA, soit 27 272 727 F CFP HTVA.

La fiche budgétaire d'opération, annexée au présent arrêté, précise la nature du projet, son coût et l'échéancier prévisionnel de réalisation par poste de dépense.

Plan de financement

Le coût global du projet est estimé à 228 545,45 euros HTVA, soit 27 272 727 F CFP HTVA. Sur la base de ce montant, le plan de financement est fixé comme suit :

| | | |
|---------------------------------|------------------|------------------|
| - Etat 80 % HTVA | 182 836,36 euros | 21 818 182 F CFP |
| - Polynésie française 20 % HTVA | 45 709,09 euros | 5 454 545 F CFP |

La TVA sera à la charge de la Polynésie française.

Annexes
(voir pages suivantes)



72.2012 Réfection de 2 radiers à Fangatau (3IF 2012)

Fiche Budgétaire d'Opération - Volet de présentation

| Identification - Opération | | |
|----------------------------|---|--|
| Programmé | 91401 | RESEAU ROUTIER |
| AP | 72.2012 | Réfection de 2 radiers à Fangatau (3IF 2012) |
| Archipel | TUA | |
| montant AP | 30 000 000 | |
| Maître d'ouvrage | MET | Ministère de l'équipement, des transports terrestres |
| Service | DEQ | Direction de l'équipement |
| Centre travail | 76130 | DEQ_INF_TG |
| Chapitre | 914 | 914 - RESEAUX ET EQUIPEMENTS STRUCTURANTS |
| Chargé d'affaire | Raymond SIAO | |
| Email | raymond.siao@equipement.gov.pf | |
| Téléphone | | |
| Description | <p>Objet de l'opération :</p> <p>Il s'agit de réhabiliter 2 radiers dégradés suite aux éclatements de béton de certaines travées en béton armé notamment la face inférieure de la dalle</p> <p>Financement :</p> <p>Etudes et travaux inscrit à la programmation 2012 du dispositif "3IF" pour un montant de 30 000 000 F, dont 21 818 182 F au titre de la part Etat (80 % HT)</p> | |

| Situation | |
|--------------------|---|
| Date | 28/09/2012 |
| Point de situation | <p>Démarrage des travaux prévu le 30 juillet 2012.</p> <p>Travaux démarrés le 30 juillet 2012.</p> <p> suite à la visite du conducteur des travaux le 27 sep 2012, il a constaté l'état de dégradation avancée du 3 ème radier d'une longueur de 110 ml environ risquant la fermeture de l'ouvrage et empêchant la circulation au motu pour les habitants du village . Dans la continuité des travaux actuels, il est envisagé de procéder à la réfection du tablier . Ce qui porte un délai supplémentaire de 3 mois</p> |



72.2012 Réfection de 2 radiers à Fangatau (3IF 2012)

Fiche Budgétaire d'Opération - Volet planning

Liste des tâches

| | Nat | Montant | Début (mois) | Durée (mois) | Eng (mois) | % | mars12 | avr.12 | mai12 | juin12 | juil.12 | août12 | sept.12 | oct.12 | nov.12 | déc.12 | janv.13 | févr.13 | mars13 | avr.13 | mai13 | juin13 |
|-------------------------------|-----|------------|-----------------|-----------------|---------------|------|--------|--------|-------|--------|---------|--------|---------|--------|--------|--------|---------|---------|--------|--------|-------|--------|
| 1 3IF.2012 - Travaux radiers | D | 30 000 000 | 06/12 | 9 | 06/12 | 43% | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1.1 Etude topo | T | 500 000 | 06/12 | 1 | | 100% | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1.2 Mise en oeuvre | T | 10 500 000 | 07/12 | 7 | | 41% | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1.3 Fournitures des matériaux | T | 4 500 000 | 06/12 | 5 | | 78% | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1.4 location matériels | T | 5 000 000 | 07/12 | 4 | | 72% | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1.5 transport des matériaux | T | 7 500 000 | 07/12 | 5 | | 58% | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1.6 Contrôle et déplacements | D | 1 000 000 | 07/12 | 4 | | 72% | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1.7 repli du matériel | T | 1 000 000 | 12/12 | 3 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Par arrêté n° HC 2117 du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 13 novembre 2012.— *Objet de l'arrêté*

Le présent arrêté a pour objet de prolonger le délai de réalisation du projet intitulé "Prog. 2011 3IF - Renforcement et revêtements routiers entre les PK 18 et 28 à Tumaraa".

Modification des modalités d'exécution de l'arrêté

Le second paragraphe de l'article 7 de l'arrêté n° HC 1428 du 5 octobre 2011 portant versement par l'Etat d'une subvention d'un montant de 1 218 909,10 euros HT (145 454 546 F CFP) au projet "Prog. 2011 3IF - Renforcement et revêtements routiers entre les PK 18 et 28 à Tumaraa" est modifié comme suit :

"Le projet (travaux) ne pourra commencer qu'à compter de sa validation en comité de pilotage et se réalisera dans un délai de 24 mois à compter du démarrage des travaux".

La fiche budgétaire d'opération, annexée au présent arrêté, se substitue à celle figurant dans l'arrêté initial.

Autres dispositions

Toutes les autres dispositions de l'arrêté n° HC 1428 du 5 octobre 2011 non expressément modifiées par le présent arrêté modificatif restent sans changement.

Annexes
(voir pages suivantes)



190.2011 Renforcement et revêtements routiers entre les PK 18 et 28 à Tumaraa (3IF 2011)

Fiche Budgétaire d'Opération - Volet de présentation

| | | |
|------------------|--|---|
| Programme | 91401 | RESEAU ROUTIER |
| AP | 190.2011 | Renforcement et revêtements routiers entre les PK 18 et 28 à Tumaraa (3IF 2011) |
| Archipel | ISLV | |
| montant AP | 200 000 000 | |
| Maître d'ouvrage | MET | Ministère de l'équipement, des transports terrestres |
| Service | DEQ | Direction de l'équipement |
| Centre travail | 76130 | DEQ_INF_JS |
| Chapitre | 914 | 914 - RESEAUX ET EQUIPEMENTS STRUCTURANTS |
| Chargé d'affaire | Jacky TEFAATAU | |
| Email | tefaatau.jacky@raiatea.deq.gov.pf | |
| Téléphone | 802 807 ou 78 22 15 | |
| Description | <p>Objet :</p> <p>L'opération consiste dans le renforcement et mise en place d'un revêtement routier à la place de l'ancien enduit vétuste et dangereux pour les usagers du fait de la formation de très nombreux nids de poule.</p> <p>Section concernée située entre le PK 18 et PK 28 à Raitea</p> <p>Financement:</p> <p>Projet inscrit à la programmation 2011 du dispositif "Nvelle DGDE" pour un montant de 200 MF (TTC), dont 145 454 546 F au titre de la part Etat (80% HT).</p> | |

| | |
|--------------------|---|
| Date | 28/08/2012 |
| Point de situation | <p>Tranche A:</p> <p>Travaux terminés et marché en cours de solde.</p> <p>Tranche B:</p> <p>Analyse des offres en cours</p> <p>Prorogation du délai de l'arrêté HC/1428 du 05/11/2011 par avenant jusqu'au : 12/09/2013</p> |



190.2011 Renforcement et revêtements routiers entre les PK 18 et 28 à Tumaraa (C)

Fiche Budgétaire d'Opération - Volet planning

Liste des tâches

| | Nat | Montant | Début (mois) | Durée (mois) | Eug (mois) | % | T1 2011 | T2 2011 | T3 2011 | T4 2011 | T1 2012 | T2 2012 | T3 2012 | T4 2012 | T1 2013 | T2 2013 | T3 2013 | T4 2013 |
|--|-----|-------------|-----------------|-----------------|---------------|------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| 1 Nouvelle DGDE 2011 | D | 200 000 000 | 05/11 | 38 | 05/11 | 57% | | | | | | | | | | | | |
| 1.1 Etudes et DCE | E | | 05/11 | 3 | | 100% | | | | | | | | | | | | |
| 1.2 Appel d'offres tranche A | AO | | 06/11 | 1 | | 100% | | | | | | | | | | | | |
| 1.3 CCM | CCM | | 07/11 | 1 | | 100% | | | | | | | | | | | | |
| 1.4 Travaux de renforcement et de revêtement tranche A | T | 96 550 067 | 09/11 | 12 | | 100% | | | | | | | | | | | | |
| 1.5 Travaux extraction (LC) | T | 3 439 700 | 07/12 | 2 | | 95% | | | | | | | | | | | | |
| 1.6 Appel d'offres tranche B | AO | 173 880 | 07/12 | 1 | | 100% | | | | | | | | | | | | |
| 1.7 CCM | CCM | | 09/12 | 1 | | 35% | | | | | | | | | | | | |
| 1.8 Travaux de renforcement et de revêtement tranche B | T | 99 836 353 | 11/12 | 10 | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

ACTES PRIS CONJOINTEMENT (ETAT/POLYNESIE FRANÇAISE)

CONVENTION n° 302-12 du 25 octobre 2012 pour le financement du projet "Contrôle multi-espèces et approche socio-éducative d'implication des populations pour la sauvegarde des Monarques de Tahiti et de Fatu Hiva" financé dans le cadre des appels à projets pour la mise en œuvre de la stratégie nationale pour la biodiversité 2011-2020.

Entre :

- L'Etat (ministère de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie), représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

d'une part,

Et :

- La société d'ornithologie de Polynésie "Manu", (n° TAHITI 236778), représenté par son président M. Philippe Raust, dûment habilité aux fins des présentes par l'assemblée générale du 31 mars 2012 et la réunion de bureau du 3 avril 2012,

d'autre part,

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Dans le cadre de la stratégie nationale pour la biodiversité 2011-2020, un des engagements de l'Etat 2011-2013 consiste à mettre en œuvre des incitations pour une reconquête d'un niveau plus élevé de biodiversité d'espaces naturels et pour une amélioration de la fonctionnalité des écosystèmes.

Cet engagement s'est traduit par le lancement d'appels à projets "Lutte contre les espèces exotiques envahissantes terrestres et marines" pour lequel le bénéficiaire a proposé un projet qui a reçu un avis favorable du comité de sélection, puis du ministre en charge de l'écologie le 7 février 2012. Le porteur de projet a reçu notification de l'acceptation de son dossier par courrier du directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature.

L'outre-mer français, composé principalement de territoires insulaires et accueillant une biodiversité fragile et précieuse, fait l'objet depuis le début de la mise en œuvre de la stratégie du ministère, d'une attention particulière. Un des domaines justifiant un renforcement à l'outre-mer de l'action publique concerne les espèces exotiques envahissantes, à la fois terrestres et marines, ayant un impact négatif sur la biodiversité, particulièrement dans les écosystèmes sensibles comme les récifs coralliens.

Des stratégies de prévention des risques liés aux espèces exotiques envahissantes sont en cours de développement sur ces territoires. Il apparaît maintenant nécessaire de renforcer la protection des milieux naturels, tant terrestres que maritimes, de l'outre-mer français au regard des risques présentés par les espèces exotiques envahissantes. Pour cela, le développement de méthodes de lutte et de prévention, dans la mesure du possible innovantes, pouvant également être déployées dans d'autres territoires concernés, doit permettre une action renforcée sur ce sujet.

Le projet proposé par le bénéficiaire s'inscrit dans cette problématique et vise à y apporter une réponse durable.

Article 1er. — Objet de la convention et responsabilité scientifique

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités selon lesquelles l'Etat apporte un soutien financier au bénéficiaire pour la mise en œuvre du projet présenté dans le cadre de l'appel à projets "Lutte contre les espèces exotiques envahissantes terrestres et marines". Il est placé sous la responsabilité scientifique de M. Thomas Ghestemme, coordinateur des programmes à la société d'ornithologie de Polynésie "Manu".

Art. 2. — Description et coût du projet

Le projet porte sur un "contrôle multi-espèces et une approche socio-éducative d'implication des populations pour la sauvegarde des monarques de Tahiti et de Fatu Hiva".

Il vise à améliorer et à rationaliser le contrôle simultané et régulier de plusieurs espèces exotiques envahissantes : le rat noir (*Rattus rattus*), des oiseaux introduits tels que le martin triste (*Acridotheres tristis*), le bulbul à ventre rouge (*Pycnonotus cafer*) et le busard de gould (*Circus approximans*), le miconia (*Miconia calvescens*), mais aussi d'autres plantes invasives telles que le tulipier du Gabon (*Spathodea campanulata*), le bétail (chèvre et cochon) et le chat domestique (*Felis silvestris catus*) retourné à l'état sauvage pour la sauvegarde des monarques de Tahiti et de Fatu Hiva, et de coupler ces actions de lutte avec une approche socio-éducative de sensibilisation et d'implication des populations concernées via l'animation de deux groupes de gestion participative.

Le coût total prévisionnel de ce projet de recherche à 471 563 euros TTC, soit 56 272 434 F CFP TTC.

Le détail de ce projet, ses coûts, sa localisation géographique ainsi que le calendrier de réalisation des opérations font l'objet de l'annexe 1.

Art. 3.— Exécution de la convention

3.1 Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 24 mois et prend effet à compter de sa date de signature par toutes les parties contractantes.

3.2 Commencement d'exécution de l'opération

Le bénéficiaire s'engage à démarrer l'opération dans un délai maximal de 6 mois à compter de la date de signature de la convention.

Art. 4.— Plan de financement

L'opération décrite à l'article 2 s'effectuera selon le plan de financement suivant :

| Partenaires financiers | Montant de la subvention | Taux de subvention |
|------------------------|---|---------------------|
| Etat | 100 000 euros, soit 11 933 174 F CFP | 21,21 % du TTC |
| Co-financeurs | | |
| Territoire (DIREN) | 118 414 euros, soit 14 130 549 F CFP | 78,79 % du TTC |
| - Union européenne | 157 452 euros, soit 18 789 021 F CFP | |
| - CEPF (CI) | 64 432 euros, soit 7 688 783 F CFP | |
| - Nature et découverte | 17 647 euros, soit 2 105 847 F CFP | |
| - SEFI | 13 618 euros, soit 1 625 060 F CFP | |
| Total TTC | 471 563 euros, soit 56 272 434 F CFP | 100 % du TTC |

CONVENTION n° 313-12 du 5 novembre 2012 pour le programme de recherche RikiGEN : "Écloserie et valorisation génétique des huîtres perlières de l'archipel des Gambier".

Entre :

- L'Etat (ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration), représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

d'une part,

Et :

- L'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER), représenté par son président directeur général ou son délégué,

d'autre part,

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

Article 1er.— Objet de la convention et responsabilité scientifique

La présente convention a pour objet de soutenir le programme de recherche RikiGEN : "Écloserie et valorisation génétique des huîtres perlières de l'archipel des Gambier", présenté par l'IFREMER-Centre du Pacifique-Unité de recherches "Ressources marines de Polynésie française". Il est placé sous la responsabilité scientifique de M. Chin-Long Ky.

Art. 2.— Description et coût de l'opération

Ce projet de recherche consiste en la caractérisation d'un point de vue génétique du potentiel des huîtres perlières des Gambier au niveau des cohortes : 1) collectées et sélectionnées et 2) produites en écloserie et sélectionnées.

L'objectif est la mise en place d'une écloserie d'huîtres perlières *pinctada margaritifera* sélectionnées génétiquement pour obtenir des perles de couleur donnée et de qualité améliorée.

Le coût total prévisionnel de cette opération de recherche s'élève à 53 000 euros TTC, soit 6 324 582 F CFP.

Art. 3.— Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 36 mois et prend effet à compter de sa date de signature par toutes les parties contractantes.

Art. 4.— Plan de financement

L'opération décrite à l'article 2 s'effectuera selon le plan de financement suivant :

| | |
|----------------------------------|---|
| - Etat (45,28 % du TTC) | 24 000 euros, soit 2 863 962 F CFP |
| - Co-financeurs (54,72 % du TTC) | 29 000 euros, soit 3 460 620 F CFP |
| Total (100 % du TTC) | 53 000 euros, soit 6 324 582 F CFP |

Le montant retenu de la subvention s'élève à 24 000 euros.

Art. 5.— Engagement financier

Le concours financier de l'Etat à l'IFREMER est imputé sur les crédits délégués par le ministère des outre mer, sur le centre financier 0123-C001-D987, domaine fonctionnel 0123-02-04, groupe de marchandise 08.01.01.

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES**

ARRETE n° 1638 CM du 9 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial, sis dans la commune de Papeete, au profit de l'assemblée de la Polynésie française.

NOR : DEQ1202079AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement et des transports terrestres, en charge des ports et des aéroports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 385 CM du 4 mars 2004 modifié relatif à la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupations de dépendances du domaine public ;

Vu la demande formulée par le président de l'assemblée de la Polynésie française par lettre n° 5538-2012 APF/SG/SL n° 60 en date du 6 août 2012 ;

Vu l'avis de la subdivision territoriale de Tahiti, direction de l'équipement, par lettre n° 2722-12 STT du 6 septembre 2012 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Papeete par lettre n° 4649 DST-PC-GH/TO du 9 octobre 2012 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 7 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée, au profit de l'assemblée de la Polynésie française, l'occupation temporaire du domaine public fluvial, dans le cadre d'un projet d'aménagement d'un ruisseau, au droit des terres "Papeete partie" et "Papeete-Tereva", cadastrées section AE n°s 11 et 12, d'une superficie totale de 49,1 m², sis commune de Papeete.

Tel que le tout figure sur le plan daté de juillet 2012, détenu par la direction de l'équipement et joint au dossier du bénéficiaire.

Art. 2. — La présente autorisation d'occupation est destinée à la construction de trois pontons, d'une superficie de 13,2 m², de 10,5 m², de 11,2 m² et à la construction de deux decks, d'une superficie de 8,2 m² et de 6 m².

Art. 3. — La présente autorisation est consentie pour une période de neuf (9) années consécutives, à compter de la date du présent arrêté, sous les clauses et conditions suivantes que l'assemblée de la Polynésie française s'engage à respecter, à savoir :

- 1° Les travaux sont à la charge de l'assemblée de la Polynésie française qui est seule tenue à toutes les garanties que les occupations peuvent entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés ;
- 2° Elle fait son affaire personnelle de toutes contestations qui peuvent survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 3° Elle doit, au préalable, avertir la direction de l'équipement - Groupement d'études et de gestion du domaine public - de toute autre intervention sur le domaine public.

Art. 4. — La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire. Elle est révocable sans indemnité, à la première réquisition de la direction de l'équipement. Le non-respect des engagements pris par le bénéficiaire et des prescriptions des contrôleurs de la direction de l'équipement, entraîne notamment la résiliation immédiate de l'autorisation.

Art. 5. — En cas d'inobservations de l'une ou l'autre des dispositions des articles ci-dessus et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, l'autorité compétente peut soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages et intérêts.

Art. 6. — Le ministre de l'équipement et des transports terrestres, en charge des ports et des aéroports, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au président de l'assemblée de la Polynésie française et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'équipement
et des transports terrestres,*
James SALMON.

ARRETE n° 1639 CM du 9 novembre 2012 approuvant l'attribution d'une subvention en faveur de la Fédération Te Vahine Maragai pour le financement des frais de transport, d'assurance, d'animations et des prix des concours du 2e salon des artisans des îles Tuamotu-Gambier organisé à Papeete en novembre-décembre 2012.

NOR : ART1201753AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la culture, de l'artisanat et de la famille, en charge de la condition féminine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2011-92 APF du 8 décembre 2011 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2012 ;

Vu la loi de pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunts aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunts aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de la subvention de Mme Rosalie Williams, présidente de la Fédération Te Vahine Maragai, pour l'exercice 2012 en date du 19 juin 2012 ;

Vu la lettre n° 5420 PR du 8 octobre 2012 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 8 octobre 2012 ;

Vu l'avis rendu par la commission de contrôle budgétaire et financier n° 156-2012 CCBF/APF du 16 octobre 2012 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 7 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de *deux millions deux cent mille francs CFP* (2 200 000 F CFP) en faveur de la Fédération Te Vahine Maragai pour le financement des frais de transport, d'assurance, d'animations et des prix des concours du 2e salon des artisans des îles Tuamotu-Gambier organisé à Papeete en novembre-décembre 2012.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 965-05, article 657-4, exercice 2012, centre de travail 825-F.

Art. 3.— La Fédération Te Vahine Maragai percevra un premier versement de 50 % du montant de la subvention, soit *un million cent mille francs CFP* (1 100 000 F CFP), dès la certification exécutoire du présent arrêté. Un deuxième versement correspondant à 40 % du montant de la subvention, soit *huit cent quatre-vingt mille francs CFP* (880 000 F CFP) sera effectué sur justification d'utilisation de l'avance, et le solde, soit *deux cent vingt mille francs CFP* (220 000 F CFP), sur production des pièces justifiant des dépenses à hauteur du montant de la subvention attribuée.

Art. 4.— La Fédération Te Vahine Maragai doit produire dans un délai de 6 mois à compter de la date de versement de la subvention, les pièces justificatives auprès du service de l'artisanat traditionnel de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5.— La Fédération Te Vahine Maragai doit remplir et remettre les fiches de ventes quotidiennes au service de l'artisanat traditionnel. Est précisé dans les fiches de ventes : le nom de l'association, le responsable du stand, la date, les produits vendus, les matières premières utilisées et l'origine du client.

Art. 6.— A défaut de production des justificatifs ou des fiches de ventes, ou dans le cas où les crédits de la subvention auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette subvention.

Art. 7.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, et le ministre de la culture, de l'artisanat, de la famille, en charge de la condition féminine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Fédération Te Vahine Maragai et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 novembre 2012.

Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.*

*Le ministre de la culture,
de l'artisanat et de la famille,
Chantal TAHIATA.*

ARRETE n° 1640 CM du 9 novembre 2012 approuvant l'attribution d'une subvention en faveur du Comité Tahiti I Te Rima Rau pour le financement de la location du site, la mise en place des stands, les frais d'animations, d'assurance et les prix des concours du Te Noera A Te Rima'i 2012 organisé à Tahiti en décembre 2012.

NOR : ART1201754AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la culture, de l'artisanat et de la famille, en charge de la condition féminine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2011-92 APF du 8 décembre 2011 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2012 ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunts aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunts aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de la subvention de M. Terii Rupea, président du Comité Tahiti I Te Rima Rau, pour l'exercice 2012 reçue le 16 août 2012 ;

Vu la lettre n° 5421 PR du 8 octobre 2012 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 8 octobre 2012 ;

Vu l'avis rendu par la commission de contrôle budgétaire et financier n° 156-2012 CCBF/APF du 16 octobre 2012 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 7 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de *cinq millions de francs CFP* (5 000 000 F CFP) en faveur du Comité Tahiti I Te Rima Rau pour le financement de la location du site, la mise en place des stands, les frais d'animations, d'assurance et les prix des concours du Te Noera A Te Rima'i 2012 organisé à Tahiti en décembre 2012.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 965-05, article 657-4, exercice 2012, centre de travail 825-F.

Art. 3.— Le Comité Tahiti I Te Rima Rau percevra un premier versement de 50 % du montant de la subvention, soit *deux millions cinq cent mille francs CFP* (2 500 000 F CFP), dès la certification exécutoire du présent arrêté. Un deuxième versement correspondant à 40 % du montant de la subvention, soit *deux millions de francs CFP* (2 000 000 F CFP), sera effectué sur justification d'utilisation de l'avance, et le solde, soit *cinq cent mille francs CFP* (500 000 F CFP), sur production des pièces justifiant des dépenses à hauteur du montant de la subvention attribuée.

Art. 4.— Le Comité Tahiti I Te Rima Rau devra produire dans un délai de 6 mois à compter de la date de versement de la subvention, les pièces justificatives auprès du service de l'artisanat traditionnel de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5.— Le Comité Tahiti I Te Rima Rau doit remplir et remettre les fiches de ventes quotidiennes au service de l'artisanat traditionnel. Est précisé dans les fiches de ventes :

le nom de l'association, le responsable du stand, la date, les produits vendus, les matières premières utilisées et l'origine du client.

Art. 6.— A défaut de production des justificatifs ou des fiches de ventes, ou dans le cas où les crédits de la subvention auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette subvention.

Art. 7.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, et le ministre de la culture, de l'artisanat et de la famille, en charge de la condition féminine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Comité Tahiti I Te Rima Rau et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,*
Pierre FREBAULT.

*Le ministre de la culture,
de l'artisanat et de la famille,*
Chantal TAHIATA.

ARRETE n° 1641 CM du 9 novembre 2012 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Comité festival Taputapuatea pour l'organisation du festival Taputapuatea 2012.

NOR : SCP1201544AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la culture, de l'artisanat et de la famille, en charge de la condition féminine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2011-92 APF du 8 décembre 2011 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2012 ;

Vu la loi de pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et les critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement de l'association Comité festival Taputapuata pour l'exercice 2012 en date du 6 février 2012 ;

Vu la lettre n° 5208 PR du 26 septembre 2012 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 26 septembre 2012 ;

Vu l'avis de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française n° 155-2012 CCBF/APF du 16 octobre 2012 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 7 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de *deux millions de francs* (2 000 000 F CFP) en faveur de l'association Comité festival Taputapuata pour financer l'organisation du festival Taputapuata 2012.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 968-01, article 657-4, centre de travail 750-F.

Art. 3.— La subvention sera versée sur le compte de l'association Comité festival Taputapuata selon les modalités suivantes :

- une avance de 50 %, au plus, tôt à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde, sur présentation des pièces justificatives des dépenses réalisées sur la base de l'avance versée dans le cadre du projet présenté.

Art. 4.— L'association Comité festival Taputapuata s'engage à produire auprès du service de la culture et du patrimoine, immédiatement à compter de la date du 1er versement de la subvention, les pièces justificatives attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de la subvention auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette subvention.

Art. 6.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, et le ministre de la culture, de l'artisanat et de la famille, en charge de la condition féminine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Comité festival Taputapuata et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre de la culture,
de l'artisanat et de la famille,
Chantal TAHIATA.

ARRETE n° 1642 CM du 9 novembre 2012 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Conseil du Himene Patitifa pour l'organisation de la finale internationale du Himene Patitifa en 2012.

NOR : SCP1201647AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la culture, de l'artisanat et de la famille, en charge de la condition féminine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2011-92 APF du 8 décembre 2011 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2012 ;

Vu la loi de pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et les critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement de l'association Conseil du Himene Patitifa pour l'exercice 2012 en date du 27 janvier 2012 ;

Vu la lettre n° 5208 PR du 26 septembre 2012 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 26 septembre 2012 ;

Vu l'avis de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française n° 155-2012 CCBF/APF du 16 octobre 2012 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 7 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de *deux millions cinq cent mille francs* (2 500 000 F CFP) en faveur de l'association Conseil du Himene Patitifa pour financer l'organisation de la finale internationale du Himene Patitifa en 2012.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 968-01, article 657-4, centre de travail 750-F.

Art. 3.— La subvention sera versée sur le compte de l'association Conseil du Himene Patitifa selon les modalités suivantes :

- une avance de 50 % au plus tôt à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde, sur présentation des pièces justificatives des dépenses réalisées sur la base de l'avance versée dans le cadre du projet présenté.

Art. 4.— L'association Conseil du Himene Patitifa s'engage à produire auprès du service de la culture et du patrimoine, dans un délai de trois mois (3) à compter de la date du 2^e versement de la subvention, les pièces justificatives attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de la subvention auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1^{er}, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette subvention.

Art. 6.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, et le ministre de la culture, de l'artisanat et de la famille, en charge de la condition féminine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Conseil du Himene Patitifa et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi*
Pierre FREBAULT.

*Le ministre de la culture,
de l'artisanat et de la famille,*
Chantal TAHIATA.

ARRETE n° 1643 CM du 9 novembre 2012 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha pour la réédition du n° 8 de la collection "Cahiers du Patrimoine" intitulé : Huahine aux temps anciens.

NOR : SCP1201885AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la culture, de l'artisanat et de la famille, en charge de la condition féminine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2011-92 APF du 8 décembre 2011 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2012 ;

Vu la loi de pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et les critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la loi de pays n° 2012-10 du 22 mai 2012 relative au seuil applicable aux aides financières de la Polynésie française soumises à l'avis de la commission de contrôle budgétaire et financier ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement du Musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha pour l'exercice 2012 en date du 7 février 2012 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 7 novembre 2012,

Arrête :

Article 1^{er}.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un *million deux cent mille francs* (1 200 000 F CFP) en faveur du Musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha pour financer la réédition du n° 8 de la collection "Cahiers du Patrimoine" intitulé : Huahine aux temps anciens.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 968-02, article 657-3, centre de travail 750-F.

Art. 3.— La subvention sera versée sur le compte du Musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha selon les modalités suivantes :

- une avance de 600 000 F CFP, soit 50 % au plus tôt à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- un acompte de 360 000 F CFP, soit 30 % à la production des pièces justificatives et du compte d'emploi des crédits correspondant à l'avance ;
- le solde de 240 000 F CFP, soit 20 % sur présentation de la totalité des pièces justificatives des dépenses réalisées dans le cadre du projet présenté.

Art. 4.— Le Musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha s'engage à produire auprès du service de la culture et du patrimoine, dans un délai de trois mois (3) à compter de la date du dernier versement de la subvention, les pièces justificatives attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de la subvention auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1^{er}, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette subvention.

Art. 6.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, et le ministre de la culture, de l'artisanat et de la famille, en charge de la condition

féminine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Musée de Tahiti et des îles et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,*
Pierre FREBAULT.

*Le ministre de la culture,
de l'artisanat et de la famille,*
Chantal TAHIATA.

ARRETE n° 1650 CM du 15 novembre 2012 portant modification de l'arrêté n° 999 CM du 12 septembre 1988 modifié, relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables du Centre hospitalier territorial de la Polynésie française.

NOR : CHP1202229AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 83-181 du 4 novembre 1983 modifiée relative à la création d'un établissement public dénommé Centre hospitalier territorial de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 999 CM du 12 septembre 1988 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables du Centre hospitalier territorial de la Polynésie française ;

Vu l'avis défavorable de l'Inspection générale de l'administration de la Polynésie française en date du 6 novembre 2012 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— L'article 3 de l'arrêté n° 999 CM du 12 septembre 1988 modifié susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

“Art. 3.— Le conseil d'administration du Centre hospitalier de la Polynésie française est composé de 26 membres ayant voix délibérative.

Il est présidé par le ministre en charge de la santé et comprend les membres suivants :

- le ministre en charge de la tutelle de la Caisse de la prévoyance sociale ou son représentant ;
- le ministre en charge du budget ou son représentant ;
- le ministre en charge des finances ou son représentant ;
- le ministre en charge de l'éducation ou son représentant ;
- le ministre en charge de la famille ou son représentant ;
- deux représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;
- le maire de la ville de Pirae ou son représentant ;
- le directeur de la santé ou son représentant ;
- le directeur général des finances publiques ou son représentant ;
- cinq représentants du régime général des salariés désignés par le conseil d'administration du régime ;
- un représentant du régime des non-salariés désignés par le conseil d'administration du régime ;
- un représentant du régime de solidarité de la Polynésie française désigné par le comité de gestion du régime ;
- le président et deux membres de la commission médicale d'établissement élus par celle-ci ;
- un médecin libéral n'exerçant pas dans un établissement de soins privé désigné par le conseil de l'ordre des médecins de la Polynésie française ;
- une personnalité représentative des usagers désignée par le ministre en charge de la santé ;
- un représentant du personnel infirmier du Centre hospitalier de la Polynésie française élu au scrutin uninominal à un tour ;
- deux représentants du personnel du Centre hospitalier de la Polynésie française élus au scrutin uninominal à un tour.

Un membre suppléant est nommé pour chaque membre élu ou désigné et ne peut siéger qu'en remplacement de ce dernier.”

Art. 2.— Le ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la santé
et de la solidarité,*
Charles TETARIA.

ARRETE n° 1652 CM du 15 novembre 2012 portant modification de certaines dispositions du livre II du code des postes et télécommunications.

NOR : ARN1202230AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, en charge du budget, du développement des collectivités, de l'économie numérique, de la communication et des relations avec les institutions de la Polynésie française, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code des postes et télécommunications en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1476 CM du 27 septembre 2011 portant création et organisation de l'Agence de réglementation du numérique (ARN) ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— La mise en œuvre d'un plan de numérotation à huit chiffres accessible en Polynésie française est approuvée.

Art. 2.— L'entrée en vigueur du plan de numérotation à huit chiffres est fixée au 6 mars 2013.

Art. 3.— A la date prévue à l'article précédent, le code des postes et télécommunications en Polynésie française, à la partie "Arrêtés", est modifié ainsi qu'il suit :

- 1° A l'article A. 212-20-1 à la place de : "six chiffres", lire : "huit chiffres" ;
- 2° Aux articles A. 212-20-1, A. 212-20-2, A. 212-20-40 et A. 212-20-42, au lieu de : "PQ", lire : "ABPQ" ;
- 3° A l'article A. 212-20-2 4° à la place de : "100 000", lire : "10 000 000" ;
- 4° A l'article A. 212-20-2 4° à la place de : "un P", lire : "un A" ;
- 5° A l'article A. 212-20-4 1° la première phrase est remplacée par : "Les numéros dont le chiffre A est 4 sont utilisés pour la fourniture d'un service de communications interpersonnelles incluant le service téléphonique au public" ;
- 6° A l'article A. 212-20-4 le 2° est remplacé par : "Le territoire de la Polynésie française est découpé en trois zones, différenciées par le chiffre ABP, selon le tableau suivant :
- ABP 404, 405 et 408 : îles du Vent ;
- ABP 406 : îles Sous-le-Vent ;
- ABP 409 : archipels éloignés" ;
- 7° A l'article A. 212-20-5 1° à la place de : "le chiffre P est 0, 2, 3 et 7", lire : "le chiffre A est 8" ;
- 8° A l'article A. 212-20-6 à la place de "447C", "397C", "449C", "PQ", lire respectivement : "447Q", "397Q", "449Q" et "AB" ;
- 9° A l'article A. 212-20-7, insérer : "le 16 (sauvetage en mer)," avant : "le 17 (services de police et de gendarmerie)" ;
- 10° A l'article A. 212-20-8, à la place de : "396C", lire : "396Q" ;
- 11° A l'article A. 212-20-9, à la place de : "411CDU", lire : "411QMC" ;
- 12° Les articles A. 212-20-10, A. 212-20-11, A. 212-20-12, A. 212-20-13, A. 212-20-14, A. 212-20-15 et A. 212-20-16 sont supprimés.

Art. 4.— Toute demande de ressource en numérotation présentée avant la date prévue à l'article 2 est instruite selon les dispositions en vigueur au moment du dépôt.

Art. 5.— Afin de garantir un accès des opérateurs aux ressources de numérotation de manière transparente, objective et non discriminatoire, le Président de la Polynésie française ou, par délégation, le ministre chargé des télécommunications précise aux opérateurs les conditions d'utilisation de la ressource en numérotation dont ils sont déjà affectataires.

Art. 6.— *Période transitoire*

Sur demande motivée, les opérateurs sont autorisés à continuer à exploiter les numéros à six chiffres affectés à un utilisateur final pour une durée de 18 mois maximum à compter de la date prévue à l'article 2 du présent arrêté.

Durant la période fixée à l'alinéa précédent, les opérateurs doivent faire droit à toute demande d'interconnexion des opérateurs autorisés en application de l'article D. 212-2 du code des postes et télécommunications et, le cas échéant, garantir les conditions d'interconnexion prises par convention au titre de l'article D. 212-22.

Les opérateurs sont tenus d'accepter sur leur propre réseau les formats de numérotation en six et huit chiffres.

Art. 7.— *Publicité*

Les opérateurs autorisés en application de l'article D. 212-2 du code des postes et télécommunications et affectataires de numéros interpersonnels sont tenus d'informer, par tout moyen, leurs clients des modalités d'application du présent arrêté.

Art. 8.— Le vice-président, en charge du budget, du développement des collectivités, de l'économie numérique, de la communication et des relations avec les institutions de la Polynésie française, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
Le vice-président,
Antony GEROS.

ARRETE n° 1653 CM du 15 novembre 2012 constatant la caducité de l'arrêté n° 1560 CM du 13 octobre 2011 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Papara pour l'acquisition d'un véhicule de secours et d'assistance aux victimes (VSAV).

NOR : DDC1202142AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, en charge du budget, du développement des collectivités, de l'économie numérique, de la communication et des relations avec les institutions de la Polynésie française, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010, fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu l'arrêté n° 1560 CM du 13 octobre 2011 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Papara pour l'acquisition d'un véhicule de secours et d'assistance aux victimes (VSAV) ;

Considérant que l'opération subventionnée n'a reçu aucun commencement d'exécution ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Conformément aux dispositions de l'article LP. 9 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 susvisée, il est constaté la caducité de l'arrêté n° 1560 CM du 13 octobre 2011, notifié le 14 octobre 2011, approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Papara pour l'acquisition d'un véhicule de secours et d'assistance aux victimes (VSAV).

Art. 2.— Le vice-président, en charge du budget, du développement des collectivités, de l'économie numérique, de la communication et des relations avec les institutions de la Polynésie française, porte-parole du gouvernement, et le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Papara et publié au *Journal* officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Antony GEROS.

*Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,*
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 1654 CM du 15 novembre 2012 modifiant l'arrêté n° 54 CM du 9 janvier 2004 fixant la tarification maximale des transports scolaires routiers pour les îles de Tahiti, Moorea, Raiatea et Bora Bora.

NOR : DEP120222TAC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 79-18 AT du 29 janvier 1979 modifiée portant organisation et financement des transports scolaires routiers, maritimes et aériens à l'intérieur des îles ou inter-îles ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 245 CM du 10 mars 1987 classant les zones de Oremu-Puurai dans les zones à hauts risques d'accidents ;

Vu l'arrêté n° 54 CM du 9 janvier 2004 modifié fixant la tarification maximale des transports scolaires routiers pour les îles de Tahiti, Moorea, Raiatea et Bora Bora ;

Vu la convention n° 56-HC/BASID du 4 avril 2007 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la convention n° 80-278 du 8 mai 1980 portant financement des transports scolaires (participation entre l'Etat et le pays) ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 54 CM du 9 janvier 2004 fixant la tarification maximale des transports scolaires routiers pour les îles de Tahiti, Moorea, Raiatea et Bora Bora est modifié à compter du 2 novembre 2012 comme suit :

a) Pour la zone "Est" et la zone "Ouest" de l'île de Tahiti (en F CFP) :

- 1 à 3 kilomètres : 60 ;
- 3 à 5 kilomètres : 66 ;
- 5 à 10 kilomètres : 75 ;
- 10 à 15 kilomètres : 98 ;
- 15 à 20 kilomètres : 104 ;
- 20 à 25 kilomètres : 109 ;
- 25 à 30 kilomètres : 121 ;
- 30 à 35 kilomètres : 132 ;
- 35 à 40 kilomètres : 144 ;
- 40 à 45 kilomètres : 156 ;
- 45 à 50 kilomètres : 168 ;
- 50 à 55 kilomètres : 174 ;
- 55 à 60 kilomètres : 195 ;
- 60 à 65 kilomètres : 202 ;
- 65 à 70 kilomètres : 208.

b) Pour la zone urbaine de l'île de Tahiti (en F CFP) :

- 0 à 1 kilomètre : 58 ;
- 1 à 3 kilomètres : 58 ;
- 3 à 5 kilomètres : 66 ;
- 5 à 10 kilomètres : 80 ;
- 10 à 15 kilomètres : 98 ;
- 15 à 20 kilomètres : 104 ;
- 20 à 25 kilomètres : 109 ;
- 25 à 30 kilomètres : 121 ;
- 30 à 35 kilomètres : 135 ;
- 35 à 40 kilomètres : 150 ;
- 40 à 45 kilomètres : 160 ;
- 45 à 50 kilomètres : 170 ;
- 50 à 55 kilomètres : 175 ;
- 55 à 60 kilomètres : 180 ;
- 60 à 65 kilomètres : 185 ;
- 65 à 70 kilomètres : 190.

c) Pour l'île de Moorea (en F CFP) :

- 1 à 3 kilomètres : 59 ;
- 3 à 5 kilomètres : 69 ;
- 5 à 10 kilomètres : 82 ;
- 10 à 15 kilomètres : 112 ;
- 15 à 20 kilomètres : 119 ;
- 20 à 25 kilomètres : 124 ;
- 25 à 30 kilomètres : 144 ;
- 30 à 35 kilomètres : 158 ;
- 35 à 40 kilomètres : 163 ;
- 40 à 45 kilomètres : 170.

Le reste sans changement

Art. 2. — Le ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'éducation,
de la jeunesse et des sports,
Tauhiti NENA.*

ARRETE n° 1655 CM du 15 novembre 2012 portant modification de la décision n° 1688 CG du 7 décembre 1983 modifiée relative à l'organisation et au fonctionnement du Centre territorial de recherche et de documentation pédagogiques.

NOR : RDP1202249AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la décision n° 1688 CG du 7 décembre 1983 modifiée relative à l'organisation et au fonctionnement du Centre territorial de recherche et de documentation pédagogiques ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — Les alinéas 1er à 20 de l'article 7 de la décision du 7 décembre 1983 sont modifiés comme suit :

Le conseil d'administration comprend 15 membres :

3 membres de droit :

- le ministre chargé de l'éducation ;
- le directeur de l'enseignement primaire, vice-président du conseil d'administration ou son représentant ;
- le directeur des enseignements secondaires, vice-président du conseil d'administration ou son représentant.

3 membres désignés par le directeur des enseignements secondaires :

- le secrétaire général de la direction des enseignements secondaires ou son suppléant ;
- l'inspecteur de l'information et de l'orientation ou son suppléant ;
- un chef d'établissement ou son suppléant.

3 membres désignés par le directeur de l'enseignement primaire :

- un inspecteur de l'éducation nationale ou son suppléant ;
- un conseiller pédagogique ou son suppléant ;
- un directeur d'école ou son suppléant.

6 autres membres :

- deux représentants désignés par l'assemblée de la Polynésie française, ou leurs suppléants ;
- un représentant du personnel enseignant, en fonction au CRDP, élu par ses pairs, ou son suppléant ;
- un représentant du personnel administratif, ouvrier et de service en fonction au CRDP, élu par ses pairs, ou son suppléant ;
- un représentant du personnel enseignant du 1er degré désigné par l'organisation syndicale la plus représentative, ou son suppléant ;
- un représentant du personnel enseignant du 2nd degré désigné par l'organisation syndicale la plus représentative, ou son suppléant."

Art. 2. — Le ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'éducation,
de la jeunesse et des sports,
Tauhiti NENA.*

ARRETE n° 1656 CM du 15 novembre 2012 réglementant l'utilisation et la navigation des engins à sustentation hydropropulsés dit "fly board" en Polynésie française.

NOR : DAM1201936AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du développement des archipels et des transports interinsulaires, en charge de la régénération de la cocoteraie,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la partie législative du code des transports ;

Vu la loi du 17 décembre 1926 modifiée portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande ;

Vu la loi n° 83-581 du 5 juillet 1983 sur la sauvegarde de la vie humaine en mer, l'habitabilité à bord des navires et la prévention de la pollution, ensemble le décret n° 84-810 du 30 août 1984 modifié relatif à la sauvegarde de la vie humaine, à l'habitabilité à bord des navires et à la prévention de la pollution et ses textes subséquents ;

Vu le décret n° 60-600 du 22 juin 1960 portant règlement d'administration publique et relatif aux navires immatriculés dans les territoires d'outre-mer de la République ;

Vu le décret n° 77-733 du 6 juillet 1977 portant publication de la convention sur le règlement international de 1972 pour prévenir les abordages en mer (ensemble un règlement, quatre annexes et deux résolutions), faites à Londres le 20 octobre 1972 ;

Vu la délibération n° 78-124 du 27 juillet 1978 modifié portant réglementation de la circulation dans les lagons de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 668 AM du 8 juillet 1993 modifié relatif à la conduite des navires de plaisance à moteur dans les eaux intérieures et territoriales de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1512 CM du 8 novembre 2007 relatif à la direction polynésienne des affaires maritimes ;

Vu l'arrêté n° 295 CM du 16 février 2004 modifié fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'enseignement, l'encadrement et l'animation contre rémunération des activités physiques et sportives ;

Vu l'avis circonstancié du service de la jeunesse et des sports par lettre n° 5621 MEJ/SJS relative à l'enseignement et l'encadrement de l'activité "fly board" en date du 30 octobre 2012 ;

Considérant la nécessité de réglementer l'utilisation et la pratique des engins à sustentation hydropropulsés dit "fly board" au titre de la sécurité de la navigation ;

Considérant la nécessité d'assurer la sécurité de toutes activités nautiques et de garantir une coexistence harmonieuse entre les différents usagers des activités de loisirs nautiques ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — Définition

Le présent arrêté réglemente l'utilisation et la navigation des engins à sustentation hydropropulsés dit "fly board", dans les eaux intérieures de la Polynésie française.

Est considéré comme un engin à sustentation hydropropulse : un engin utilisant la réaction d'un écoulement d'eau pour s'élever et se déplacer au-dessus de la surface du plan d'eau à partir duquel il s'alimente. L'élément mécanique qui communique à l'eau l'énergie nécessaire à sa mise en mouvement peut être incorporé à l'engin proprement dit ou supporté par un flotteur.

Est considéré comme un véhicule nautique à moteur (VNM) support de l'accessoire dénommé "engin à sustentation hydropropulsé" : tout engin type scooter ou moto des mers sur lesquels le pilote se tient à califourchon dont la puissance propulsive maximale autorisée dépasse 3 kW et dont la longueur de coque est inférieure à 4 mètres. Il est équipé d'un moteur à combustion interne qui entraîne une turbine, ce qui constitue sa principale source de propulsion.

Art. 2. — Dispositions générales et techniques

De manière générale, le VNM support de l'accessoire dénommé "engin à sustentation hydropropulsé" est soumis à la réglementation relative aux véhicules nautiques à moteur. L'exercice de l'activité professionnelle requiert la présence d'un navire accompagnateur au titre de la sécurité. Dans le cadre d'une activité à usage personnel, le navire accompagnateur est fortement recommandé.

- 1 - L'importation en Polynésie française de véhicule nautique à moteur par des particuliers ou des professionnels est soumise à la présentation préalable d'une déclaration de conformité CE. Il doit être doté du matériel d'armement et de sécurité obligatoire.
- 2 - Le VNM est soumis à immatriculation auprès de l'autorité maritime (direction polynésienne des affaires maritimes). Il est immatriculé sur la base de la déclaration de conformité CE.
- 3 - Le numéro d'immatriculation du VNM délivré doit être apposé de façon visible.
- 4 - Le VNM support de l'accessoire dénommé "engin à sustentation hydropropulsé" doit disposer d'une consigne en français résumant les principales règles d'utilisation. Cette dernière doit nécessairement être placée en permanence à la vue du conducteur.
- 5 - L'engin à sustentation hydropropulsé doit être équipé d'un moyen de largage rapide afin que l'utilisateur n'en reste pas solidaire et puisse se désengager, rapidement en cas de difficulté.
- 6 - Dans le cadre d'une utilisation à usage personnel, l'assurance en responsabilité civile est obligatoire.

- 7 - Dans le cas de l'exercice d'une activité professionnelle contre rémunération, le propriétaire, le conducteur du VNM et l'utilisateur de l'engin à sustentation hydropropulsé doivent être titulaires d'une police d'assurance en responsabilité civile couvrant les risques liés à cette activité nautique.

Art. 3. — Conditions de conduite

- 1 - Le conducteur du VNM doit être titulaire au minimum du permis de conduire mer côtier. En outre, dans le cadre de l'exercice d'une activité professionnelle, l'encadrement de l'activité de l'engin à sustentation hydropropulsé contre rémunération doit être assuré par une personne titulaire d'une qualification permettant l'encadrement de cette activité soit :
 - le brevet professionnel de la jeunesse de l'éducation populaire et du sport (BPJEPS), spécialité "activités nautiques", mention monovalente "motonautisme" ou mention plurivalente "jet" ;
 - ou le brevet fédéral 2e degré délivré par la Fédération française de motonautisme avant le 28 août 2007 ;
 - ou le cas échéant, un titre reconnu équivalent ou supérieur inscrit sur la liste des diplômes ouvrant droit à l'enseignement, l'encadrement et l'animation contre rémunération des activités physiques et sportives conformément à l'arrêté n° 295 CM du 16 février 2004 modifié susvisé ;
 - ou une autorisation spécifique accordée par le Président de la Polynésie française dans les conditions prévues par la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée susvisée,
- 2 - Le conducteur du VNM revêt un gilet de flottabilité.
- 3 - Le VNM support de l'accessoire dénommé "engin à sustentation hydropropulsé" doit être manœuvré et piloté par une personne assise. Dans le cas d'un VNM disposant de 3 places, aucun passager n'est autorisé à son bord au moment de l'utilisation de l'engin à sustentation hydropropulsé.
- 4 - La conduite d'un VNM et l'utilisation de l'engin à sustentation hydropropulsé sous l'emprise de l'alcool sont strictement interdites.
- 5 - Le conducteur du VNM et l'utilisateur de l'engin à sustentation hydropropulsé sont dans l'obligation de rester maîtres de leurs manœuvres.

Art. 4. — Limitations des conditions d'utilisation :

- 1 - L'utilisateur d'un engin à sustentation hydropropulsé doit être muni d'une combinaison intégrale et d'une aide de flottabilité d'au moins 50 N adaptées à sa morphologie. Il doit obligatoirement porter un casque adapté à la pratique de l'activité.
- 2 - L'utilisateur d'un engin à sustentation hydropropulsé doit être âgé de 18 ans révolus.
- 3 - Dans le cadre d'un usage personnel et professionnel, l'utilisateur d'un engin à sustentation hydropropulsé doit être en bonne condition physique et ne présenter aucune contre-indication à l'activité concernée. Il doit savoir nager et avoir pratiqué l'apnée.
- 4 - L'exercice de cette activité est soumis pour tout utilisateur, à une déclaration préalable d'activité auprès de la direction polynésienne des affaires maritimes.

Après instruction par le service compétent, il sera remis un récépissé portant enregistrement du dossier mentionnant le cas échéant, des prescriptions requises aux conditions présentées par le demandeur et ce, en vertu des dispositions du présent arrêté.

Art. 5. — Conditions d'utilisation et de navigation :

En cas d'utilisation à usage personnel, une formation préalable à l'utilisation de l'engin à sustentation hydropropulsé est fortement recommandée. L'utilisateur doit disposer d'une documentation du fabricant, en langue française.

Dans le cadre de l'exercice de l'activité à titre professionnel, le prestataire diplômé doit obligatoirement dispenser une formation préalable à l'utilisation de l'engin à sustentation hydropropulsé. Cette formation doit comporter une information sur la charge maximale admissible, les consignes d'utilisation, les consignes de sécurité et les obligations du règlement international pour prévenir les abordages en mer.

- 1 - L'usage de l'engin à sustentation hydropropulsé s'effectue par une navigation diurne dans une zone réservée à l'activité considérée faisant l'objet d'une autorisation préalable d'occupation du domaine public maritime, conformément à la réglementation applicable en matière de domaine public.
L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est instruite par la direction des affaires foncières après avis de la direction polynésienne des affaires maritimes, de la mairie concernée par l'activité et toute autre autorité compétente en la matière.
Cette autorisation fait l'objet d'un affichage approprié à la mairie concernée et dans l'entreprise dispensant la prestation.
L'autorisation est précaire et révocable.
- 2 - Leur utilisation doit obligatoirement s'effectuer dans des zones dégagées d'une profondeur minimale de 4 mètres, libres de tous obstacles susceptibles de présenter un danger pour l'utilisateur.
- 3 - La pratique de l'engin à sustentation hydropropulsé est interdite en dehors de la zone réservée d'initiation et d'entraînement définie par l'autorisation préalable d'occupation du domaine public maritime.
- 4 - Lors de la pratique de l'engin à sustentation hydropropulsé dans la zone réservée d'initiation et d'entraînement autorisée, les activités telles que la baignade, la plongée subaquatique, la chasse sous-marine, la circulation et le mouillage des navires et des engins immatriculés et non immatriculés sont interdites.
- 5 - L'engin à sustentation hydropropulsé, son support et son utilisateur satisfont, à tout moment, aux exigences du règlement international, pour prévenir les abordages en mer, notamment le respect de la veille visuelle et auditive permanente.
- 6 - Le pavillon "Alpha", d'au moins 0,50 mètre de guindant, visible sur tout l'horizon et répondant aux exigences du code international des signaux, est arboré sur le navire accompagnateur, support au titre de la sécurité lors de la pratique de l'engin à sustentation hydropropulsé.
Ce navire accompagnateur doit disposer des moyens de communication et sécurité réglementaires.
- 7 - La navigation de tout autre navire ou engin est strictement interdite dans un rayon de 100 mètres autour du pavillon.

Art. 6. — Le non-respect des dispositions du présent arrêté est passible des peines prévues conformément aux dispositions du code de procédure pénale applicables en matière maritime et du code disciplinaire et pénal de la marine marchande.

Art. 7.— Le ministre du développement des archipels et des transports interinsulaires, en charge de la régénération de la cocoteraie, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre du développement des archipels
et des transports interinsulaires,*
Daniel HERLEMME.

**ARRETE n° 1657 CM du 15 novembre 2012 approuvant le
reversement d'une aide financière en faveur du syndicat
Groupement des éleveurs de bovins de Polynésie
française au titre du dispositif "bouchers abatteurs"
pour la période de juillet 2012.**

NOR : SDR1201774AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2011-92 APF du 8 décembre 2011 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2012 ;

Vu la délibération n° 76-99 du 5 août 1976 portant organisation de l'abattage, de la commercialisation de la viande bovine en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 621 AE du 3 mai 1983 modifié relatif au prélèvement à l'importation sur la viande de bœuf et au reversement aux bouchers abatteurs ;

Vu l'arrêté n° 2173 CM du 25 novembre 2010 fixant les prix d'achat à l'éleveur de la viande bovine locale ;

Vu l'état des sommes dues au syndicat Groupement des éleveurs de bovins de Polynésie française pour la période de juillet 2012 ;

Vu la lettre n° 5587 PR du 15 octobre 2012 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 15 octobre 2012 ;

Vu l'avis n° 163-2012 CCBF/APF du 25 octobre 2012 de la commission du contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvé le reversement d'une aide financière d'un montant de *deux millions trente-sept mille sept cent trois francs CFP* (2 037 703 F CFP) en faveur du syndicat Groupement des éleveurs de bovins de Polynésie française pour la période de juillet 2012 au titre du dispositif "bouchers abatteurs".

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 965-01, article 652, centre de travail 74011-F.

Art. 3.— Le versement de la somme sera effectué à compter de la notification du présent arrêté.

Art. 4.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, et le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au syndicat Groupement des éleveurs de bovins de Polynésie française et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,*
Pierre FREBAULT.

*Le ministre de l'agriculture,
de l'élevage et de la forêt,*
Kalani TEIXEIRA.

**ARRETE n° 1658 CM du 15 novembre 2012 approuvant
l'attribution d'une subvention de fonctionnement en
faveur de l'association Manuia de Papeari dans le cadre
de l'organisation de la foire agricole de Papeari 2012.**

NOR : SDR1201600AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2011-92 APF du 8 décembre 2011 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2012 ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande d'une subvention de fonctionnement pour l'exercice 2012 de l'association Manuia de Papeari en date du 6 mai 2012 ;

Vu la lettre n° 5648 PR du 18 octobre 2012 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 19 octobre 2012 ;

Vu l'avis n° 165-2012 CCBF/APF du 25 octobre 2012 de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de *cinq cent mille francs CFP* (500 000 F CFP) en faveur de l'association Manuia de Papeari dans le cadre de l'organisation de la foire agricole de Papeari 2012.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 965-01, article 657, centre de travail 740-F.

Art. 3.— Le versement de la subvention s'effectuera sur le compte de l'association Manuia de Papeari et selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit *deux cent cinquante mille francs CFP* (250 000 F CFP), à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- et le solde de 50 %, soit *deux cent cinquante mille francs CFP* (250 000 F CFP), sur présentation des pièces justificatives de la 1er fraction perçue.

Art. 4.— L'association Manuia de Papeari s'engage à produire les pièces justificatives du solde de 50 % auprès du service du développement rural, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté dans un délai de 6 mois à compter de la date du versement de ce dernier.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où la subvention aurait reçu une destination autre que celle prévue à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de toute ou partie de cette aide.

Art. 6.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, et le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies, sont chargés, chacun en ce

qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Manuia de Papeari et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,*
Pierre FREBAULT.

*Le ministre de l'agriculture,
de l'élevage et de la forêt,*
Kalani TEIXEIRA.

ARRETE n° 1659 CM du 15 novembre 2012 approuvant le reversement d'une aide financière en faveur du syndicat Groupement des éleveurs de bovins de Polynésie française au titre du dispositif "bouchers abatteurs" pour la période d'août 2012.

NOR : SDR1201916AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2011-92 APF du 8 décembre 2011 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2012 ;

Vu la délibération n° 76-99 du 5 août 1976 portant organisation de l'abattage, de la commercialisation de la viande bovine en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 621 AE du 3 mai 1983 modifié relatif au prélèvement à l'importation sur la viande de bœuf et au reversement aux bouchers abatteurs ;

Vu l'arrêté n° 2173 CM du 25 novembre 2010 fixant les prix d'achat à l'éleveur de la viande bovine locale ;

Vu l'état des sommes dues au syndicat Groupement des éleveurs de bovins de Polynésie française pour la période d'août 2012 ;

Vu la lettre n° 5445 PR du 9 octobre 2012 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'avis n° 157-2012 CCBF/APF du 16 octobre 2012 de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvé le reversement d'une aide financière d'un montant d'un million deux cent quatre-vingt-seize mille deux cent soixante et un francs CFP (1 296 261 francs CFP) en faveur du syndicat Groupement des éleveurs de bovins de Polynésie française pour la période d'août 2012 au titre du dispositif "bouchers abatteurs".

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 965-01, article 652, centre de travail 74011-F.

Art. 3.— Le versement de la somme sera effectué à compter de la notification du présent arrêté.

Art. 4.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, et le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au syndicat Groupement des éleveurs de bovins de Polynésie française et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 novembre 2012.

Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.*

*Le ministre de l'agriculture,
de l'élevage et de la forêt,
Kalani TEIXEIRA.*

ARRETE n° 1660 CM du 15 novembre 2012 complétant l'arrêté n° 1029 CM du 30 juillet 2012 et approuvant l'attribution, au titre des mois de mai à décembre 2012, d'une subvention de fonctionnement en faveur du comité polynésien des maisons familiales rurales et autorisant la signature d'un avenant à la convention n° 4400 MAE du 22 août 2012.

NOR : SDR1201846AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2011-92 APF du 8 décembre 2011 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2012 ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande d'une subvention de fonctionnement pour l'exercice 2012 du comité polynésien des maisons familiales rurales en date du 28 mars 2012 ;

Vu l'arrêté n° 1029 CM du 30 juillet 2012 approuvant l'attribution, au titre des mois de janvier à avril 2012, d'une subvention de fonctionnement en faveur du comité polynésien des maisons familiales rurales et autorisant la signature d'une convention ;

Vu la convention n° 4400 MAE du 22 août 2012 portant attribution au titre des mois de janvier à avril 2012 d'une subvention de fonctionnement en faveur du comité polynésien des maisons familiales rurales ;

Vu la lettre n° 5588 PR du 15 octobre 2012 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 15 octobre 2012 ;

Vu l'avis n° 164-2012 CCBF/APF du 25 octobre 2012 de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'un complément de subvention de fonctionnement de quatre-vingt-deux millions de francs CFP (82 000 000 F CFP) sur une enveloppe prévisionnelle de subvention à accorder au titre de l'exercice 2012 de cent vingt-trois millions de francs CFP (123 000 000 F CFP) en faveur du comité polynésien des maisons familiales rurales pour financer au titre des mois de mai à décembre 2012, les dépenses de fonctionnement suivantes :

- a) Dépenses de structure du comité polynésien des maisons familiales rurales ;
- b) Frais de transport interinsulaire des élèves des MFR ;
- c) Dépenses du programme de poursuite de la classe de soutien scolaire ;
- d) Dépenses liées aux frais d'hébergement des élèves de la MFR de Hao pendant les week-ends ;
- e) Participation aux dépenses de fonctionnement imprévues de la MFR de Papara-Garçons ;
- f) Dépenses exceptionnelles de fonctionnement, dont celles générées par la mission de formation d'intérêt public sur la "pédagogie".

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 969-03, article 657, centre de travail 740-F.

Art. 3.— Le montant total de l'aide financière sera versé sur le compte du comité polynésien des maisons familiales rurales, selon les modalités et dans les conditions déterminées par un avenant à la convention séparée susvisée.

Art. 4.— Le comité polynésien des maisons familiales rurales est tenu de respecter les obligations figurant à l'avenant à la convention mentionnée à l'article précédent.

Il s'engage par ailleurs à produire dans un délai de 6 mois à compter de la date de versement de l'aide financière, les pièces justificatives auprès du ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt attestant de l'utilisation conforme de cette aide.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, et le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au président du comité polynésien des maisons familiales rurales et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,*
Pierre FREBAULT.

*Le ministre de l'agriculture,
de l'élevage et de la forêt,*
Kalani TEIXEIRA.

AVENANT n°... MAE du ... à la convention n° 4400 MAE du 22 août 2012 définissant les obligations du comité polynésien des maisons familiales rurales et les objectifs à atteindre au moyen d'un complément de subvention de fonctionnement accordé par la Polynésie française pour financer au titre des mois de mai à décembre 2012 les dépenses de fonctionnement de l'association.

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1695 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies ;

Vu la délibération n° 2011-92 APF du 8 décembre 2011 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2012 ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi de pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande d'une subvention de fonctionnement pour l'exercice 2012 du comité polynésien des maisons familiales rurales en date du 28 mars 2012;

Vu l'arrêté n° 1029 CM du 30 juillet 2012 approuvant l'attribution, au titre des mois de janvier à avril 2012, d'une subvention de fonctionnement en faveur du comité polynésien des maisons familiales et autorisant la signature d'une convention ;

Vu la convention n° 4400 MAE du 22 août 2012 portant attribution au titre des mois de janvier à avril 2012, d'une subvention de fonctionnement en faveur du comité polynésien des maisons familiales ;

ENTRE :

La Polynésie française, pour le compte du service du développement rural (SDR), représenté par le président de la Polynésie française, M. Oscar Manutahi Temaru,

d'une part,

ET :

Le comité polynésien des maisons familiales rurales (CPMFR) représenté par M. Albert Desroches, son président, ci après désigné le CPMFR,

d'autre part,

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

Le dispositif de l'enseignement professionnel agricole en Polynésie française repose sur trois structures : un lycée public, un lycée professionnel privé et le réseau des maisons familiales rurales (MFR). Ces MFR, constituées sous la forme d'associations, assurent depuis 1981, la formation en alternance de jeunes ruraux, garçons et filles, aux métiers de l'agriculture et des services.

Par convention n° 166-09 du 9 juillet 2009 relative au fonctionnement des maisons familiales rurales de Polynésie française au titre des années 2009/2010 à 2013/2014, l'Etat et la Polynésie française s'engagent à participer aux dépenses de fonctionnement des huit MFR. Celles-ci sont représentées, dans les relations contractuelles avec l'Etat et le pays, par le comité polynésien des maisons familiales rurales (CPMFR). Cette association a pour but de favoriser une approche globale des questions relatives aux formations dispensées par les MFR auxquelles elle apporte un appui logistique et financier en prenant en charge des dépenses de fonctionnement qui ne sont pas subventionnées par l'Etat. Elle définit et met en œuvre, en partenariat avec les MFR, la politique de recrutement, de formation et d'encadrement pédagogique des moniteurs.

IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er. — *Objet de l'avenant*

Le présent avenant a pour objet de définir les obligations du CPMFR et les objectifs à atteindre au moyen de la subvention accordée par la Polynésie française pour l'année 2012 sur un montant de subvention prévu de *cent vingt-trois millions de francs CFP* (123 000 000 F CFP).

Dans la limite des crédits disponibles et dans les conditions définies par le présent avenant, la Polynésie française consent au CPMFR, qui l'accepte sans réserve ni restriction, l'octroi d'un complément de subvention de fonctionnement d'un montant de *quatre-vingt-deux millions de francs CFP* (82 000 000 F CFP). Ce montant correspond aux crédits délégués au service du développement rural pour les mois de mai à décembre 2012.

Art. 2. — *Obligations du bénéficiaire de la subvention*

A l'exclusion de toutes autres dépenses, le CPMFR est tenu d'affecter la subvention reçue à la couverture, intégrale ou partielle des dépenses suivantes telles qu'elles ont été définies dans la demande du 28 mars 2012 :

- a) Dépenses de la structure du comité polynésien des maisons familiales rurales ;
- b) Frais de transport interinsulaire des élèves des MFR ;
- c) Dépenses du programme de poursuite de la classe de soutien scolaire ;
- d) Dépenses liées aux frais d'hébergement des élèves de la MFR de Hao pendant les week-ends ;
- e) Participation aux dépenses de fonctionnement imprévues de la MFR de Papara-Garçons ;
- f) Dépenses exceptionnelles de fonctionnement, dont celles générées par la mission de formation d'intérêt public sur la "pédagogie".

Art. 3. — *Modalités de paiement*

Le paiement est effectué sur le compte de :

- domiciliation : Banque SOCREDO
- intitulé du compte : Comité Polynésien des Maisons Familiales Rurales
- code établissement : 17469
- code guichet : 00014
- n° compte : 72955400059
- clé RIB : 42

Le paiement aura lieu selon les règles de la comptabilité publique.

Le comptable assignataire est le payeur de la Polynésie française.

Art. 4. — *Imputation budgétaire*

La dépense est imputable au budget de fonctionnement :

- budget de la Polynésie française : 100
- exercice : 2012
- sous-chapitre : 969-03
- article : 657.

Art. 5. — *Modalités de versement*

La subvention définie à l'article 1er est versée au CPMFR en une tranche à la notification du présent avenant. Le CPMFR produit les pièces justificatives de l'utilisation de la subvention qu'il perçoit conformément à la destination de la subvention telle qu'elle figure à l'article 2 du présent avenant auprès du service du développement rural, gestionnaire des crédits.

Art. 6. — *Remboursement*

A défaut de présentation des justificatifs définis aux articles 2 et 5 ou dans les cas où les crédits de la subvention ont reçu une destination ou un emploi non conforme aux dispositions du présent avenant, un ordre de recette est établi pour le remboursement de tout ou partie des crédits perçus.

Art. 7. — *Election de domicile*

Pour la présente convention, les parties font élection de domicile à du service du développement rural (SDR), BP 100, 98713 Papeete, Tahiti, Polynésie française, Tahiti, Pirae, rue Tuterai-Tane, tél. : (689) 42 81 44, Fax. : (689) 42 08 31, email : sdr.dir@rural.gov.pf, Comité Polynésien des Maisons Familiales Rurales, BP 62379, 98702 Faavaa-Centre, Tahiti, Polynésie française, Tahiti, Punaauia, Centre Commercial Le Lotus, tél. : (689) 58 27 00, Fax. : (689) 58 27 00, email : mlxcp@mail.pf

Art. 8. — *Litiges*

Les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution des dispositions du présent avenant sont portés, au gré de la partie la plus diligente et après vaine tentative de conciliation amiable, devant la juridiction compétente de Papeete, Tahiti.

Art. 9. — *Durée du contrat, enregistrement, nombre d'exemplaires*

Le présent avenant est établi, au jour de la signature en 5 exemplaires originaux (REG-MAE-CPMFR-SDR-DGFP) pour une période de 6 mois.

Elle est exempte de tous droits de timbre et d'enregistrement.

Fait à Papeete, le
Pour la Polynésie française :
Le Président de la Polynésie française,
Oscar Manutahi TEMARU.

Le Président,
Albert DESROCHES.

ARRÊTÉ n° 1661 CM du 16 novembre 2012 relatif à l'indice des prix de détail à la consommation familiale du mois d'octobre 2012.

NOR : ISP1202196AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 76-50 AT du 9 juillet 1976 modifiée portant création de l'Institut de la statistique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 770 CM du 13 août 1985 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'Institut de la statistique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 239 CM du 14 février 2008 modifié portant création d'un nouvel indice des prix de détail à la consommation des ménages ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — Est constaté au niveau de 106,86 l'indice des prix de détail à la consommation familiale pour le mois d'octobre 2012 (base 100 en décembre 2007).

Art. 2. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,*
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 1662 CM du 16 novembre 2012 constatant les index des travaux du bâtiment et des travaux publics pour le mois d'octobre 2012.

NOR : ISP1202197AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 76-50 AT du 9 juillet 1976 modifiée portant création de l'Institut de la statistique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 770 CM du 13 août 1985 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'Institut de la statistique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 84-20 du 1er mars 1984 modifiée portant approbation du code des marchés publics de toute nature passés au nom de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 2510 CM du 30 décembre 2010 fixant les règles de variation des prix des marchés publics ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — Sont constatés pour le mois d'octobre 2012 les index du bâtiment suivants en base 100 décembre 2010 :

| Code | Niveau | Libellé | Abrégé | Index |
|------|--------|--|----------|--------|
| 0 | 0 | Index général du bâtiment et des travaux publics | BTP 00.0 | 106,14 |
| 1 | 1 | Index général du bâtiment | BTG 01.0 | 103,59 |
| 11 | 2 | Index général du gros œuvre | BGO 01.0 | 103,59 |
| 1101 | 3 | Gros œuvre, béton armé sur Tahiti | BGO 02.1 | 102,94 |
| 1102 | 3 | Gros œuvre, béton armé hors Tahiti | BGO 02.2 | 103,07 |
| 1103 | 3 | Charpente métallique | BGO 03.1 | 103,94 |
| 1104 | 3 | Charpente bois | BGO 03.2 | 103,06 |
| 1105 | 3 | Couvertures métalliques | BGO 04.1 | 103,68 |
| 1106 | 3 | Couvertures végétales | BGO 04.2 | 113,67 |
| 1107 | 3 | Etanchéité multicouche bitume | BGO 05.1 | 104,10 |
| 1108 | 3 | Etanchéité multicouche résine | BGO 05.2 | 102,91 |
| 1109 | 3 | Photovoltaïque - Installation en toiture sans Stockage | BGO 06.1 | 100,91 |
| 1110 | 3 | Photovoltaïque - Installation en toiture avec Stockage | BGO 06.2 | 105,03 |
| 12 | 2 | Index général du second œuvre | BSO 01.0 | 103,59 |
| 1201 | 3 | Revêtement carrelage | BSO 02.1 | 101,92 |
| 1202 | 3 | Revêtement parquet | BSO 02.2 | 95,97 |
| 1203 | 3 | Revêtement souple | BSO 02.3 | 100,90 |
| 1204 | 3 | Menuiseries bois | BSO 03.1 | 109,96 |
| 1205 | 3 | Menuiseries aluminium | BSO 03.2 | 107,35 |
| 1206 | 3 | Plomberie - Installation sanitaire | BSO 04.1 | 99,09 |
| 1207 | 3 | Plomberie - Installation solaire | BSO 04.2 | 100,78 |
| 1208 | 3 | Installation par climatisation individuelle | BSO 05.1 | 106,00 |
| 1209 | 3 | Installation par climatisation centralisée | BSO 05.2 | 105,50 |
| 1210 | 3 | Installation frigorifique | BSO 05.3 | 109,79 |
| 1211 | 3 | Ventilation | BSO 05.4 | 100,81 |
| 1212 | 3 | Installation électrique courant fort | BSO 06.1 | 103,64 |
| 1213 | 3 | Installation électrique courant faible | BSO 06.2 | 102,92 |
| 1214 | 3 | Peinture | BSO 07.0 | 101,45 |
| 1215 | 3 | Travaux d'ingénierie sur Tahiti et Moorea | BSO 08.1 | 101,42 |
| 1216 | 3 | Travaux d'ingénierie hors Tahiti et Moorea | BSO 08.2 | 101,80 |

Art. 2. — Sont constatés pour le mois d'octobre 2012 les index des travaux publics suivants en base 100 décembre 2010 :

| Code | Niveau | Libellé | Abrégé | Index |
|------|--------|---|----------|--------|
| 2 | 1 | Index général des travaux publics | TPG 01.0 | 109,41 |
| 21 | 2 | Index général du génie civil | TGC 01.0 | 109,74 |
| 2101 | 3 | Ouvrage d'art | TGC 02.0 | 104,42 |
| 2102 | 3 | Fondations spéciales terrestres béton | TGC 03.1 | 106,12 |
| 2103 | 3 | Fondations spéciales terrestres métalliques | TGC 03.2 | 106,76 |
| 2104 | 3 | Fondations spéciales maritimes béton | TGC 03.3 | 106,41 |
| 2105 | 3 | Fondations spéciales maritimes métalliques | TGC 03.4 | 106,87 |
| 2106 | 3 | Dragages maritimes | TGC 04.0 | 105,67 |
| 2107 | 3 | Routes et aéroports, voiries et réseaux divers | TGC 05.0 | 107,45 |
| 2108 | 3 | Travaux d'enrobés avec fourniture de bitume et de granulats sur Tahiti | TGC 06.1 | 114,28 |
| 2109 | 3 | Travaux d'enrobés avec fourniture de bitume et de granulats hors Tahiti | TGC 06.2 | 111,55 |
| 2110 | 3 | Réseaux d'assainissement | TGC 07.1 | 103,53 |
| 2111 | 3 | Station de pompage et de traitement | TGC 07.2 | 103,79 |
| 2112 | 3 | Réseaux sous pression enterrés | TGC 07.3 | 103,97 |
| 2113 | 3 | Travaux d'électrification aériens | TGC 08.1 | 104,46 |
| 2114 | 3 | Travaux d'électrification souterrains | TGC 08.2 | 105,19 |
| 2115 | 3 | Travaux de câblage télécom aériens | TGC 08.3 | 103,78 |
| 2116 | 3 | Travaux de câblage télécom souterrains | TGC 08.4 | 105,07 |
| 22 | 2 | Index général des travaux spécialisés | TTS 01.0 | 107,42 |
| 2201 | 3 | Terrassement | TTS 02.1 | 108,57 |
| 2202 | 3 | Enrochement | TTS 02.2 | 107,99 |
| 2203 | 3 | Concassage | TTS 02.3 | 109,11 |
| 2204 | 3 | Dynamitage | TTS 02.4 | 123,64 |
| 2205 | 3 | Sondages et forages | TTS 03.0 | 103,45 |
| 2206 | 3 | Protection Talus - Aménagement par gunitage | TTS 04.1 | 103,85 |
| 2207 | 3 | Protection Talus - Aménagement par grillage de protection | TTS 04.2 | 103,01 |
| 2208 | 3 | Protection Talus - Aménagement par végétalisation | TTS 04.3 | 103,40 |
| 2209 | 3 | Photovoltaïque - Installation complète avec infrastructure et stockage | TTS 05.0 | 104,50 |

Art. 3.— Sont constatés pour le mois d'octobre 2012 les index fusionnés suivants en base 100 décembre 2010 :

| Code | Niveau | Libellé | Abrégé | Index |
|------|--------|---|------------|--------|
| 3101 | 3 | Gros œuvre, béton armé | FUSBT 01.0 | 102,98 |
| 3102 | 3 | Étanchéité multicouche | FUSBT 02.0 | 103,63 |
| 3103 | 3 | Plomberie sanitaire | FUSBT 03.0 | 99,26 |
| 3104 | 3 | Ventilation et conditionnement d'air | FUSBT 04.0 | 105,04 |
| 3105 | 3 | Electricité | FUSBT 05.0 | 103,50 |
| 3106 | 3 | index ingénierie | FUSBT 06.0 | 101,53 |
| 3201 | 3 | Ouvrage d'art en site terrestre, fluvial ou maritime et fondations spéciales | FUSTP 01.0 | 104,85 |
| 3202 | 3 | Terrassements généraux | FUSTP 02.0 | 108,28 |
| 3203 | 3 | Travaux d'enrobés, fabrication et mise en œuvre (avec fourniture de bitume et de granulats) | FUSTP 03.0 | 113,74 |
| 3204 | 3 | Canalisations, égouts, assainissement et adduction d'eau avec fourniture | FUSTP 04.0 | 103,80 |
| 3205 | 3 | Réseaux d'électrification | FUSTP 05.0 | 104,76 |

Art. 4.— Est constaté pour le mois d'octobre 2012 l'index PSD suivant en base 100 décembre 2010 :

| Code | Niveau | Libellé | Abrégé | Index |
|------|--------|-----------------------------|--------|--------|
| 5101 | 3 | Produits et services divers | PSD HT | 102,75 |

Art. 5.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 novembre 2012.

Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,*
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 1663 CM du 16 novembre 2012 relatif à la mise en place de la transmission électronique de la déclaration préalable à l'embauche (DPAE).

NOR : TRA1201992AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2011-15 du 4 mai 2011 relative à la codification du droit du travail ;

Vu les dispositions du code du travail, particulièrement ses articles LP. 1211-7 à LP. 1211-10 et A. 1211-2 à A. 1211-7 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— L'article A. 1211-2 du code du travail est complété par un alinéa 3 ainsi rédigé :

«Une version électronique du formulaire est disponible sur le site internet de la Caisse de prévoyance sociale (CPS).»

Art. 2.— L'article A. 1211-3 du code du travail est ainsi modifié :

«Article A. 1211-3.— La déclaration nominative préalable à l'embauche est adressée par l'employeur à la CPS au plus tôt dans les huit jours précédant la date prévisible de l'embauche par voie électronique, à défaut, par l'un des moyens suivants :

1° Télécopie : l'avis de bonne réception émis par l'appareil est conservé avec le document transmis par l'employeur jusqu'à la réception du document défini à l'article A. 1211-4 ;

- 2° Lettre datée et signée de l'employeur, et postée en recommandé, au plus tard le dernier jour ouvrable précédant l'embauche, le cachet de la poste faisant foi : l'employeur conserve un double de la lettre et le récépissé postal jusqu'à réception du document défini à l'article A. 1211-4 ;
- 3° Dépôt au siège de la CPS ou dans l'une de ses agences, contre remise d'un reçu que l'employeur doit conserver jusqu'à réception du document défini à l'article A. 1211-4 ;
- 4° Une déclaration signée transmise par courrier électronique.

L'indisponibilité de l'un de ces moyens n'exonère pas l'employeur de son obligation de déclaration par l'un des autres moyens proposés."

Art. 3.— L'article A. 1211-5 du code du travail est ainsi modifié :

"Article A. 1211-5.— Lorsqu'elle est faite par voie électronique, la déclaration nominative préalable à l'embauche est saisie directement par l'employeur ou son mandataire sur un espace personnel sécurisé, accessible sur le site de la CPS, après adhésion par voie conventionnelle aux services en ligne de la CPS.

L'accès à ces services est subordonné à l'acceptation des conditions générales de mise en œuvre desdits services.

Il s'opère au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe validés par la CPS.

Tout enregistrement de déclaration opérée au moyen de l'identifiant et du mot de passe vaut expression du consentement de l'employeur à l'opération et signature de la déclaration.

La transmission de la déclaration à la CPS se fait par un accès sécurisé qui garantit la confidentialité et l'intégrité des données.

Elle donne lieu à l'établissement d'un accusé de réception comportant indication des informations enregistrées.

Cet accusé est envoyé sur la boîte de messagerie électronique du déclarant, dans les cinq jours ouvrables suivant celui de la réception de la déclaration. Il tient lieu de preuve de la déclaration préalable d'embauché, sous réserve des dispositions de l'alinéa 2 de l'article A. 1211-4. Si le salarié en fait la demande, l'employeur lui remet une copie de l'accusé."

Art. 4.— L'article A. 1211- 8 devient l'article A. 1211-9.

Art. 5.— Le nouvel article A. 1211-8 est ainsi rédigé :

"Article A. 1211-8.— La CPS peut mettre en place d'autres modalités fiables de déclaration, en particulier :

- 1° Pour les îles dont l'isolement le justifie, conventionnement de personnes morales de droit public permettant à celles-ci de recevoir les déclarations ;
- 2° Autre moyen de transferts de données.

Les moyens de mises en œuvre de ces modalités complémentaires sont agréés par arrêté pris en conseil des ministres sur demande présentée par la CPS."

Art. 6.— Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le 1er décembre 2012.

Art. 7.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, et le ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.*

*Le ministre
de la santé et de la solidarité,
Charles TETARIA.*

ARRETE n° 1664 CM du 16 novembre 2012 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur du Centre de formation professionnelle des adultes (CFPA) pour l'acquisition de matériels pédagogiques.

NOR : CFP1200786AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée, portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements ;

Vu la délibération n° 97-34 APF du 20 février 1997 portant création d'un établissement public à caractère administratif dénommé "Centre de formation professionnelle des adultes - CFPA" ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires du gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 325 CM du 1er avril 1997 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public à caractère administratif dénommé "Centre de formation professionnelle des adultes (CFPA)";

Vu l'arrêté n° 19 CM du 13 janvier 2011 modifié portant nomination de Mme Suzanne Lii en qualité de directrice générale de l'établissement public administratif dénommé "Centre de formation professionnelle des adultes - CFPA";

Vu la loi de pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi de pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée;

Vu la demande d'une subvention d'investissement n° 993-12 CFPA/DG/rt en date du 26 avril 2012;

Vu la lettre n° 3855 PR du 25 juillet 2012 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 25 juillet 2012;

Vu l'avis n° 108-2012 CCBF/APF du 2 août 2012 de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention d'investissement de *dix-sept millions neuf cent dix-neuf mille deux francs CFP* (17 919 002 F CFP) en faveur du Centre de formation professionnelle des adultes (CFPA) permettant l'acquisition de matériels pédagogiques. Le financement de cette opération sera pris en charge à 100 % par le pays.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au chapitre 907, AP 120-2010, AE 263-2012, article 204.

Art. 3.— La subvention visée à l'article 1er sera versée comme suit :

- une avance de 50 % d'un montant de *huit millions neuf cent cinquante-neuf mille cinq cent un francs CFP* (8 959 501 F CFP) sera versée dès la notification par le bénéficiaire du commencement d'exécution de l'opération et dès la publication de l'arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française;
- le solde s'effectuera sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses visé par le payeur de la Polynésie française accompagné de pièces justificatives (mandats-factures) de l'ensemble de l'opération.

Art. 4.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 novembre 2012.

Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.*

ARRETE n° 1668 CM du 16 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime remblayé (renouvellement) sis à Nunue, commune de Bora Bora au profit de M. Alain Loussan.

NOR : DAF1202114AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public;

Vu la convention type portant occupation temporaire de dépendances du domaine public maritime approuvée suivant décision n° 1169 DOM du 19 août 1983;

Vu l'arrêté n° 3 CM du 2 janvier 1992 modifié fixant le montant des redevances dues pour occupation temporaire du domaine public maritime;

Vu l'arrêté n° 385 CM du 4 mars 2004 modifié relatif à la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupations de dépendances du domaine public;

Vu la demande de renouvellement de M. Alain Loussan en date du 16 avril 2007, complétée le 26 janvier 2012 et réactualisée le 3 juillet 2012;

Vu l'avis du maire de la commune de Bora Bora en date du 3 mai 2012;

Vu l'avis de la commission du domaine public dans sa séance du 21 août 2012;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— L'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime remblayé d'une superficie de 1 220 mètres carrés, attenant à la terre Atitupahu 2 cadastrée section AS n° 110 sis commune associée de Nunue, commune de Bora Bora, est autorisée au profit de M. Alain Loussan, dans le cadre de la construction d'un bâtiment à usage d'habitation et de commerce.

Et tel que le tout figure sur le plan dressé le 12 décembre 2010 établi par le bureau Topo du géomètre Alvan Ellacott, vu et vérifié le 2 juillet 2012 par la direction de l'équipement, subdivision des îles Sous-le-Vent, secteur de Bora Bora, joint à la demande de l'intéressé.

Art. 2.— La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'une convention entre la Polynésie française et M. Alain Loussan, fixant les modalités de l'occupation du domaine public.

Art. 3.— La présente autorisation sera caduque dès lors que la convention y afférente n'aura pas été signée dans un délai de six (6) mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4.— La présente autorisation est consentie pour une durée de neuf (9) années consécutives à compter de la date de signature de la convention aux clauses et conditions de la convention type portant occupation temporaire de dépendances du domaine public maritime susvisée.

Art. 5.— Le concessionnaire est tenu d'établir sur le remblai un passage public d'une largeur de trois (3) mètres le long des ouvrages de protection en bordure du front de mer.

Il devra matérialiser par une haie vive la limite séparative du passage public du surplus de l'emplacement réservé à son usage privatif.

Il sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés.

Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir et s'interdit à cet égard tout, recours contre la Polynésie française.

Il ne pourra céder ou sous-louer son droit à l'occupation sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 6.— La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixée à cent vingt-deux mille francs CFP (122 000 F CFP).

Le montant de cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 susvisé.

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 susvisée, une indemnité pour occupation sans titre correspondant aux redevances dont la Polynésie française a été frustrée, est exigible pour la période courant à compter du 6 avril 2004.

L'indemnité pour occupation sans titre est payable à la signature de la convention visée à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 7.— A l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, les constructions et installations de toute nature édifiées sur le domaine public maritime devront être enlevées par le concessionnaire, à ses frais et sous sa responsabilité, sans aucune indemnité.

Art. 8.— En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions du présent arrêté et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, le conseil des ministres pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages-intérêts.

Art. 9.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre de l'équipement et des transports terrestres, en charge des ports et aéroports, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,*
Pierre FREBAULT.

*Le ministre de l'équipement
et des transports terrestres,*
James SALMON.

*Le ministre de l'aménagement
et du logement,*
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 1669 CM du 16 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime remblayé (renouvellement) sis à Avera, commune de Taputapuataea, à Raiatea, au profit de Mme Linda Colombani-Oehau épouse Faua.

NOR : DAF1202100AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu la convention type portant occupation temporaire de dépendances du domaine public maritime approuvée suivant décision n° 1169 DOM du 19 août 1983 ;

Vu l'arrêté n° 3 CM du 2 janvier 1992 modifié fixant le montant des redevances dues pour occupation temporaire du domaine public maritime ;

Vu l'arrêté n° 385 CM du 4 mars 2004 modifié relatif à la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupations de dépendances du domaine public ;

Vu la demande de renouvellement de Mme Linda Colombani-Oehau épouse Faua en date du 11 avril 2012 réceptionnée le 23 avril 2012 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Taputapuatea en date du 11 juin 2012 ;

Vu l'avis de la commission du domaine public dans sa séance du 21 août 2012 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — L'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime remblayé d'une superficie de 189 mètres carrés, partie du remblai cadastré section MP n° 24, appartenant à la terre Terotopapaa lot A cadastrée section MP n° 20 sis commune associée de Avera, commune de Taputapuatea, est autorisée au profit de Mme Linda Colombani-Oehau épouse Faua.

Et tel que le tout figure sur le plan référencé n° 2012-04-17 du 19 avril 2012 établi par la SCP Anding-Leininger, joint à la demande de l'intéressée.

Art. 2. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'une convention entre la Polynésie française et Mme Linda Colombani épouse Faua, fixant les modalités de l'occupation du domaine public.

Art. 3. — La présente autorisation sera caduque dès lors que la convention y afférente n'aura pas été signée dans un délai de six (6) mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — La présente autorisation est consentie pour une durée de neuf (9) années consécutives à compter de la date de signature de la convention aux clauses et conditions de la convention-type portant occupation temporaire de dépendances du domaine public maritime susvisée.

Art. 5. — Le concessionnaire est tenu d'établir sur le remblai un passage public d'une largeur de trois (3) mètres le long des ouvrages de protection en bordure du front de mer.

Il devra matérialiser par une haie vive la limite séparative du passage public du surplus de l'emplacement réservé à son usage privatif.

Il sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés.

Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française.

Il ne pourra céder ou sous-louer son droit à l'occupation sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 6. — La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixée à *dix-huit mille neuf cents francs CFP* (18 900 F CFP).

Le montant de cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 susvisé.

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 susvisée, une indemnité pour occupation sans titre correspondant aux redevances dont la Polynésie française a été frustrée, est exigible pour la période courant à compter du 24 septembre 2012.

L'indemnité pour occupation sans titre est payable à la signature de la convention visée à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 7. — A l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, les constructions et installations de toute nature édifiées sur le domaine public maritime devront être enlevées par le concessionnaire, à ses frais et sous sa responsabilité, sans aucune indemnité.

Art. 8. — En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions du présent arrêté et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, le conseil des ministres pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages intérêts.

Art. 9. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre de l'équipement et des transports terrestres, en charge des ports et aéroports, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française,

Fait à Papeete, le 16 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,*
Pierre FREBAULT.

*Le ministre de l'équipement
et des transports terrestres,*
James SALMON.

*Le ministre de l'aménagement
et du logement,*
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 1670 CM du 16 novembre 2012 portant itération partielle, à titre de régularisation, de l'échange sans soulte de biens immobiliers entre la Polynésie française et Mme Stéphanie Vivish et uniquement en ce qui concerne la parcelle de terre cadastrée section AC n° 85 de 148 m2, sise commune de Taiarapu-Ouest, commune associée de Toahotu.

NOR : DAF1202060AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la demande de Mme Stéphanie Vivish en date du 7 novembre 2011 ;

Vu l'avis de la commission des évaluations immobilières dans sa séance du 14 février 2012 ;

Vu la réponse d'acceptation de Mme Stéphanie Vivish en date du 27 avril 2012 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— L'échange de biens immobiliers entre la Polynésie française et Mme Stéphanie Vivish tel que défini par l'acte administratif d'échange sans soulte transcrit au bureau de la conservation des hypothèques de Papeete le 3 juin 1982 au volume 1146 n° 15, est confirmé.

Art. 2.— Pour se conformer aux règles de la publicité foncière, la Polynésie française itère partiellement, à titre de régularisation, la cession au profit de Mme Stéphanie Vivish et uniquement en ce qui concerne la parcelle de terre cadastrée section AC n° 85 de 148 m2, sise commune de Taiarapu-Ouest, commune associée de Toahotu.

Art. 3.— La valeur de la parcelle cédée à titre de régularisation par la Polynésie française est évaluée au prix de *huit cent quarante-trois mille six cents francs CFP* (843 600 F CFP).

Art. 4.— L'acte administratif relatif à cette itération partielle est exonéré des frais d'enregistrement et de transcription.

Art. 5.— Le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'aménagement
et du logement,*
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 1671 CM du 16 novembre 2012 accordant l'agrément fiscal prévu par l'article 10 de la délibération n° 88-111 AT du 29 septembre 1988 à la fusion-absorption de la SARL Idéobain par la SARL Déco Maison.

NOR : DAF1201764AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté du 15 novembre 1873 modifié relatif à la formalité de l'enregistrement dans le Territoire ;

Vu la délibération n° 88-111 AT du 29 septembre 1988 portant modification des droits d'enregistrement relatifs aux mutations immobilières et aux actes de société ;

Vu la lettre de Mme Céline Bellanger et de M. Régis Vignal du 12 juillet 2012 ;

Vu la lettre n° 4870 PR du 13 septembre 2012 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 13 septembre 2012;

Vu l'avis n° 152-2012 CCBF/APF du 2 octobre 2012 de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— L'acte par lequel est constatée la fusion-absorption de la société SARL Idéobain, société à responsabilité limitée au capital de 7 000 000 F CFP, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 03 153B, dont le siège social est sis à Papeete, immeuble Wallis, par la société SARL Déco Maison, société au capital de 100 000 F CFP, dont le siège social est sis rue du Commandant-Destreumeau à Papeete, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le

numéro 09 262 B, est agréée conformément aux dispositions de l'article 10 de la délibération n° 88-111 AT du 29 septembre 1988.

La société SARL Déco Maison bénéficie au titre de la fusion-absorption d'une exonération de droits d'enregistrement à concurrence de *deux millions neuf cent soixante-dix-neuf mille sept cent treize francs CFP* (2 979 713 F CFP) correspondant aux droits d'enregistrement relatifs à l'apport à titre pur et simple d'un fonds de commerce pour *dix-neuf millions cent soixante-sept mille cinq cent soixante-quatre francs CFP* (19 167 564 F CFP), de stock pour *dix millions huit cent trente-deux mille quatre cent trente-six francs CFP* (10 832 436 F CFP), et à l'apport à titre onéreux d'immobilisations financières, corporelles, de stocks, créances et disponibilités pour *soixante-trois millions cent trente-neuf mille cinq cent soixante-dix-neuf francs CFP* (63 139 579 F CFP).

Art. 2.— Le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'aménagement
et du logement,*
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 1672 CM du 16 novembre 2012 portant modification de l'arrêté n° 1610 CM du 2 novembre 2012 portant sur les aides financières à des ménages au titre de l'aide à l'amélioration de l'habitat individuel, en application de la délibération n° 99-217 APF du 2 décembre 1999 modifiée relative à l'habitat social en Polynésie française

NOR : OPH1202251AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 99-217 AT du 2 décembre 1999 modifiée relative à l'habitat social en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 184 CM du 3 février 2012 modifié portant dispositions d'application de la délibération n° 99-217 APF du 2 décembre 1999 modifiée relative à l'habitat social en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1610 CM du 2 novembre 2012 portant sur les aides financières à des ménages au titre de l'amélioration de l'habitat individuel en application de la délibération n° 99-217 APF du 2 décembre 1999 modifiée relative à l'habitat social en Polynésie française,

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— L'article 4 de l'arrêté n° 1610 CM du 2 novembre 2012 est rédigé ainsi qu'il suit :

"Il est créé une commission d'attribution administrative des aides à l'amélioration de l'habitat individuel composée comme suit :

- le ministre en charge du logement, *président* ;
- le ministre en charge du budget, *vice-président*, lorsque les aides doivent être attribuées à des demandeurs des îles de Tahiti et Moorea ou le ministre en charge des archipels, *vice-président*, ou son représentant, lorsque les aides doivent être attribuées à des demandeurs des îles autres que Tahiti et Moorea ;
- le ministre en charge de la solidarité, ou son représentant ;
- le ministre en charge de la famille ou son représentant ;
- trois représentants de l'assemblée de la Polynésie française ou leurs suppléants, désignés par l'assemblée de la Polynésie française,

qui donne un avis sur les demandes d'aide financière pour l'amélioration de l'habitat individuel.

L'Office polynésien de l'habitat (OPH) assure le secrétariat de la commission.

Le directeur général, l'agent comptable, le commissaire de gouvernement près de l'office ainsi que le chef de service des affaires sociales ou son représentant participent avec voix consultative aux travaux de la commission."

Art. 2.— Les deux premières phrases de l'article 5 de l'arrêté n° 1610 CM du 2 novembre 2012 sont rédigées ainsi qu'il suit :

"Les règles d'organisation et de fonctionnement de la commission administrative sont les suivantes :

Il est tenu des réunions, concernant les aides financières à attribuer dans les îles de Tahiti et Moorea d'une part et dans les autres îles d'autre part, autant que nécessaire, sur convocation du président qui en arrête l'ordre du jour."

Art. 3.— Le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'aménagement
et du logement,*
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 1673 CM du 16 novembre 2012 portant modification de l'arrêté n° 184 CM du 3 février 2012 portant dispositions d'application de la délibération n° 99-217 APF du 2 décembre 1999 modifiée relative à l'habitat social en Polynésie française.

NOR : OPH1202252AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu le code du travail institué par la loi du pays n° 2011-15 du 4 mai 2011, et notamment ses articles 3322-2 et suivants relatifs au salaire minimum interprofessionnel garanti ;

Vu la délibération n° 99-217 APF du 2 décembre 1999 modifiée relative à l'habitat social en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 184 CM du 3 février 2012 portant dispositions d'application de la délibération n° 99-217 APF du 2 décembre 1999 modifiée relative à l'habitat social en Polynésie française.

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — L'article 2 de l'arrêté 184 CM du 3 février 2012 susvisé est rédigé comme suit :

Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

"Opérateur public" : les organismes du logement social suivant :

- l'Office polynésien de l'habitat (OPH) qui a une compétence générale pour les aides en habitat groupé, en habitat dispersé, à la viabilisation de parcelles et à l'amélioration de l'habitat individuel ;
- le Fonds de développement des archipels (FDA) qui a une compétence spéciale sur toutes les îles hors Tahiti et Moorea pour les aides en habitat dispersé.

"Opérateur" : l'opérateur public ou privé qui réalise une opération de construction ;

"SMIG" : la rémunération mensuelle minimale, telle que définie par les articles 3322-2 et suivants de la loi du pays n° 2011-15 du 4 mai 2011 susvisée, en vigueur à la date de la décision d'attribution de l'aide.

Art. 2. — Le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, et le ministre du développement des archipels et des transports interinsulaires, en charge de la régénération de la cocoteraie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'aménagement
et du logement,*
Louis FREBAULT.

*Le ministre du développement des archipels
et des transports interinsulaires,*
Daniel HERLEMME.

ARRETE n° 1674 CM du 16 novembre 2012 approuvant l'attribution d'une aide financière de fonctionnement en faveur de l'EURL "Océan Products Tahiti" pour la compensation de la perte de change en dollar américain.

NOR : DRM1202000AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi de pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2011-92 APF du 8 décembre 2011 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2012 ;

Vu l'arrêté n° 928 CM du 2 juillet 2007 modifié instituant un dispositif d'aide et de soutien à la pêche (DASP) ;

Vu les demandes d'aides financières de fonctionnement de l'EURL "Océan Products Tahiti" en date du 1er septembre 2012 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une aide financière de fonctionnement d'un million deux cent cinquante mille huit cent quatre-vingt-cinq francs CFP (1 250 885 F CFP) en faveur de l'EURL "Ocean Products Tahiti" pour la compensation de la perte de change en dollar américain.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 965-03, article 652-3, centre de travail 73400-F

Art. 3.— Le versement du montant total de l'aide financière sera versé sur le compte de l'EURL "Ocean Products Tahiti".

Art. 4.— L'EURL "Ocean Products Tahiti" s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière, les pièces justificatives auprès de la direction des ressources marines attestant de l'utilisation de cette aide dans le cadre du projet présenté.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de toute ou partie de cette aide.

Art. 6.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, et le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'EURL "Ocean Products Tahiti" et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,*
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
Temaury FOSTER.

ARRETE n° 1675 CM du 16 novembre 2012 approuvant l'attribution d'une aide financière de fonctionnement en faveur de la SARL "Tahiti Island Seafood" pour la compensation de la perte de change en dollar américain.

NOR : DRM1202001AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi de pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2011-92 APF du 8 décembre 2011 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2012 ;

Vu l'arrêté n° 928 CM du 2 juillet 2007 modifié instituant un dispositif d'aide et de soutien à la pêche (DASP) ;

Vu la demande d'aide financière de fonctionnement de la SARL "Tahiti Island Seafood" en date du 18 mars au 16 mai 2012 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une aide financière de fonctionnement de vingt-trois mille cent dix francs CFP (23 110 F CFP) en faveur de la SARL "Tahiti Island Seafood" pour la compensation de la perte de change en dollar américain.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 965-03, article 652 3, centre de travail 73400-F.

Art. 3.— Le versement du montant total de l'aide financière sera versé sur le compte de la SARL "Tahiti Island Seafood".

Art. 4.— La SARL "Tahiti Island Seafood" s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière, les pièces justificatives auprès de la direction des ressources marines attestant de l'utilisation de cette aide dans le cadre du projet présenté.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de toute ou partie de cette aide.

Art. 6.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, et le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL "Tahiti Island Seafood" et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,*
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
Temaury FOSTER.

NOR : IJS1202219AC

Par arrêté n° 1665 CM du 16 novembre 2012.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 11-2012 IJSPF du 30 octobre 2012 portant adoption de la décision budgétaire modificative n° 4 de l'Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française pour l'exercice 2012.

Le budget est arrêté à la somme d'un milliard quatre cent quarante-six millions trois cent soixante-quinze mille francs CFP (1 446 375 000 F CFP) se décomposant comme suit (en F CFP) :

| | Section I Fonctionnement | Section II Opérations en capital | Total |
|------------|-----------------------------|-------------------------------------|---------------|
| - Recettes | 695 175 000 | 716 200 000 | 1 411 375 000 |
| - Dépenses | 775 000 000 | 671 375 000 | 1 446 375 000 |
| Résultats | - 79 825 000 | 44 825 000 | - 35 000 000 |

L'équilibre budgétaire est assuré par la contraction du fonds de roulement de trente-cinq millions de francs CFP (35 000 000 F CFP).

Délibération n° 11-2012 IJSPF du 30 octobre 2012

Article 1er.— La décision budgétaire modificative n° 4 de l'Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française pour l'exercice 2012 est arrêté en recettes et en dépenses à la somme d'un milliard quatre cent quarante-six millions trois cent soixante-quinze mille francs CFP (1 446 375 000 F CFP) est approuvé.

Il se décompose comme suit (en F CFP) :

| | Section I Fonctionnement | Section II Opérations en capital | Total |
|------------|-----------------------------|-------------------------------------|---------------|
| - Recettes | 695 175 000 | 716 200 000 | 1 411 375 000 |
| - Dépenses | 775 000 000 | 671 375 000 | 1 446 375 000 |
| Résultats | - 79 825 000 | 44 825 000 | - 35 000 000 |

L'équilibre budgétaire est assuré par la contraction du fonds de roulement de trente-cinq millions de francs CFP (35 000 000 F CFP).

NOR : IME1202171AC

Par arrêté n° 1666 CM du 16 novembre 2012.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 13-2012 IIME du 19 octobre 2012 portant attribution d'une indemnité de sujétions spéciales mensuelle pour la fonction de directeur adjoint au sein de l'établissement.

Délibération n° 13-2012 IIME du 19 octobre 2012

Article 1er.— Une indemnité de sujétions spéciales mensuelle est attribuée au directeur adjoint affecté à l'IIME à compter du rendu exécutoire par le conseil des ministres, dans les limites fixées par la présente délibération, pour tenir compte des sujétions particulières ou du surcroît de travail qu'impose cette fonction. Le versement de cette indemnité sera formalisé nominativement par une décision du directeur.

Art. 2.— Cette indemnité est attribuée par le directeur de l'établissement dans les limites fixées ainsi qu'il suit :

Fonction : Directeur adjoint.
Montant : Groupe 5.

Art. 3.— Afin de tenir compte des orientations prises par la délibération n° 2011-66 APF du 22 septembre 2011, les montants des indemnités de sujétions spéciales inscrits dans la grille figurant à l'article 2 et servis au directeur adjoint affecté à l'IIME sont minorés de 10 %.

Art. 4.— La délibération n° 9-2012 IIME du 28 juin 2012 est abrogée.

NOR : IME1202172AC

Par arrêté n° 1667 CM du 16 novembre 2012.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 14-2012 IIME du 19 octobre 2012 portant attribution d'une indemnité de sujétions spéciales mensuelle pour la fonction de chef de site au sein de l'établissement.

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 1192 PR du 9 novembre 2012 portant retrait de l'arrêté n° 653 PR du 11 juillet 2012.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 88-153 AT du 20 octobre 1988 modifiée relative à certaines dispositions concernant l'exercice de la pharmacie ;

Vu la délibération n° 2001-31 APF du 15 février 2001 définissant, à titre transitoire, les modalités d'enregistrement des pharmaciens sur une liste administrative annexée au tableau des pharmaciens inscrits à l'ordre des pharmaciens,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 653 PR du 11 juillet 2012 autorisant l'ouverture par voie de création, par la voie dérogatoire, d'une officine de pharmacie ouverte au public dans la commune de Moorea-Maiao, sise à Afareaitu, PK 8,600, côté montagne, sur la terre Paorea, par Mlle Heilani Szejnman, et portant enregistrement de son autorisation de création et d'exploitation (licence n° 60, enregistrement n° 4-2012) est retiré.

Art. 2.— Le ministre, de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre de la santé et de la solidarité,
Chargés TETARIA.

ARRETE n° 1195 PR du 13 novembre 2012 portant agrément de M. Xavier Bouly pour la rédaction des documents d'arpentage.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 90-126 AT du 13 décembre 1990 fixant le mode et les formalités d'établissement de rénovation et de conservation du cadastre ;

Vu la délibération n° 2005-12 APF du 7 janvier 2005 modifiant la délibération n° 90-126 AT du 13 décembre 1990 ;

Vu la demande de M. Xavier Bouly en date du 10 novembre 2011 ;

Vu l'avis favorable du chef de la division du cadastre de la direction des affaires foncières,

Arrête :

Article 1er.— M. Xavier Bouly, géomètre, est agréé pour la rédaction des documents d'arpentage destinés à la mise à jour des plans cadastraux.

Art. 2.— Cet agrément est accordé à compter de la date du présent arrêté. Il peut être retiré sur rapport motivé du directeur des affaires foncières, à tout moment. Il en est de même, de plein droit, si aucun document d'arpentage n'est présenté par M. Xavier Bouly.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

ARRETE n° 1196 PR du 13 novembre 2012 portant agrément de M. Pero Putoa pour la rédaction des documents d'arpentage.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 90-126 AT du 13 décembre 1990 fixant le mode et les formalités d'établissement de rénovation et de conservation du cadastre ;

Vu la délibération n° 2005-12 APF du 7 janvier 2005 modifiant la délibération n° 90-126 AT du 13 décembre 1990 ;

Vu la demande de M. Pero Putoa en date du 24 août 2012 ;

Vu l'avis du chef de la division du cadastre de la direction des affaires foncières,

Arrête :

Article 1er.— M. Pero Putoa, géomètre, est agréé pour la rédaction des documents d'arpentage destinés à la mise à jour des plans cadastraux.

Art. 2.— Cet agrément est accordé à compter de la date du présent arrêté. Il peut être retiré sur rapport motivé du directeur des affaires foncières, à tout moment. Le retrait de l'agrément peut être prononcé par le Président de la Polynésie française pour faute professionnelle grave, incompétence ou non-exercice de ce droit pendant une année.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

ARRETE n° 1200 PR du 15 novembre 2012 portant délégation de signature à Mme Chantal Hacques, chef du service "Tahiti Tourism Authority" par intérim.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 585 CM du 3 mai 2012 modifié portant création et organisation du service "Tahiti Tourism Authority" ;

Vu l'arrêté n° 1185 CM du 16 août 2012 portant nomination de M. Roland Bopp en qualité de chef du service "Tahiti Tourism Authority" ;

Vu l'arrêté n° 984 PR du 30 août 2012 portant délégation de signature à M. Roland Bopp, chef du service "Tahiti Tourism Authority" ;

Vu l'arrêté n° 1625 CM du 7 novembre 2012 portant nomination de Mme Chantal Hacques en qualité de chef du service "Tahiti Tourism Authority" par intérim ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à Mme Chantal Hacques, chef du service "Tahiti Tourism Authority" par intérim, à l'effet de signer au nom du Président de la Polynésie française, dans la limite de ses attributions, tout acte et correspondance définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 1.6 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984.

Art. 2.— Mme Chantal Hacques reçoit en particulier délégation pour les actes et correspondances suivants :

2-A) dans le domaine des missions générales du service "Tahiti Tourism Authority"

- 1° Avis techniques concernant les matières dont le service "Tahiti Tourism Authority" a la charge ;
- 2° Informations de nature juridique ou économique ou statistique, relatives à l'activité touristique ;
- 3° Correspondances adressées aux usagers du service pour l'instruction de leurs dossiers ;
- 4° Application des textes réglementaires et modalités de fonctionnement des professions liées à l'exercice des activités touristiques, de l'industrie hôtelière terrestre et flottante, de l'industrie para-hôtelière et de la restauration touristique ;
- 5° Application des textes réglementaires concernant les statistiques touristiques ;
- 6° Rapports de présentation des dossiers instruits dans le cadre de la commission technique des agences de voyages et des bureaux d'excursions ;
- 7° Rapports de présentation des dossiers instruits dans le cadre de la commission consultative de la navigation charter ;
- 8° Rapports de présentation des dossiers instruits dans le cadre de la commission de classement des établissements d'hébergement de tourisme ;
- 9° Rapports de présentation, actes et correspondances relatifs à l'instruction des demandes d'attribution d'aides dont :
 - le service est instructeur : notamment l'aide à la création, à l'extension, à la rénovation des établissements relevant de la petite hôtellerie familiale et de l'hébergement de tourisme chez l'habitant, et au secteur des activités touristiques ;
 - ou pour lesquelles l'avis du service est sollicité : notamment le Fonds de développement des archipels, l'aide à la création et au développement des entreprises, les dispositifs d'incitations fiscales à l'investissement concernant les secteurs de l'hébergement touristique, de la para-hôtellerie, de la restauration et des activités touristiques ;
- 10° Autorisations d'occupation temporaire d'une durée inférieure ou égale à 3 mois, sur le domaine public et privé de la Polynésie française affecté au profit du service "Tahiti Tourism Authority".

2-B) dans le domaine de la gestion du personnel

- 1° Sanctions disciplinaires : avertissement ou blâme (à l'exception des cadres A pour le blâme) ;

- 2° Autorisations d'absence à l'exception des autorisations d'absence accordées pour participation à des rencontres sportives ou culturelles de haut niveau ;
- 3° Congés annuels ;
- 4° Congés de maternité et de maladie ;
- 5° Certificats de travail, de prise de fonction, de services faits, de réintégration, de cessation de fonctions et autres prévus par la réglementation sociale ;
- 6° Ordres de déplacement à l'intérieur de la Polynésie française n'excédant pas six jours ;
- 7° Réquisitions de transport en exécution d'un ordre de déplacement.

2-C) dans le domaine de la gestion des crédits alloués et dans la limite de trente millions de francs CFP (30 000 000 F CFP)

- 1° Engagement, liquidation des dépenses et des recettes imputées sur la section de fonctionnement dans les matières relevant de la compétence du service "Tahiti Tourism Authority" ;
- 2° Engagement, liquidations des dépenses et des recettes imputées sur la section d'investissement dans les matières relevant de la compétence du service "Tahiti Tourism Authority" ;
- 3° Certificats de services faits ;
- 4° Contrats, conventions, actes, lettres et bons de commandes relatifs à l'exercice des compétences dévolues au service "Tahiti Tourism Authority".

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

ARRETE n° 1201 PR du 15 novembre 2012 portant retrait de l'arrêté n° 5656 MEF du 25 juillet 2012 portant composition de la commission paritaire consultative prévue par la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la convention collective de travail des agents non fonctionnaires de l'administration de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 5656 MEF du 25 juillet 2012 portant composition de la commission paritaire consultative prévue par la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration est retiré.

Art. 2.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,*
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 1203 PR du 15 novembre 2012 portant nomination des membres du comité technique paritaire central du service de l'urbanisme, de la direction de l'environnement, du service de l'énergie et des mines et de la délégation polynésienne pour le suivi des conséquences des essais nucléaires.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-216 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant organisation et fonctionnement des organismes consultatifs dans la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1688 CM du 4 novembre 2011 modifié portant création des comités techniques paritaires des services et établissements publics administratifs de la Polynésie française et organisation des élections des représentants du personnel en leur sein ;

Vu le procès-verbal de l'élection des représentants du personnel au comité technique paritaire autonome de la direction générale des finances publiques du 9 février 2012,

Arrête :

Article 1er.— Sont nommés membres du comité technique paritaire central du service de l'urbanisme, de la direction de l'environnement, du service de l'énergie et des mines et de la délégation polynésienne pour le suivi des conséquences des essais nucléaires, pour une durée de trois ans :

En qualité de représentants de l'administration :

Titulaires :

- M. le chef du service de l'urbanisme, *président* ;
- Mme Laurence Casimir épouse François, chargée d'assurer la présidence du comité en cas d'absence du président ;
- M. Engel Raygadas-Zavala, chargé d'assurer le secrétariat permanent du comité ;
- Mme Sylvie Yu Chip Lin, membre.

Suppléants :

- M. Didier Lequeux ;
- M. Antoine Nesa ;
- M. Gabriel Sao Chan Cheong ;
- M. Thierry Choung Ping.

En qualité de représentants du personnel :

Titulaires :

- M. Jules Shan, au titre de l'organisation syndicale CSTP-FO ;
- M. Claude Serra, au titre de l'organisation syndicale CSTP-FO ;
- M. Pascal Pellerin, au titre de l'organisation syndicale SCFP-UPE ;
- M. Te Matai Hau Tei Tamaru Ia Ta'i Depierre, au titre de l'organisation syndicale SCFP-UPE.

Suppléants :

- M. Denis Chene, au titre de l'organisation syndicale CSTP-FO ;
- Mlle Tea Riveta, au titre de l'organisation syndicale CSTP-FO ;
- M. Eric Poinsignon, au titre de l'organisation syndicale SCFP-UPE ;
- Mlle Angèle Joux, au titre de l'organisation syndicale SCFP-UPE.

Art. 2.— L'arrêté n° 2348 PR du 4 novembre 2009 portant nomination des membres du comité technique paritaire central du service de l'urbanisme, du service de l'énergie et des mines et de la délégation pour le développement des communes est abrogé.

Art. 3.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,*
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 1205 PR du 15 novembre 2012 portant nomination des membres du comité technique paritaire central du service de l'informatique, de la direction du budget et de la prospective, de la délégation pour le développement des communes, de l'agence de réglementation du numérique, de l'agence de développement numérique, du secrétariat général du Conseil économique, social et culturel, du service du patrimoine archivistique et audiovisuel et du service de la traduction et de l'interprétariat.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-216 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant organisation et fonctionnement des organismes consultatifs dans la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1688 CM du 4 novembre 2011 modifié portant création des comités techniques paritaires des services et établissements publics administratifs de la Polynésie française et organisation des élections des représentants du personnel en leur sein ;

Vu le procès-verbal de l'élection des représentants du personnel au comité technique paritaire central n° 4 de la vice-présidence du 9 février 2012 ;

Vu l'arrêté n° 4090 MEF/DGRH du 29 mai 2012 portant changement d'affectation de Mlle Tatiana Degage, rédacteur 6e échelon, en fonction au secrétariat général du Conseil économique, social et culturel,

Arrête :

Article 1er. — Sont nommés membres du comité technique paritaire central du service de l'informatique, de la direction du budget et de la prospective, de la délégation pour le développement des communes, de l'agence de réglementation du numérique, de l'agence de développement numérique, du secrétariat général du Conseil économique, social et culturel, du service du patrimoine archivistique et audiovisuel et du service de la traduction et de l'interprétariat pour une durée de trois ans :

En qualité de représentants de l'administration :

Titulaires :

- M. le chef du service de l'informatique, *président* ;
- M. Jean-François Cauvin, chef du service du patrimoine archivistique et audiovisuel par intérim, chargé d'assurer la présidence du comité en cas d'absence du président ;
- Mme Camélia Papin, *membre* ;
- Mlle Moeata Malinowski, chargée d'assurer le secrétariat permanent du comité.

Suppléants :

- M. Jean-Louis Garry ;
- M. Gilbert Lai Woa ;
- Mlle Flora Nauta ;
- Mme Catherine Arntzen.

En qualité de représentants du personnel :

Titulaires :

- M. Pierre Arui, au titre de l'organisation syndicale CSTP-FO ;
- Mme Marielle Gausserand, au titre de l'organisation syndicale CSTP-FO ;
- M. Philippe Eychart, au titre de l'organisation syndicale A Tia I Mua ;
- M. Sylvestre Sanchez, au titre de l'organisation syndicale A Tia I Mua.

Suppléants :

- M. Johnny Sansine, au titre de l'organisation syndicale CSTP-FO ;
- M. Didier Belrose, au titre de l'organisation syndicale CSTP-FO ;
- M. Kelly Sacault, au titre de l'organisation syndicale A Tia I Mua ;
- Mlle Hinatea Raihauté, au titre de l'organisation syndicale A Tia I Mua.

Art. 2. — L'arrêté n° 2022 PR du 27 août 2009 portant nomination des membres du comité technique paritaire autonome du service de l'informatique, est abrogé.

Art. 3. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,*
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 1206 PR du 15 novembre 2012 portant nomination des membres du comité technique paritaire autonome de l'établissement public Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-216 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant organisation et fonctionnement des organismes consultatifs dans la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1688 CM du 4 novembre 2011 modifié portant création des comités techniques paritaires des services et établissements publics administratifs de la Polynésie française et organisation des élections des représentants du personnel en leur sein ;

Vu le procès-verbal de l'élection des représentants du personnel au comité technique paritaire autonome de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture du 9 février 2012,

Arrête :

Article 1er. — Sont nommés membres du comité technique paritaire autonome de l'établissement public Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture, pour une durée de trois ans :

En qualité de représentants de l'administration :

Titulaires :

- M. Heremoana Maamaatuaiahutapu, le directeur de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture, *président* ;
- Mlle Vaiana Giraud, chargée d'assurer la présidence du comité en cas d'absence du président ;
- Mlle Poerava Roset, chargée d'assurer le secrétariat permanent du comité.

Suppléants :

- Mme Yvonne Chang ;
- Mme Maire Berdichevski-Poroi ;
- M. Rwan Lequerré.

En qualité de représentants du personnel :

Titulaires :

- Mlle Fabienne Fatupua, au titre de l'organisation syndicale CSTP-FO ;
- Mlle Elma Manate, au titre de l'organisation syndicale CSTP-FO ;
- M. Josley Faana, au titre de l'organisation syndicale CSTP-FO.

Suppléants :

- M. Vaimoana Urarii, au titre de l'organisation syndicale CSTP-FO ;
- Mlle Wendy Bellais, au titre de l'organisation syndicale CSTP-FO ;
- M. Mike Taero, au titre de l'organisation syndicale CSTP-FO.

Art. 2. — L'arrêté n° 2024 PR du 27 août 2009 portant nomination des membres du comité technique paritaire autonome de la Maison de la culture - Te Fare Tauhiti Nui, est abrogé.

Art. 3. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,*
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 1208 PR du 15 novembre 2012 autorisant la SARL Semapa à exploiter un commerce de prêt-à-porter sous enseigne commerciale Tati à Papeete.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 94-163 AT du 22 décembre 1994 modifiée réglementant l'implantation de certains commerces de vente au détail ;

Vu l'arrêté n° 794 CM du 23 juillet 1996 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission d'implantation des grandes surfaces commerciales ;

Vu l'arrêté n° 1299 PR du 4 mars 2010 portant nomination des membres de la commission d'implantation des grandes surfaces commerciales ;

Vu l'avis émis par la commission d'implantation des grandes surfaces commerciales au cours de sa réunion du 11 octobre 2012,

Arrête :

Article 1er. — La SARL Semapa est autorisée à exploiter un commerce de prêt-à-porter de 992 m² de surface de vente sous enseigne Tati à Papeete.

Art. 2. — La présente autorisation est périmée si l'ouverture au public n'est pas effectuée dans un délai de trois ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

Art. 3. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,*
Pierre FREBAULT.

*Le ministre de l'aménagement
et du logement,*
Louis FREBAULT.

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES,
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI**

ARRETE n° 8445 MEF du 9 novembre 2012 portant retrait de l'arrêté n° 727 PR du 27 juillet 2012 relatif à la composition de la commission d'interprétation et de conciliation prévue par la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration.

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu la convention collective de travail des agents non fonctionnaires de l'administration de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 727 PR du 27 juillet 2012 relatif à la composition de la commission d'interprétation et de conciliation prévue par la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration est retiré.

Art. 2. — Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 novembre 2012.
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 8446 MEF du 9 novembre 2012 portant modification de l'arrêté n° 6602 MEF du 31 août 2012 portant délégation de signature à M. Bernard Chimin, tavana hau de la circonscription des îles Marquises.

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de la déconcentration de l'administration de la Polynésie française, et spécialement les dispositions de son article 9 ;

Vu la délibération n° 2001-72 APF du 5 juillet 2001 portant création des circonscriptions des îles Tuamotu et Gambier, des îles Sous-le-Vent, des îles Marquises et des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 625 CM du 15 mai 2001 modifié définissant les missions des services de l'administration de la Polynésie française confiées, dans chaque archipel, à la circonscription ou aux subdivisions déconcentrées ;

Vu l'arrêté n° 628 CM du 15 mai 2001 portant approbation des conventions relatives à la représentation des subdivisions déconcentrées et à leur regroupement fonctionnel dans l'archipel des îles Marquises ;

Vu la convention n° 11355 du 16 mai 2001 relative à l'exécution des missions de la subdivision déconcentrée du service des transports terrestres par la circonscription des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 5 CM du 7 janvier 2002 portant organisation de la circonscription des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 1065 CM du 2 août 2012 portant nomination de M. Bernard Chimin en qualité de tavana hau de la circonscription des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 6270 MET du 21 août 2012 portant délégation de signature à M. Bernard Chimin, tavana hau de la circonscription des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 1104 PR du 15 octobre 2012 portant nomination de Mme Stéphanie Rousseau épouse Sautreau en qualité de secrétaire général de la circonscription des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 532 PR du 16 février 2005 portant titularisation de Mlle Louise Tehaamoana en qualité de rédacteur et affectation à la circonscription des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 6602 MEF du 31 août 2012 portant délégation de signature à M. Bernard Chimin, tavana hau de la circonscription des îles Marquises ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er. — L'article 2 de l'arrêté n° 6602 MEF du 31 août 2012 susvisé est rédigé comme suit :

“En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard Chimin, tavana hau de la circonscription des îles Marquises,

la délégation prévue à l'article 1er est dévolue dans les mêmes conditions à Mme Stéphanie Rousseau épouse Sautreau, secrétaire générale de la circonscription des îles Marquises."

"En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard Chimin et de Mme Stéphanie Rousseau épouse Sautreau, ladite délégation définie à l'article 1er est dévolue à Mme Louise Tehaamoana épouse Fournier, chef du bureau des affaires générales et financières de la circonscription des îles Marquises."

Art. 2.— Le reste sans changement.

Art. 3.— Le tavana hau de la circonscription des îles Marquises est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 novembre 2012.
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 8447 MEF du 9 novembre 2012 portant modification de l'arrêté n° 6603 MEF du 31 août 2012 portant délégation de signature à M. Bernard Chimin, tavana hau de la circonscription des îles Marquises.

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de la déconcentration de l'administration de la Polynésie française, et spécialement les dispositions de son article 9 ;

Vu la délibération n° 2001-72 APF du 5 juillet 2001 portant création des circonscriptions des îles Tuamotu et Gambier, des îles Sous-le-Vent, des îles Marquises et des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 625 CM du 15 mai 2001 modifié définissant les missions des services de l'administration de la Polynésie française confiées, dans chaque archipel, à la circonscription ou aux subdivisions déconcentrées ;

Vu l'arrêté n° 628 CM du 15 mai 2001 portant approbation des conventions relatives à la représentation des subdivisions déconcentrées et à leur regroupement fonctionnel dans l'archipel des îles Marquises ;

Vu la convention n° 11346 du 16 mai 2001 relative à l'exécution des missions de la subdivision déconcentrée du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelle par la circonscription des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 5 CM du 7 janvier 2002 portant organisation de la circonscription des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 1065 CM du 2 août 2012 portant nomination de M. Bernard Chimin en qualité de tavana hau de la circonscription des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 6270 MET du 21 août 2012 portant délégation de signature à M. Bernard Chimin, tavana hau de la circonscription des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 1104 PR du 15 octobre 2012 portant nomination de Mme Stéphanie Rousseau épouse Sautreau en qualité de secrétaire général de la circonscription des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 532 PR du 16 février 2005 portant titularisation de Mlle Louise Tehaamoana en qualité de rédacteur et affectation à la circonscription des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 6603 MEF du 31 août 2012 portant délégation de signature à M. Bernard Chimin, tavana hau de la circonscription des îles Marquises ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— L'article 2 de l'arrêté n° 6603 MEF du 31 août 2012 susvisé est rédigé comme suit :

"En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard Chimin, tavana hau de la circonscription des îles Marquises, la délégation prévue à l'article 1er est dévolue dans les mêmes conditions à Mme Stéphanie Rousseau épouse Sautreau, secrétaire générale de la circonscription des îles Marquises."

"En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard Chimin et de Mme Stéphanie Rousseau épouse Sautreau, ladite délégation définie à l'article 1er est dévolue à Mme Louise Tehaamoana épouse Fournier, chef du bureau des affaires générales et financières de la circonscription des îles Marquises."

Art. 2.— Le reste sans changement.

Art. 3.— Le tavana hau de la circonscription des îles Marquises est chargé de l'exécution au présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 novembre 2012.
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 8448 MEF du 9 novembre 2012 portant autorisation d'organiser une tombola au profit de l'association Si Ni Tong.

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu la délibération n° 99-164 APF du 30 septembre 1999 modifiée portant réglementation des loteries organisées dans un but social, culturel, scientifique, éducatif ou sportif ;

Vu la demande présentée par l'association Si Ni Tong reçue le 23 octobre 2012,

Arrête :

Article 1er. — L'association Si Ni Tong, représentée par son président M. Gustave Lis, dont le siège social est situé à Papeete, 24 rue Colette, BP 195, 98713 Papeete, est autorisée à organiser une tombola au capital d'émission de 3 000 000 F CFP, composée de 30 000 billets à 100 F CFP l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois, le dimanche 17 février 2013, au temple Kanti de Mamao.

Art. 2. — Le bénéfice de cette autorisation ne peut être cédé aux tiers.

Art. 3. — Le produit de la loterie, sous réserve d'une déduction maximum de 5 % du capital d'émission consacré aux frais d'organisation, est intégralement et exclusivement affecté aux diverses activités organisées lors des festivités du nouvel an chinois.

Art. 4. — Les lots sont les suivants :

| | | |
|-------------------------------------|---|---------------|
| 1er lot | 1 voyage pour 2 personnes Papeete/Tokyo/Papeete par Air Tahiti Nui, offert | 200 000 F CFP |
| 2e lot | 1 voyage pour 2 personnes Papeete/Los Angeles/Papeete par Air Tahiti Nui, acheté | 116 000 F CFP |
| 3e lot | 1 voyage pour 2 personnes Papeete/Los Angeles/Papeete par Air Tahiti Nui, acheté | 116 000 F CFP |
| 4e lot | 1 voyage pour 2 personnes Papeete/Los Angeles/Papeete par Air Tahiti Nui, offert | 116 000 F CFP |
| 5e lot | 1 voyage pour 1 personne Papeete/Los Angeles/Papeete par Air Tahiti Nui, offert | 58 000 F CFP |
| 6e lot | 1 voyage pour 1 personne Papeete/Los Angeles/Papeete par Air Tahiti Nui, acheté | 58 000 F CFP |
| 7e lot | 1 séjour pour 2 personnes, 2 nuits, au Sofitel la Ora Moorea, avec petit-déjeuner, offert | 39 800 F CFP |
| 8e lot | 1 séjour pour 2 personnes, 1 nuit au Sofitel la Ora Moorea, avec petit-déjeuner, offert | 19 900 F CFP |
| 9e lot | séjour pour 2 personnes, 1 nuit au Sofitel la Ora Moorea, avec petit-déjeuner, offert | 19 900 F CFP |
| Total des lots achetés | | 290 000 F CFP |
| Total des lots offerts | | 453 600 F CFP |
| Total des lots (achetés et offerts) | | 743 600 F CFP |

Art. 5. — Le quart du montant total des lots, soit la somme de 185 900 F CFP, doit être versé à la paierie de la Polynésie

française avant toute impression de billets de tombola. Le solde, soit la somme de 557 700 F CFP, doit être versé à la paierie de la Polynésie française au plus tard 10 jours avant le tirage, soit le vendredi 8 février 2013.

Art. 6. — Les billets sont numérotés de façon continue et conditionnés en carnets de dix billets. Chaque billet doit comporter :

- les nom, prénoms du président de l'association ;
- l'adresse du siège social ;
- le numéro et la date du présent arrêté ;
- la date et le lieu du tirage ;
- le montant du capital d'émission autorisé ;
- le prix du billet ;
- le nombre des lots et la désignation des principaux d'entre eux ;
- l'obligation, pour les vendeurs, de remettre ou de faire parvenir aux organisateurs de la loterie, 2 heures au moins avant le tirage, le produit de leur vente ainsi que les billets invendus ;
- l'obligation pour les gagnants, de retirer leurs lots dans le délai de 4 mois à compter de la publication des résultats du tirage (les lots non réclamés à l'expiration de ce délai seront acquis de plein droit à l'organisateur).

Art. 7. — Avant toute émission, le libellé des billets prévu à l'article 6 doit être approuvé par le directeur des affaires économiques. A cet effet, des épreuves d'imprimé lui sont adressées avant l'impression définitive.

Le bon à tirer n'est délivré que sur présentation du reçu du payeur de la Polynésie française attestant que la somme de 185 900 F CFP a été versée.

Le libellé ne peut être modifié sans l'assentiment du directeur des affaires économiques.

Aucun retrait de fonds ne peut être effectué avant le tirage.

Art. 8. — Les vendeurs de billets sont tenus de remettre ou de faire parvenir aux organisateurs de la tombola, deux heures au moins avant le tirage, le produit de leur vente ainsi que les billets invendus. Il leur est interdit de garder par-devers eux des billets qu'ils n'ont pas vendus, faute de quoi ils doivent les rembourser aux organisateurs.

En aucun cas, les organisateurs de la tombola ne peuvent se porter acquéreurs des billets invendus.

Art. 9. — Le tirage aura lieu en une seule fois à la date fixée par l'arrêté d'autorisation. Il sera effectué en public en présence d'un huissier chargé de constater la régularité des opérations prévues au présent arrêté.

Avant le tirage, l'huissier doit être en possession des billets invendus remis par les organisateurs.

Tout billet invendu, dont le numéro sort au tirage, est immédiatement annulé et il est procédé à un nouveau tirage jusqu'à ce que le sort ait favorisé le porteur d'un billet placé.

Tous les billets invendus sont remis au président de l'association, qui doit les garder pendant 1 an à partir de la date du tirage.

Art. 10.— Dans les 2 mois suivant la date du tirage, les résultats doivent obligatoirement être publiés par les organisateurs au *Journal officiel* de la Polynésie française et faire l'objet d'un communiqué dans la presse écrite.

Art. 11.— Le directeur des affaires économiques fait procéder à la mainlevée de la caution dès réception du procès-verbal de tirage effectué sous contrôle d'huissier, accompagné des pièces suivantes :

- la liste des lots et les numéros gagnants correspondants ainsi que l'identité du bénéficiaire ;
- le compte-rendu financier de l'opération comprenant l'affectation des bénéfices ;
- l'extrait du *Journal officiel* de la Polynésie française contenant le communiqué des résultats du tirage ;
- l'extrait de la presse écrite contenant le communiqué précité.

Art. 12.— Si l'association, pour raison dûment motivée, présente une demande de report de date de tirage, celle-ci ne pourra être instruite que si l'obligation du dépôt du montant des lots prévue à l'article 5 du présent arrêté aura été accomplie.

Art. 13.— En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, l'association ne sera plus autorisée à organiser une nouvelle tombola.

Art. 14.— Le présent arrêté sera notifié à la présidente de l'association Si Ni Tong et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 novembre 2012.
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 8449 MEF du 9 novembre 2012 constatant le caractère infructueux de l'inscription au tableau d'avancement pour l'accès au grade d'éducateur des activités physiques et sportives principal au titre de l'année 2009 (régularisation).

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-221 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de notation et d'avancement des fonctionnaires de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-239 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des éducateurs des activités physiques et sportives de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 5256 MEF du 9 juillet 2012 constatant le caractère infructueux de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'éducateur des activités physiques et sportives principal du cadre d'emplois des éducateurs des activités physiques et sportives de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2009 ;

Vu le compte-rendu n° 17360 MEF/DGRH/SGC du 18 octobre 2012 de la réunion de la commission administrative paritaire n° 11 compétente à l'égard des assistants socio-éducatifs, éducateurs des activités physiques et sportives et assistants d'éducation artistique du mercredi 17 octobre 2012,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 79 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée et l'article 18 de la délibération n° 95-239 AT du 14 décembre 1995 modifiée susvisées, est constatée, après consultation de la commission administrative paritaire compétente, l'absence d'inscription d'éducateur des activités physiques et sportives de 1re classe sur le tableau d'avancement, établi au titre de l'année 2009, pour l'accès au grade d'éducateur des activités physiques et sportives principal.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 novembre 2012.
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 8450 MEF du 9 novembre 2012 portant établissement du tableau d'avancement pour l'accès au grade d'assistant socio-éducatif principal, au titre de l'année 2009 (régularisation).

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-221 AT du 14 décembre 1995 modifiée, relative aux conditions générales de notation et d'avancement des fonctionnaires de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-236 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emploi des assistants socio-éducatifs de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 7293 MEF du 26 septembre 2012 proclamant les résultats de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'assistant socio-éducatif principal du cadre d'emploi des assistants socio-éducatifs de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2009 ;

Vu le compte-rendu n° 17360 MEF/DGRH/SGC du 18 octobre 2012 de la réunion de la commission administrative paritaire n° 11 compétente à l'égard des assistants socio-éducatifs, éducateurs des activités physiques et sportives et assistants d'éducation artistique du mercredi 17 octobre 2012,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 79 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée, et de l'article 14 de la délibération n° 95-236 AT du 14 décembre 1995 modifiée susvisées, sont inscrit(s) sur le tableau d'avancement, établi au titre de l'année 2009, pour l'accès au grade d'assistant socio-éducatif principal, les agents dont les noms suivent :

- Mlle Michelle Guillem, née le 25 mars 1968 ;
- Mme Karine Ah Chong épouse Vongue, née le 29 juillet 1971.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressé(e)s et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 novembre 2012.
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 8451 MEF du 9 novembre 2012 constatant le caractère infructueux de l'inscription au tableau d'avancement pour l'accès au grade d'éducateur des activités physiques et sportives de 1re classe au titre de l'année 2009 (régularisation).

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-221 AT du 14 décembre 1995 modifiée, relative aux conditions générales de notation et d'avancement des fonctionnaires de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-239 AT du 14 décembre 1995 modifiée, portant statut particulier du cadre d'emplois des éducateurs des activités physiques et sportives de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu le compte-rendu n° 17360 MEF/DGRH/SGC du 18 octobre 2012 de la réunion de la commission administrative paritaire n° 11 compétente à l'égard des assistants socio-éducatifs, éducateurs des activités physiques et sportives et assistants d'éducation artistique du mercredi 17 octobre 2012,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 79 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée et l'article 17 de la délibération n° 95-239 AT du 14 décembre 1995 modifiée susvisées, est constatée, après consultation de la commission administrative paritaire compétente, l'absence d'inscription d'éducateur des activités physiques et sportives de 2e classe sur le tableau d'avancement, établi au titre de l'année 2009, pour l'accès au grade d'éducateur des activités physiques et sportives de 1re classe.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 novembre 2012.
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 8505 MEF du 13 novembre 2012 portant établissement du tableau d'avancement pour l'accès au grade d'aide technique principal, au titre de l'année 2012.

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-233 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emploi des aides techniques de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2929 MEF du 24 avril 2012 proclamant les résultats de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'aide technique principal du cadre d'emploi des aides techniques de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2012 ;

Vu le compte-rendu n° 16098 MEF/DGRH/SGC du 2 octobre 2012 de la réunion de la commission administrative paritaire n° 8 compétente à l'égard des aides techniques du mardi 2 octobre 2012,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 79 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée et de l'article 19 de la délibération n° 95-233 AT du 14 décembre 1995 modifiée susvisées, sont inscrit(e)s sur le tableau d'avancement, établi au titre de l'année 2012, pour l'accès au grade d'aide technique principal, les agents dont les noms suivent :

Mme Jacqueline Tereroa épouse Voirin, née le 5 juin 1962 ; M. Firmin Roomataaroa, né le 18 avril 1958 ; Mme Roberta Taumihau épouse Tematafaarere, née le 17 août 1967 ; M. Samuel Moo Sung, né le 7 décembre 1963 ; Mme Sylvia Hoffmann épouse Amaru, née le 30 octobre 1962 ; M. Timi Pihaatae, né le 10 septembre 1952.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressé(e)s et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 novembre 2012.
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 8506 MEF du 13 novembre 2012 portant établissement du tableau d'avancement pour l'accès au grade d'aide technique qualifié, au titre de l'année 2011 (régularisation).

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-233 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emploi des aides techniques de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 7161 MEF du 20 septembre 2012 proclamant les résultats de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'aide technique qualifié du cadre d'emploi des aides techniques de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2011 ;

Vu le compte-rendu n° 16098 MEF/DGRH/SGC du 2 octobre 2012 de la réunion de la commission administrative paritaire n° 8 compétente à l'égard des aides techniques du mardi 2 octobre 2012,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 79 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée et de l'article 15 de la délibération n° 95-233 AT du 14 décembre 1995 modifiée susvisées, sont inscrit(e)s sur le tableau d'avancement, établi au titre de l'année 2011, pour l'accès au grade d'aide technique qualifié, les agents dont les noms suivent :

Mlle Monique Teua, née le 27 août 1976 ; MM. Raoul Wan Phook, né le 14 mai 1970 ; Kapeliele Katea, né le 26 octobre 1960 ; Sean Walker, né le 27 juillet 1974 ; Elvis Richmond, né le 20 septembre 1976 ; Mlle Christine Uraina, née le 11 août 1981 ; MM. Henry Teupohuitaitetoarai, né le 7 août 1985 ; Neddy Temaurioraa, né le 18 août 1973 ; François Taurate, né le 15 octobre 1974 ; Mme Rosalie Roometua, née le 25 mai 1981 ; MM. Alexis Frogier, né le 30 mai 1976 ; Tafai Jennings, né le 11 décembre 1960 ; Jean-Marie Brieu, né le 24 août 1974 ; Yannick Kimitete, né le 21 avril 1984 ; Joseph Teriitaumihau, né le 20 mars 1967 ; Mlle Marian Urima, née le 18 juillet 1981 ; M. Nelson Hunter, né le 9 décembre 1947 ; Mmes Aline Neuffer épouse Tehina, née le 11 août 1963 ; Ingrid Tupai épouse Lucas, née le 28 décembre 1960 ; Lydie Hamblin épouse Uuru, née le 5 mars 1968 ; MM. Victor Gooding, né le 21 décembre 1964 ; Emmanuel Ipu, né le 25 mars 1981 ; Laugan Tama, né le 1er juillet 1981 ; Mlle Monique Heiata, née le 26 février 1969 ; M. Fredo Ratia, né le 7 mai 1984 ; Mlle Christine Teriitehau, né le 7 avril 1970 ; M. Jérôme Mauri, né le 29 juin 1977 ; Mlle Manina Flores, née le 14 juin 1963 ; M. Tiu Tefaatau, né le 19 mars 1985 ; Mme Myria Paofai épouse Sin, née le 22 septembre 1971 ; Mlle Tiatau Teriinohorai, née le 28 octobre 1965 ; Mmes Maura Quesne épouse Chong, née le 21 novembre 1974 ; Eiana Tauraa épouse Taharia, née le 21 mars 1978 ; Poema Robson, née le 19 décembre 1971 ; MM. Terii Hopuu, né le 23 août 1969 ; Hubert Punuaaitua, né le 13 novembre 1966 ; Mlle Aloma Hina Taae, née le 24 mai 1980 ; Mme Louise Mata Noho épouse Teaku, née le 19 juillet 1977 ; Mlle Fibie Moeata Pihaatae, née le 29 septembre 1981 ; MM. Richard Reva, né le 17 octobre 1972 ; Siméon Aukara, né le 11 janvier 1972 ; Mme Manuia Flores épouse Tefau, née le 21 mars 1961 ; M. Joseph Sam-Koua, né le 28 juin 1978 ; Mlle Noéline Taae, née le 23 février 1974 ; Mmes Louise Mahai épouse Marurai, née le 27 août 1959 ; Eugénie Teriharua épouse Keller, née le 21 octobre 1969 ; MM. Mataimauroa Paparai, né le 20 janvier 1984 ; Ariitaia Taupua, né le 19 octobre 1981 ; Roger Teinauri, né le 3 janvier 1967 et Richard Paofai, né le 13 octobre 1978.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié aux intéressé(e)s et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 novembre 2012.
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 8507 MEF du 13 novembre 2012 portant établissement du tableau d'avancement pour l'accès au grade d'aide technique spécialisé, au titre de l'année 2011 (régularisation).

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-233 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emploi des aides techniques de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu le compte-rendu n° 16098 MEF/DGRH/SGC du 2 octobre 2012 de la réunion de la commission administrative paritaire n° 8 compétente à l'égard des aides techniques du mardi 2 octobre 2012,

Arrête :

Article 1er. — En application de l'article 79 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée et de l'article 13 de la délibération n° 95-233 AT du 14 décembre 1995 modifiée susvisées, sont inscrit(e)s sur le tableau d'avancement, établi au titre de l'année 2011, pour l'accès au grade d'aide technique spécialisé, les agents dont les noms suivent :

MM. Gilles Vaiarii Afo, né le 13 mars 1983 ; Tahiri Hilaire Amau, né le 24 avril 1970 ; Timeria Ariioehau, né le 17 avril 1952 ; Edison Aimata Ariipeu, né le 20 mai 1979 ; Jimmy Heinere Buchin, né le 25 janvier 1971 ; Juan Arsenio Chavez, né le 22 janvier 1975 ; Eria Régis Degage, né le 8 avril 1986 ; Julien Gérard Faufau, né le 17 novembre 1984 ; Mme Denise Feuti épouse Terorohauepa, née le 13 juillet 1972 ; MM. Benette Flores, né le 12 août 1955 ; Constant Prosper Fournier, né le 7 mars 1977 ; Billy Etienne Tupana Frogier, né le 8 octobre 1978 ; Romuald Roura Harry, né le 29 mars 1983 ; William Haupuni, né le 10 août 1964 ; Vidal Vatea Heuea, né le 26 octobre 1972 ; Mme Mereana Mélinda Ah Sin

Hiro épouse Pani, née le 20 octobre 1982 ; MM. Aroma Huri, né le 20 mars 1971 ; Teriiheretai Christopher Itchner, né le 14 septembre 1985 ; Léon Teiho Ituragi, né le 29 octobre 1985 ; Claude Hiku Kaiha, né le 29 mai 1967 ; Poenui Lee Chip Sao, né le 20 novembre 1985, Teavaina Lissant, né le 31 octobre 1985 ; Moerani André Mahuta, né le 19 novembre 1982 ; Faatauiria Maitui, né le 28 octobre 1963 ; Natapuoroo Manate, né le 1er avril 1986 ; Mlle Joséphine Manua, née le 20 avril 1972 ; MM. Alphonse Mapu, né le 26 mars 1970 ; Kehuariki Teriirere Michel Matai, né le 26 juillet 1970 ; Paul Opuu, né le 21 octobre 1976 ; Maurice Michel Teiva Paofai, né le 12 mars 1973 ; Mme Juliette Papai épouse Teriitemaurirei, née le 24 décembre 1968 ; MM. Robert Oopa Parau, né le 12 juillet 1981 ; Teme Paraurahi, né le 24 mars 1973 ; Hervé Taveré Pati, né le 22 mars 1986 ; Ernest Patu, né le 6 janvier 1967 ; Laurent Jean-Pierre Claude Pierron, né le 16 mai 1968 ; Antonino Pou, né le 30 juin 1967 ; Mme Sophie Puahio, née le 31 janvier 1976 ; MM. Raphaël Puhaharu, né le 25 août 1972 ; Cédric Heremoana Geoffray Tutira Ragivaru, né le 22 février 1986 ; Terai Otuvanaa Raveino, né le 11 avril 1959 ; Mme Catherine Richmond épouse Tsien Young Tsien, née le 29 juillet 1964 ; MM. Tamatea Riveta, né le 8 mai 1985 ; Jean Moana Romain, né le 22 janvier 1974 ; Alphonse Rupea, né le 19 décembre 1952 ; Louis Sulpice, né le 4 août 1963 ; Jean-Marie Taaroamea, né le 4 septembre 1966 ; Manuarii Ramon Taaroamea, né le 12 mai 1981 ; Jean-Marie Theddy Rupena Tamu, né le 10 décembre 1985 ; Edmond Tane, né le 7 octobre 1966 ; Moananui Rainui Paul Tane, né le 7 octobre 1986 ; Tukorio Joseph Taorau, né le 2 décembre 1975 ; Temaunu Tapu, né le 9 juillet 1961 ; Wilfred Tarahu, né le 12 mai 1957 ; Kenny Taruoura, né le 9 août 1978 ; Stanley Tatarata, né le 19 octobre 1986 ; Jérôme Ariitana Tauarii, né le 1er mai 1978 ; Richard Terea Tauhiro, né le 5 mars 1968 ; Charles Tauraa, né le 21 janvier 1964 ; Mlle Flora Tavae, née le 9 juin 1966 ; M. Freddy Teariki, né le 16 juillet 1966 ; Mme Victorine Teata épouse Maruaitu, née le 28 juillet 1972 ; MM. Manate Joseph Teataoterani, né le 27 décembre 1963 ; Izehara Teato, né le 7 janvier 1978 ; Yvon Tupiti Tefana, né le 4 juin 1958 ; Mme Ginette Tehaamoana épouse Tuairau, née le 10 avril 1967 ; MM. Didier Tehaaura, né le 31 octobre 1962 ; Gilles Teheiuira, né le 18 septembre 1977 ; Mlle Jacqueline Louise Maui Teihoarii, née le 11 octobre 1966 ; MM. Henri William Teihotu, né le 7 juin 1968 ; Henri Teikituaahaa, né le 2 avril 1965 ; Ludovi Teinauri, né le 4 novembre 1962 ; Mlle Puturua Teriatetoofa, née le 8 février 1982 ; MM. David Teriipaia, né le 7 janvier 1972 ; Mahuta Dominique Teriitahi, né le 28 juillet 1960 ; Nicolas Manu Teriitehau, né le 6 décembre 1972 ; Mauati Tetifia, né le 21 septembre 1961 ; Mme Iris Tara Tetuaetara épouse Bellai, née le 7 novembre 1963 ; MM. Antonio Tetuira, né le 11 septembre 1964 ; Alfredo Tutavae Teuira, né le 3 juin 1986 ; Mme Minoa Teuira épouse Pitomai, née le 14 août 1962 ; MM. Stellio Teuira, né le 4 janvier 1966 ; Gaston Teururarii, né le 14 septembre 1962 ; Abel Heiarii Tevero, né le 22 novembre 1983 ; Peniera Tiaho, né le 11 décembre 1970 ; Alain Tuahine, né le 12 mars 1968 ; Mme Dora Tepairu Tuahine épouse Moarii, née le 27 décembre 1960 ; M. Jérôme Tumatariri, né le 20 mars 1967 ; Mme Vastyde Turi épouse Ena, née le 19 septembre 1976 et M. Calixte Teiho Utahia, né le 10 août 1978.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié aux intéressé(e)s et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 novembre 2012.
Pierre FREBAULT.

**ARRETE n° 8551 MEF du 15 novembre 2012
accordant un congé à Me Dominique Dubouch.**

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu la délibération n° 99-54 APF du 22 avril 1999 modifiée portant refonte du statut du notariat en Polynésie française, et notamment l'article 82 ;

Vu la demande de Me Dominique Dubouch reçue le 8 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — Me Dominique Dubouch, notaire à Papeete, est autorisée à s'absenter de la Polynésie française pour la période allant du 30 novembre au 31 décembre 2012.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française

Fait à Papeete, le 15 novembre 2012.
Pierre FREBAULT.

**ARRETE n° 8570 MEF/DGRH du 16 novembre 2012 portant
nomination des membres du jury de l'examen
professionnel pour l'accès au grade d'agent social
qualifié de 2e classe de la fonction publique de la
Polynésie française au titre de l'année 2011.**

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu l'arrêté n° 9241 MEF du 14 décembre 2011 modifié portant délégation de signature à M. Bruno Lonjon, directeur des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-237 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des agents sociaux de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 497 CM du 14 mai 1996 relatif à l'examen professionnel d'accès au grade d'agent social qualifié de 2e classe du cadre d'emploi des agents sociaux de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6774 MEF/DGRH du 10 septembre 2012 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'agent social qualifié de 2e classe de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2011.

Arrête :

Article 1er. — Sont nommées membres du jury de l'examen professionnel susvisé, les personnes dont les noms suivent :

- Mme Noëlyne Maiau épouse Teiti, représentant le directeur des ressources humaines, *président* ;
- Mlle Otime Teura, représentant l'inspecteur général de l'administration de la Polynésie française ;
- Mme Manolita Grand épouse Ly, représentant le directeur des affaires sociales ;
- M. Christian Jonc, fonctionnaire de catégorie B ;
- M. Manutahi Schwarz, fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des agents sociaux ;
- Mme Tatiana Raioha épouse Aniamioi, personnalité qualifiée dans le domaine concerné par le recrutement.

Art. 2. — La directrice adjointe des ressources humaines est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 novembre 2012.

Pour le ministre et par délégation :

*La directrice adjointe
des ressources humaines,*
Valérie CLEMENT.

**MINISTERE DE L'EQUIPEMENT
ET DES TRANSPORTS TERRESTRES**

**ARRETE n° 8504 MET/DTT du 12 novembre 2012 portant
suspension provisoire des licences de transport
touristique n° 01C 42H et n° 02C 42H, délivrées à la
SARL Tehina, pour l'île de Huahine.**

Le ministre de l'équipement et des transports terrestres, en charge des ports et des aéroports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1688 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement et des transports terrestres, en charge des ports et des aéroports ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 7880 MET du 16 octobre 2012 portant délégation de signature à M. Ronald Tsu, directeur des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1140 CM du 25 octobre 1990 modifié fixant les conditions d'application de la délibération n° 87-74 AT du 12 juin 1987 en matière de service de transport occasionnel à vocation touristique ;

Vu l'arrêté n° 3449 MET/DTT du 7 juillet 2011 modifié portant délivrance de deux licences de transports touristiques sur l'île de Huahine (îles Sous-le-Vent), à la SARL Tehina ;

Vu la demande de l'intéressée en date du 18 octobre 2012 ;

Vu la lettre du tavana hau par intérim n° 2223 MET/CISL en date du 29 octobre 2012,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 19 de la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée, la SARL Tehina est autorisée à suspendre provisoirement ses licences de transport touristique n° 01C 42H et n° 02C 42H, qui lui ont été attribuées pour l'île de Huahine, pour une durée maximale de douze (12) mois.

Cette suspension court à compter du 9 novembre 2012 jusqu'au 8 novembre 2013 inclus.

Art. 2.— La SARL Tehina est tenue de remettre en exploitation à la date du 9 novembre 2013, les licences suspendues et désignées à l'article 1er du présent arrêté, sous peine de retrait desdites licences.

Art. 3.— Le directeur des transports terrestres et le tavana hau de la circonscription des îles Sous-le-Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL Tehina et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 novembre 2012.
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des transports terrestres,
Ronald TSU.

ARRETE n° 8550 MET du 15 novembre 2012 portant autorisation n° 004-VR/DV-01/12 pour exercer l'activité d'entrepreneur de véhicule de remise sur l'île de Tahiti à M. Loïc Jeanneteau.

Le ministre de l'équipement et des transports terrestres, en charge des ports et des aéroports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1688 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement et des transports terrestres, en charge des ports et des aéroports ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2008-4 APF du 10 avril 2008 portant réglementation de l'activité d'entrepreneur de véhicule de remise, et ses arrêtés d'application ;

Vu le dossier de l'intéressé réceptionné le 16 août 2012 ;

Vu l'avis favorable émis par le service Tahiti Tourism Authority par lettre n° 1395 PR/SDT du 11 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Une autorisation d'exercer l'activité d'entrepreneur de véhicule de remise est délivrée à M. Loïc Jeanneteau, né le 24 février 1972 à Nancy (54).

Cette autorisation porte le n° 004-VR/DV-01/12 et est valable pour la seule île de Tahiti.

Art. 2.— Conformément à sa demande susvisée, M. Loïc Jeanneteau est autorisé à exploiter une (1) licence de véhicule de remise, laquelle lui sera délivrée par arrêté ministériel.

Art. 3.— Le directeur des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Loïc Jeanneteau et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 novembre 2012.
James SALMON.

Par arrêté n° 8488 MET du 12 novembre 2012.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Pakarea et Temagatahi nécessaires à la construction de l'aérodrome de Reao. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

| Indemnités à déconsigner | | Bénéficiaire |
|--------------------------|------------------|--|
| Terre Pakarea | Terre Temagatahi | |
| 2 784 | 1 288 | Mlle Henriette Moeterauri (bf 1.1.3.3) |

Par arrêté n° 8516 MET du 13 novembre 2012.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Teririhau (plan n° 18) nécessaire à l'extension de l'aérodrome de Vahitahi. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Bénéficiaire : Mlle Nadia Paraurahi, mandataire de M. Georges Tapotofararani (bf 2.1.2.6) ;

Indemnités à déconsigner : 59 177 F CFP.

Par arrêté n° 8517 MET du 13 novembre 2012.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Teririhau n° 15 nécessaire à la construction de l'aérodrome de Vahitahi. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Bénéficiaire : Mlle Nadia Paraurahi, mandataire de M. Georges Tapotofararani (bf 3.1.2.2) ;

Indemnités à déconsigner : 10 092 F CFP.

Par arrêté n° 8547 MET du 15 novembre 2012.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tepara 2 (plan n° AWf-AW93), nécessaire aux travaux d'aménagement de la route traversière de l'île de Tahiti reliant Papenoo à Mataiea. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

| Indemnités à déconsigner | Bénéficiaires |
|--------------------------|-----------------------------|
| 51 654 | M. Félix Taraihou (bf 2.5) |
| 51 654 | M. Tuhiri Taraihou (bf 2.7) |

MINISTÈRE DES RESSOURCES MARINES

ARRETE n° 8495 MRM/DRM du 12 novembre 2012 portant modification de l'arrêté n° 5555 MRM/PRL du 26 août 2009 modifié, relatif au renouvellement et à la modification de l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de M. Piritua Axel Bellais à l'usage de son exploitation perlicole sise à Takaroa, commune de Takaroa (exploitant n° 402).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 361 MRM du 9 janvier 2012 modifié portant délégation de signature du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture et des technologies vertes, à M. Stephen Yen Kai Sun, directeur par intérim de la direction des ressources marines ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "fonds de régulation du prix des hydrocarbures" ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2418 MRM du 8 juin 2009 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Piritua Axel Bellais sis à Takaroa ;

Vu l'arrêté n° 5555 MRM/PRL du 26 août 2009 modifié relatif au renouvellement et à la modification de l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de M. Piritua Axel Bellais à l'usage de son exploitation perlicole sise à Takaroa ;

Vu les factures justificatives au 28 octobre 2012,

Arrête :

Article 1er.— L'article 2 de l'arrêté n° 5555 MRM/PRL du 26 août 2009 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

"Art. 2.— L'agrément porte sur une quantité maximum annuelle fixée à 400 litres d'essence sans plomb et à 200 litres de gazole".

Art. 2.— Le directeur par intérim de la direction des ressources marines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 novembre 2012.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur des ressources marines
par intérim,

Stephen YEN KAI SUN.

ARRETE n° 8496 MRM/DRM du 12 novembre 2012 rectifiant l'arrêté n° 8302 MRM/DRM du 31 octobre 2012 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de Mme Yela Yasmina Teakarotu épouse Aukara à l'usage de son exploitation perlicole sise aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 309).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 361 MRM du 9 janvier 2012 modifié portant délégation de signature du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture et des technologies vertes, à M. Stephen Yen Kai Sun, directeur par intérim de la direction des ressources marines ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "fonds de régulation du prix des hydrocarbures" ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 8302 MRM/DRM du 31 octobre 2012 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de Mme Yela Yasmina Teakarotu épouse Aukara à l'usage de son exploitation perlicole sise aux Gambier,

Arrête :

Article 1er.— Il est inséré un article 2 dans l'arrêté n° 8302 MRM/DRM du 31 octobre 2012 susvisé rédigé ainsi qu'il suit :

Art. 2.— L'agrément porte sur une quantité maximum annuelle fixée à 1 800 litres d'essence sans plomb.

Art. 3.— Le directeur par intérim de la direction des ressources marines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 novembre 2012.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur des ressources marines
par intérim,*

Stephen YEN KAI SUN.

ARRETE n° 8514 MRM du 13 novembre 2012 accordant à M. Geoffrey Aivanaa Tevaeaari le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture et des technologies vertes ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 208 CM du 9 février 2012 portant application de l'article 6 de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2642 MRM du 14 juin 2011 portant nomination des membres représentant les intérêts professionnels au sein de la commission consultative de la pêche hauturière prévue par la délibération n° 97 32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'avis de la commission consultative de la pêche hauturière réunie en sa séance du 4 septembre 2012 ;

Vu le permis de navigation en date du 29 octobre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Geoffrey Aivanaa Tevaeaari, armateur du navire dénommé Waimea II, immatriculé à Papeete sous le numéro PY 4545, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Art. 2.— Le navire défini à l'article 1er, à la date de la présentation du permis de navigation susvisé, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes ;

- a) *Type* : "Poti marara" armé en pêche ;
- b) *Nationalité* : française ;
- c) *Longueur hors tout* : 7,42 mètres ;
- d) *Largeur hors tout* : 2,55 mètres ;
- e) *Puissance motrice* : 260 CV (diesel) ;
- f) *Nombre et composition de l'équipage* : 1 capitaine.

Art. 3.— Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- a) *Technique(s) ou engin(s) de pêche* : pêche au harpon, pêche à la traîne, pêche à la ligne de fond et pêche à la canne.
- b) *Espèces ciblées* : petits pélagiques et grands pélagiques et vivaneaux.

Art. 4.— M. Geoffrey Aivanaa Tevaeearai est soumis aux obligations suivantes :

- tenir à jour un journal de pêche dans lequel sont consignées les activités et les captures journalières et de remettre ce document à la direction des ressources marines tous les trimestres de l'année en cours et au plus tard le 31 janvier de l'année suivante ;
- fournir les informations complémentaires touchant l'activité de pêche et/ou à la contribution du projet à l'emploi, notamment le nombre d'embauché par exploitation, la consommation de carburant. Sur ce dernier point, le suivi statistique de la part de carburant subventionné est subordonné à l'obligation de restitution du carnet de carburant précédent avant toute remise d'un nouveau carnet.

Art. 5.— La validité de la présente licence de pêche est conditionnée par celle du permis de navigation du navire délivré par la direction polynésienne des affaires maritimes.

Art. 6.— La limite d'éloignement de l'activité doit être conforme à la catégorie de navigation du navire et à la qualification professionnelle du capitaine.

Art. 7.— Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 7211 MRM du 24 septembre 2012, accordant à M. Geoffrey Aivanaa Tevaeearai le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Art. 8.— Le présent arrêté sera notifié à M. Geoffrey Aivanaa Tevaeearai et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 novembre 2012.
Temauri FOSTER.

ARRETE n° 8520 MRM/DRM du 13 novembre 2012 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de M. Christophe Wing Sang Mataihau Chan à l'usage de son exploitation pericole sise à Tahaa, commune de Tahaa (exploitant n° 291).

Le ministre des ressources marines, en charge de la periculture, de la pêche et de l'aquaculture et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la periculture, de la pêche, de l'aquaculture et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 361 MRM du 9 janvier 2012 modifié portant délégation de signature du ministre des ressources marines, en charge de la periculture, de la pêche et de l'aquaculture et des technologies vertes à M. Stephen Yen Kai Sun, directeur par intérim de la direction des ressources marines ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial fonds de régulation du prix des hydrocarbures ;

Vu la délibération 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations pericoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2652 MRM du 11 avril 2012 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Christophe Wing Sang Mataihau Chan sise à Tahaa ;

Vu la demande de M. Christophe Wing Sang Mataihau Chan du 9 novembre 2012 et les factures justificatives,

Arrête :

Article 1er.— A compter de la date de publication du présent arrêté, il est accordé à M. Christophe Wing Sang Mataihau Chan, titulaire de la carte de producteur de perles de culture de Tahiti à échéance du 2 avril 2017, une réduction sur le prix de l'essence sans plomb utilisée dans le cadre de ses activités pericoles à Tahaa.

Art. 2.— L'agrément porte sur une quantité maximum annuelle fixée à 2 746 litres d'essence sans plomb.

Art. 3.— Le directeur des ressources marines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 novembre 2012.
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des ressources marines,
Anne-Sandrine TALFER.

ARRETE n° 8553 MRM du 15 novembre 2012 abrogeant les dispositions de l'arrêté n° 8929 MRM du 6 décembre 2011 relatives à l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime sis à Ruutia, Tiva, commune de Tahaa pour l'exploitation du 2e parc à poissons au profit de Mlle Vaite Adrienne Aiho.

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 8929 MRM du 6 décembre 2011 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime sis à Ruutia, Tiva, commune de Tahaa, au profit de Mlle Vaite Adrienne Aiho ;

Vu la demande de l'intéressée du 7 novembre 2011,

Arrête :

Article 1er. — Les dispositions de l'arrêté n° 8929 MRM du 6 décembre 2011 précité, relatives à l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime pour l'exploitation du 2e parc à poissons d'une superficie de 2 000 mètres carrés, situé au Nord-Est, côté intérieur de la passe Tiamahana sis à Ruutia, Tiva, commune de Tahaa, au profit de Mlle Vaite Adrienne Aiho, sont abrogées.

Art. 2. — En application des dispositions de l'article 7 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 susvisée, les installations réalisées sur l'emplacement concédé doivent être enlevées et le domaine public maritime remis en son état d'origine, aux frais exclusifs de l'intéressé et ce, dans un délai de six (6) mois à compter de la date du présent arrêté.

Art. 3. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 novembre 2012.

Le ministre des ressources marines,
Temaui FOSTER.

Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8554 MRM du 15 novembre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 2491 MRM du 8 juin 2011 portant autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime sis à Takaroa, commune de Takaroa au profit de Mme Thérèse Dexter épouse Champs.

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de l'intéressée du 22 août 2012,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 2491 MRM du 8 juin 2011 portant autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime sis à Takaroa, commune de Takaroa au profit de Mme Thérèse Dexter épouse Champs, pour l'exploitation de deux (2) parcs à poissons d'une superficie totale de 450 mètres carrés, est abrogé.

Art. 2.— En application des dispositions de l'article 7 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 susvisée, les installations réalisées sur l'emplacement concédé doivent être enlevées et le domaine public maritime remis en son état d'origine, aux frais exclusifs de l'intéressée et ce, dans un délai de six (6) mois à compter de la date du présent arrêté.

Art. 3.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 novembre 2012.

Le ministre des ressources marines,
Temaui FOSTER.

Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8555 MRM du 15 novembre 2012 abrogeant les dispositions de l'arrêté n° 5187 MRM du 2 août 2010 relatives à l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime sis à Arutua, commune de Arutua, pour l'exploitation du 1er parc à poissons au profit de M. Jacques Parker.

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 5187 MRM du 2 août 2010 portant autorisation d'occupation temporaire de deux emplacements du domaine public maritime sis à Arutua, commune de Arutua, au profit de M. Jacques Parker ;

Vu la demande de l'intéressé du 12 avril 2012,

Arrête :

Article 1er.— Les dispositions de l'arrêté n° 5187 MRM du 2 août 2010 précité, relatives à l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime pour l'exploitation du 1er parc à poissons d'une superficie de 100 mètres carrés, situé près du motu One sis à Arutua, commune de Arutua, au profit de M. Jacques Parker, sont abrogées.

Art. 2.— En application des dispositions de l'article 7 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 susvisée, les installations réalisées sur l'emplacement concédé doivent être enlevées et le domaine public maritime remis en son état d'origine, aux frais exclusifs de l'intéressé et ce, dans un délai de six (6) mois à compter de la date du présent arrêté.

Art. 3.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 novembre 2012.

Le ministre des ressources marines,
Temaui FOSTER.

Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8556 MRM du 15 novembre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 5026 MRM du 29 juillet 2010 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Kaukura, commune de Arutua, au profit de Mme Tini Etaia épouse Otare.

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de l'intéressée du 25 avril 2012,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 5026 MRM du 29 juillet 2010 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Kaukura, commune de Arutua, au profit de Mme Tini Etaia épouse Otare, pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons d'une superficie de 100 mètres carrés, est abrogé.

Art. 2. — En application des dispositions de l'article 7 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 susvisée, les installations réalisées sur l'emplacement concédé doivent être enlevées et le domaine public maritime remis en son état d'origine, aux frais exclusifs de l'intéressée et ce, dans un délai de six (6) mois à compter de la date du présent arrêté.

Art. 3. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en

charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 novembre 2012.

Le ministre des ressources marines,
Temaury FOSTER.

Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8557 MRM du 15 novembre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 8345 MRM du 22 novembre 2010 portant autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public naturel sis dans la commune de Ua Pou au profit de M. Rudolf Klima.

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de l'intéressé du 25 juillet 2012,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 8345 MRM du 22 novembre 2010 portant autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public naturel sis dans la commune de Ua Pou au profit de M. Rudolf Klima, destiné à l'exploitation d'un site de post larves et d'une station de captage et rejet des eaux, est abrogé.

Art. 2. — En application des dispositions de l'article 7 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 susvisée, les installations réalisées sur l'emplacement concédé doivent être enlevées et le domaine public remis en son état d'origine, aux frais exclusifs de l'intéressé et ce, dans un délai de six (6) mois à compter de la date du présent arrêté.

Art. 3. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 novembre 2012.
Le ministre des ressources marines,
Temaui FOSTER.

Le ministre de l'économie, des finances
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8558 MRM du 15 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire de trois (3) emplacements du domaine public maritime sis dans la commune de Papara au profit de M. Moerani Taromahina Lehartel.

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de l'intéressé réceptionnée à la direction des ressources marines le 25 avril 2012 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Papara du 24 mai 2012 ;

Vu l'avis technique du service de la pêche du 16 mai 2012 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 9 juillet 2012,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée, au profit de M. Moerani Taromahina Lehartel, une autorisation d'occupation temporaire de trois (3) emplacements du domaine public maritime, d'une superficie totale de 1 444 mètres carrés sis dans la commune de Papara.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour :

- 1 site d'élevage de bénitiers sur table, d'une emprise totale de 994 mètres carrés dont la superficie d'élevage est de 440 mètres carrés, composé de 3 stations en radeaux, situé à environ 365 mètres au sud de sa propriété, et en face de la passe Tiamao, délimité par deux (2) points correspondant aux extrémités et dont les coordonnées GPS sont énoncées ci-dessous :
 - extrémité Nord-Ouest 17°45'19,49"S et 149°33'26,80"O ;
 - extrémité Sud-Est 17°45'22,25"S et 149°33'24,82"O,
- 1 enclos de stabulation temporaire des bénitiers, d'une emprise de 400 mètres carrés, situé sur le récif frangeant à Faretai, au droit de sa propriété, centré aux coordonnées GPS 17°45'09,41"S et 149°33'22,46"O ;
- 1 station de captage et rejet des eaux, d'une emprise de 50 mètres carrés, situé à environ 50 mètres au Sud-Ouest de sa propriété, centrée aux coordonnées GPS 17°45'09,86"S et 149°33'23,28"O.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan détenu par la direction des ressources marines.

Art. 3. — L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de neuf (9) années consécutives à compter de la date du présent arrêté. L'occupation du domaine public maritime ainsi autorisée peut être révoquée pour inexécution tel que prévu par les dispositions de l'article 34 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 4. — La présente autorisation consentie au profit de M. Moerani Taromahina Lehartel, est soumise aux clauses et conditions ci-après définies, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

- 1° Il connaît bien l'emplacement autorisé, le prend dans l'état où il se trouve sans pouvoir prétendre à aucune garantie pour vices cachés, dégradations ou erreurs dans la désignation ;
- 2° Il affecte exclusivement l'emplacement accordé à l'exploitation des ressources marines définies par le présent arrêté accordant l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime et selon le ou les plans joints à sa demande et détenus par la direction des ressources marines. Les installations doivent être balisées et numérotées conformément aux prescriptions de la direction des ressources marines, de manière visible et ne pas gêner le passage des embarcations. Elles sont conçues et exploitées de manière à ne pas causer de dommages au milieu naturel ;
- 3° Il ne peut édifier d'autre construction en surface que s'il a été autorisé à le faire par décision de l'autorité compétente ;
- 4° Il doit se conformer aux prescriptions techniques de la direction des ressources marines ;
- 5° Il est tenu d'accepter la visite de ses installations par les agents habilités par la Polynésie française, étant entendu que les visites périodiques se font en sa présence ou celle de son représentant et ont pour objet de s'assurer de la bonne exécution des obligations lui incombant ;
- 6° Il ne peut prélever ou prétendre bénéficier, du fait de l'occupation du domaine public maritime, de toutes autres ressources naturelles réglementées à l'intérieur de la ou des surfaces autorisées, sauf autorisation expresse de la Polynésie française ;
- 7° Il est seul responsable de tout dommage causé par l'occupation, la mise en place, l'exploitation ou l'enlèvement des installations et il est seul tenu à toutes les garanties qui pourraient survenir du fait de son occupation. Il fait son affaire personnelle de toutes contestations qui peuvent survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 8° Il est tenu d'occuper et d'exploiter directement en son nom et sans discontinuité les emplacements autorisés du domaine public maritime et les installations autorisées et en recueille les fruits ;
- 9° L'occupation du domaine public maritime accordée par le présent arrêté est personnelle et incessible. Toute cession ou sous-location totale ou partielle à un tiers ou tout apport en société de la présente autorisation sont interdits, sous peine de voir l'autorisation révoquée par l'autorité compétente ;
- 10° Toute modification affectant la composition du capital ou du statut juridique du titulaire de l'autorisation du domaine public maritime doit être notifiée dans les plus courts délais à la direction des ressources marines.

Art. 5.— Tout futur renouvellement de l'autorisation est effectué trois (3) mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation initiale par le titulaire et adressé par lettre simple à la direction des ressources marines qui formule son avis sur le dossier. En cas de non-renouvellement de la présente autorisation à l'issue de la première période d'occupation, la Polynésie française recouvre la pleine jouissance des lieux. L'emplacement considéré est de ce fait susceptible d'être attribué à d'autres demandeurs dans les conditions fixées par l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 6.— En cas de décès du titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, le bénéfice de l'autorisation peut être transféré aux héritiers en ligne directe ou au conjoint survivant jusqu'au terme de la durée d'occupation restant à courir.

A compter de la date du décès, les héritiers en ligne directe ou le conjoint survivant disposent d'un délai de six (6) mois pour s'entendre entre eux sur le choix du bénéficiaire. Le décès ainsi que la désignation du nouveau bénéficiaire doivent être déclarés par lettre simple adressée à la direction des ressources marines accompagnée de l'acte de décès dans ce même délai.

A défaut du respect de ces formalités, l'autorisation est caduque. L'emplacement considéré est susceptible d'une attribution nouvelle à d'autres demandeurs. L'autorisation ou le refus de transfert est délivré(e) et notifié(e) dans les conditions identiques à celles d'une première demande.

Art. 7.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixé à *trente-neuf mille huit cent quatre-vingts francs CFP* (39 880 F CFP) et réduite à *trente mille francs CFP* (30 000 F CFP) les 2 premières années, conformément aux dispositions de l'article 1er A/ b) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 précité, soit :

- 1 site d'élevage de bœufiers de 994 mètres carrés, à 19 880 F CFP réduite de moitié pour les deux premières années, avec un minimum de 10 000 F CFP ;
- 1 enclos de stabulation de 400 mètres carrés, à 10 000 F CFP ;
- 1 station de captage et rejet des eaux de 50 mètres carrés, à 10 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par la réglementation en vigueur, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure et quelle que soit la cause du retard en dehors de cas de force majeure. Cette règle ne prive pas la Polynésie française de son droit de mettre fin à l'autorisation d'occupation du domaine public.

Les litiges ou contestations concernant le recouvrement des redevances dues au titre de la présente occupation du domaine public maritime relèvent de la direction des affaires foncières de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Art. 8.— Dans le cas où l'intéressé décide de cesser définitivement l'exploitation des installations avant l'expiration de l'autorisation concédée, il lui appartient de solliciter le terme anticipé de ladite autorisation par lettre simple adressée à la direction des ressources marines, qui en accuse réception.

La cessation anticipée de l'autorisation d'occupation du domaine public ne donne droit à paiement d'aucune indemnité. En outre, les redevances payées d'avance par le titulaire de l'autorisation restent acquises à la Polynésie française. Cette dernière se réserve le droit de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

Art. 9.— A la cessation, pour quelque cause que ce soit, de l'autorisation, les installations réalisées sur le ou les emplacements autorisés doivent être enlevées et les lieux remis en leur état primitif aux frais exclusifs de l'intéressé, qui ne peut prétendre à aucune indemnité.

Art. 10. — Cette remise en état des lieux est constatée par la direction en charge de la pêche dans un délai de six (6) mois à compter de la cessation de l'autorisation d'occupation. Toutefois si, à la demande du bénéficiaire, l'administration accepte que les installations, en tout ou partie, ne soient pas enlevées, celles-ci deviennent la propriété de la Polynésie française, sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

Art. 11. — L'arrêté n° 8707 MRM du 3 décembre 2010 portant autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public naturel sis dans la commune de Papara au profit de Moerani Lehartel, est abrogé à la date du présent arrêté.

Art. 12. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 novembre 2012.
Le ministre des ressources marines,
Temaouri FOSTER.

Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8559 MRM du 15 novembre 2012 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime sis à Taputapuatea, commune de Taputapuatea au profit de Mme Lala Tetaira veuve Riegert.

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 121 MAA du 24 juillet 2007 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime sis à Taputapuatea, commune de Taputapuatea, au profit de Mme Lala Tetaira veuve Riegert ;

Vu la demande de l'intéressée du 17 juillet 2012 ;

Vu l'avis du maire-délégué de la commune de Taputapuatea en date du 21 août 2012,

Arrête :

Article 1er. — Est accordé, au profit de Mme Lala Tetaira veuve Riegert, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 1 000 mètres carrés sis à Taputapuatea, commune de Taputapuatea.

Art. 2. — Le renouvellement d'autorisation d'occupation précité est accordé pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé à proximité du récif, face au village de Puohine.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines.

Art. 3. — Le renouvellement de l'autorisation d'occupation défini aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordé pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date du 7 septembre 2012. L'occupation du domaine public maritime ainsi autorisée peut être révoquée pour inexécution tel que prévu par les dispositions de l'article 34 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 4. — La présente autorisation consentie au profit de Mme Lala Tetaira veuve Riegert, est soumise aux clauses et conditions ci-après définies, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

- 1° Il connaît bien l'emplacement autorisé, le prend dans l'état où il se trouve sans pouvoir prétendre à aucune garantie pour vices cachés, dégradations ou erreurs dans la désignation ;
- 2° Il affecte exclusivement l'emplacement accordé à l'exploitation des ressources marines définies par le présent arrêté accordant l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime et selon le ou les plans joints à sa demande et détenus par la direction des ressources marines. Les installations doivent être balisées et numérotées conformément aux prescriptions de la direction des ressources marines, de manière visible et ne pas gêner le passage des embarcations. Elles sont conçues et exploitées de manière à ne pas causer de dommages au milieu naturel ;

- 3° Il ne peut édifier d'autre construction en surface que s'il a été autorisé à le faire par décision de l'autorité compétente ;
- 4° Il doit se conformer aux prescriptions techniques de la direction des ressources marines ;
- 5° Il est tenu d'accepter la visite de ses installations par les agents habilités par la Polynésie française, étant entendu que les visites périodiques se font en sa présence ou celle de son représentant et ont pour objet de s'assurer de la bonne exécution des obligations lui incombant ;
- 6° Il ne peut prélever ou prétendre bénéficier, du fait de l'occupation du domaine public maritime, de toutes autres ressources naturelles réglementées à l'intérieur de la ou des surfaces autorisées, sauf autorisation expresse de la Polynésie française ;
- 7° Il est seul responsable de tout dommage causé par l'occupation, la mise en place, l'exploitation ou l'enlèvement des installations et il est seul tenu à toutes les garanties qui pourraient survenir du fait de son occupation. Il fait son affaire personnelle de toutes contestations qui peuvent survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 8° Il est tenu d'occuper et d'exploiter directement en son nom et sans discontinuité les emplacements autorisés du domaine public maritime et les installations autorisées et en recueille les fruits ;
- 9° L'occupation du domaine public maritime accordée par le présent arrêté est personnelle et incessible. Toute cession ou sous-location totale ou partielle à un tiers ou tout apport en société de la présente autorisation sont interdits, sous peine de voir l'autorisation révoquée par l'autorité compétente ;
- 10° Toute modification affectant la composition du capital ou du statut juridique du titulaire de l'autorisation du domaine public maritime doit être notifiée dans les plus courts délais à la direction des ressources marines.

Art. 5.— Tout futur renouvellement de l'autorisation est effectué trois (3) mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation initiale par le titulaire et adressé par lettre simple à la direction des ressources marines qui formule son avis sur le dossier. En cas de non-renouvellement de la présente autorisation à l'issue de la première période d'occupation, la Polynésie française recouvre la pleine jouissance des lieux. L'emplacement considéré est de ce fait susceptible d'être attribué à d'autres demandeurs dans les conditions fixées par l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 6.— En cas de décès du titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, le bénéficiaire de l'autorisation peut être transféré aux héritiers en ligne directe ou au conjoint survivant jusqu'au terme de la durée d'occupation restant à courir.

A compter de la date du décès, les héritiers en ligne directe ou le conjoint survivant disposent d'un délai de six (6) mois pour s'entendre entre eux sur le choix du bénéficiaire. Le décès ainsi que la désignation du nouveau bénéficiaire doivent être déclarés par lettre simple adressée à la direction des ressources marines accompagnée de l'acte de décès dans ce même délai.

A défaut du respect de ces formalités, l'autorisation est caduque. L'emplacement considéré est susceptible d'une attribution nouvelle à d'autres demandeurs. L'autorisation ou le refus de transfert est délivré(e) et notifié(e) dans les conditions identiques à celles d'une première demande.

Art. 7.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er AI a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 précité.

Cette redevance est applicable à compter du 7 septembre 2012. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par la réglementation en vigueur, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure et quelle que soit la cause du retard en dehors de cas de force majeure. Cette règle ne prive pas la Polynésie française de son droit de mettre fin à l'autorisation d'occupation du domaine public.

Les litiges ou contestations concernant le recouvrement des redevances dues au titre de la présente occupation du domaine public maritime relèvent de la direction des affaires foncières de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Art. 8.— Dans le cas où l'intéressée décide de cesser définitivement l'exploitation des installations avant l'expiration de l'autorisation concédée, il lui appartient de solliciter le terme anticipé de ladite autorisation par lettre simple adressée à la direction des ressources marines, qui en accuse réception.

La cessation anticipée de l'autorisation d'occupation du domaine public ne donne droit à paiement d'aucune indemnité. En outre, les redevances payées d'avance par le titulaire de l'autorisation restent acquises à la Polynésie française. Cette dernière se réserve le droit de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

Art. 9.— A la cessation, pour quelque cause que ce soit, de l'autorisation, les installations réalisées sur le ou les emplacements autorisés doivent être enlevées et les lieux remis en leur état primitif aux frais exclusifs de l'intéressée, qui ne peut prétendre à aucune indemnité.

Art. 10.— Cette remise en état des lieux est constatée par la direction en charge de la pêche dans un délai de six (6) mois à compter de la cessation de l'autorisation d'occupation. Toutefois si, à la demande du bénéficiaire, l'administration accepte que les installations, en tout ou partie, ne soient pas enlevées, celles-ci deviennent la, propriété de la Polynésie française, sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

Art. 11.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 novembre 2012.
Le ministre des ressources marines,
Temaury FOSTER.

*Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.*

*Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.*

ARRETE n° 8560 MRM du 15 novembre 2012 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime sis à Kaukura, commune de Arutua, au profit de Mme Lucienne Teuramarae Tehaai épouse Hopue-Tamahuta.

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 134 MAA du 24 juillet 2007 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime sis à Kaukura, commune de Arutua, au profit de Mme Lucienne Tehaai ;

Vu la demande de l'intéressée du 23 avril 2012 ;

Vu l'avis du maire-délégué de la commune de Kaukura en date du 30 août 2012,

Arrête :

Article 1er. — Est accordé, au profit de Mme Lucienne Teuramarae Tehaai épouse Hopue-Tamahuta, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 450 mètres carrés sis à Kaukura, commune de Arutua.

Art. 2. — Le renouvellement d'autorisation d'occupation précité est accordé pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé près du motu Moturaa et de la passe Faape.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines.

Art. 3. — Le renouvellement de l'autorisation d'occupation défini aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordé pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date du 22 novembre 2012. L'occupation du domaine public maritime ainsi autorisée peut être révoquée pour inexécution tel que prévu par les dispositions de l'article 34 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 4. — La présente autorisation consentie au profit de Mme Lucienne Teuramarae Tehaai épouse Hopue-Tamahuta, est soumise aux clauses et conditions ci-après définies, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

- 1° Il connaît bien l'emplacement autorisé, le prend dans l'état où il se trouve sans pouvoir prétendre à aucune garantie pour vices cachés, dégradations ou erreurs dans la désignation ;
- 2° Il affecte exclusivement l'emplacement accordé à l'exploitation des ressources marines définies par le présent arrêté accordant l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime et selon le ou les plans joints à sa demande et détenus par la direction des ressources marines. Les installations doivent être balisées et numérotées conformément aux prescriptions de la direction des ressources marines, de manière visible et ne pas gêner le passage des embarcations. Elles sont conçues et exploitées de manière à ne pas causer de dommages au milieu naturel ;
- 3° Il ne peut édifier d'autre construction en surface que s'il a été autorisé à le faire par décision de l'autorité compétente ;
- 4° Il doit se conformer aux prescriptions techniques de la direction des ressources marines ;
- 5° Il est tenu d'accepter la visite de ses installations par les agents habilités par la Polynésie française, étant entendu que les visites périodiques se font en sa présence ou celle de son représentant et ont pour objet de s'assurer de la bonne exécution des obligations lui incombant ;
- 6° Il ne peut prélever ou prétendre bénéficier, du fait de l'occupation du domaine public maritime, de toutes autres ressources naturelles réglementées à l'intérieur de la ou des surfaces autorisées, sauf autorisation expresse de la Polynésie française ;
- 7° Il est seul responsable de tout dommage causé par l'occupation, la mise en place, l'exploitation ou l'enlèvement des installations et il est seul tenu à toutes les garanties qui pourraient survenir du fait de son occupation. Il fait son affaire personnelle de toutes contestations qui peuvent survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;

- 8° Il est tenu d'occuper et d'exploiter directement en son nom et sans discontinuité les emplacements autorisés du domaine public maritime et les installations autorisées et en recueille les fruits ;
- 9° L'occupation du domaine public maritime accordée par le présent arrêté est personnelle et incessible. Toute cession ou sous-location totale ou partielle à un tiers ou tout apport en société de la présente autorisation sont interdits, sous peine de voir l'autorisation révoquée par l'autorité compétente ;
- 10° Toute modification affectant la composition du capital ou du statut juridique du titulaire de l'autorisation du domaine public maritime doit être notifiée dans les plus courts délais à la direction des ressources marines.

Art. 5. — Tout futur renouvellement de l'autorisation est effectué trois (3) mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation initiale par le titulaire et adressé par lettre simple à la direction des ressources marines qui formule son avis sur le dossier. En cas de non-renouvellement de la présente autorisation à l'issue de la première période d'occupation, la Polynésie française recouvre la pleine jouissance des lieux. L'emplacement considéré est de ce fait susceptible d'être attribué à d'autres demandeurs dans les conditions fixées par l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 6. — En cas de décès du titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, le bénéfice de l'autorisation peut être transféré aux héritiers en ligne directe ou au conjoint survivant jusqu'au terme de la durée d'occupation restant à courir.

A compter de la date du décès, les héritiers en ligne directe ou le conjoint survivant disposent d'un délai de six (6) mois pour s'entendre entre eux sur le choix du bénéficiaire. Le décès ainsi que la désignation du nouveau bénéficiaire doivent être déclarés par lettre simple adressée à la direction des ressources marines accompagnée de l'acte de décès dans ce même délai.

A défaut du respect de ces formalités, l'autorisation est caduque. L'emplacement considéré est susceptible d'une attribution nouvelle à d'autres demandeurs. L'autorisation ou le refus de transfert est délivré(e) et notifié(e) dans les conditions identiques à celles d'une première demande.

Art. 7. — Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/ a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 précité.

Cette rédevance est applicable à compter du 22 novembre 2012. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par la réglementation en vigueur, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure et quelle que soit la cause du retard en dehors de cas de force majeure. Cette règle ne prive pas la Polynésie française de son droit de mettre fin à l'autorisation d'occupation du domaine public.

Les litiges ou contestations concernant le recouvrement des redevances dues au titre de la présente occupation du domaine public maritime relèvent de la direction des affaires foncières de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Art. 8. — Dans le cas où l'intéressée décide de cesser définitivement l'exploitation des installations avant l'expiration de l'autorisation concédée, il lui appartient de solliciter le terme anticipé de ladite autorisation par lettre simple adressée à la direction des ressources marines, qui en accuse réception.

La cessation anticipée de l'autorisation d'occupation du domaine public ne donne droit à paiement d'aucune indemnité. En outre, les redevances payées d'avance par le titulaire de l'autorisation restent acquises à la Polynésie française. Cette dernière se réserve le droit de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

Art. 9. — A la cessation, pour quelque cause que ce soit, de l'autorisation, les installations réalisées sur le ou les emplacements autorisés doivent être enlevées et les lieux remis en leur état primitif aux frais exclusifs de l'intéressée, qui ne peut prétendre à aucune indemnité.

Art. 10. — Cette remise en état des lieux est constatée par la direction en charge de la pêche dans un délai de six (6) mois à compter de la cessation de l'autorisation d'occupation. Toutefois si, à la demande du bénéficiaire, l'administration accepte que les installations, en tout ou partie, ne soient pas enlevées, celles-ci deviennent la propriété de la Polynésie française, sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

Art. 11. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 novembre 2012.
Le ministre des ressources marines,
Temauri FOSTER.

Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8561 MRM du 15 novembre 2012 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime sis à Aratika, commune de Fakarava, au profit de Mme Béatrix Poroi épouse Taimana.

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 31 MAA du 14 mars 2007 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime sis à Aratika, commune de Fakarava, au profit de Mme Béatrix Poroi épouse Taimana ;

Vu la demande de l'intéressée du 24 novembre 2011 ;

Vu l'avis du maire-délégué de la commune de Aratika en date du 20 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — Est accordé, au profit de Mme Béatrix Poroi épouse Taimana, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 1 000 mètres carrés sis à Aratika, commune de Fakarava.

Art. 2. — Le renouvellement d'autorisation d'occupation précité est accordé pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé en entrant à gauche dans la passe Tamaketa, à 2 mètres du motu Temanutuakau. Et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines.

Art. 3. — Le renouvellement de l'autorisation d'occupation défini aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordé pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date du 14 mars 2012. L'occupation du domaine public maritime ainsi autorisée peut être révoquée pour inexécution tel que prévu par les dispositions de l'article 34 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 4. — La présente autorisation consentie au profit de Mme Béatrix Poroi épouse Taimana est soumise aux clauses et conditions ci-après définies, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

- 1° Il connaît bien l'emplacement autorisé, le prend dans l'état où il se trouve sans pouvoir prétendre à aucune garantie pour vices cachés, dégradations ou erreurs dans la désignation ;
- 2° Il affecte exclusivement l'emplacement accordé à l'exploitation des ressources marines définies par le présent arrêté accordant l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime et selon le ou les plans joints à sa demande et détenus par la direction des ressources marines. Les installations doivent être balisées et numérotées conformément aux prescriptions de la direction des ressources marines, de manière visible et ne pas gêner le passage des embarcations. Elles sont conçues et exploitées de manière à ne pas causer de dommages au milieu naturel ;
- 3° Il ne peut édifier d'autre construction en surface que s'il a été autorisé à le faire par décision de l'autorité compétente ;
- 4° Il doit se conformer aux prescriptions techniques de la direction des ressources marines ;
- 5° Il est tenu d'accepter la visite de ses installations par les agents habilités par la Polynésie française, étant entendu que les visites périodiques se font en sa présence ou celle de son représentant et ont pour objet de s'assurer de la bonne exécution des obligations lui incombant ;
- 6° Il ne peut prélever ou prétendre bénéficier, du fait de l'occupation du domaine public maritime, de toutes autres ressources naturelles réglementées à l'intérieur de la ou des surfaces autorisées, sauf autorisation expresse de la Polynésie française ;
- 7° Il est seul responsable de tout dommage causé par l'occupation, la mise en place, l'exploitation ou l'enlèvement des installations et il est seul tenu à toutes les garanties qui pourraient survenir du fait de son occupation. Il fait son affaire personnelle de toutes contestations qui peuvent survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 8° Il est tenu d'occuper et d'exploiter directement en son nom et sans discontinuité les emplacements autorisés du domaine public maritime et les installations autorisées et en recueille les fruits ;
- 9° L'occupation du domaine public maritime accordée par le présent arrêté est personnelle et incessible. Toute cession ou sous-location totale ou partielle à un tiers ou tout apport en société de la présente autorisation sont interdits, sous peine de voir l'autorisation révoquée par l'autorité compétente ;
- 10° Toute modification affectant la composition du capital ou du statut juridique du titulaire de l'autorisation du domaine public maritime doit être notifiée dans les plus courts délais à la direction des ressources marines.

Art. 5. — Tout futur renouvellement de l'autorisation est effectué trois (3) mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation initiale par le titulaire et adressé par lettre simple à la direction des ressources marines qui formule son avis sur le dossier. En cas de non-renouvellement de la présente autorisation à l'issue de la première période d'occupation, la Polynésie française recouvre la pleine jouissance des lieux. L'emplacement considéré est de ce fait susceptible d'être attribué à d'autres demandeurs dans les conditions fixées par l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 6.— En cas de décès du titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, le bénéfice de l'autorisation peut être transféré aux héritiers en ligne directe ou au conjoint survivant jusqu'au terme de la durée d'occupation restant à courir.

A compter de la date du décès, les héritiers en ligne directe ou le conjoint survivant disposent d'un délai de six (6) mois pour s'entendre entre eux sur le choix du bénéficiaire. Le décès ainsi que la désignation du nouveau bénéficiaire doivent être déclarés par lettre simple adressée à la direction des ressources marines accompagnée de Pacte de décès dans ce même délai.

A défaut du respect de ces formalités, l'autorisation est caduque. L'emplacement considéré est susceptible d'une attribution nouvelle à d'autres demandeurs. L'autorisation ou le refus de transfert est délivré(e) et notifié(e) dans les conditions identiques à celles d'une première demande.

Art. 7.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/ a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 précité.

Cette redevance est applicable à compter du 14 mars 2012. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par la réglementation en vigueur, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure et quelle que soit la cause du retard en dehors de cas de force majeure. Cette règle ne prive pas la Polynésie française de son droit de mettre fin à l'autorisation d'occupation du domaine public.

Les litiges ou contestations concernant le recouvrement des redevances dues au titre de la présente occupation du domaine public maritime relèvent de la direction des affaires foncières de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Art. 8.— Dans le cas où l'intéressée décide de cesser définitivement l'exploitation des installations avant l'expiration de l'autorisation concédée, il lui appartient de solliciter le terme anticipé de ladite autorisation par lettre simple adressée à la direction des ressources marines, qui en accuse réception.

La cessation anticipée de l'autorisation d'occupation du domaine public ne donne droit à paiement d'aucune indemnité. En outre, les redevances payées d'avance par le titulaire de l'autorisation restent acquises à la Polynésie française. Cette dernière se réserve le droit de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

Art. 9.— A la cessation, pour quelque cause que ce soit, de l'autorisation, les installations réalisées sur le ou les emplacements autorisés doivent être enlevées et les lieux remis en leur état primitif aux frais exclusifs de l'intéressée, qui ne peut prétendre à aucune indemnité.

Art. 10.— Cette remise en état des lieux est constatée par la direction en charge de la pêche dans un délai de six (6) mois à compter de la cessation de l'autorisation

d'occupation. Toutefois si, à la demande du bénéficiaire, l'administration accepte que les installations, en tout ou partie, ne soient pas enlevées, celles-ci deviennent la propriété de la Polynésie française, sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

Art. 11.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 novembre 2012.
Le ministre des ressources marines,
Temaury FOSTER.

Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8562 MRM du 15 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire de sept (7) emplacements du domaine public maritime sis à Tatakoto, commune de Tatakoto au profit de M. Nohorai Gordien Voirin.

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de l'intéressé réceptionnée à la direction des ressources marines le 16 décembre 2011 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Tatakoto du 2 avril 2012 ;

Vu l'avis du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 24 avril 2012 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 24 mai 2012,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée, au profit de M. Nohorai Gordien Voirin, une autorisation d'occupation temporaire de sept (7) emplacements du domaine public maritime, d'une superficie totale de 1 435 mètres carrés sis à Tatakoto, commune de Tatakoto.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour :

- 4 emplacements destinés au collectage de bénitiers d'une emprise totale de 864 mètres carrés pour une superficie de collectage de 240 mètres carrés qui se répartissent ainsi :
 - 1 station de 216 mètres carrés d'emprise dont la superficie de collectage est de 60 mètres carrés, sise à Teputarau, centrée aux coordonnées GPS 17°20'55,74"S et 138°23'57,19"O ;
 - 1 station de 216 mètres carrés d'emprise dont la superficie de collectage est de 60 mètres carrés, sise à Teputarau, centrée aux coordonnées GPS 17°20'58,34"S et 138°23'54,70"O ;
 - 1 station de 216 mètres carrés d'emprise dont la superficie de collectage est de 60 mètres carrés, sise à Te Hoa à l'est du village, centrée aux coordonnées GPS 17°20'26,50"S et 138°26'12,74"O ;
 - 1 station de 216 mètres carrés d'emprise dont la superficie de collectage est de 60 mètres carrés, sise à Te Hoa à l'est du village, centrée aux coordonnées GPS 17°20'26,09"S et 138°26'5,62"O ;
- 3 emplacements destinés à l'élevage de bénitiers, d'une emprise totale de 571 mètres carrés qui se répartissent ainsi :
 - 1 station radeau d'une emprise totale de 240 mètres carrés dont la superficie d'élevage est de 20 mètres carrés, sise à Te Hoa à l'est du village, centrée aux coordonnées GPS 17°20'25,68"S et 138°26'11,47"O ;
 - 1 station radeau d'une emprise totale de 240 mètres carrés dont la superficie d'élevage est de 20 mètres carrés, sise à Te Hoa à l'est du village, centrée aux coordonnées GPS 17°20'23,40"S et 138°26'8,64"O ;
 - 1 enclos d'une superficie totale de 91 mètres carrés dont la superficie d'élevage est de 72 mètres carrés, sis à Te Hoa à l'est du village, centrée aux coordonnées GPS 17°20'23,94"S et 138°26'9,95"O.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan détenu par la direction des ressources marines.

Art. 3. — L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date du présent

arrêté. L'occupation du domaine public maritime ainsi autorisée peut être révoquée pour inexécution tel que prévu par les dispositions de l'article 34 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 4. — La présente autorisation consentie au profit de M. Nohorai Gordien Voirin, est soumise aux clauses et conditions ci-après définies, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

- 1° Il connaît bien l'emplacement autorisé, le prend dans l'état où il se trouve sans pouvoir prétendre à aucune garantie pour vices cachés, dégradations ou erreurs dans la désignation ;
- 2° Il affecte exclusivement l'emplacement accordé à l'exploitation des ressources marines définies par le présent arrêté accordant l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime et selon le ou les plans joints à sa demande et détenus par la direction des ressources marines. Les installations doivent être balisées et numérotées conformément aux prescriptions de la direction des ressources marines, de manière visible et ne pas gêner le passage des embarcations. Elles sont conçues et exploitées de manière à ne pas causer de dommages au milieu naturel ;
- 3° Il ne peut édifier d'autre construction en surface que s'il a été autorisé à le faire par décision de l'autorité compétente ;
- 4° Il doit se conformer aux prescriptions techniques de la direction des ressources marines ;
- 5° Il est tenu d'accepter la visite de ses installations par les agents habilités par la Polynésie française, étant entendu que les visites périodiques se font en sa présence ou celle de son représentant et ont pour objet de s'assurer de la bonne exécution des obligations lui incombant ;
- 6° Il ne peut prélever ou prétendre bénéficier, du fait de l'occupation du domaine public maritime, de toutes autres ressources naturelles réglementées à l'intérieur de la ou des surfaces autorisées, sauf autorisation expresse de la Polynésie française ;
- 7° Il est seul responsable de tout dommage causé par l'occupation, la mise en place, l'exploitation ou l'enlèvement des installations et il est seul tenu à toutes les garanties qui pourraient survenir du fait de son occupation. Il fait son affaire personnelle de toutes contestations qui peuvent survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 8° Il est tenu d'occuper et d'exploiter directement en son nom et sans discontinuité les emplacements autorisés du domaine public maritime et les installations autorisées et en recueille les fruits ;
- 9° L'occupation du domaine public maritime accordée par le présent arrêté est personnelle et incessible. Toute cession ou sous-location totale ou partielle à un tiers ou tout apport en société de la présente autorisation sont interdits, sous peine de voir l'autorisation révoquée par l'autorité compétente ;
- 10° Toute modification affectant la composition du capital ou du statut juridique du titulaire de l'autorisation du domaine public maritime doit être notifiée dans les plus courts délais à la direction des ressources marines.

Art. 5. — Tout futur renouvellement de l'autorisation est effectué trois (3) mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation initiale par le titulaire et adressé par lettre simple à la direction des ressources marines qui formule son avis sur le dossier. En cas de non-renouvellement de la

présente autorisation à l'issue de la première période d'occupation, la Polynésie française recouvre la pleine jouissance des lieux. L'emplacement considéré est de ce fait susceptible d'être attribué à d'autres demandeurs dans les conditions fixées par l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 6.— En cas de décès du titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, le bénéfice de l'autorisation peut être transféré aux héritiers en ligne directe ou au conjoint survivant jusqu'au terme de la durée d'occupation restant à courir.

A compter de la date du décès, les héritiers en ligne directe ou le conjoint survivant disposent d'un délai de six (6) mois pour s'entendre entre eux sur le choix du bénéficiaire. Le décès ainsi que la désignation du nouveau bénéficiaire doivent être déclarés par lettre simple adressée à la direction des ressources marines accompagnée de l'acte de décès dans ce même délai.

A défaut du respect de ces formalités, l'autorisation est caduque. L'emplacement considéré est susceptible d'une attribution nouvelle à d'autres demandeurs. L'autorisation ou le refus de transfert est délivré(e) et notifié(e) dans les conditions identiques à celles d'une première demande.

Art. 7.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixé à *soixante-dix mille francs CFP* (70 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/ b) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 précité, soit :

- 4 stations de collectage de 216 mètres carrés chacune, à 10 000 F CFP par emplacement, soit 40 000 F CFP ;
- 2 emplacements pour l'élevage de bénitiers de 240 mètres carrés chacun, à 10 000 F CFP par emplacement, soit 20 000 F CFP ;
- 1 enclos de 91 mètres carrés à 10 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par la réglementation en vigueur, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure et quelle que soit la cause du retard en dehors de cas de force majeure. Cette règle ne prive pas la Polynésie française de son droit de mettre fin à l'autorisation d'occupation du domaine public.

Les litiges ou contestations concernant le recouvrement des redevances dues au titre de la présente occupation du domaine public maritime relèvent de la direction des affaires foncières de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Art. 8.— Dans le cas où l'intéressé décide de cesser définitivement l'exploitation des installations avant l'expiration de l'autorisation concédée, il lui appartient de solliciter le terme anticipé de ladite autorisation par lettre simple adressée à la direction des ressources marines, qui en accuse réception.

La cessation anticipée de l'autorisation d'occupation du domaine public ne donne droit à paiement d'aucune

indemnité. En outre, les redevances payées d'avance par le titulaire de l'autorisation restent acquises à la Polynésie française. Cette dernière se réserve le droit de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

Art. 9.— A la cessation, pour quelque cause que ce soit, de l'autorisation, les installations réalisées sur le ou les emplacements autorisés doivent être enlevées et les lieux remis en leur état primitif aux frais exclusifs de l'intéressé, qui ne peut prétendre à aucune indemnité.

Art. 10.— Cette remise en état des lieux est constatée par la direction en charge de la pêche dans un délai de six (6) mois à compter de la cessation de l'autorisation d'occupation. Toutefois si, à la demande du bénéficiaire, l'administration accepte que les installations, en tout ou partie, ne soient pas enlevées, celles-ci deviennent la propriété de la Polynésie française, sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

Art. 11.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 novembre 2012.

Le ministre des ressources marines,
Temaury FOSTER.

Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8563 MRM du 15 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire de sept (7) emplacements du domaine public maritime sis à Reao, commune de Reao, au profit de M. Vaimihi Sydney Etienne Teara.

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de l'intéressé réceptionnée à la direction des ressources marines le 6 février 2012 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Reao non daté ;

Vu l'avis du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 16 avril 2012 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 24 mai 2012,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée, au profit de M. Vaimihi Sydney Etienne Teara, une autorisation d'occupation temporaire de sept (7) emplacements du domaine public maritime, d'une superficie totale de 2 400 mètres carrés sis à Reao, commune de Reao.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour :

- 5 emplacements destinés au collectage de bénitiers d'une emprise totale de 1 000 mètres carrés pour une superficie de collectage de 400 mètres carrés qui se répartissent ainsi :
 - 1 station de 200 mètres carrés d'emprise dont la superficie de collectage est de 80 mètres carrés, sise à Pinakiofati, centrée aux coordonnées GPS 18°29'12,28"S et 136°24'46,26"O ;
 - 1 station de 200 mètres carrés d'emprise dont la superficie de collectage est de 80 mètres carrés, sise à Tokonuhohoga, centrée aux coordonnées GPS 18°29'32,42"S et 136°24'2,44"O ;
 - 1 station de 200 mètres carrés d'emprise dont la superficie de collectage est de 80 mètres carrés, sise à Tokonuhohoga, centrée aux coordonnées GPS 18°29'33,25"S et 136°23'59,01"O ;
 - 1 station de 200 mètres carrés d'emprise dont la superficie de collectage est de 80 mètres carrés, sise à Magoota, centrée aux coordonnées GPS 18°30'16,23"S et 136°23'44,71"O ;
 - 1 station de 200 mètres carrés d'emprise dont la superficie de collectage est de 80 mètres carrés, sise à Magoota, centrée aux coordonnées GPS 18°30'19,55"S et 136°23'47,26"O ;
- 2 emplacements destinés à l'élevage de bénitiers, d'une emprise totale de 1 400 mètres carrés qui se répartissent ainsi :

- 1 emplacement d'une emprise totale de 1 000 mètres carrés dont la superficie d'élevage est de 264 mètres carrés, composé de 3 stations en radeaux, sis à Tokonuhohoga, centrée aux coordonnées GPS 18°29'23,67"S et 136°23'56,26"O ;
- 1 enclos de nettoyage d'une superficie de 400 mètres carrés, sis à Tokonuhohoga, centrée aux coordonnées GPS 18°29'21,43"S et 136°23'55,33"O.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan détenu par la direction des ressources marines.

Art. 3. — L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de neuf (9) années consécutives à compter de la date du présent arrêté. L'occupation du domaine public maritime ainsi autorisée peut être révoquée pour inexécution tel que prévu par les dispositions de l'article 34 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 4. — La présente autorisation consentie au profit de M. Vaimihi Sydney Etienne Teara, est soumise aux clauses et conditions ci-après définies, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

- 1° Il connaît bien l'emplacement autorisé, le prend dans l'état où il se trouve sans pouvoir prétendre à aucune garantie pour vices cachés, dégradations ou erreurs dans la désignation ;
- 2° Il affecte exclusivement l'emplacement accordé à l'exploitation des ressources marines définies par le présent arrêté accordant l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime et selon le ou les plans joints à sa demande et détenus par la direction des ressources marines. Les installations doivent être balisées et numérotées conformément aux prescriptions de la direction des ressources marines, de manière visible et ne pas gêner le passage des embarcations. Elles sont conçues et exploitées de manière à ne pas causer de dommages au milieu naturel ;
- 3° Il ne peut édifier d'autre construction en surface que s'il a été autorisé à le faire par décision de l'autorité compétente ;
- 4° Il doit se conformer aux prescriptions techniques de la direction des ressources marines ;
- 5° Il est tenu d'accepter la visite de ses installations par les agents habilités par la Polynésie française, étant entendu que les visites périodiques se font en sa présence ou celle de son représentant et ont pour objet de s'assurer de la bonne exécution des obligations lui incombant ;
- 6° Il ne peut prélever ou prétendre bénéficier, du fait de l'occupation du domaine public maritime, de toutes autres ressources naturelles réglementées à l'intérieur de la ou des surfaces autorisées, sauf autorisation expresse de la Polynésie française ;
- 7° Il est seul responsable de tout dommage causé par l'occupation, la mise en place, l'exploitation ou l'enlèvement des installations et il est seul tenu à toutes les garanties qui pourraient survenir du fait de son occupation. Il fait son affaire personnelle de toutes contestations qui peuvent survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 8° Il est tenu d'occuper et d'exploiter directement en son nom et sans discontinuité les emplacements autorisés du domaine public maritime et les installations autorisées et en recueille les fruits ;

- 9° L'occupation du domaine public maritime accordée par le présent arrêté est personnelle et incessible. Toute cession ou sous-location totale ou partielle à un tiers ou tout apport en société de la présente autorisation sont interdits, sous peine de voir l'autorisation révoquée par l'autorité compétente ;
- 10° Toute modification affectant la composition du capital ou du statut juridique du titulaire de l'autorisation du domaine public maritime doit être notifiée dans les plus courts délais à la direction des ressources marines.

Art. 5. — Tout futur renouvellement de l'autorisation est effectué trois (3) mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation initiale par le titulaire et adressé par lettre simple à la direction des ressources marines qui formule son avis sur le dossier. En cas de non-renouvellement de la présente autorisation à l'issue de la première période d'occupation, la Polynésie française recouvre la pleine jouissance des lieux. L'emplacement considéré est de ce fait susceptible d'être attribué à d'autres demandeurs dans les conditions fixées par l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 6. — En cas de décès du titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, le bénéfice de l'autorisation peut être transféré aux héritiers en ligne directe ou au conjoint survivant jusqu'au terme de la durée d'occupation restant à courir.

A compter de la date du décès, les héritiers en ligne directe ou le conjoint survivant disposent d'un délai de six (6) mois pour s'entendre entre eux sur le choix du bénéficiaire. Le décès ainsi que la désignation du nouveau bénéficiaire doivent être déclarés par lettre simple adressée à la direction des ressources marines accompagnée de l'acte de décès dans ce même délai.

A défaut du respect de ces formalités, l'autorisation est caduque. L'emplacement considéré est susceptible d'une attribution nouvelle à d'autres demandeurs. L'autorisation ou le refus de transfert est délivré(e) et notifié(e) dans les conditions identiques à celles d'une première demande.

Art. 7. — Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixé à *quatre-vingt mille francs CFP* (80 000 F CFP) et réduite à *soixante-dix mille francs CFP* (70 000 F CFP) les 2 premières années, conformément aux dispositions de l'article 1er A/ b) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 précité, soit :

- 5 stations de collectage de 200 mètres carrés chacune, à 10 000 F CFP par emplacement, soit 50 000 F CFP ;
- 1 enclos de nettoyage de 400 mètres carrés à 10 000 F CFP ;
- 1 emplacement pour l'élevage de bénitiers de 1 000 mètres carrés, à 20 000 F CFP réduite de moitié pour les deux premières années, avec un minimum de 10 000 F CFP. Cette redevance est applicable à compter de la date du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par la réglementation en vigueur, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure et quelle que soit la cause du retard en dehors de cas de force majeure. Cette règle ne prive pas la Polynésie française de son droit de mettre fin à l'autorisation d'occupation du domaine public.

Les litiges ou contestations concernant le recouvrement des redevances dues au titre de la présente occupation du domaine public maritime relèvent de la direction des affaires foncières de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Art. 8. — Dans le cas où l'intéressé décide de cesser définitivement l'exploitation des installations avant l'expiration de l'autorisation concédée, il lui appartient de solliciter le terme anticipé de ladite autorisation par lettre simple adressée à la direction des ressources marines, qui en accuse réception.

La cessation anticipée de l'autorisation d'occupation du domaine public ne donne droit à paiement d'aucune indemnité. En outre, les redevances payées d'avance par le titulaire de l'autorisation restent acquises à la Polynésie française. Cette dernière se réserve le droit de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

Art. 9. — A la cessation, pour quelque cause que ce soit, de l'autorisation, les installations réalisées sur le ou les emplacements autorisés doivent être enlevées et les lieux remis en leur état primitif aux frais exclusifs de l'intéressé, qui ne peut prétendre à aucune indemnité.

Art. 10. — Cette remise en état des lieux est constatée par la direction en charge de la pêche dans un délai de six (6) mois à compter de la cessation de l'autorisation d'occupation. Toutefois si, à la demande du bénéficiaire, l'administration accepte que les installations, en tout ou partie, ne soient pas enlevées, celles-ci deviennent la propriété de la Polynésie française, sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

Art. 11. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 novembre 2012.

Le ministre des ressources marines,
Temaury FOSTER.

Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8564 MRM du 15 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire de sept (7) emplacements du domaine public maritime sis à Reao, commune de Reao, au profit de M. Tai dit Noël Tehau.

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de l'intéressé réceptionnée à la direction des ressources marines le 6 février 2012 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Reao du 17 avril 2012 ;

Vu l'avis du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 24 avril 2012 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 24 mai 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est accordée, au profit de M. Tai dit Noël Tehau, une autorisation d'occupation temporaire de sept (7) emplacements du domaine public maritime, d'une superficie totale de 2 000 mètres carrés sis à Reao, commune de Reao.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour :

- 5 emplacements destinés au collectage de bénitiers d'une emprise totale de 1 000 mètres carrés pour une superficie de collectage de 400 mètres carrés qui se répartissent ainsi :
 - 1 station de 200 mètres carrés d'emprise dont la superficie de collectage est de 80 mètres carrés, sise à Tahiaika, centrée aux coordonnées GPS 18°30'14,68"S et 136°22'34,59"O ;
 - 1 station de 200 mètres carrés d'emprise dont la superficie de collectage est de 80 mètres carrés, sise à Tahiaika, centrée aux coordonnées GPS 18°30'19,28"S et 136°22'25,81"O ;

- 1 station de 200 mètres carrés d'emprise dont la superficie de collectage est de 80 mètres carrés, sise à Tahiaika, centrée aux coordonnées GPS 18°30'18,42"S et 136°22'32,29"O ;
- 1 station de 200 mètres carrés d'emprise dont la superficie de collectage est de 80 mètres carrés, sise à Tarahoro, centrée aux coordonnées GPS 18°30'43,55"S et 136°23'6,58"O ;
- 1 station de 200 mètres carrés d'emprise dont la superficie de collectage est de 80 mètres carrés, sise à Kiokio, centrée aux coordonnées GPS 18°30'55,59"S et 136°22'54,76"O ;
- 2 emplacements destinés à l'élevage de bénitiers, d'une emprise totale de 1 000 mètres carrés qui se répartissent ainsi :
 - 1 emplacement d'une emprise totale de 900 mètres carrés dont la superficie d'élevage est de 420 mètres carrés, composé de 3 stations en radeaux, sis à Tahiaika, centrée aux coordonnées GPS 18°30'12,59"S et 136°22'31,55"O ;
 - 1 enclos de nettoyage d'une superficie de 100 mètres carrés, sis à Tahiaika, centrée aux coordonnées GPS 18°30'14,37"S et 136°22'26,08"O.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan détenu par la direction des ressources marines.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de neuf (9) années consécutives à compter de la date du présent arrêté. L'occupation du domaine public maritime ainsi autorisée peut être révoquée pour inexécution tel que prévu par les dispositions de l'article 34 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 4.— La présente autorisation consentie au profit de M. Tai dit Noël Tehau, est soumise aux clauses et conditions ci-après définies, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

- 1° Il connaît bien l'emplacement autorisé, le prend dans l'état où il se trouve sans pouvoir prétendre à aucune garantie pour vices cachés, dégradations ou erreurs dans la désignation ;
- 2° Il affecte exclusivement l'emplacement accordé à l'exploitation des ressources marines définies par le présent arrêté accordant l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime et selon le ou les plans joints à sa demande et détenus par la direction des ressources marines. Les installations doivent être balisées et numérotées conformément aux prescriptions de la direction des ressources marines, de manière visible et ne pas gêner le passage des embarcations. Elles sont conçues et exploitées de manière à ne pas causer de dommages au milieu naturel ;
- 3° Il ne peut édifier d'autre construction en surface que s'il a été autorisé à le faire par décision de l'autorité compétente ;
- 4° Il doit se conformer aux prescriptions techniques de la direction des ressources marines ;
- 5° Il est tenu d'accepter la visite de ses installations par les agents habilités par la Polynésie française, étant entendu que les visites périodiques se font en sa présence ou celle de son représentant et ont pour objet de s'assurer de la bonne exécution des obligations lui incombant ;

- 6° Il ne peut prélever ou prétendre bénéficier, du fait de l'occupation du domaine public maritime, de toutes autres ressources naturelles réglementées à l'intérieur de la ou des surfaces autorisées, sauf autorisation expresse de la Polynésie française ;
- 7° Il est seul responsable de tout dommage causé par l'occupation, la mise en place, l'exploitation ou l'enlèvement des installations et il est seul tenu à toutes les garanties qui pourraient survenir du fait de son occupation. Il fait son affaire personnelle de toutes contestations qui peuvent survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 8° Il est tenu d'occuper et d'exploiter directement en son nom et sans discontinuité les emplacements autorisés du domaine public maritime et les installations autorisées et en recueille les fruits ;
- 9° L'occupation du domaine public maritime accordée par le présent arrêté est personnelle et incessible. Toute cession ou sous-location totale ou partielle à un tiers ou tout apport en société de la présente autorisation sont interdits, sous peine de voir l'autorisation révoquée par l'autorité compétente ;
- 10° Toute modification affectant la composition du capital ou du statut juridique du titulaire de l'autorisation du domaine public maritime doit être notifiée dans les plus courts délais à la direction des ressources marines.

Art. 5.— Tout futur renouvellement de l'autorisation est effectué trois (3) mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation initiale par le titulaire et adressé par lettre simple à la direction des ressources marines qui formule son avis sur le dossier. En cas de non-renouvellement de la présente autorisation à l'issue de la première période d'occupation, la Polynésie française recouvre la pleine jouissance des lieux. L'emplacement considéré est de ce fait susceptible d'être attribué à d'autres demandeurs dans les conditions fixées par l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 6.— En cas de décès du titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, le bénéfice de l'autorisation peut être transféré aux héritiers en ligne directe ou au conjoint survivant jusqu'au terme de la durée d'occupation restant à courir.

A compter de la date du décès, les héritiers en ligne directe ou le conjoint survivant disposent d'un délai de six (6) mois pour s'entendre entre eux sur le choix du bénéficiaire. Le décès ainsi que la désignation du nouveau bénéficiaire doivent être déclarés par lettre simple adressée à la direction des ressources marines accompagnée de l'acte de décès dans ce même délai.

A défaut du respect de ces formalités, l'autorisation est caduque. L'emplacement considéré est susceptible d'une attribution nouvelle à d'autres demandeurs. L'autorisation ou le refus de transfert est délivré(e) et notifié(e) dans les conditions identiques à celles d'une première demande.

Art. 7.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixé à *soixante-dix-huit mille francs CFP* (78 000 F CFP) et réduite à *soixante-dix mille francs CFP* (70 000 F CFP) les 2 premières années, conformément aux dispositions de l'article 1er A/ b) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 précité, soit :

- 5 stations de collectage de 200 mètres carrés chacune, à 10 000 F CFP par emplacement, soit 50 000 F CFP ;
- 1 enclos de nettoyage de 100 mètres carrés à 10 000 F CFP ;
- 1 emplacement pour l'élevage de bénitiers de 900 mètres carrés à 38 000 F CFP réduite de moitié pour les deux premières années, avec un minimum de 10 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par la réglementation en vigueur, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure et quelle que soit la cause du retard en dehors de cas de force majeure. Cette règle ne prive pas la Polynésie française de son droit de mettre fin à l'autorisation d'occupation du domaine public.

Les litiges ou contestations concernant le recouvrement des redevances dues au titre de la présente occupation du domaine public maritime relèvent de la direction des affaires foncières de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Art. 8.— Dans le cas où l'intéressé décide de cesser définitivement l'exploitation des installations avant l'expiration de l'autorisation concédée, il lui appartient de solliciter le terme anticipé de ladite autorisation par lettre simple adressée à la direction des ressources marines, qui en accuse réception.

La cessation anticipée de l'autorisation d'occupation du domaine public ne donne droit à paiement d'aucune indemnité. En outre, les redevances payées d'avance par le titulaire de l'autorisation restent acquises à la Polynésie française. Cette dernière se réserve le droit de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

Art. 9.— A la cessation, pour quelque cause que ce soit, de l'autorisation, les installations réalisées sur le ou les emplacements autorisés doivent être enlevées et les lieux remis en leur état primitif aux frais exclusifs de l'intéressé, qui ne peut prétendre à aucune indemnité.

Art. 10.— Cette remise en état des lieux est constatée par la direction en charge de la pêche dans un délai de six (6) mois à compter de la cessation de l'autorisation d'occupation. Toutefois si, à la demande du bénéficiaire, l'administration accepte que les installations, en tout ou partie, ne soient pas enlevées, celles-ci deviennent la propriété de la Polynésie française, sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

Art. 11.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 novembre 2012.
Le ministre des ressources marines,
Temaouri FOSTER.

*Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.*

*Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.*

ARRETE n° 8565 MRM du 15 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire de sept (7) emplacements du domaine public maritime sis à Reao, commune de Reao, au profit de M. Roger Teikimeiteaki Ah-Scha.

Le ministre des ressources marines, en charge de la periculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la periculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de l'intéressé réceptionnée à la direction des ressources marines le 6 février 2012 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Reao du 17 avril 2012 ;

Vu l'avis du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 24 avril 2012 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 24 mai 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est accordée, au profit de M. Roger Teikimeiteaki Ah-Scha, une autorisation d'occupation temporaire de sept (7) emplacements du domaine public maritime, d'une superficie totale de 2 000 mètres carrés sis à Reao, commune de Reao.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour :

- 5 emplacements destinés au collectage de bénitiers d'une emprise totale de 1 000 mètres carrés pour une superficie de collectage de 400 mètres carrés qui se répartissent ainsi :
 - 1 station de 200 mètres carrés d'emprise dont la superficie de collectage est de 80 mètres carrés, sise à Hana, centrée aux coordonnées GPS 18°29'17,14"S et 136°24'22,50"O ;
 - 1 station de 200 mètres carrés d'emprise dont la superficie de collectage est de 80 mètres carrés, sise à Hana, centrée aux coordonnées GPS 18°29'39,74"S et 136°24'41,62"O ;
 - 1 station de 200 mètres carrés d'emprise dont la superficie de collectage est de 80 mètres carrés, sise à Hana, centrée aux coordonnées GPS 18°29'35,78"S et 136°24'38,31"O ;
 - 1 station de 200 mètres carrés d'emprise dont la superficie de collectage est de 80 mètres carrés, sise à Hana, centrée aux coordonnées GPS 18°29'40,32"S et 136°24'25,29"O ;
 - 1 station de 200 mètres carrés d'emprise dont la superficie de collectage est de 80 mètres carrés, sise à Hana, centrée aux coordonnées GPS 18°29'32,69"S et 136°24'24,37"O ;
- 2 emplacements destinés à l'élevage de bénitiers, d'une emprise totale de 1 000 mètres carrés qui se répartissent ainsi :
 - 1 emplacement d'une emprise totale de 900 mètres carrés dont la superficie d'élevage est de 420 mètres carrés, composé de 3 stations en radeaux, sis à Hana, centrée aux coordonnées GPS 18°29'13,95"S et 136°24'20,35"O ;
 - 1 enclos de nettoyage d'une superficie de 100 mètres carrés, sis à Hana, centrée aux coordonnées GPS 18°29'14,16"S et 136°24'15,89"O.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan détenu par la direction des ressources marines.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de neuf (9) années consécutives à compter de la date du présent arrêté. L'occupation du domaine public maritime ainsi autorisée peut être révoquée pour inexécution tel que prévu par les dispositions de l'article 34 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 4.— La présente autorisation consentie au profit de M. Roger Teikimeiteaki Ah-Scha, est soumise aux clauses et conditions ci-après définies, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

- 1° Il connaît bien l'emplacement autorisé, le prend dans l'état où il se trouve sans pouvoir prétendre à aucune garantie pour vices cachés, dégradations ou erreurs dans la désignation ;

- 2° Il affecte exclusivement l'emplacement accordé à l'exploitation des ressources marines définies par le présent arrêté accordant l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime et selon le ou les plans joints à sa demande et détenus par la direction des ressources marines. Les installations doivent être balisées et numérotées conformément aux prescriptions de la direction des ressources marines, de manière visible et ne pas gêner le passage des embarcations. Elles sont conçues et exploitées de manière à ne pas causer de dommages au milieu naturel ;
- 3° Il ne peut édifier d'autre construction en surface que s'il a été autorisé à le faire par décision de l'autorité compétente ;
- 4° Il doit se conformer aux prescriptions techniques de la direction des ressources marines ;
- 5° Il est tenu d'accepter la visite de ses installations par les agents habilités par la Polynésie française, étant entendu que les visites périodiques se font en sa présence ou celle de son représentant et ont pour objet de s'assurer de la bonne exécution des obligations lui incombant ;
- 6° Il ne peut prélever ou prétendre bénéficier, du fait de l'occupation du domaine public maritime, de toutes autres ressources naturelles réglementées à l'intérieur de la ou des surfaces autorisées, sauf autorisation expresse de la Polynésie française ;
- 7° Il est seul responsable de tout dommage causé par l'occupation, la mise en place, l'exploitation ou l'enlèvement des installations et il est seul tenu à toutes les garanties qui pourraient survenir du fait de son occupation. Il fait son affaire personnelle de toutes contestations qui peuvent survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 8° Il est tenu d'occuper et d'exploiter directement en son nom et sans discontinuité les emplacements autorisés du domaine public maritime et les installations autorisées et en recueille les fruits ;
- 9° L'occupation du domaine public maritime accordée par le présent arrêté est personnelle et incessible. Toute cession ou sous-location totale ou partielle à un tiers ou tout apport en société de la présente autorisation sont interdits, sous peine de voir l'autorisation révoquée par l'autorité compétente ;
- 10° Toute modification affectant la composition du capital ou du statut juridique du titulaire de l'autorisation du domaine public maritime doit être notifiée dans les plus courts délais à la direction des ressources marines.

Art. 5.— Tout futur renouvellement de l'autorisation est effectué trois (3) mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation initiale par le titulaire et adressé par lettre simple à la direction des ressources marines qui formule son avis sur le dossier. En cas de non-renouvellement de la présente autorisation à l'issue de la première période d'occupation, la Polynésie française recouvre la pleine jouissance des lieux. L'emplacement considéré est de ce fait susceptible d'être attribué à d'autres demandeurs dans les conditions fixées par l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 6.— En cas de décès du titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, le bénéfice de l'autorisation peut être transféré aux héritiers en ligne directe ou au conjoint survivant jusqu'au ternie de la durée d'occupation restant à courir.

A compter de la date du décès, les héritiers en ligne directe ou le conjoint survivant disposent d'un délai de six (6) mois pour s'entendre entre eux sur le choix du bénéficiaire. Le décès ainsi que la désignation du nouveau bénéficiaire doivent être déclarés par lettre simple adressée à la direction des ressources marines accompagnée de l'acte de décès dans ce même délai.

A défaut du respect de ces formalités, l'autorisation est caduque. L'emplacement considéré est susceptible d'une attribution nouvelle à d'autres demandeurs. L'autorisation ou le refus de transfert est délivré(e) et notifié(e) dans les conditions identiques à celles d'une première demande.

Art. 7.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixé à *soixante-dix-huit mille francs CFP* (78 000 F CFP) et réduite à *soixante-dix mille francs CFP* (70 000 F CFP) les 2 premières années, conformément aux dispositions de l'article 1er A/ b) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 précité, soit :

- 5 stations de collectage de 200 mètres carrés chacune, à 10 000 F CFP par emplacement, soit 50 000 F CFP ;
- 1 enclos de nettoyage de 100 mètres carrés, à 10 000 F CFP ;
- 1 emplacement pour l'élevage de bénitiers de 900 mètres carrés, à 18 000 F CFP réduite de moitié pour les deux premières années, avec un minimum de 10 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par la réglementation en vigueur, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure et quelle que soit la cause du retard en dehors de cas de force majeure. Cette règle ne prive pas la Polynésie française de son droit de mettre fin à l'autorisation d'occupation du domaine public.

Les litiges ou contestations concernant le recouvrement des redevances dues au titre de la présente occupation du domaine public maritime relèvent de la direction des affaires foncières de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Art. 8.— Dans le cas où l'intéressé décide de cesser définitivement l'exploitation des installations avant l'expiration de l'autorisation concédée, il lui appartient de solliciter le terme anticipé de ladite autorisation par lettre simple adressée à la direction des ressources marines, qui en accuse réception.

La cessation anticipée de l'autorisation d'occupation du domaine public ne donne droit à paiement d'aucune indemnité. En outre, les redevances payées d'avance par le titulaire de l'autorisation restent acquises à la Polynésie française. Cette dernière se réserve le droit de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

Art. 9.— A la cessation, pour quelque cause que ce soit, de l'autorisation, les installations réalisées sur le ou les emplacements autorisés doivent être enlevées et les lieux remis en leur état primitif aux frais exclusifs de l'intéressé, qui ne peut prétendre à aucune indemnité.

Art. 10. — Cette remise en état des lieux est constatée par la direction en charge de la pêche dans un délai de six (6) mois à compter de la cessation de l'autorisation d'occupation. Toutefois si, à la demande du bénéficiaire, l'administration accepte que les installations, en tout ou partie, ne soient pas enlevées, celles-ci deviennent la propriété de la Polynésie française, sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

Art. 11. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 novembre 2012.

Le ministre des ressources marines,
Temaury FOSTER.

Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8566 MRM du 15 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire de sept (7) emplacements du domaine public maritime sis à Reao, commune de Reao, au profit de Mlle Lolita Heiariki Arakino.

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de l'intéressée réceptionnée à la direction des ressources marines le 6 février 2012 ;

Vu le bordereau de transmission n° 546 MRM/DRM/CGP du 28 février 2012 au maire de la commune de Reao resté sans réponse ;

Vu l'avis du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 14 mars 2012 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 24 mai 2012,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée, au profit de Mlle Lolita Heiariki Arakino, une autorisation d'occupation temporaire de sept (7) emplacements du domaine public maritime, d'une superficie totale de 2 000 mètres carrés sis à Reao, commune de Reao.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour :

- 5 emplacements destinés au collectage de bénitiers d'une emprise totale de 1 000 mètres carrés pour une superficie de collectage de 400 mètres carrés qui se répartissent ainsi :
 - 1 station de 200 mètres carrés d'emprise dont la superficie de collectage est de 80 mètres carrés, sise à Hana, centrée aux coordonnées GPS 18°29'13,87"S et 136°24'25,11"O ;
 - 1 station de 200 mètres carrés d'emprise dont la superficie de collectage est de 80 mètres carrés, sise à Hana, centrée aux coordonnées GPS 18°29'19,44"S et 136°24'9,28"O ;
 - 1 station de 200 mètres carrés d'emprise dont la superficie de collectage est de 80 mètres carrés, sise à Tearatohora, centrée aux coordonnées GPS 18°29'48,567"S et 136°22'53,75"O ;
 - 1 station de 200 mètres carrés d'emprise dont la superficie de collectage est de 80 mètres carrés, sise à Aukehu, centrée aux coordonnées GPS 18°30'38,21"S et 136°23'27,61"O ;
 - 1 station de 200 mètres carrés d'emprise dont la superficie de collectage est de 80 mètres carrés, sise à Tarahoro, centrée aux coordonnées GPS 18°30'44,96"S et 136°23'10,29"O ;
- 2 emplacements destinés à l'élevage de bénitiers, d'une emprise totale de 1 000 mètres carrés qui se répartissent ainsi :
 - 1 emplacement d'une emprise totale de 900 mètres carrés dont la superficie d'élevage est de 420 mètres carrés, composé de 3 stations en radeaux, sis à Hana, centrée aux coordonnées GPS 18°29'18,53"S et 136°24'11,15"O ;
 - 1 enclos de nettoyage d'une superficie de 100 mètres carrés, sis à Hana, centrée aux coordonnées GPS 18°29'17,39"S et 136°24'8,43"O.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan détenu par la direction des ressources marines.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de neuf (9) années consécutives à compter de la date du présent arrêté. L'occupation du domaine public maritime ainsi autorisée peut être révoquée pour inexécution tel que prévu par les dispositions de l'article 34 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 4.— La présente autorisation consentie au profit de Mlle Lolita Heiariki Arakino, est soumise aux clauses et conditions ci-après définies, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

- 1° Il connaît bien l'emplacement autorisé, le prend dans l'état où il se trouve sans pouvoir prétendre à aucune garantie pour vices cachés, dégradations ou erreurs dans la désignation ;
- 2° Il affecte exclusivement l'emplacement accordé à l'exploitation des ressources marines définies par le présent arrêté accordant l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime et selon le ou les plans joints à sa demande et détenus par la direction des ressources marines. Les installations doivent être balisées et numérotées conformément aux prescriptions de la direction des ressources marines, de manière visible et ne pas gêner le passage des embarcations. Elles sont conçues et exploitées de manière à ne pas causer de dommages au milieu naturel ;
- 3° Il ne peut édifier d'autre construction en surface que s'il a été autorisé à le faire par décision de l'autorité compétente ;
- 4° Il doit se conformer aux prescriptions techniques de la direction des ressources marines ;
- 5° Il est tenu d'accepter la visite de ses installations par les agents habilités par la Polynésie française, étant entendu que les visites périodiques se font en sa présence ou celle de son représentant et ont pour objet de s'assurer de la bonne exécution des obligations lui incombant ;
- 6° Il ne peut prélever ou prétendre bénéficier, du fait de l'occupation du domaine public maritime, de toutes autres ressources naturelles réglementées à l'intérieur de la ou des surfaces autorisées, sauf autorisation expresse de la Polynésie française ;
- 7° Il est seul responsable de tout dommage causé par l'occupation, la mise en place, l'exploitation ou l'enlèvement des installations et il est seul tenu à toutes les garanties qui pourraient survenir du fait de son occupation. Il fait son affaire personnelle de toutes contestations qui peuvent survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 8° Il est tenu d'occuper et d'exploiter directement en son nom et sans discontinuité les emplacements autorisés du domaine public maritime et les installations autorisées et en recueille les fruits ;
- 9° L'occupation du domaine public maritime accordée par le présent arrêté est personnelle et incessible. Toute cession ou sous-location totale ou partielle à un tiers ou tout apport en société de la présente autorisation sont interdits, sous peine de voir l'autorisation révoquée par l'autorité compétente ;
- 10° Toute modification affectant la composition du capital ou du statut juridique du titulaire de l'autorisation du domaine public maritime doit être notifiée dans les plus courts délais à la direction des ressources marines.

Art. 5.— Tout futur renouvellement de l'autorisation est effectué trois (3) mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation initiale par le titulaire et adressé par lettre simple à la direction des ressources marines qui formule son avis sur le dossier. En cas de non-renouvellement de la présente autorisation à l'issue de la première période d'occupation, la Polynésie française recouvre la pleine jouissance des lieux. L'emplacement considéré est de ce fait susceptible d'être attribué à d'autres demandeurs dans les conditions fixées par l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 6.— En cas de décès du titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, le bénéfice de l'autorisation peut être transféré aux héritiers en ligne directe ou au conjoint survivant jusqu'au terme de la durée d'occupation restant à courir.

A compter de la date du décès, les héritiers en ligne directe ou le conjoint survivant disposent d'un délai de six (6) mois pour s'entendre entre eux sur le choix du bénéficiaire. Le décès ainsi que la désignation du nouveau bénéficiaire doivent être déclarés par lettre simple adressée à la direction des ressources marines accompagnée de l'acte de décès dans ce même délai.

A défaut du respect de ces formalités, l'autorisation est caduque. L'emplacement considéré est susceptible d'une attribution nouvelle à d'autres demandeurs. L'autorisation ou le refus de transfert est délivré(e) et notifié(e) dans les conditions identiques à celles d'une première demande.

Art. 7.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixé à *soixante-dix-huit mille francs CFP* (78 000 F CFP) et réduite à *soixante-dix mille francs CFP* (70 000 F CFP) les 2 premières années, conformément aux dispositions de l'article 1er A/ b) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 précité, soit :

- 5 stations de collectage de 200 mètres carrés chacune, à 10 000 F CFP par emplacement, soit 50 000 F CFP ;
- 1 enclos de nettoyage de 100 mètres carrés, à 10 000 F CFP ;
- 1 emplacement pour l'élevage de bénitiers de 900 mètres carrés, à 18 000 F CFP réduite de moitié pour les deux premières années, avec un minimum de 10 000 F CFP

Cette redevance est applicable à compter de la date du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par la réglementation en vigueur, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure et quelle que soit la cause du retard en dehors de cas de force majeure. Cette règle ne prive pas la Polynésie française de son droit de mettre fin à l'autorisation d'occupation du domaine public.

Les litiges ou contestations concernant le recouvrement des redevances dues au titre de la présente occupation du domaine public maritime relèvent de la direction des affaires foncières de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Art. 8.— Dans le cas où l'intéressée décide de cesser définitivement l'exploitation des installations avant l'expiration de l'autorisation concédée, il lui appartient de solliciter le terme anticipé de ladite autorisation par lettre simple adressée à la direction des ressources marines, qui en accuse réception.

La cessation anticipée de l'autorisation d'occupation du domaine public ne donne droit à paiement d'aucune indemnité. En outre, les redevances payées d'avance par le titulaire de l'autorisation restent acquises à la Polynésie française. Cette dernière se réserve le droit de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

Art. 9.— A la cessation, pour quelque cause que ce soit, de l'autorisation, les installations réalisées sur le ou les emplacements autorisés doivent être enlevées et les lieux remis en leur état primitif aux frais exclusifs de l'intéressée, qui ne peut prétendre à aucune indemnité.

Art. 10.— Cette remise en état des lieux est constatée par la direction en charge de la pêche dans un délai de six (6) mois à compter de la cessation de l'autorisation d'occupation. Toutefois si, à la demande du bénéficiaire, l'administration accepte que les installations, en tout ou partie, ne soient pas enlevées, celles-ci deviennent la propriété de la Polynésie française, sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

Art. 11.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 novembre 2012.
Le ministre des ressources marines,
Temaury FOSTER.

Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

**MINISTRE DE L'ÉDUCATION,
DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**

ARRETE n° 8521 MEJ du 13 novembre 2012 accordant la délégation de service public prévue à l'article 9 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française.

Le ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1690 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative ;

Vu la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 491 CM du 31 mars 2000 modifié fixant les conditions d'attribution et de retrait de la délégation aux fédérations sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 166 CM du 2 février 2012 portant prorogation à titre exceptionnel de la délégation de service public accordée aux fédérations sportives ;

Vu le dossier de demande de la présidente de la fédération d'athlétisme de Polynésie française en date du 23 juillet 2012 complété le 20 septembre 2012 ;

Vu le dossier de demande de la présidente de la fédération tahitienne de badminton en date du 25 septembre 2012 ;

Vu le dossier de demande du président de la fédération tahitienne de natation en date du 23 juillet 2012 réceptionné le 16 août 2012 et complété le 13 septembre 2012 ;

Vu le dossier de demande du président de la fédération tahitienne de surf en date du 24 avril 2012 réceptionné le 2 mai 2012 ;

Vu le dossier de demande du président de la fédération tahitienne de voile en date du 24 juillet 2012 complété le 24 septembre 2012 ;

Vu les courriers n° 1166 à 1170 MCA du 16 octobre 2012 sollicitant l'avis du comité olympique de Polynésie française ;

Vu les avis favorables du comité olympique de Polynésie française du 19 octobre 2012,

Arrête :

Article 1er.— La délégation prévue à l'article 9 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 est accordée, à compter de la publication dudit arrêté jusqu'au 31 décembre 2015, aux fédérations sportives désignées ci-après pour la pratique de la discipline sportive ou des disciplines connexes indiquées :

- la fédération d'athlétisme de Polynésie française : course sprint, course sprint de haies, demi-fond, fond, steeple, marche, saut en longueur, saut en hauteur, saut à la perche, triple-saut, lancer du disque, lancer du poids, lancer du marteau, lancer du javelot, course sur route, trail et raid ;

- la fédération tahitienne de badminton : badminton, speedminton et beachminton ;
- la fédération tahitienne de natation : natation courses, natation en eau libre ;
- la fédération tahitienne de surf : surf, bodyboard, longboard, kneeboard, skimboard, stand up paddle board, tow-in ou surf tracté ;
- la fédération tahitienne de voile : voile sportive toutes séries : optimist, laser, hobie cat, habitable, match racing, voile de plaisance et régates hauturières internationales."

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressées et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 novembre 2012.
Tauhiti NENA.

ARRETE n° 8522 MEJ du 13 novembre 2012 portant composition du jury du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française.

Le ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1690 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative ;

Vu la délibération n° 2004-17 APF du 22 janvier 2004 modifiée portant création du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-35 APF du 12 février 2004 relative au régime indemnitaire des personnes ne relevant pas de l'administration de la Polynésie française et de ses établissements publics qui participent aux travaux des jurys d'examens des diplômes sportifs, de jeunesse et de loisirs de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 463 CM du 12 mars 2004 modifié relatif à l'organisation, aux conditions de préparation et de délivrance du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 610 CM du 5 avril 2004 modifié relatif au régime indemnitaire des personnes ne relevant pas de l'administration de la Polynésie française et de ses établissements publics qui participent aux travaux des jurys d'examens des diplômes sportifs, de jeunesse et de loisirs de Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— La composition du jury de la session d'examen du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française, organisée le samedi 24 novembre 2012 à Pirae, Tahiti, est fixée comme suit :

Président du jury : Le chef du service de la jeunesse et des sports ou son représentant.

Membres :

- M. Didier Reiatua, titulaire du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique (BNSSA) et du monitorat national des premiers secours (MNPS) ;
- M. Michel Darius, titulaire du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique (BNSSA) ;
- M. Billy Taeatua, titulaire du brevet d'éducateur sportif du 1er D, des activités de la natation (BEESAN) et du monitorat national des premiers secours (MNPS) ;
- M. Henri Billault, titulaire du brevet national d'instructeur de secourisme (BNIS).

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 novembre 2012.
Tauhiti NENA.

ARRETE n° 8523 MEJ du 13 novembre 2012 portant composition du jury du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française.

Le ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1690 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative ;

Vu la délibération n° 2004-17 APF du 22 janvier 2004 modifiée portant création du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-35 APF du 12 février 2004 relative au régime indemnitaire des personnes ne relevant pas de l'administration de la Polynésie française et de ses établissements publics qui participent aux travaux des jurys d'examens des diplômes sportifs, de jeunesse et de loisirs de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 463 CM du 12 mars 2004 modifié relatif à l'organisation, aux conditions de préparation et de délivrance du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 610 CM du 5 avril 2004 modifié relatif au régime indemnitaire des personnes ne relevant pas de l'administration de la Polynésie française et de ses établissements publics qui participent aux travaux des jurys d'examens des diplômes sportifs, de jeunesse et de loisirs de Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— La composition du jury de la session d'examen du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française, organisée le vendredi 21 décembre 2012 à Ua Pou, Marquises, est fixée comme suit :

Président du jury : Le chef du service de la jeunesse et des sports ou son représentant.

Membres :

- M. Didier Reiatua, titulaire du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique (BNSSA) et du monitorat national des premiers secours (MNPS) ;
- Mme Micheline Tahiatohuipoko née Tatarata, titulaire du brevet d'aptitude aux fonctions de directeurs (BAFD).

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 novembre 2012.
Tauhiti NENA.

ARRETE n° 8548 MEJ du 15 novembre 2012 portant délégation de signature à M. Bernard Chimin, tavana hau de la circonscription des îles Marquises.

Le ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1690 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative ;

Vu la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de la déconcentration de l'administration de la Polynésie française, et spécialement les dispositions de son article 9 ;

Vu la délibération n° 2001-72 APF du 5 juillet 2001 portant création des circonscriptions des îles Tuamotu et Gambier, des îles Sous-le-Vent, des îles Marquises et des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 625 CM du 15 mai 2001 modifié définissant les missions des services de l'administration de la Polynésie française confiées, dans chaque archipel, à la circonscription ou aux subdivisions déconcentrées ;

Vu l'arrêté n° 628 CM du 15 mai 2001 portant approbation des conventions relatives à la représentation des subdivisions déconcentrées et à leur regroupement fonctionnel dans l'archipels des îles Marquises ;

Vu la convention n° 11348 du 16 mai 2001 modifiée relative à l'exécution des missions de la subdivision déconcentrée du service de la jeunesse et des sports par la circonscription des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 5 CM du 7 janvier 2002 modifié portant organisation de la circonscription des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 1065 CM du 2 août 2012 portant nomination de M. Bernard Chimin en qualité de tavana hau des îles Marquises pour compter du 9 août 2011 ;

Vu l'arrêté n° 1104 PR du 15 octobre 2012 portant nomination de Mme Stéphanie Rousseau épouse Sautreau en qualité de secrétaire général de la circonscription des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 532 PR du 16 février 2005 portant titularisation et affectation de Mme Louise Tehaamoana épouse Fournier, rédacteur, à la circonscription des îles Marquises ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Bernard Chimin, tavana hau de la circonscription des îles Marquises, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative, les actes relatifs aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses imputées sur les crédits de fonctionnement qui lui sont subdélégués par le service de la jeunesse et des sports dont il assure la représentation indirecte.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard Chimin, tavana hau de la circonscription des îles Marquises, la délégation de signature visée à l'article 1er du présent arrêté est dévolue à Mme Stéphanie Rousseau épouse Sautreau, secrétaire général de la circonscription des îles Marquises et en cas d'absence de celle-ci, à Mme Louise Tehaamoana épouse Fournier, chef du bureau des affaires générales et financières de la circonscription des îles Marquises.

Art. 3.— L'arrêté n° 4560 MJS du 7 juillet 2010 est abrogé.

Art. 4.— Le tavana hau de la circonscription des îles Marquises est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 novembre 2012.
Tauhiti NENA.

**MINISTRE DE L'AMENAGEMENT
ET DU LOGEMENT**

ARRETE n° 8469 MAA.AU.UOC du 9 novembre 2012 autorisant la modification du règlement de construction du lotissement Mamaia 3 sis sur la commune de Faa'a.

Le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 relatif aux lotissements ;

Vu l'arrêté n° 2077 CM du 17 novembre 2010 portant nomination de M. Philippe Couraud en qualité de chef du service de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté n° 4716 MAA du 16 août 2011 portant délégation de signature à M. Philippe Couraud, chef du service de l'urbanisme, en matière de travaux immobiliers ;

Vu l'arrêté n° 4715 MAA du 16 août 2011 portant délégation de signature à M. Philippe Couraud, chef du service de l'urbanisme, et à certains de ses agents ;

Vu l'arrêté n° 27 MAC du 5 novembre 2008 portant approbation du dossier après travaux des lots n° 98 à n° 108 du lotissement Mamaia 3 sis à Faa'a ;

Vu la demande présentée par l'étude Clemencet enregistrée au service de l'urbanisme le 26 juin 2012 pour modification du règlement de construction du lotissement Mamaia 3 ;

Vu le procès-verbal de l'assemblée générale du lotissement Mamaia du 25 avril 2012 ;

Vu l'avis du chef du service de l'urbanisme en date du 8 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Me Clemencet est autorisé à modifier le règlement de construction du lotissement Mamaia 3 pour ce qui concerne la hauteur maximale de faitage autorisée sur le lot n° 103. Cette hauteur passe de + 585 mètres à + 585,38 mètres.

Art. 2.— Le dossier intitulé L/12-04 composé du projet de modification du règlement de construction du lotissement Mamaia 3, présenté par Me Clemencet, a été enregistré au service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction) sous le n° IDV-2012-474 le 16 juin 2012.

Art. 3.— Le présent arrêté et le dossier correspondant sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D. 141-22 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats :

- de la mairie de Faa'a ;
- du service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction).

Art. 4.— Le chef du service de l'urbanisme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 novembre 2012.

Pour le ministre et par délégation :

Le chef du service de l'urbanisme,
Philippe COURAUD.

ARRETE n° 8470 MAA du 9 novembre 2012 portant modification de l'arrêté n° 3791 MAA du 20 juillet 2011 autorisant la location d'une parcelle de terre domaniale à détacher de l'ilot Gagie parcelle A, cadastrée section BH, n° 1, sise commune de Anaa, au profit de M. Athanase Tevaeearai.

Le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3791 MAA du 20 juillet 2011 autorisant la location d'une parcelle de terre domaniale à détacher de l'ilot Gagie parcelle A, cadastrée section BH n° 1, sise commune de Anaa, au profit de M. Athanase Tevaeearai ;

Vu le bail du 9 septembre 2011 conclu entre la Polynésie française et M. Athanase Tevaeearai ;

Vu la demande de M. Athanase Tevaeearai en date du 9 septembre 2011 ;

Vu l'avis de la commission des évaluations immobilières dans sa séance du 14 février 2012 ;

Vu l'acceptation de M. Athanase Tevaeearai en date du 12 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Dans l'intitulé de l'arrêté n° 3791 MAA du 20 juillet 2011 susvisé, les termes : "d'une parcelle de terre domaniale à détacher de l'ilot Gagie parcelle A, cadastrée" sont remplacés par : "de l'ilot domanial dénommé Gagie, cadastré".

Art. 2.— L'article 1er de l'arrêté n° 3791 MAA du 20 juillet 2011 sus-cité est rédigé comme suit :

“Article 1er.— La location de l'îlot domanial dénommé Gagie, cadastré section BH n° 1, sis commune de Anaa, qui accuse une superficie totale de 5 589 m², est autorisée au profit de M. Athanase Tevaeaari, dont 1 000 m² à des fins d'habitation et le surplus restant, à des fins agricoles et de régénération de la cocoteraie”.

Art. 3.— L'article 3 de l'arrêté n° 3791 MAA du 20 juillet 2011 susvisé est rédigé comme suit :

“Art. 3.— Le loyer annuel est fixé à trente-cinq mille francs CFP (35 000 F CFP) payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), décomposé de la manière suivante :

- *vingt-cinq mille francs CFP (25 000 F CFP) pour la partie habitation, d'une superficie de 1 000 m² ;*
- *dix mille francs CFP (10 000 F CFP) pour la partie culture, d'une superficie de 4 589 m²”.*

Art. 4.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies, et le ministre du développement des archipels et des transports interinsulaires, en charge de la régénération de la cocoteraie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 novembre 2012.

*Le ministre de l'économie,
des finances, du travail et de l'emploi,*
Pierre FREBAULT.

*Le ministre de l'aménagement
et du logement,*
Louis FREBAULT.

*Le ministre de l'agriculture,
de l'élevage et de la forêt,*
Kalani TEIXEIRA.

*Le ministre du développement des archipels
et des transports interinsulaires,*
Daniel HERLEMME.

ARRETE n° 8482 MAA du 12 novembre 2012 autorisant la location du lot n° 18 cadastré section MZ n°s 10 et 11 dépendant du domaine de Faaroa, sis à Avera, commune de Taputapuata, île de Raiatea, au profit de M. Christian Heiata.

Le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 4 CM du 20 septembre 1984 portant attribution des lots du lotissement agricole territorial de Faaroa, première tranche ;

Vu le bail en date du 26 août 1986 au profit de M. Tetiamana Heiata, relatif au lot 18 du lotissement agricole territorial de Faaria, première tranche, d'une superficie de 1 hectare 38 ares, à Taputapuata, Raiatea ;

Vu l'arrêté n° 812 CM du 3 juin 1999 portant désaffectation et attribution de lots agricoles à Raiatea ;

Vu la lettre de M. Tetiamana Heiata, de demande de transfert de location au profit de M. Christian Heiata, en date du 8 février 2012 ;

Vu l'avis de la commission des évaluations immobilières dans sa séance du 13 juin 2012 ;

Vu la lettre d'acceptation de M. Christian Heiata en date du 12 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— La location du lot n° 18 cadastré section MZ n°s 10 et 11, d'une superficie de 1 hectare 27 ares 65 centiares, dépendant du domaine de Faaroa, sis à Avera, commune de Taputapuata, île de Raiatea, est autorisée au profit de M. Christian Heiata, à des fins d'habitation et de culture.

Art. 2.— La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3.— Le loyer annuel est fixé à *soixante et un mille sept cent soixante-cinq francs CFP (61 765 F CFP)*, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), décomposé de la manière suivante :

- *cinquante mille francs CFP (50 000) pour la partie habitation, d'une superficie de 1 000 m² ;*
- *onze mille sept cent soixante-cinq francs CFP (11 765 F CFP) pour la partie culture, d'une superficie de 11 765 m²”.*

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4.— La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

Art. 5.— La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de six mois à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 6.— Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7.— Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 8.— En application des dispositions de l'article 2224 du code civil, les loyers dus pour occupation sans autorisation au titre des cinq (5) années précédant la date de la signature du bail, d'un montant total de *trente-quatre mille cinq cents francs CFP* (34 500 F CFP) calculés sur la base du précédent loyer, seront payables au moment de la signature de l'acte.

Art. 9.— Les dispositions concernant M. Tetiamana Heiata et figurant à l'article 1er de l'arrêté n° 4 CM du 20 septembre 1984 susvisé sont abrogées.

Art. 10.— Le bail en date du 26 août 1986 conclu entre la Polynésie française et M. Tetiamana Heiata, relatif au lot n° 18 du lotissement agricole territorial de Faaroa, première tranche, d'une superficie de 1 hectare 38 ares, à Taputapuata, Raiatea, est résilié au terme de la période correspondant au paiement du dernier loyer, soit le 19 septembre 1996.

Art. 11.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, et le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 novembre 2012.
Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre
de l'aménagement et du logement,
Louis FREBAULT.

Le ministre de l'agriculture,
de l'élevage et de la forêt,
Kalani TEIXEIRA.

ARRETE n° 8483 MAA du 12 novembre 2012 autorisant la location de la parcelle cadastrée section MY n° 37 à détacher du lot n° 8 dépendant du domaine de Faaroa sise à Avera, commune de Taputapuata, île de Raiatea, au profit de M. Ronald Anuanu et Mme Jasmina Teriipaia épouse Anuanu.

Le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 4 CM du 20 septembre 1984 portant attribution des lots du lotissement agricole territorial de Faaroa, première tranche ;

Vu le bail en date du 14 avril 1989 au profit de M. Taio dit Hunarii Taaes relatif au lot 8 du lotissement agricole territorial de Faaroa, première tranche, d'une superficie de 82 ares, à Taputapuata, Raiatea ;

Vu l'arrêté n° 812 CM du 3 juin 1999 portant désaffectation et attribution de lots agricoles à Raiatea ;

Vu la demande de M. Ronald Anuanu et Mme Jasmina Teriipaia épouse Anuanu en date du 2 mars 2012 ;

Vu l'avis de la commission des évaluations immobilières dans sa séance du 13 juin 2012 ;

Vu la lettre d'acceptation de M. Ronald Anuanu et Mme Jasmina Teriipaia épouse Anuanu en date du 10 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— La location de la parcelle d'une superficie de 7 426 m² cadastrée section MY n° 37 à détacher du lot n° 8 dépendant du domaine de Faaroa sise à Avera, commune de Taputapuata, île de Raiatea, est autorisée au profit de M. Ronald Anuanu et Mme Jasmina Teriipaia épouse Anuanu, à des fins agricoles.

Art. 2.— La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3.— Le loyer annuel est fixé à *sept mille quatre cent vingt-six francs CFP* (7 426 F CFP) payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4.— La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

Art. 5.— La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de six mois à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 6.— Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 7.— En application des dispositions de l'article 2224 du code civil, les loyers dus pour occupation sans autorisation au titre des cinq (5) années précédant la date de la signature du bail, d'un montant total de *trente-sept mille cent trente francs CFP* (37 130 F CFP), seront payables au moment de la signature de l'acte.

Art. 8.— Les dispositions concernant M. Taio dit Hunarii Taae et figurant à l'article 1er de l'arrêté n° 4 CM du 20 septembre 1984 susvisé sont abrogées.

Art. 9.— Le bail en date du 14 avril 1989 conclu entre la Polynésie française et M. Taio dit Hunarii Taae, relatif au lot n° 8 du lotissement agricole territorial de Faaroa, première tranche, d'une superficie de 82 ares, à Taputapuatea, Raiatea, est résilié au terme de la période correspondant au paiement du dernier loyer, soit le 19 septembre 2001.

Art. 10.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, et le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 novembre 2012.
*Le ministre de l'économie, des finances,
 du travail et de l'emploi,*
 Pierre FREBAULT.

*Le ministre
 de l'aménagement et du logement,*
 Louis FREBAULT.

*Le ministre de l'agriculture,
 de l'élevage et de la forêt,*
 Kalani TEIXEIRA.

ARRETE n° 8484 MAA du 12 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime remblayé sis commune de Uturoa à Raiatea, au profit de Mlle Christine Ariti Neuffer.

Le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu la convention type portant occupation temporaire de dépendances du domaine public maritime approuvée suivant décision n° 1169 DOM du 19 août 1983 ;

Vu l'arrêté n° 3 CM du 2 janvier 1992 modifié fixant le montant des redevances dues pour occupation temporaire du domaine public maritime ;

Vu l'arrêté n° 385 CM du 4 mars 2004 modifié relatif à la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupations de dépendances du domaine public ;

Vu la demande de Mlle Christine Ariti Neuffer en date du 27 décembre 2011 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Uturoa en date du 19 mars 2012 ;

Vu l'avis de la commission du domaine public en sa séance du 3 mai 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisé, au profit de Mlle Christine Ariti Neuffer, l'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime remblayé d'une superficie de 33 m² partie du remblai cadastré section AH n° 99 attenante au lot de ville partie cadastré section AH n° 97, sis commune de Uturoa à Raiatea, dans le cadre d'une activité de pêche lagonaire, pour la construction d'un abri servant à stocker le matériel de pêche.

Et tel que le tout figure sur le plan joint à la demande de l'intéressée.

Art. 2.— La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'une convention entre la Polynésie française et Mlle Christine Ariti Neuffer, fixant les modalités de l'occupation du domaine public.

Art. 3.— La présente autorisation sera caduque dès lors que la convention y afférente n'aura pas été signée dans un délai de six (6) mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4.— La présente autorisation est consentie pour une durée de neuf (9) années consécutives à compter de la date de signature de la convention, aux clauses et conditions de la convention type portant occupation temporaire de dépendances du domaine public maritime susvisée.

Art. 5.— Le concessionnaire est tenu d'établir sur le remblai un passage public d'une largeur de trois (3) mètres le long des ouvrages de protection en bordure du front de mer.

Il devra matérialiser par une haie vive la limite séparative du passage public du surplus de l'emplacement réservé à son usage privatif.

Il sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés.

Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française.

Il ne pourra céder ou sous-louer son droit à l'occupation sans l'accord exprès de l'autorité compétente

Art. 6.— La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixée à *six mille six cents francs CFP* (6 600 F CFP).

Le montant de cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 susvisé.

Art. 7.— A l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, les constructions et installations de toute nature édifiées sur le domaine public maritime devront être enlevées par le concessionnaire, à ses frais et sous sa responsabilité, sans aucune indemnité.

Art. 8.— En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions du présent arrêté et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, l'autorité compétente pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages-intérêts.

Art. 9.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 novembre 2012.
Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre
de l'aménagement et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8485 MAA du 12 novembre 2012 autorisant la location de deux emprises à détacher des terres domaniales dénommées "Puahakaiaapa" - Aepa" et "Iohamahioo - Teuatetoi - Faepa", respectivement cadastrées section A n° 197 et n° 194, sises à Omoa, commune de Fatu Hiva, au profit de M. Simiona a Marama Tiaiho.

Le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la demande de location de M. Simiona a Marama Tiaiho en date du 10 février 2011 ;

Vu l'avis de la commission des évaluations immobilières dans sa séance du 13 juin 2012 ;

Vu la lettre de consentement de M. Simiona a Marama Tiaiho en date du 6 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— La location de deux emprises, la première de 4 hectares à détacher de la terre domaniale dénommée "Puahakaiaapa - Aepa" et la deuxième de 3 hectares à détacher de la terre domaniale dénommée "Iohamahioo - Teuatetoi - Faepa", respectivement cadastrées section A n° 197 et n° 194, sises à Omoa, commune de Fatu Hiva, est autorisée au profit de M. Simiona a Marama Tiaiho, à des fins agricoles.

Art. 2.— La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3.— Le loyer annuel payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini) est fixé à *soixante-dix mille francs CFP* (70 000 F CFP).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4.— La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de neuf mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 5.— Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 6.— En outre le bénéficiaire devra tenir compte des préconisations du plan de prévention des risques naturels dans le cadre de l'exploitation de la terre "Puahakaaiaapa - Aepa".

Art. 7.— Les loyers dus pour occupation sans autorisation seront payables au moment de la signature de l'acte.

Art. 8.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, et le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 novembre 2012.
Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre
de l'aménagement et du logement,
Louis FREBAULT.

Le ministre de l'agriculture,
de l'élevage et de la forêt,
Kalani TEIXEIRA.

ARRETE n° 8486 MAA du 12 novembre 2012 autorisant la location d'une emprise (lot 1) à détacher de la parcelle de terre domaniale dénommée "Peeura : lot 4" cadastrée section H n° 372, sise commune de Faa'a, au profit de Mlle Paméla Mamatui.

Le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la demande de Mlle Paméla Mamatui en date du 26 janvier 2011 ;

Vu la note de présentation n° 2728 MAA/DAF/DOM du 9 juin 2011 ;

Vu l'avis de la commission des évaluations immobilières dans sa séance du 27 mars 2012 ;

Vu la lettre d'acceptation de Mlle Paméla Mamatui en date du 29 août 2012, par laquelle elle sollicite également une extension de la durée de location à dix années dans le cadre de sa demande d'attribution d'un logement de l'Office polynésien de l'habitat (OPH),

Arrête :

Article 1er.— La location d'une emprise de 664 m² (lot 1) à détacher de la parcelle de terre domaniale dénommée "Peeura : lot 4" cadastrée section H n° 372, sise commune de Faa'a, est autorisée au profit de Mlle Paméla Mamatui à des fins d'habitation.

Art. 2.— La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de dix (10) années.

Art. 3.— Le loyer annuel est fixé à *quatre-vingt-dix-neuf mille six cents francs CFP* (99 600 F CFP) payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4.— La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 5.— Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 6.— Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 7.— Les loyers pour occupation sans autorisation, dus à compter du 10 mai 2011, seront payables au moment de la signature de l'acte.

Art. 8.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 novembre 2012.
Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre
de l'aménagement et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8489 MAA du 12 novembre 2012 autorisant la location d'une emprise (lot 10) à détacher de la parcelle de terre domaniale dénommée "Peeura : lot B du lot 7" cadastrée section H n° 406, sise commune de Faa'a, au profit de Mme Pipikura Pepehau épouse Tuarea.

Le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la demande de Mme Marie Matemoko épouse Tauiraatea et M. François Tauiraatea en date du 5 novembre 2010 ;

Vu la note de présentation n° 2728 MAA/DAF/DOM du 9 juin 2011 ;

Vu l'avis de la commission des évaluations immobilières dans sa séance du 27 mars 2012 ;

Vu les lettres de Me Thierry Jacquet, représentant Mme Pipikura Pepehau épouse Tuarea, en date du 20 juillet et du 27 août 2012 ;

Considérant l'absence de réponse de Mme Marie Matemoko épouse Tauiraatea et M. François Tauiraatea à la lettre n° 952 MAA du 2 mai 2012, dans les délais impartis,

Arrête :

Article 1er. — La location d'une emprise de 572 m² (lot 10) à détacher de la parcelle de terre domaniale dénommée "Peeura : lot B du lot 7" cadastrée section H n° 406, sise commune de Faa'a, est autorisée au profit de Mme Pipikura Pepehau épouse Tuarea, à des fins d'habitation.

Art. 2. — La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de trois (3) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à *quatre-vingt-cinq mille huit cents francs CFP* (85 800 F CFP) payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 5. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 6. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 7. — Les loyers pour occupation sans autorisation, dus à compter du 10 mai 2011, seront payables au moment de la signature de l'acte.

Art. 8. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 novembre 2012.
Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre
de l'aménagement et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8533 MAA du 14 novembre 2012 portant affectation des locaux du rez-de-jardin dépendant de l'immeuble Tefafai et les emplacements de parking y attenants, édifiés sur la parcelle cadastrée commune de Faa'a, section S n° 1402, au profit de la direction de l'aviation civile.

Le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1564 MDA du 20 septembre 2012 du ministre en charge des transports interinsulaires ;

Vu le bordereau de transmission n° 2358 MAA du 26 octobre 2012 du ministre en charge des affaires foncières,

Arrête :

Article 1er.— Sont affectés au profit de la direction de l'aviation civile, les locaux du rez-de-jardin, d'une superficie de 288 m², dépendant de l'immeuble Tefafai, édifié sur la parcelle cadastrée commune de Faa'a, section S n° 1402, et les emplacements de parking y attenants.

Tel que le tout figure sur les plans détenus par la direction des affaires foncières, division de la gestion du domaine.

Art. 2.— Cette affectation est destinée au relogement de la direction de l'aviation civile. Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Art. 3.— Tous travaux de construction et d'aménagements seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 4.— Le ministre en charge des transports interinsulaires, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF susvisée, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 5.— En cas de changement de destination des lieux, la Polynésie française recouvrera la jouissance des biens affectés et la direction des affaires foncières devra en être informée.

Art. 6.— Le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, et le ministre du développement des archipels et des transports interinsulaires, en charge de la régénération de la cocoteraie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 novembre 2012.

*Le ministre de l'aménagement
et du logement,*

Louis FREBAULT.

*Le ministre du développement des archipels
et des transports interinsulaires,*

Daniel HERLEMME.

ARRETE n° 8534 MAA du 14 novembre 2012 portant affectation d'une parcelle dépendant de la terre "Lots de ville n° 40-86-50-84, Hamiti", cadastrée commune de Uturoa, section AD n° 273, et des constructions y édifiées au profit de la circonscription des îles Sous-le-Vent.

Le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1457 MDA du 4 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— La parcelle dépendant de la terre "Lots de ville n° 40-86-50-84, Hamiti", cadastrée commune de Uturoa, section AD n° 273, d'une superficie de 6 297 m², et les constructions y édifiées, sont affectées au profit de la circonscription des îles Sous-le-Vent.

Telle que la parcelle figure sur l'extrait de plan cadastral du 11 octobre 2012 détenu par la direction des affaires foncières, division gestion du domaine.

Art. 2.— Cette affectation est destinée à la gestion de ce site qui est destiné au logement des services et/ou établissements publics.

Art. 3.— La valeur comptable de la parcelle est estimée à 44 935 392 F CFP, soit 7 136 F CFP le mètre carré.

Art. 4.— Tous travaux de construction et d'aménagements seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 5.— Le ministre en charge du développement des archipels, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 susvisée, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien, de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 6.— En cas de changement de destination des lieux, la Polynésie française recouvrera la jouissance de la parcelle et des constructions y édifiées.

Art. 7.— L'affectataire devra laisser le libre accès aux espaces communs et aux bâtiments édifiés sur les parcelles AD n° 274 et n° 275.

Art. 8.— L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers.

Art. 9.— L'arrêté n° 18 MEA du 26 janvier 2009 modifié portant affectation d'une parcelle dépendant de la terre "Lots de ville n° 40-86-50-84, Hamiti", cadastrée commune de Uturoa, section AD n° 273, et des constructions y édifiées, au profit du ministère du développement des archipels est abrogé.

Art. 10.— Le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, et le ministre du développement des archipels et des transports interinsulaires, en charge de la régénération de la cocoteraie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 novembre 2012.

*Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.*

*Le ministre du développement des archipels
et des transports interinsulaires,
Daniel HERLEMME.*

ARRETE n° 8546 MAA du 14 novembre 2012 portant affectation des bâtiments A, G1, H et I dépendant de l'ancien hôpital Vaiami édifiés sur la parcelle cadastrée commune de Papeete, section AD n° 60, au profit du ministère en charge de la culture.

Le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la lettre de demande n° 893 MCA du 7 août 2012 du ministre en charge de la culture,

Arrête :

Article 1er.— Les bâtiments A, G1, H et I dépendant de l'ancien hôpital Vaiami édifiés sur la parcelle cadastrée commune de Papeete, section AD n° 60, sont affectés au profit du ministère en charge de la culture.

Tel que le tout figure sur les plans de la direction de l'équipement détenu par la direction des affaires foncières, division de la gestion du domaine.

Art. 2.— Cette affectation est destinée à l'aménagement d'un centre de mémoire de la période CEP. Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Art. 3.— Tous travaux de construction et d'aménagements seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 4.— Le ministre en charge de la culture, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF susvisée, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 5.— En cas de changement de destination des lieux, la Polynésie française recouvrera la jouissance des biens affectés et la direction des affaires foncières devra en être informée.

Art. 6.— Le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, et le ministre de la culture, de l'artisanat et de la famille, en charge de la condition féminine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 novembre 2012.

*Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.*

*Le ministre de la culture,
de l'artisanat et de la famille,
Chantal TAHIATA.*

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'ÉNERGIE ET DES MINES**

ARRETE n° 8549 MEM/ENV du 15 novembre 2012 autorisant, à titre exceptionnel, M. Michael Poole à détenir la dépouille d'un cachalot nain (*Kogia simus*) retrouvé mort à Moorea.

Le ministre de l'environnement, de l'énergie et des mines,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1692 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre de l'environnement, de l'énergie et des mines ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 5876 MEM du 7 août 2012 portant délégation de signature à M. Engel Raygadas Zavala, directeur de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 306 CM du 20 février 2008 modifiant les articles A. 121-1 et suivant du code de l'environnement relatifs aux espèces,

Arrête :

Article 1er. — M. Michael Poole est autorisé à détenir la dépouille d'un cachalot nain retrouvé à Moorea le 13 novembre, conformément aux prescriptions édictées dans le code de l'environnement, et notamment de l'article A. 121-35 à l'article A. 121-43.

Art. 2. — L'autorisation est consentie pour une période expirant le jour où une éventuelle autopsie sera réalisée ou lorsque le devenir de la dépouille sera déterminé par l'autorité compétente.

Art. 3. — M. Michael Poole s'engage à tenir un registre dans lequel sont consignées, au fur et à mesure, toutes les manipulations apportées à la dépouille.

Art. 4. — Une copie de ce registre devra être transmise à la direction de l'environnement.

Art. 5. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 novembre 2012.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'environnement,
Engel RAYGADAS ZAVALA.

MINISTRE DE LA SANTE ET DE LA SOLIDARITE

ARRETE n° 8467 MSS/DSP du 9 novembre 2012 accordant une suspension de formation à Mme Stéphanie Cabrera épouse Godest, étudiante en soins infirmiers de 1re année à l'Institut de formation des professions de santé Mathilde-Frébault (promotion 2012-2015).

Le ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2465 PR du 28 novembre 2009 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1693 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée ;

Vu la délibération n° 92-97 AT du 1er juin 1992 définissant les missions du service de la santé publique dénommé "direction de la santé" ;

Vu l'arrêté n° 673 CM du 15 avril 2004 portant organisation de la direction de la santé ;

Vu l'arrêté n° 1532 CM du 17 septembre 2009 portant repositionnement de l'Institut de formation des professions de santé Mathilde-Frébault au sein du service de la direction de la santé ;

Vu l'arrêté n° 2171 CM du 28 décembre 2011 portant nomination de M. le docteur Jean-Marc Pujo en qualité de directeur de la santé à compter du 1er janvier 2012 ;

Vu l'arrêté n° 9921 MSS du 30 décembre 2011 modifié portant délégation de signature à M. le docteur Jean-Marc Pujo, directeur de la santé, et à certains agents de la direction de la santé ;

Vu l'arrêté n° 7672 MSS/DSP du 8 octobre 2012 fixant la liste des étudiants autorisés à suivre la première année de formation en soins infirmiers à l'Institut de formation des professions de santé Mathilde-Frébault (IFPS-MF) au titre de l'année scolaire 2012-2013 ;

Vu la lettre de l'intéressée en date du 24 octobre 2012,

Arrête :

Article 1er. — Une suspension de formation d'un an est accordée à Mme Stéphanie Cabrera épouse Godest, étudiante en soins infirmiers de 1re année à l'Institut de formation des professions de santé Mathilde-Frébault (promotion 2012-2015), du 24 octobre 2012 au 23 octobre 2013.

Art. 2. — Le directeur de la santé est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 novembre 2012.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de la santé,
Dr. Jean-Marc PUJO.

ARRETE n° 8497 MSS du 12 novembre 2012 portant autorisation provisoire d'ouverture et d'exploitation de l'établissement "Le Jasmin".

Le ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1693 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée ;

Vu la délibération n° 77-116 AT du 14 octobre 1977 modifiée portant réglementation de l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale ;

Vu l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié pris en application de l'article 10 de la délibération n° 77-116 AT du 14 octobre 1977 modifiée portant réglementation de l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale ;

Vu l'arrêté n° 1116 CM du 6 octobre 2006 modifié pris en application de l'article 11 de la délibération n° 77-116 AT du 14 octobre 1977 modifiée portant réglementation de l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale ;

Vu l'avis du Centre d'hygiène et de salubrité publique n° 3238 MSS/DSP/CHSP du 6 novembre 2012 ;

Vu la demande de l'intéressée,

Arrête :

Article 1er. — Mme Liliane Tchen est autorisée à ouvrir et exploiter, pour une durée de douze mois, l'établissement "Le Jasmin" sis à Papeete, 56 avenue du Chef-Vairaatoa, pour les activités suivantes : préparation quotidienne, pour livraison à d'autres établissements et remise directe au consommateur à consommer sur place ou à emporter, de 120 plats cuisinés chinois et préparations à base de poisson cru ; opérations de découpe de viande et de poisson, de transformation de viande et de poisson, de cuisson, de décongélation et de traitement de légumes bruts.

Art. 2. — L'autorisation d'ouverture et d'exploitation de l'établissement "Le Jasmin" est enregistrée au Centre d'hygiène et de salubrité publique sous le numéro A 0684. Ce numéro d'autorisation figure sur l'étiquetage de toute denrée préemballée produite par l'établissement.

Art. 3. — Tout changement notable des locaux et toute modification de nature d'activité doit faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié susvisé.

Art. 4. — L'autorisation est réputée définitive à l'issue de la période probatoire prévue par l'article 1er du présent arrêté, si elle n'a pas été refusée par décision motivée.

Art. 5. — Le présent arrêté cesse de produire son effet si l'exploitation de rétablissement est interrompue pendant une période supérieure ou égale à 12 mois.

Art. 6. — En cas de changement d'exploitant, le présent arrêté cesse de produire son effet deux mois après la date de ce changement. Afin d'être autorisé à poursuivre son activité

à l'expiration de ce délai, le nouvel exploitant est tenu de solliciter une nouvelle autorisation conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié susvisé.

Art. 7. — Lorsqu'il est constaté que les conditions réglementaires d'attribution de cette autorisation ne sont plus respectées, l'autorisation peut être, après mise en demeure restée sans effet, suspendue ou retirée partiellement ou en totalité conformément à l'article 9 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié susvisé.

Art. 8. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 novembre 2012.
Charles TETARIA.

ARRETE n° 8498 MSS du 12 novembre 2012 portant autorisation provisoire d'ouverture et d'exploitation de l'établissement "Chez Yvon".

Le ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1693 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée ;

Vu la délibération n° 77-116 AT du 14 octobre 1977 modifiée portant réglementation de l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale ;

Vu l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié pris en application de l'article 10 de la délibération n° 77-116 AT du 14 octobre 1977 modifiée portant réglementation de l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale ;

Vu l'arrêté n° 1750 CM du 14 octobre 2009 relatif aux conditions d'hygiène applicables dans les établissements mobiles ou provisoires qui proposent, à titre gratuit ou onéreux, des denrées alimentaires animales ou d'origine animale ;

Vu l'avis du Centre d'hygiène et de salubrité publique n° 3240 MSS/DSP/CHSP du 6 novembre 2012 ;

Vu la demande de l'intéressée,

Arrête :

Article 1er. — Mlle Poerani Tseng, demeurant à Punaauia, PK 16,600, côté montagne, est autorisée à ouvrir et exploiter, pour une durée de douze mois, l'établissement mobile "Chez Yvon", immatriculé 83 015 P, pour les activités suivantes : préparation quotidienne pour remise directe au consommateur, à consommer sur place ou à emporter, de 60 plats cuisinés de type grillade ou de préparations à base de

poissons crus et de 20 hamburgers ; opérations de simple assemblage sans cuisson, de découpe de viande et poisson, de décongélation, de cuisson et de traitement de légumes bruts.

Art. 2.— L'autorisation d'ouverture et d'exploitation de l'établissement "Chez Yvon" est enregistrée au Centre d'hygiène et de salubrité publique sous le numéro A 1 502. Ce numéro d'autorisation figure sur l'étiquetage de toute denrée préemballée produite par l'établissement.

Art. 3.— Tout changement notable des locaux et toute modification de nature d'activité doit faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié susvisé.

Art. 4.— L'autorisation est réputée définitive à l'issue de la période probatoire prévue par l'article 1er du présent arrêté, si elle n'a pas été refusée par décision motivée.

Art. 5.— Le présent arrêté cesse de produire son effet si l'exploitation de l'établissement est interrompue pendant une période supérieure ou égale à 12 mois.

Art. 6.— En cas de changement d'exploitant, le présent arrêté cesse de produire son effet deux mois après la date de ce changement. Afin d'être autorisé à poursuivre son activité à l'expiration de ce délai, le nouvel exploitant est tenu de solliciter une nouvelle autorisation conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié susvisé.

Art. 7.— Lorsqu'il est constaté que les conditions réglementaires d'attribution de cette autorisation ne sont plus respectées, l'autorisation peut être, après mise en demeure restée sans effet, suspendue ou retirée partiellement ou en totalité conformément à l'article 9 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié susvisé.

Art. 8.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 novembre 2012.
Charles TETARIA.

ARRETE n° 8499 MSS du 12 novembre 2012 portant autorisation provisoire d'ouverture et d'exploitation de l'établissement "Chez Francis".

Le ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1693 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée ;

Vu la délibération n° 77-116 AT du 14 octobre 1977 modifiée portant réglementation de l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale ;

Vu l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié pris en application de l'article 10 de la délibération n° 77-116 AT du 14 octobre 1977 modifiée portant réglementation de l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale ;

Vu l'arrêté n° 1116 CM du 6 octobre 2006 modifié pris en application de l'article 11 de la délibération n° 77-116 AT du 14 octobre 1977 modifiée portant réglementation de l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale ;

Vu l'avis du Centre d'hygiène et de salubrité publique n° 3239 MSS/DSP/CHSP du 6 novembre 2012 ;

Vu la demande de l'intéressé,

Arrête :

Article 1er.— M. Francis Chung Tan est autorisé à ouvrir et exploiter, pour une durée de douze mois, l'établissement "Chez Francis" sis à Faa'a, PK 6,500, côté mer, pour les activités suivantes : préparation quotidienne pour remise directe au consommateur, à emporter, de 100 plats cuisinés, 40 produits pâtisseries, 100 produits boulangers (viennoiseries, pain coco et firi-firi) ; opérations de simple assemblage sans cuisson, de découpe/ hachage de viande et poisson, de décongélation, de cuisson et de traitement de légumes bruts.

Art. 2.— L'autorisation d'ouverture et d'exploitation de l'établissement "Chez Francis" est enregistrée au Centre d'hygiène et de salubrité publique sous le numéro A 0 540. Ce numéro d'autorisation figure sur l'étiquetage de toute denrée préemballée produite par l'établissement.

Art. 3.— Tout changement notable des locaux et toute modification de nature d'activité doit faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié susvisé.

Art. 4.— L'autorisation est réputée définitive à l'issue de la période probatoire prévue par l'article 1er du présent arrêté, si elle n'a pas été refusée par décision motivée.

Art. 5.— Le présent arrêté cesse de produire son effet si l'exploitation de l'établissement est interrompue pendant une période supérieure ou égale à 12 mois.

Art. 6.— En cas de changement d'exploitant, le présent arrêté cesse de produire son effet deux mois après la date de ce changement. Afin d'être autorisé à poursuivre son activité à l'expiration de ce délai, le nouvel exploitant est tenu de solliciter une nouvelle autorisation conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié susvisé.

Art. 7.— Lorsqu'il est constaté que les conditions réglementaires d'attribution de cette autorisation ne sont plus respectées, l'autorisation peut être, après mise en demeure restée sans effet, suspendue ou retirée partiellement ou en totalité conformément à l'article 9 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié susvisé.

Art. 8.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 novembre 2012.
Charles TETARIA.

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE
ET DE LA FORÊT**

ARRETE n° 8552 MAE du 15 novembre 2012 portant agrément de l'établissement de commercialisation d'animaux "Zooland".

Le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1695 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies ;

Vu la délibération n° 2001-16 APF du 1er février 2001 relative à la protection des animaux domestiques et des animaux sauvages apprivoisés ou tenus en captivité ;

Vu l'arrêté n° 1469 CM du 3 septembre 2009 modifié relatif aux conditions de détention des carnivores domestiques et des animaux de compagnie ;

Vu le rapport de visite n° 1176 QAAV/SDR/MAE du 22 octobre 2012,

Arrête :

Article 1er.— L'établissement de commercialisation d'animaux "Zooland", sis 88, rue des Remparts, commune de Papeete, exploité par M. William Timau, est agréé pour la commercialisation de poissons d'aquarium, de rongeurs, de lagomorphes et d'oiseaux de volière : HPF 2012-08.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 novembre 2012.
Kalani TEIXEIRA.

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT
DES ARCHIPELS
ET DES TRANSPORTS INTERINSULAIRES**

ARRETE n° 8535 MDA du 14 novembre 2012 autorisant le navire Cobia III à desservir l'île de Tetiaroa lors de son voyage n° 40 du 10 novembre 2012.

Le ministre du développement des archipels et des transports interinsulaires, en charge de la régénération de la cocoteraie,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1696 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre du développement des archipels et des transports interinsulaires, en charge de la régénération de la cocoteraie ;

Vu la délibération n° 77-47 AT du 15 mars 1977 modifiée portant création en Polynésie française de la licence d'armateur et fixant certains principes d'organisation des liaisons maritimes interinsulaires ;

Vu l'arrêté n° 187 CM du 21 janvier 2004 modifié portant octroi d'une licence d'armateur à la SNC Hargous et Cie pour l'exploitation du navire Cobia III sur la desserte maritime régulière de certains atolls des Tuamotu de l'Ouest, en remplacement du Cobia ;

Vu la demande de la SNC Hargous et Cie déposée le 31 octobre 2012,

Arrête :

Article 1er.— A titre exceptionnel et par dérogation à l'article 3 de l'arrêté n° 187 CM du 21 janvier 2004 modifié susvisé, le navire Cobia III est autorisé à desservir l'atoll de Tetiaroa lors de son voyage n° 40 du 10 novembre 2012.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 novembre 2012.
Daniel HERLEMME.

ARRETE n° 8573 MDA du 16 novembre 2012 autorisant le navire Taporo VIII à desservir l'île de Tetiaroa lors de son voyage n° 29 TET du 15 novembre 2012.

Le ministre du développement des archipels et des transports interinsulaires, en charge de la régénération de la cocoteraie,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1696 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre du développement des archipels et des transports interinsulaires, en charge de la régénération de la cocoteraie ;

Vu la délibération n° 77-47 AT du 15 mars 1977 modifiée portant création en Polynésie française de la licence d'armateur et fixant certains principes d'organisation des liaisons maritimes interinsulaires ;

Vu l'arrêté n° 186 CM du 21 janvier 2004 modifié portant octroi d'une licence d'armateur à la Compagnie française maritime de Tahiti (CFMT) pour l'exploitation du navire Taporo VIII sur la desserte maritime régulière des Tuamotu-Gambier, en remplacement du navire Taporo V ;

Vu la demande de la Compagnie française maritime de Tahiti (CFMT) en date du 12 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— A titre exceptionnel et par dérogation à l'article 3 de l'arrêté n° 186 CM du 21 janvier 2004 modifié susvisé, le navire Taporo VIII est autorisé à desservir l'atoll de Tetiaroa lors de son voyage n° 29 TET du 15 novembre 2012.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 novembre 2012.
Daniel HERLEMME.

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETE n° A95-2012 PR/APF du 9 novembre 2012 mettant fin aux fonctions de M. Jean-Marc Henri Regnault en qualité de conseiller technique du président de l'assemblée de la Polynésie française.

Le président de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2009-23 du 14 décembre 2009 relative au statut des personnels de cabinets du Président de la Polynésie française, des ministres du gouvernement de la Polynésie française et du président de l'assemblée de la Polynésie française et des personnels recrutés pour occuper un emploi fonctionnel ;

Vu la délibération n° 2009-78 APF du 29 octobre 2009 portant statut de droit public des membres de cabinet du Président de la Polynésie française, des ministres au gouvernement de la Polynésie française et du président de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2156 CM du 23 novembre 2009 modifié fixant le régime de rémunération des personnels de cabinet du Président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 31-2011 APF/SG du 14 avril 2011 prenant acte de l'élection du président de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° A73-2012 PR/APF du 30 août 2012 portant nomination du conseiller technique du président de l'assemblée de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° A73-2012 PR/APF du 30 août 2012 portant nomination du conseiller technique du président de l'assemblée de la Polynésie française, est abrogé à compter du 10 novembre 2012 au soir.

Art. 2.— Le présent arrêté est publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 novembre 2012.
Jacqui DROLLET.

ACTES DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

DECISION n° 2012-05 CESC du 7 novembre 2012 portant modification n° 4 du budget du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française pour l'exercice 2012.

Le président du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2011-92 APF du 8 décembre 2011 modifiée portant adoption du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2012 ;

Vu la lettre n° 1118-2012 CESC du 5 novembre 2012 portant convocation en séance plénière des membres du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 7 novembre 2012,

Décide :

Article 1er.— Le budget de fonctionnement du Conseil économique, social et culturel est modifié comme suit (en F CFP) :

En recettes

| Chap. | Art. | Libellé | Montant |
|--------------------|------|--|-----------|
| 960 | 7412 | Dotation globale forfaitaire de la Polynésie française | 8 300 000 |
| Total chapitre 960 | | | 8 300 000 |

En dépenses :

| Chap. | Art. | Libellé | Montant |
|--------------------|------|--|-----------|
| 960 | 653 | Indemnités, vacation et frais missions des membres | 8 300 000 |
| Total chapitre 960 | | | 8 300 000 |

Art. 2.— Le président du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 novembre 2012.
Jean TAMA.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ORDONNANCE n° 2012-1240 du 8 novembre 2012 portant transposition de la directive 2010/73/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 modifiant la directive 2003/71/CE concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation et la directive 2004/109/CE sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé.

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances,

Vu la Constitution, notamment son article 38 ;

Vu la directive 2010/73/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 modifiant la directive 2003/71/CE concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation et la directive 2004/109/CE sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé ;

Vu la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 modifiée relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code monétaire et financier ;

Vu la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 modifiée conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de territoire d'outre-mer ;

Vu la loi n° 2012-387 du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allégement des démarches administratives, notamment son article 59 ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu ;

Le conseil des ministres entendu,

Ordonne :

Article 1er.— L'article L. 411-3 du code monétaire et financier est ainsi modifié :

1° Au 1, les mots : "la Communauté" sont remplacés par les mots : "l'Union" ;

2° Il est ajouté un 6 ainsi rédigé :

"6. De titres financiers, autres que des titres de capital, émis d'une manière continue ou répétée par un établissement de crédit, lorsque le montant total de l'offre dans l'Union européenne est inférieur à un montant fixé par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers, ce montant étant calculé sur une période de douze mois, pour autant que ces titres financiers :

"a) Ne soient pas subordonnés, convertibles ou échangeables ;

"b) Ne confèrent pas le droit de souscrire ou d'acquérir d'autres types de titres financiers et ne soient pas liés à un contrat financier."

Art. 2.— Le second alinéa de l'article L. 412-1 du même code est remplacé par les dispositions suivantes :

"Aucune action en responsabilité civile ne peut être intentée sur le fondement du seul résumé, y compris sa traduction, sauf si son contenu est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux informations contenues dans les autres parties du document mentionné au premier alinéa, s'il ne fournit pas, lu en combinaison avec les autres parties du document mentionné au premier alinéa, les informations essentielles permettant d'aider les investisseurs lorsqu'ils envisagent d'investir dans ces titres financiers. Le résumé comprend un avertissement clair à cet effet."

Art. 3.— Le 5° de l'article L. 451-1-4 du même code est remplacé par les dispositions suivantes :

"5° Les entités qui émettent uniquement des titres de créance admis à la négociation sur un marché réglementé, dont la valeur nominale unitaire est au moins égale à 100 000 euros ou, pour les titres de créance libellés dans une devise autre que l'euro, dont la valeur nominale unitaire est équivalente à au moins 100 000 euros à la date de l'émission."

Art. 4.— Le VIII de l'article L. 621-8 du même code est ainsi modifié :

1° Les mots : "la clôture de l'opération" sont remplacés par les mots : "la clôture définitive de l'opération ou, le cas échéant, le début de la négociation sur un marché réglementé si cet événement intervient plus tard" ;

2° Il est ajouté un second alinéa ainsi rédigé :

"Le résumé, et toute traduction éventuelle de celui-ci, donne également lieu à un complément, si cela s'avère nécessaire, pour tenir compte des nouvelles informations figurant dans la note complémentaire."

Art. 5.— Les modifications apportées par la présente ordonnance aux articles L. 411-3, L. 412-1, L. 451-1-4 et L. 621-8 du code monétaire et financier sont applicables en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna.

Art. 6.— Les dispositions de l'article 3 ne s'appliquent pas aux émetteurs dont les titres de créance ont été admis à la négociation sur un marché réglementé de l'Union européenne avant le 31 décembre 2010 lorsque ces titres de créance sont en cours.

Art. 7.— Le Premier ministre et le ministre de l'économie et des finances sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente ordonnance, qui sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 8 novembre 2012.

François HOLLANDE.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
Jean-Marc AYRAULT.

Le ministre de l'économie et des finances,
Pierre MOSCOVICI.

DECRET n° 2012-1243 du 8 novembre 2012 portant transposition de la directive 2010/73/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 modifiant la directive 2003/71/CE concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation et la directive 2004/109/CE sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé.

Publics concernés : professionnels des marchés financiers (émetteurs, investisseurs, intermédiaires), juristes.

Objet : modifications des règles en matière de prospectus et de transparence des émetteurs de titres cotés dans le cadre de la transposition de la directive 2010/73/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Notice : le décret reprend, pour l'application des obligations en matière de prospectus, la définition de l'investisseur qualifié qui, donnée par la directive 2004/39/CE du 21 avril 2004 sur les marchés d'instruments financiers, a déjà été transposée dans le code monétaire et financier. Il relève de 100 à 150 le seuil en dessous duquel les investisseurs constituent un cercle restreint. Il étend à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française et aux îles Wallis et Futuna ces modifications apportées au code monétaire et financier.

Références : le décret transpose la directive 2010/73/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 modifiant la directive 2003/71/CE concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation (directive dite "prospectus") et la directive 2004/109/CE sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé (directive dite "transparence").

Les dispositions du code monétaire et financier modifiées par le présent décret peuvent être consultées, dans leur rédaction issue de cette modification, sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances,

Vu la directive 2010/73/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 modifiant la directive 2003/71/CE concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation et la directive 2004/109/CE sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé ;

Vu la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 modifiée relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code monétaire et financier ;

Vu la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de territoire d'outre-mer,

Décète :

Article 1er.— Au 1° de l'article D. 213-11 du code monétaire et financier, les mots : "deuxième alinéa" sont remplacés par la référence : "II" et les mots : "des articles D. 411-1 et D. 411-2" sont remplacés par les mots : "de l'article D. 411-1".

Art. 2.— I. - L'article D. 411-1 du même code est remplacé par les dispositions suivantes :

"Art. D. 411-1.— Ont la qualité d'investisseurs qualifiés au sens du II de l'article L. 411-2 lorsqu'ils agissent pour compte propre :

"1° Les clients professionnels au sens de l'article L. 533-16 ;

"2° Les contreparties éligibles, au sens de l'article L. 533-20."

II. - A l'article D. 411-4 du même code, le nombre "100" est remplacé par le nombre : "150".

Art. 3.— Les articles D. 411-2 et D. 411-3 du code monétaire et financier sont abrogés.

Art. 4.— I. - Les modifications apportées par le présent décret au code monétaire et financier sont applicables en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna.

II. - Aux articles D. 744-1, D. 754-1 et D. 764-1 du code monétaire et financier, les mots : ", à l'exclusion de l'article D. 411-2," sont supprimés.

Art. 5.— Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 8 novembre 2012.

Jean-Marc AYRAULT.

Par le Premier ministre :
Le ministre de l'économie et des finances,
Pierre MOSCOVICI.

DECRET n° 2012-1261 du 13 novembre 2012 relatif à l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSé).

Publics concernés : direction générale et conseil d'administration de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSé), délégués territoriaux de l'agence outre-mer.

Objet : extension de la compétence de l'ACSé à certains territoires d'outre-mer.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Notice : dans un souci de rationalisation de l'intervention des acteurs de la politique de la ville, le texte procède à un transfert de compétences de gestion jusqu'à présent exercées par le secrétariat général du comité interministériel des villes (SGCIV) à l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSé). Le SGCIV conserve les missions de pilotage stratégique et d'évaluation de la politique de la ville cependant que l'ACSé se voit confier la gestion opérationnelle des crédits relevant du volet social de la politique de la ville. Pour mener à bien ce transfert, l'agence s'est vu confier une compétence ultramarine excédant les seuls départements d'outre-mer. Cette évolution nécessite d'adapter les dispositions réglementaires du code de l'action sociale et des familles relatives aux règles d'organisation et de fonctionnement de l'agence et d'ajouter, dans le livre V de ce code, des dispositions particulières pour Wallis-et-Futuna, la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie. Par ailleurs, la loi n° 2010-241 du 10 mars 2010 relative au service civique ayant transféré la gestion de ce dispositif de l'ACSé à l'Agence du service civique (ASC), le décret en tire les conséquences sur les attributions du conseil d'administration de l'ACSé.

Références : les dispositions du code de l'action sociale et des familles modifiées par le présent décret peuvent être consultées, dans leur rédaction résultant de cette modification, sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'égalité des territoires et du logement,

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 modifiée relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 modifiée conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de territoire d'outre-mer ;

Vu la loi n° 2010-241 du 10 mars 2010 relative au service civique ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, notamment son article 59-2 ;

Vu l'avis du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie du 15 novembre 2011 ;

Vu l'avis du gouvernement de la Polynésie française du 6 février 2012 ;

Le Conseil d'Etat (section sociale) entendu,

Décète :

Article 1er.— L'article R. 121-17 du code de l'action sociale et des familles est ainsi modifié :

1° Au 4°, le mot : "moyens" est remplacé par le mot : "performance" ;

2° Au 9°, les mots : "aux alinéas 4 et 5" sont remplacés par les mots : "au quatrième alinéa" et les mots : "du code de l'action sociale et des familles" sont supprimés ;

3° Le 11° est abrogé ;

4° Le 12° devient le 11° et le 13° devient le 12° ;

5° Au dernier alinéa, les mots : "aux 7°, 10° et 11° du présent article" sont remplacés par les mots : "aux 7° et 10° du présent article".

Art. 2.— L'article R. 121-20 du code de l'action sociale et des familles est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les mots : "des ministres de tutelle" sont remplacés par les mots : "du ministre de tutelle" ;

2° Au quatrième alinéa, les mots : "aux quatrième et cinquième alinéas" sont remplacés par les mots : "au quatrième alinéa" et les mots : "du code de l'action sociale et des familles" sont supprimés.

Art. 3.— Après le premier alinéa de l'article R. 121-21 du code de l'action sociale et des familles, les dispositions suivantes sont insérées :

"Le représentant de l'Etat dans les départements d'outre-mer, à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna est le délégué territorial de l'agence pour son action dans la collectivité."

Art. 4.— Au premier alinéa de l'article R. 121-22 du code de l'action sociale et des familles, les mots : "dans chaque région ou en Corse" sont remplacés par les mots : "dans chaque région métropolitaine, y compris en Corse".

Art. 5.— A la sous-section 1 de la section 6 du chapitre Ier du titre II du livre Ier du code de l'action sociale et des familles, il est inséré un article R. 121-22-1 ainsi rédigé :

"Art. R. 121-22-1.— Le délégué de l'agence dans les départements d'outre-mer et à Mayotte met en œuvre les orientations définies par le conseil d'administration de l'agence et les instructions fixées par le directeur général.

“A ce titre :

“1° Il propose à l'agence un programme de formation des acteurs publics et associatifs participant aux interventions de cette dernière ;

“2° Il coordonne les évaluations des interventions de l'agence ;

“3° Il met en œuvre le contrôle de l'utilisation des crédits de l'agence et définit le programme d'audit et de contrôle des organismes qui bénéficient de ces crédits ;

“La direction de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale lui apporte son concours pour l'exercice des missions figurant au présent article.”

Art. 6. — Le livre V du même code est ainsi modifié :

1° Au titre V, il est créé un chapitre III intitulé : “Politique de la ville et cohésion sociale”, composé d'un article R. 553-1 ainsi rédigé :

“Art. R. 553-1. — L'article R. 121-22-1 est applicable à Wallis-et-Futuna sous réserve des adaptations suivantes :

“1° Pour l'application de cet article, les mots : “dans les départements d'outre-mer et à Mayotte” sont remplacés par les mots : “à Wallis-et-Futuna” ;

“2° Le dernier alinéa n'est pas applicable.” ;

2° Au titre VI, il est créé un chapitre III intitulé : “Politique de la ville et cohésion sociale”, composé d'un article R. 563-1 ainsi rédigé :

“Art. R. 563-1. — L'article R. 121-22-1 est applicable en Polynésie française sous réserve des adaptations suivantes :

“1° Pour l'application de cet article, les mots : “dans les départements d'outre-mer et à Mayotte” sont remplacés par les mots : “en Polynésie française” ;

“2° Le dernier alinéa n'est pas applicable.” ;

3° Au titre VII, il est créé un chapitre III intitulé : “Politique de la ville et cohésion sociale”, composé d'un article R. 573-1 ainsi rédigé :

“Art. R. 573-1. — L'article R. 121-22-1 est applicable en Nouvelle-Calédonie sous réserve des adaptations suivantes :

“1° Pour l'application de cet article, les mots : “dans les départements d'outre-mer et à Mayotte” sont remplacés par les mots : “en Nouvelle-Calédonie” ;

“2° Le dernier alinéa n'est pas applicable.”

Art. 7. — La ministre de l'égalité des territoires et du logement, le ministre de l'intérieur, le ministre des outre-mer et le ministre auprès de la ministre de l'égalité des territoires et du logement, chargé de la ville, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 13 novembre 2012.

Jean-Marc AYRAULT.

Par le Premier ministre :

*Le ministre délégué
auprès de la ministre de l'égalité des territoires
et du logement, chargé de la ville,
François LAMY.*

*La ministre de l'égalité des territoires
et du logement,
Cécile DUFLOT.*

*Le ministre de l'intérieur,
Manuel VALLS.*

*Le ministre des outre-mer,
Victorin LUREL.*

ARRETE INTERMINISTERIEL du 29 octobre 2012 fixant l'organisation générale, la nature des épreuves et le programme de l'examen professionnel pour l'accès au premier grade du corps des greffiers de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française

La garde des sceaux, ministre de la justice, et la ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique,

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 modifiée relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, et notamment son article 1er ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 modifié fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 modifiée relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, et en particulier son article 4 ;

Vu le décret n° 2003-466 du 30 mai 2003 modifié portant statut particulier du corps des greffiers des services judiciaires ;

Vu l'arrêté du 18 avril 2011 fixant l'organisation générale, la nature des épreuves et le programme de l'examen professionnel pour l'accès au premier grade du corps des greffiers des services judiciaires ;

Vu l'avis du comité technique spécial de service placé auprès du directeur des services judiciaires en date du 20 septembre 2012,

Arrêtent :

Article 1er. — A l'exception des articles 3 et 8, les dispositions de l'arrêté du 18 avril 2011 susvisé sont applicables à l'examen professionnel pour l'accès au premier grade du corps des greffiers de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, sous réserve des dispositions suivantes.

Art. 2. — Le programme de l'épreuve écrite d'admissibilité prévu en annexe de l'arrêté du 18 avril 2011 précité est fixé comme suit :

Procédure civile

(Code de procédure civile de la Polynésie française : délibération n° 2001-200 APF du 4 décembre 2001, procédure devant le juge aux affaires familiales : délibération n° 2005-13 APF du 13 janvier 2005.)

Les principes directeurs du procès :

L'action.

La compétence.

La demande en justice.

Les moyens de défense.

La conciliation.

L'administration judiciaire de la preuve.

L'abstention, la récusation et le renvoi.

L'intervention.

Les incidents d'instance.

La représentation et l'assistance en justice.

Le ministère public.

Le jugement : généralités, les différentes formes de jugements et d'ordonnances.

L'exécution des jugements.

Les voies de recours.

Les délais, les actes des huissiers de justice, les notifications.

Procédure pénale

L'action publique et l'action civile.

Le ministère public.

Les enquêtes de police : enquête préliminaire et enquête de flagrance.

Les mesures alternatives aux poursuites.

Les phases de l'instruction.

La comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité.

Le juge des libertés et de la détention.

Le contrôle judiciaire.

La détention provisoire.

Les mandats de justice.

Les juridictions de jugement.

Les juridictions de mineurs statuant en matière pénale.

Les voies de recours.

L'exécution des peines.

L'application des peines.

La victime et le procès pénal.

Le casier judiciaire.

Procédure devant le tribunal du travail

(Délibération n° 2004-3 APF du 15 janvier 2004.)

La compétence.

La saisine.

L'assistance et la représentation des parties.

La procédure de conciliation.

La procédure de jugement.

Le référé.

L'exécution des jugements.

Les voies de recours.

Les organes consultatifs

Les commissions administratives paritaires.

Le comité technique déconcentré.

Règles statutaires de la fonction publique d'Etat et gestion des ressources humaines

Les différentes catégories de personnel et leurs différents modes de recrutement.

Droits et obligations des fonctionnaires.

Principes généraux de la rémunération des agents (titulaires et contractuels).

Le service administratif régional.

Organisation et compétence des juridictions de l'ordre judiciaire de la Polynésie française

La cour d'appel.

Le tribunal de première instance.

Les sections détachées du tribunal de première instance.

Les secrétariats-greffes des juridictions.

Les juridictions des mineurs : la cour d'assises des mineurs, le tribunal pour enfants, le juge des enfants.

Le tribunal du travail.

Le tribunal mixte de commerce.

Art. 3. — Le jury, désigné par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, comprend un magistrat de l'ordre judiciaire, président, et deux fonctionnaires de catégorie A : un greffier en chef des services judiciaires et un fonctionnaire de catégorie A appartenant aux services territoriaux de l'Etat.

Des examinateurs qualifiés, avec voix consultative, peuvent être adjoints au jury. Le jury peut se constituer en groupes d'examineurs.

En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

L'arrêté relatif à la composition du jury désigne le membre du jury susceptible de remplacer le président dans le cas où celui-ci se trouverait dans l'impossibilité de poursuivre sa mission.

Art. 4. — La directrice des services judiciaires est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 29 octobre 2012.

La garde des sceaux,

ministre de la justice,

Pour la ministre et par délégation :

La directrice des services judiciaires,

V. MALBEC.

*La ministre de la réforme de l'Etat,
de la décentralisation*

et de la fonction publique,

Pour la ministre et par délégation :

Le directeur général de l'administration

et de la fonction publique,

J.-F. VERDIER.

**ARRETE INTERMINISTERIEL du 30 octobre 2012 modifiant
l'arrêté du 25 octobre 2005 fixant les modalités
d'organisation et le programme des concours pour le
recrutement des officiers de la police nationale.**

Le ministre de l'intérieur et la ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique,

Vu la loi du 23 décembre 1901 réprimant la fraude dans les examens et concours publics ;

Vu la loi n° 48-1504 du 28 septembre 1948 modifiée relative au statut spécial des personnels de police ;

Vu la loi n° 66-492 du 9 juillet 1966 modifiée portant organisation de la police nationale ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

Vu le décret n° 94-741 du 30 août 1994 modifié relatif à l'assimilation pour l'accès aux concours de la fonction publique de l'Etat des diplômes délivrés dans d'autres Etats membres de la Communauté européenne et Etats associés ;

Vu le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 modifié fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu le décret n° 2005-716 du 29 juin 2005 modifié portant statut particulier du corps de commandement de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 25 octobre 2005 modifié fixant les modalités d'organisation et le programme des concours pour le recrutement des officiers de la police nationale ;

Sur proposition du directeur général de la police nationale,

Arrêtent :

Article 1er. — L'article 1er de l'arrêté du 25 octobre 2005 susvisé est modifié comme suit :

1° Après le premier alinéa et avant le 1. Admissibilité, est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

“En outre, les candidats passent des tests psychotechniques destinés à évaluer leur profil psychologique et leur capacité à travailler en groupe (durée : deux heures trente). Ces tests ont lieu à l'admissibilité ou à l'admission. Les résultats de ces tests sont utilisés à l'admission.”

2° Au 1. Admissibilité, les modifications suivantes sont apportées :

Le sixième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :

“Une épreuve obligatoire à option (durée : trois heures ; coefficient 3), au choix parmi les matières suivantes :

- droit public (droit administratif, droit constitutionnel, libertés fondamentales) et institutions de l'Union européenne ;
- droit privé : droit civil, droit des affaires ;
- géographie économique et humaine ;
- histoire contemporaine ;
- technologies de l'information et de la communication ;
- mathématiques et statistique ;
- psychologie ;
- sciences économiques ;
- sociologie des organisations et gestion des ressources humaines.”

Le dernier alinéa est supprimé.

3° Au 2. Admission, le troisième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :

“Les membres du jury disposent, pour aide à la décision, des résultats des tests psychotechniques passés par le candidat, interprétés par le psychologue.”

Art. 2. — L'article 2 de l'arrêté du 25 octobre 2005 susvisé est modifié comme suit :

1° Après le premier alinéa et avant le 1. Admissibilité, est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

“En outre, les candidats passent des tests psychotechniques destinés à évaluer leur profil psychologique et leur capacité à travailler en groupe (durée : deux heures trente). Ces tests ont lieu à l'admissibilité ou à l'admission. Les résultats de ces tests sont utilisés à l'admission.”

2° Au 1. Admissibilité, le dernier alinéa est supprimé.

3° Au 2. Admission, le troisième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :

“Les membres du jury disposent, pour aide à la décision, des résultats des tests psychotechniques passés par le candidat, interprétés par le psychologue.”

Art. 3. — Le programme des épreuves fixé à l'article 3 de l'arrêté du 25 octobre 2005 susvisé est remplacé par le programme joint au présent arrêté qui fait l'objet d'une publication au *Journal officiel*.

Art. 4. — A l'article 11 le troisième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :

“Les membres du jury disposent, pour aide à la décision, des résultats des tests psychotechniques passés par le candidat au concours de commissaire de police, interprétés par le psychologue selon les critères requis pour les officiers de la police nationale.”

Art. 5. — Les articles 12, 13, 14, 15 et 16 deviennent respectivement les articles 13, 14, 15, 16 et 17.

Art. 6. — Il est inséré un article 12 ainsi rédigé :

“Art. 12. — Toute communication des candidats entre eux ou avec l'extérieur est formellement interdite pendant la durée des épreuves, ainsi que le recours à tout support de documentation de quelque nature que ce soit, en dehors de celle éventuellement distribuée.

Les candidats doivent se prêter aux surveillances et vérifications nécessaires.

Il leur est interdit de sortir des salles d'examen sans autorisation des surveillants responsables.

Toute infraction au règlement, toute fraude ou tentative de fraude dûment constatée entraîne l'exclusion du concours, sans préjudice, le cas échéant, de l'application des dispositions pénales prévues par la loi du 23 décembre 1901.

La même mesure peut être prise à l'encontre des complices de l'auteur principal de la fraude ou de la tentative de fraude.

Aucune sanction immédiate n'est prise en cas de flagrant délit. Le surveillant responsable établit à l'attention du président du jury un rapport caractérisant les faits.

L'exclusion du concours est prononcée par le jury. Aucune décision ne peut être prise sans que l'intéressé ait été mis en mesure de présenter sa défense conformément à l'article 24 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

La décision motivée est notifiée sans délai à l'intéressé par lettre recommandée avec accusé réception."

Art. 7. — Le directeur général de la police nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 30 octobre 2012.

*Le ministre de l'intérieur,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des ressources
et des compétences
de la police nationale,
H. BOUCHAERT.*

*La ministre de la réforme de l'Etat,
de la décentralisation
et de la fonction publique,
Pour la ministre et par délégation :
Le directeur général de l'administration
et de la fonction publique,
J.-F. VERDIER.*

ANNEXE

PROGRAMME DES EPREUVES

Concours externe

Droit pénal général

Notions générales d'histoire du droit pénal, de criminologie et de science pénitentiaire.

1. La loi pénale.
 - a) La loi pénale en elle-même :
 - son importance ;
 - sa nature ;
 - son domaine d'application dans le temps et dans l'espace.
 - b) La loi pénale et le juge :
 - la qualification des faits ;
 - l'interprétation de la loi ;
 - le contrôle de régularité de la loi.
 - c) La loi pénale et l'infraction :
 - les éléments constitutifs de l'infraction ;
 - les qualifications des infractions.
2. Le délinquant :
 - a) La responsabilité pénale du délinquant :
 - principe et limites de la responsabilité personnelle ;
 - la distinction auteur/coauteur/complice ;
 - la tentative ;
 - la distinction personne physique/personne morale, mineur/majeur ;
 - le cas particulier des responsables politiques.
 - b) L'irresponsabilité pénale du délinquant :
 - causes objectives d'irresponsabilité pénale ;
 - causes subjectives d'irresponsabilité pénale ;
 - immunités diverses.
3. Les peines :
 - a) La peine encourue.

- b) La peine prononcée.
- c) La peine exécutée.

Procédure pénale

1. Les principes directeurs de la procédure pénale.
2. Les acteurs de la procédure pénale :
 - a) Police judiciaire.
 - b) Parquet.
 - c) Avocats.
 - d) Juridictions d'instruction, de jugement et d'application des peines.
 - e) Cour pénale internationale et les tribunaux pénaux internationaux.
3. La dynamique de la procédure pénale :
 - a) Action publique.
 - b) Action civile.
4. La mise en état des affaires pénales :
 - a) La preuve pénale.
 - b) Les enquêtes de police.
 - c) L'instruction préparatoire.
5. Le jugement des affaires pénales :
 - a) Les diverses procédures de jugement.
 - b) Les voies de recours internes.
 - c) Les voies de recours internationales.
6. L'entraide répressive internationale :
 - a) Les cadres institutionnels de l'entraide :
 - Nations unies ;
 - Conseil de l'Europe ;
 - Union européenne.
 - b) Les mécanismes et les structures de l'entraide :
 - accords de Schengen et traité de Lisbonne ;
 - extradition et mandat d'arrêt européen ;
 - réseau judiciaire européen et magistrats de liaison ;
 - Eurojust, Europol et Interpol ;
 - équipes communes d'enquête ;
 - le casier judiciaire européen.

Epreuve à option obligatoire

Droit public

Droit constitutionnel

1. Théorie générale du droit constitutionnel :
 - a) Les éléments constitutifs et les formes de l'Etat.
 - b) L'organisation du pouvoir dans l'Etat :
 - la Constitution (écrite ou coutumière, rigide ou souple), le contenu du bloc de constitutionnalité, la révision constitutionnelle ;
 - le principe de séparation des pouvoirs et son application : régimes parlementaire, présidentiel, mixte.
2. Les institutions politiques françaises :
 - a) L'histoire constitutionnelle française depuis 1875.
 - b) La Constitution de la Ve République :
 - les caractéristiques du régime ;
 - les organes de la Ve République ;
 - le pouvoir exécutif : le Président de la République, le Gouvernement ;
 - le Parlement : organisation, élection et statut des parlementaires, fonctions du Parlement ;
 - le Conseil constitutionnel : juge de la constitutionnalité et juge électoral ;
 - les autres pouvoirs ou organes : l'autorité judiciaire, la Cour de justice de la République, la Haute Cour, le Conseil économique, social et environnemental.

Droit administratif

1. Les sources du droit administratif :

- a) Les sources internes.
- b) Les sources internationales et européennes.

2. L'organisation administrative :

a) Les principes de l'organisation administrative :

- centralisation ;
- décentralisation ;
- déconcentration.

b) L'administration de l'Etat : l'administration centrale, les services déconcentrés de l'Etat :

- les établissements publics à caractère administratif, et à caractère industriel et commercial ;
- les autorités administratives indépendantes ;
- le ou les représentants de l'Etat au niveau territorial : les préfets et sous-préfets.

c) Les collectivités territoriales :

- la région ;
- le département ;
- la commune ;
- l'intercommunalité et les groupements de collectivités territoriales ;
- le statut de Paris-Lyon-Marseille ;
- le contrôle administratif des collectivités locales.

3. L'action de l'administration :

a) Les actes administratifs unilatéraux (élaboration, exécution et disparition).

b) Les contrats administratifs (les principales catégories ; les règles essentielles relatives à la conclusion et à l'exécution).

c) L'objet de l'action de l'administration :

- la théorie générale des services publics et modes de gestion (régie directe, gestion déléguée ;
- la police administrative.

d) La responsabilité administrative extracontractuelle :

- responsabilité pour faute ;
- responsabilité sans faute ;
- responsabilité sans fait de l'administration (dommages non causés par l'administration).

4. La juridiction administrative :

a) Les principales juridictions administratives :

- le Conseil d'Etat ;
- les cours administratives d'appel ;
- les tribunaux administratifs ;
- le tribunal des conflits.

b) Les recours contentieux :

- les prérogatives de l'administration ;
- la distinction des recours contentieux ;
- les voies de recours ;
- la procédure contentieuse.

5. La fonction publique d'Etat :

a) Les sources.

b) Le statut général des fonctionnaires de l'Etat : les droits et obligations du fonctionnaire, la responsabilité, le statut d'agents publics, l'accès aux emplois publics, le dialogue social et la participation.

Libertés fondamentales

1. Théorie générale des libertés fondamentales :

a) Les sources des libertés publiques :

- Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (26 août 1789) ;
- Préambule de la Constitution de 1946 ;
- Déclaration universelle des droits de l'homme (10 décembre 1948) ;
- Préambule de la Constitution de 1958 ;

- Convention européenne des droits de l'homme ;
 - Charte de l'environnement ;
 - Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.
- b) L'aménagement des libertés fondamentales :
- les régimes exceptionnels (article 16, état de siège, état d'urgence, théorie des circonstances exceptionnelles).
- c) La protection juridictionnelle des libertés publiques :
- par le juge administratif ;
 - par le juge judiciaire ;
 - par le Conseil constitutionnel ;
 - par les juges européens.

2. Le régime juridique des principales libertés fondamentales :

a) Les libertés physiques :

- l'égalité ;
- la sûreté ;
- la liberté d'aller et venir ;
- le droit au respect de la vie privée ;
- le droit à la vie, le respect de l'intégrité physique et la dignité de la personne humaine.

b) Les libertés intellectuelles :

- la liberté de la presse ;
- la liberté de communication ;
- la liberté de l'enseignement ;
- la liberté de religion.

c) Les libertés d'expression collective :

- la liberté de manifestation et d'attroupement ;
- la liberté de réunion ;
- la liberté d'association.

Institutions de l'Union européenne

1. Le cadre institutionnel prévu par le traité sur l'Union européenne et sur le fonctionnement de l'Union européenne :

- le Parlement européen ;
- le Conseil européen ;
- le Conseil ;
- la Commission européenne ;
- la Cour de justice de l'Union européenne ;
- la Cour des comptes ;
- la Banque centrale européenne.

2. Les organismes consultatifs de l'Union prévus par le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne :

- le Comité économique et social ;
- le Comité des régions.

3. Le processus de décision communautaire.

*Droit privé**Droit des affaires*

1. Les commerçants :

- a) Activité commerciale : les actes de commerce.
- b) Qualité de commerçant.
- c) Statut du commerçant.
- d) Fonds de commerce.
- e) Tribunaux de commerce.

2. La justice commerciale : tribunaux de commerce et arbitrage.

3. Les sociétés commerciales :

- a) Notion.
- b) Droit commun.
- c) Sociétés de capitaux et de personnes.
- d) Droit pénal des sociétés commerciales :
- abus de biens sociaux ;
- présentation de bilan inexact ;
- distribution de dividendes fictifs ;
- majoration des apports ;
- banqueroute.

4. Les modes de règlements commerciaux :

- a) Lettre de change.
- b) Billet à ordre.
- c) Chèque.

5. Les entreprises en difficultés :

- a) Prévention des difficultés.
- b) Procédures collectives.

Droit civil

Le droit des personnes

1. La classification des personnes.

a) Personnes physiques :

- existence (acquisition et perte de la personnalité juridique) ;
- attributs des personnes physiques (droit à l'intégrité physique/morale).

b) Personnes morales :

- nature juridique ;
- diversité des personnes morales ;
- régime juridique (constitution, fonctionnement, dissolution).

2. L'identification des personnes physiques :

a) Le nom.

b) Le domicile.

c) Les actes de l'état civil.

3. La capacité des personnes physiques.

a) La protection des mineurs :

- la condition juridique du mineur ;
- l'autorité parentale ;
- l'administration des biens du mineur ;
- la tutelle des mineurs.

b) La protection des majeurs :

- la protection inorganisée ;
- la sauvegarde de justice ;
- le mandat de protection future ;

- la protection organisée ;

- la curatelle ;

- la tutelle.

Le droit de la famille

1. Le couple.

a) Le mariage :

- les conditions ;
- les effets (d'ordre personnel, d'ordre pécuniaire) ;
- la dissolution (divorce, séparation de corps).

b) Le concubinage :

- la notion de concubinage ;
- les effets du concubinage ;
- la rupture du concubinage.

c) Le pacte civil de solidarité (PACS) :

- les conditions de formation du PACS ;
- les effets du PACS ;
- la dissolution du PACS.

2. L'enfant : la filiation :

a) Les règles communes.

b) La filiation par le sang.

c) La filiation adoptive.

d) La filiation par procréation médicalement assistée.

Le droit des obligations

1. L'acte juridique. Le contrat :

a) Les conditions de formation du contrat.

b) L'exécution du contrat :

- l'effet obligatoire du contrat entre les parties ;

- l'effet obligatoire du contrat à l'égard du juge ;

- l'effet relatif du contrat à l'égard des tiers.

c) L'inexécution du contrat :

- le régime général de la responsabilité contractuelle ;

- les règles spécifiques à l'inexécution des contrats synallagmatiques.

d) Les modes d'exécution du contrat :

- le paiement ;

- les autres modes.

2. Les quasi-contrats :

a) La gestion d'affaires.

b) La répétition de l'indu.

c) L'enrichissement sans cause.

3. Le fait juridique. La responsabilité civile délictuelle :

a) Les éléments constants de la responsabilité civile délictuelle :

- le dommage ;

- le lien de causalité.

b) L'élément variable de la responsabilité civile délictuelle : le fait générateur :

- la responsabilité du fait personnel ;

- la responsabilité du fait des choses ;

- la responsabilité du fait d'autrui.

c) La mise en œuvre de la responsabilité civile délictuelle :

- l'action en réparation ;

- la réparation du dommage.

Le droit des biens

1. Les fondements du droit des biens :

a) La notion de biens.

b) Les classifications des biens.

c) Le réceptacle des biens : le patrimoine.

2. La possession :

a) La notion de possession.

b) Les effets de la possession.

c) La protection de la possession.

3. La propriété :

a) La structure du droit de propriété :

- les caractères du droit de propriété ;

- les attributs du droit de propriété ;

- les limites apportées à l'exercice de droit de propriété.

b) L'acquisition de la propriété.

c) L'étendue du droit de propriété :

- dans l'espace ;

- dans le temps : l'accession.

d) La protection de la propriété :

- l'action en revendication ;

- la preuve du droit de propriété.

e) Les modalités du droit de propriété :

- l'indivision ;

- la copropriété des immeubles bâtis.

f) Les servitudes.

4. Les démembrements de la propriété :

a) L'usufruit et la nue-propriété.

b) L'usage et l'habitation : les diminutifs de l'usufruit.

Géographie économique et humaine

1. Les grands ensembles régionaux du monde :

a) La triade (Amérique du Nord, Europe, Asie orientale) et la globalisation.

b) Pays en développement et pays émergents.

c) L'Europe et ses voisins (monde russe, Proche-Orient, Maghreb).

2. L'espace urbain.

a) La ville :

- définitions ;
- délimitation.
- b) L'urbanisation dans le monde.
- c) Les réseaux urbains en France et en Europe.
- d) L'espace urbain et les sociétés urbaines.
- 3. L'espace rural :
 - a) Les espaces ruraux dans le monde.
 - b) Les mutations agricoles.
 - c) L'incidence de la politique agricole commune sur l'espace rural français.

Histoire contemporaine

1. La construction du monde contemporain (de 1945 aux années 1960) :
 - a) Le monde en 1945.
 - b) Le modèle communiste et son expansion mondiale.
 - c) Puissance et influence du modèle américain.
 - d) La renaissance de l'Europe et ses limites.
 - e) La fin des empires coloniaux.
 - f) Un monde bipolaire : guerre froide et coexistence pacifique.
2. La croissance et la crise (des années 60 à la fin des années 80) :
 - a) La croissance économique et la société de la prospérité (1950-1973).
 - b) Les relations Est-Ouest à l'heure de l'équilibre.
 - c) Le tiers-monde à l'écart de la croissance.
 - d) La longue crise, sa signification et ses retombées sociales.
 - e) L'échec du modèle communiste en Europe et la fin de l'URSS.
 - f) L'élaboration d'un nouvel ordre mondial dominé par l'hyperpuissance américaine.
3. La France depuis 1945 :
 - a) La reconstruction politique et économique de la France après 1945.
 - b) Les guerres coloniales et l'échec de la IV^e République.
 - c) Naissance et consolidation de la Ve République (1958-1969).
 - d) La Ve République après 1969 : les expériences néogaullistes, libérales, socialistes.
 - e) L'évolution de la Ve République au temps des alternances et des cohabitations (1986-2002).
 - f) Les mutations sociales et culturelles depuis 1945.
4. Le monde au début du XXI^e siècle :
 - a) L'hyperpuissance américaine.
 - b) La mondialisation : signification, aspects et problèmes.
 - c) La percée de l'islam intégriste et la menace du terrorisme.
 - d) Approfondissement et élargissement de la construction européenne.
 - e) Les contrastes de l'aire asiatique.
 - f) La diversité des tiers-mondes.

Technologies de l'information et de la communication

1. Programmation-algorithmique :

Structures de données : piles, file, tables de hachage, arbres.

Algorithmes : méthodes de recherche, algorithmes de tri.

Programmation objet : typage, héritage, liaison dynamique, exceptions.

Bases de données : modèles de données, modèle relationnel, langage de requêtes structuré (algèbre relationnel, SQL).

2. Architecture-système-réseau :

Architecture : circuits logiques, représentation des nombres, processeur, jeu d'instructions, concept des systèmes de fichiers.

Système : système de fichiers, processus.

Réseau : architecture des réseaux locaux, protocoles internet (pile TCP/ IP et protocoles applicatifs).

Sciences économiques

1. La science économique et ses représentations :
 - a) Les grandeurs de la macroéconomie :
 - la mesure de la croissance et le PIB ;
 - emploi et chômage ;
 - revenus et patrimoine ;
 - consommation, épargne et investissement.
 - b) L'analyse économique :
 - analyse classique et néoclassique ;
 - analyse keynésienne et néokeynésienne ;
 - économie de la synthèse ;
 - courants hétérodoxes.
2. Dynamique économique :
 - a) Modèles de croissance :
 - innovation et progrès technique ;
 - modèle néoclassique de croissance ;
 - théorie de la croissance endogène.
 - b) Les cycles :
 - cycles longs et cycles d'affaires ;
 - explications du cycle.
 - c) Dynamique des prix et de l'emploi :
 - l'inflation : mesure, causes et lutte contre l'inflation ;
 - inflation et comportement salarial : la relation entre inflation et chômage, le chômage d'équilibre.
3. Mondialisation :
 - a) Théorie de l'échange international :
 - politiques commerciales : libre-échange et protectionnisme ;
 - formes de l'échange, systèmes productifs et répartition ;
 - modèle ricardien, modèle HOS, nouvelles théories du commerce international.
 - b) Le cadre institutionnel des échanges : GATT, OMC.
4. Système monétaire international et globalisation financière :
 - a) Les régimes de change :
 - changes fixes/ changes flottants ;
 - le système monétaire international depuis 1944, le FMI.
 - b) Les théories du change et les politiques de change.
 - c) Finance internationale :
 - marchés financiers : financement et spéculation ;
 - libéralisation financière ;
 - crises financières et régulation de la finance.
5. Politique économique en économie ouverte :
 - a) Politique conjoncturelle et politique structurelle :
 - chocs exogènes et endogènes ;
 - réformes structurelles.
 - b) Le budget :
 - fiscalité ;
 - solde budgétaire ;
 - dette publique.
 - c) La monnaie :
 - le rôle de la Banque centrale ;
 - les outils de la politique monétaire.
 - d) Les objectifs de la politique économique :
 - soutien de l'activité : la tradition keynésienne et ses prolongements ;
 - stabilité des prix : la tradition néoclassique et ses prolongements.
 - e) La politique économique au sein de l'Union européenne.

Sociologie des organisations
et gestion des ressources humaines

1. Le système social :
 - organisation, administration et bureaucratie ;
 - la régulation sociale.
2. Les statuts et les rôles :
 - la hiérarchie ;
 - les réseaux sociaux.
3. Vie publique et vie privée :
 - la ville et les modes de vie urbains ;
 - les nouveaux territoires urbains.
4. Motivations et participation :
 - contrainte et coopération ;
 - de la coercition à la négociation.
5. Ordre et désordre :
 - normes et déviations ;
 - le conflit social : origines, types, modes de résolution.

Mathématiques et statistique

Mathématiques

1. Logique :
 - a) Connecteurs.
 - b) Raisonnement par récurrence.
2. Arithmétique :
 - a) Division euclidienne, PGCD, algorithme d'Euclide.
 - b) Décomposition en facteurs premiers.
 - c) Entiers premiers entre eux, théorème de Bezout, théorème de Gauss.
 - d) Application à la cryptographie RSA.
3. Polynômes :
 - a) Division euclidienne, PGCD normalisé.
 - b) Racine d'un polynôme.
 - c) Décomposition en facteurs irréductibles.
4. Suites et séries :
 - a) Convergence d'une suite numérique, critère de convergence.
 - b) Suite de Cauchy.
 - c) Séries numériques, critères de convergence des séries numériques positives.
 - d) Suite et séries de fonctions réelles, convergence simple, convergence normale.
5. Fonctions réelles d'une variable :
 - a) Limite, comparaison de fonctions, continuité, dérivabilité.
 - b) Théorème de Rolle, théorème des accroissements finis.
 - c) Formules de Taylor, développements limités, applications aux calculs de limites et d'asymptote.
 - d) Tableau de variations et représentation graphique.
6. Intégration :
 - a) Intégration des fonctions continues sur un segment, somme de Riemann.
 - b) Intégration par parties, changement de variable.
 - c) décomposition et intégration des fractions rationnelles.
 - d) Intégrales généralisées, intégrales de Riemann, critères de convergence.
7. Equations différentielles :
 - a) Equations différentielles du premier ordre linéaires.
 - b) Equations différentielles du second ordre à coefficients constants.
8. Fonctions de plusieurs variables :
 - a) Limite, continuité.
 - b) Différentiabilité, dérivées partielles.
 - c) extrema libres, extrema liés.
9. Nombres complexes :
 - a) Module et argument, forme exponentielle.

- b) Racine nième d'un nombre complexe.
 - c) Applications des nombres complexes à la géométrie.
10. Algèbre linéaire en dimension finie :
- a) Familles libres, familles génératrices, bases, dimension.
 - b) Applications linéaires, image, noyau.
 - c) Matrices, calcul matriciel, déterminant.
 - d) Diagonalisation des endomorphismes.

Statistique

1. Statistique descriptive :
 - a) Indicateurs de tendance centrale.
 - b) Indicateurs de dispersion, concentration.
 - c) Régression linéaire, corrélation et ajustement.
2. Statistique mathématique :
 - a) Echantillonnage.
 - b) Estimation ponctuelle, par intervalles.
 - c) Tests paramétriques, non paramétriques.
3. Statistiques multidimensionnelle :
 - a) Tableau de correspondances, technique de codage.
 - b) Analyse générale, en composantes principales.
 - c) Analyse des correspondances simples, binaires, multiples.

Psychologie

1. Psychologie clinique et psychopathologique :
 - a) Typologie et personnalité : impact des facteurs environnementaux, génétiques et épidémiologiques ;
 - b) Approche sémiologique, épidémiologique et étiologique des pathologies comportementales à risque (troubles bipolaires, schizophrénie, addictions...) : les classifications internationales (CIM-10 et DSM-IV TR).
 - c) Troubles des conduites et addictions.
 - d) Les interventions thérapeutiques scientifiquement fondées :
 - les thérapies comportementales et cognitives ;
 - les interventions psycho-éducatives ;
 - la notion de projet thérapeutique.
 - e) Enfance, risques et prévention précoce :
 - la maltraitance et les abus sexuels ;
 - psychopathologie des violences intrafamiliales.
 - f) Approches psychologiques de la délinquance et des violences juvéniles :
 - la violence en milieu scolaire : perspectives psychologiques.
 - g) Connaissance de l'environnement professionnel des troubles du comportement :
 - les acteurs (psychiatre, psychologue, éducateurs...) ;
 - les structures d'intervention et leur fonctionnement (institution, services de jour...).
2. Psychologie du travail et gestion des ressources humaines :
 - a) Les activités managériales et le développement des compétences des collaborateurs :
 - perspectives psychologiques sur la planification et la coordination des actions au sein des collectifs de travail ;
 - b) La gestion des communications dans le travail :
 - la communication de groupe.
3. Psychologie sociale :
 - a) Approches psychosociales des comportements d'agression.
 - b) Les phénomènes de groupe : leadership, imitation et conduites de transgression.
 - c) Identités de groupe et relations interculturelles.
 - d) Formation des impressions, catégorisation sociale et comportements :
 - la formation des stéréotypes et des préjugés : approche psychosociale.

4. La conduite des entretiens : techniques scientifiquement fondées et biais potentiels.

Concours interne

Droit pénal général

Notions générales d'histoire du droit pénal, de criminologie et de science pénitentiaire :

1. La loi pénale.
 - a) La loi pénale en elle-même :
 - son importance ;
 - sa nature ;
 - son domaine d'application dans le temps et dans l'espace.
 - b) La loi pénale et le juge :
 - la qualification des faits ;
 - l'interprétation de la loi ;
 - le contrôle de régularité de la loi.
 - c) La loi pénale et l'infraction :
 - les éléments constitutifs de l'infraction ;
 - les qualifications des infractions.
2. Le délinquant :
 - a) La responsabilité pénale du délinquant :
 - principe et limites de la responsabilité personnelle ;
 - la distinction auteur/ coauteur/ complice ;
 - la tentative ;
 - la distinction personne physique/ personne morale, mineur/ majeur ;
 - le cas particulier des responsables politiques.
 - b) L'irresponsabilité pénale du délinquant :
 - causes objectives d'irresponsabilité pénale ;
 - causes subjectives d'irresponsabilité pénale ;
 - immunités diverses.
3. Les peines :
 - a) La peine encourue.
 - b) La peine prononcée.
 - c) La peine exécutée.

Procédure pénale

1. Les principes directeurs de la procédure pénale.
2. Les acteurs de la procédure pénale :
 - a) Police judiciaire.
 - b) Parquet.
 - c) Avocats.
 - d) Juridictions d'instruction, de jugement et d'application des peines.
 - e) Cour pénale internationale et les tribunaux pénaux internationaux.
3. La dynamique de la procédure pénale :
 - a) Action publique.
 - b) Action civile.
4. La mise en état des affaires pénales :
 - a) La preuve pénale.
 - b) Les enquêtes de police.
 - c) L'instruction préparatoire.
5. Le jugement des affaires pénales :
 - a) Les diverses procédures de jugement.
 - b) Les voies de recours internes.
 - c) Les voies de recours internationales.
6. L'entraide répressive internationale :
 - a) Les cadres institutionnels de l'entraide :
 - Nations unies ;
 - Conseil de l'Europe ;
 - Union européenne.
 - b) Les mécanismes et les structures de l'entraide :
 - accords de Schengen et traité de Lisbonne ;

- extradition et mandat d'arrêt européen ;
- réseau judiciaire européen et magistrats de liaison ;
- Eurojust, Europol et Interpol ;
- équipes communes d'enquête ;
- le casier judiciaire européen.

Droit pénal spécial

1. Les crimes et délits contre les personnes :
 - a) Les atteintes volontaires à la vie.
 - b) Les atteintes involontaires à la vie et à l'intégrité de la personne.
 - c) Les atteintes volontaires à l'intégrité physique et psychique de la personne.
 - d) Les agressions sexuelles : le viol, les autres agressions sexuelles, l'exhibition sexuelle et le harcèlement sexuel.
 - e) La mise en danger de la personne.
 - f) Les atteintes aux libertés de la personne.
2. Les crimes et délits contre les biens :
 - a) Le vol.
 - b) L'escroquerie.
 - c) Les infractions voisines de l'escroquerie.
 - d) Le recel et la non-justification de ressources.
 - e) L'immunité familiale.
 - f) Les destructions, dégradations et détériorations.
3. Les crimes et délits contre la Nation, l'Etat et la paix publique :
 - a) Les abus d'autorité commis contre les particuliers.
 - b) Les manquements au devoir de probité.
 - c) Les atteintes à l'administration publique commises par les particuliers.
 - d) L'usurpation de fonctions.
 - e) L'usurpation de signes réservés à l'autorité publique.
4. Les atteintes à la dignité de la personne :
 - a) Les discriminations.
 - b) La traite des êtres humains.
 - c) Le proxénétisme et les infractions assimilées.
 - d) le recours à la prostitution de mineurs ou de personnes particulièrement vulnérables.
 - e) Les conditions de travail et d'hébergement contraires à la dignité de la personne humaine.
 - f) Les atteintes au respect dû aux morts.
5. Les atteintes aux mineurs et à la famille :
 - a) Le délaissement de mineur.
 - b) L'abandon de famille.
 - c) Les atteintes à l'exercice de l'autorité parentale.
 - d) Les atteintes à la filiation.
 - e) La mise en péril des mineurs.
6. L'usage et le trafic de stupéfiants :
 - a) Définition légale des stupéfiants.
 - b) Usage et provocation à l'usage illicite de stupéfiants.
 - c) Le trafic de stupéfiants.
7. La participation à une association de malfaiteurs.
8. L'extorsion, le chantage et la demande de fonds sous contrainte.
9. Les atteintes à la confiance publique : les faux et usage de faux.
 10. Les détournements :
 - a) L'abus de confiance.
 - b) La destruction ou détournement d'objet gage.
 - c) La destruction ou détournement d'objet saisi.
 - d) L'organisation frauduleuse d'insolvabilité.

ARRETE INTERMINISTERIEL du 8 novembre 2012 modifiant l'arrêté du 3 mars 2006 relatif aux règles de l'air et aux services de la circulation aérienne et l'arrêté du 6 juillet 1992 relatif aux procédures pour les organismes rendant les services de la circulation aérienne aux aéronefs de la circulation aérienne générale.

La ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et le ministre des outre-mer,

Vu la convention relative à l'aviation civile internationale du 7 décembre 1944, ensemble les protocoles qui l'ont modifiée, notamment le protocole du 30 septembre 1977 concernant le texte authentique quadrilingue de ladite convention ;

Vu le code de l'aviation civile, notamment ses articles D. 131-1 à D. 131-10 ;

Vu l'arrêté du 6 juillet 1992 modifié relatif aux procédures pour les organismes rendant les services de la circulation aérienne aux aéronefs de la circulation aérienne générale ;

Vu l'arrêté du 27 juin 2000 modifié relatif aux procédures de radiotéléphonie à l'usage de la circulation aérienne générale ;

Vu l'arrêté du 3 mars 2006 modifié relatif aux règles de l'air et aux services de la circulation aérienne ;

Vu l'arrêté du 19 juin 2006 relatif au directoire de l'espace aérien ;

Vu l'accord du directoire de l'espace aérien en date du 15 octobre 2012,

Arrêtent :

Article 1er. — L'annexe 1 Règles de l'air à l'arrêté du 3 mars 2006 susvisé est modifiée comme suit :

I. - Au chapitre 1er Définitions, après la définition "Capacité déclarée" la définition suivante est insérée :

"Carburant minimal : expression employée pour décrire une situation dans laquelle la quantité de carburant à bord est devenue telle que l'aéronef doit obligatoirement se poser sur un aéroport précis et ne peut pas supporter un allongement du temps de vol.

Note. - L'expression conventionnelle à utiliser en radiotéléphonie pour indiquer une telle situation est "MINIMUM FUEL". ;

II. - Au chapitre 3 Règles générales :

a) Le 3.3.1.3 est remplacé par les dispositions suivantes :

"3.3.1.3 Le plan de vol, sauf lorsqu'il est répétitif, est communiqué au bureau de piste des services de la circulation aérienne avant le départ ou transmis en cours de vol aux organismes devant fournir les services de la circulation aérienne audit vol. Il contient les informations figurant dans le formulaire CERFA n° 14806*01.

Note. - Les modalités pratiques de rédaction d'un plan de vol et de communication de celui-ci aux organismes de la circulation aérienne concernés sont détaillées dans la publication d'information aéronautique (AIP), dans la partie ENR. 1.10 "Plans de vol".

b) Il est inséré un 3.3.1.5 ainsi rédigé :

"3.3.1.5 Lorsqu'un plan de vol a été déposé et en l'absence d'organisme de la circulation aérienne sur le lieu de départ, le commandant de bord indique son heure réelle de décollage, dès que possible après l'envol, à un organisme des services de la circulation aérienne." ;

c) Au 3.3.5.2 Les alinéas suivants sont ajoutés :

"Un plan de vol relatif à un vol VFR peut être clos pendant le vol lorsqu'il n'est pas ou plus obligatoire.

Note. - Le plan de vol reste obligatoire pendant toute la durée d'un vol qui franchit une frontière."

Art. 2. — L'annexe à l'arrêté du 6 juillet 1992 susvisé est modifiée comme suit :

I. - Au chapitre 3 "Contrôle régional", il est ajouté une section 3.11 ainsi rédigée :

"3.11 Carburant minimal.

3.11.1 Lorsque le pilote indique à l'ATC une situation de carburant minimal, il utilise l'expression "MINIMUM FUEL" employée à la fois en langue anglaise et en langue française. L'expression n'indique pas qu'il y a une situation d'urgence ou de détresse mais qu'une telle situation est possible s'il se produit un allongement du temps de vol.

3.11.2 Quand un pilote signale une situation de carburant minimal, le contrôleur l'informe dès que possible de tout allongement prévisible du temps de vol par rapport à l'autorisation en vigueur ou lui indique qu'il n'y en a pas. En français, il utilise l'expression conventionnelle : "ROGER" suivie de : "PAS DE DELAI PREVU" ou : "PREVOIR (renseignements sur l'allongement du temps de vol)". En anglais, il utilise l'expression conventionnelle : "ROGER" suivie de : "NO DELAY EXPECTED" ou "EXPECT (renseignements sur l'allongement du temps de vol)".

Note 1. - L'expression "MINIMUM FUEL" informe l'ATC que le nombre d'aéroports où l'aéronef peut se poser a été réduit à un aéroport en particulier et que toute modification de l'autorisation en vigueur risque d'avoir pour effet que, à l'atterrissage, la quantité de carburant soit inférieure à la réserve finale réglementairement prévue. L'usage de cette expression n'implique pas que l'aéronef bénéficie d'une priorité.

Note 2. - Les mots : "MAYDAY FUEL" (MAYDAY répété de préférence trois fois) indiquent une situation de détresse, conformément au paragraphe 9.3.1 de l'annexe à l'arrêté du 27 juin 2000 susvisé."

II. - Au chapitre 8 Coordination entre organismes de la circulation aérienne, il est ajouté un paragraphe 8.4.4 ainsi rédigé :

"8.4.4 Lorsqu'un aéronef a signalé une situation de carburant minimal ou qu'il est en situation d'urgence, ou dans toute autre situation où la sécurité de l'aéronef n'est pas certaine, l'organisme transféreur communique la nature de l'urgence et/ ou les circonstances dans lesquelles se trouve l'aéronef à l'organisme accepteur ainsi qu'à tout autre organisme ATS qui pourrait être concerné par le vol et, au besoin, aux centres de coordination de sauvetage qui leur sont associés."

III. - Le chapitre 9 "Messages des services de la circulation aérienne" est modifié comme suit :

a) Au 9.3.1.1.1, les mots : "10-Equipement" sont remplacés par les mots : "10-Equipement et possibilités" et les mots : "16-Aérodrome de destination et durée totale estimée, aérodrome de dégagement" sont remplacés par les mots : "16-Aérodrome de destination et durée totale estimée, aérodromes de dégagement à destination" ;

b) Au 9.3.1.1.2, les mots : "EET/ LYBE0020 EDMIO133 REG/A43213" sont remplacés par les mots : "REG/A43213 EET/LYBE0020 EDMIO133" et les mots : "durées estimées cumulatives aux limites des FIR Belgrade et Munich 20 minutes et 1 heure 33 minutes respectivement - immatriculation de l'aéronef A43213" sont remplacés par les mots : "immatriculation de l'aéronef A43213 - durées estimées cumulatives aux limites des FIR Belgrade et Munich 20 minutes et 1 heure 33 minutes respectivement" ;

c) Au 9.3.2 les alinéas suivants sont ajoutés :

Note. - Le format et l'emploi des messages de mouvement, de coordination et des messages complémentaires sont détaillés dans les publications d'information aéronautique (AIP), dans la partie ENR. 1.11 - Acheminement des plans de vol. L'AIP est publié par le service d'Information aéronautique (SIA) de la direction générale de l'aviation civile (8, avenue Roland-Garros, BP 40245, 33698 Mérignac Cedex), et disponible :

- au format numérique sur le site du SIA à l'adresse électronique suivante : <http://www.sia.aviation-civile.gouv.fr/>, rubrique "AIP - Cartes" ;
- au format papier dans le document Publication d'information aéronautique (AIP), manuel d'information aéronautique. " ;

d) Les paragraphes 9.3.2.1, 9.3.2.2 et 9.3.2.3 sont supprimés.

Art. 3. — L'arrêté du 13 mars 1992 relatif aux procédures de rédaction et de communication des plans de vol déposés et plans de vol répétitifs est abrogé.

Art. 4. — Le présent arrêté entre en vigueur le 15 novembre 2012.

Art. 5. — Les dispositions du présent arrêté sont applicables dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.

Art. 6. — Le directeur général de l'aviation civile et le délégué général à l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 8 novembre 2012.

*La ministre de l'écologie,
du développement durable
et de l'énergie,*

Pour la ministre et par délégation :
*Le directeur du transport aérien,
P. SCHWACH.*

Le ministre des outre-mer,

Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur, délégué général à l'outre-mer,
V. BOUVIER.*

DECRET du 26 octobre 2012 portant naturalisation, réintégration, mention d'enfants mineurs bénéficiant de l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leur parents et francisation de noms et prénoms (JORF du 28 octobre 2012).

Article premier. — Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française et saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents les étrangers dont les noms suivent :

JIN Cui, née le 2 janvier 1979 à Xuchang, province du Henan (Chine), NAT, 2012X011634, dép. 987, Dt. 043/561, autorisée à s'appeler légalement JIN Cécile, Cui.

DECRET du 14 novembre 2012 portant promotion et nomination.

Ministère des outre-mer

Au grade d'officier

M. Albert (Henri, François), chef d'entreprise (Polynésie française). Chevalier du 21 avril 1987.

M. Monconduit (Daniel, Gilbert, Paul), kinésithérapeute, président d'une association humanitaire (Polynésie française) ; 36 ans de services.

M. Plee (Christophe, Gilles), président d'une organisation patronale (Polynésie française) ; 24 ans de services.

Mme Tourneux (Mareva, Raymonde, Andrée), médecin à la direction de la santé en Polynésie française ; 33 ans de services.

ARRETE MINISTERIEL du 31 octobre 2012 portant application des articles L. 562-1 et suivants du code monétaire et financier.

Vu l'arrêté du 27 juillet 2012 portant application des articles L. 562-1 et suivants du code monétaire et financier,

Compte tenu de la modification des annexes I et II du règlement (CE) n° 881/2002, et notamment du rajout :

- de BASHIR Ayyub ;
- de CHAUDHRY Aamir Ali ;

Par arrêté du ministre de l'économie et des finances en date du 31 octobre 2012 :

A Saint-Barthélemy, Saint-Pierre-et-Miquelon, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, dans les îles Wallis et Futuna et dans les Terres australes et antarctiques françaises, les fonds, instruments financiers et ressources économiques des personnes, groupes et entités listés aux annexes I et II font l'objet d'une mesure de gel.

Sont interdits les mouvements ou transferts de fonds, instruments financiers et ressources économiques au bénéfice des personnes, groupes et entités listés aux annexes I et II.

Le directeur général du Trésor est chargé de la mise en œuvre du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Notification des voies et délais de recours

Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois à compter de sa notification soit par recours gracieux adressé au ministère de l'économie et des finances, 139, rue de Bercy, télédéc 233, 75572 Paris Cedex 12, soit par recours contentieux auprès du tribunal administratif de Paris. En l'absence de réponse à un recours gracieux dans les deux mois qui suivent la date du recours, il y a rejet implicite de la demande et le tribunal administratif de Paris pourra être saisi dans les deux mois suivant le rejet implicite.

ANNEXES**ANNEXE I**

**LISTE DES PERSONNES MORALES, GROUPES,
ORGANISMES ET ENTITES FAISANT L'OBJET
D'UN GEL DES AVOIRS**

Nota. — Dans la mesure du possible, le NOM a été différencié du prénom. A défaut de différenciation, il ne doit être tiré aucune conclusion sur l'ordre d'apparition des appellations.

Al Rashid Trust

Désigné par le règlement (CE) n° 881/2002 du 27 mai 2002

Modifié par le règlement (CE) n° 951/2002 du 3 juin 2002

Modifié par le règlement (CE) n° 1189 du 3 août 2006

Modifié par le règlement (CE) n° 1102/2009 du 16 novembre 2009

Modifié par le règlement (UE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012

Alias : a) Al-Rasheed Trust ; b) Al Rasheed Trust ; c) Al-Rashid Trust ; d) Aid Organisation of The Ulema, Pakistan ; e) Al Amin Welfare Trust ; f) Al Amin Trust ; g) Al Ameen Trust ; h) Al-Ameen Trust ; i) Al Madina Trust ; j) Al-Madina Trust ; Pakistan Adresses : [a] Kitas Ghar, Nazimabad 4, Dahgel-Iftah, Karachi, Pakistan ; b) Jamia Maajid, Sulalman Park, Melgium Pura, Lahore, Pakistan ; c) Office Dha'rbi M'unin, Opposite Khyber Bank, Abbottabad Road, Mansehra, Pakistan ; d) Office Dhar'bi M'unin ZR Brothers, Katcherry Road, Chowk Yadgaar, Peshawar, Pakistan ; e) Office Dha'rbi-M'unin, Rm N° 3, Moti Plaza, Near Liaquat Bagh, Muree Road, Rawalpindi, Pakistan ; f) Office Dha'rbi-M'unin, Top floor, Dr Dawa Khan Dental Clinic Surgeon, Main Baxae, Mingora, Swat, Pakistan ; g) Kitab Ghar, Darul Ifta Wal Irshad, Nazimabad N° 4, Karachi, Pakistan (Tél. : a) 668-33-01 ; b) 0300-820-91-99 ; télécopieur : 662-38-14 ; h) 302b-40, Good Earth Court, Opposite Pia Planitarium, Block 13a, Gulshan-I Iqbal, Karachi (Tél. : 497-92-63) ; i) 617 Clifton Center, Block 5, 6th Floor, Clifton, Karachi, Pakistan (Tél. : 587-25-45) ; j) 605 Landmark Plaza, 11 Chundrigar Road ; Opposite Jang Building, Karachi, Pakistan (Tél. : 262-38-18-19) ; k) Jamia Masjid, Sulaiman Park, Begum Pura, Lahore, Pakistan (Tél. : 042-681-20-81)

Renseignements complémentaires : a) siège au Pakistan ; b) opère en Afghanistan (Herat, Jalalabad, Kaboul, Kandahar, Mazar et Sherif), au Kosovo et en Tchétchénie ; c) jusqu'au 21.10.2008, la liste des Nations unies comprenait les mentions "Al Rashid Trust" (inscrite le 6.10.2001) et "Aid Organization of the Ulema, Pakistan" (inscrite le 24.4.2002 et modifiée le 25.7.2006). Les deux mentions ont été regroupées sous la première le 21.10.2008 ; d) fondé par le mufti Rashid Ahmad Ledahyanoy ; e) associé au Jaish-i-Mohammed ; f) interdit au Pakistan depuis octobre 2001 ; g) poursuit ses activités malgré la fermeture de ses bureaux au Pakistan en février 2007

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 6.10.2001

Al Furqan

Désigné par le règlement (CE) n° 984/2004 du 14 mai 2004

Modifié par le règlement (CE) n° 2145/2004 du 15 décembre 2004

Modifié par le règlement (CE) n° 1102/2009 du 16 novembre 2009

Alias : a) Dzemilijati Furkan ; b) Dzem'ijetul Furkan ; c) Association for Citizens Rights and Resistance to Lies ; d) Dzemijetul Furkan ; e) Association of Citizens for the Support of Truth and Suppression of Lies ; f) Sirat ; g) Association for Education, Culture and Building Society - Sirat ; h) Association for Education, Cultural and to Create Society - Sirat ; i) Istikamet ; j) In Siratel ; k) Citizens' Association for Support and Prevention of lies - Furqan

Adresses : a) 30a Put Mladih Muslimana (auparavant Palva Lukaca Street) ; 71 000 Sarajevo, B-et-H ; b) 72 ul. Strossmajerova, Zenica, B-et-H ; c) 42 Muhameda Hadzizahica, Sarajevo, B-et-H ; d) 70 et 53 Strossmajerova Street Zenica, B-et-H ; e) Zlatnih Ljiljana Street, Zavidovici B-et-H

Divers : a) enregistrée en B-et-H le 26.9.1997 en tant qu'association citoyenne sous le nom de "Citizens' Association for Support and Prevention of lies - Furqan" ; b) Al Furqan a cessé ses activités suite à une décision du ministère de la justice (n° 03-054-286/97 du 8.11.2002) ; c) elle n'existait plus en décembre 2008

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 11.5.2004

Al-Akhtar Trust International

Désigné par le règlement (CE) n° 1378/2005 du 22 août 2005

Modifié par le règlement (CE) n° 1102/2009 du 16 novembre 2009

Modifié par le règlement (UE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012

Alias : a) Al Akhtar Trust ; b) Al-Akhtar Medical Centre ; c) Akhtarabad Medical Camp ; d) Pakistan Relief Foundation ; e) Pakistani Relief Foundation ; f) Azmat-e-Pakistan Trust ; g) Azmat Pakistan Trust

Adresses : a) ST-1/A, Gulsahn-e-Iqbal, Block 2, Karachi, 25300, Pakistan ; b) Gulistan-e-Jauhar, Block 12, Karachi, Pakistan

Renseignements complémentaires : bureaux régionaux au Pakistan, à Bahawalpur, Bawalnagar, Gilgit, Islamabad, Mirpur Khas, Tando-Jan-Muhammad ; a) associée à l'Harakat ul-Mujahidin/HUM au Lashkar i Jhangvi (LJ) et au Lashkar-e-Tayyiba ; b) l'Akhtarabad Medical Camp se trouve à Spin Boldak, en Afghanistan ; c) enregistrée par des membres du Jaish-i-Mohammed ; d) interdite au Pakistan

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 17.8.2005

Al-Hamati Sweets Bakeries

Désigné par le règlement (CE) n° 881/2002 du 27 mai 2002

Modifié par le règlement (CE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012

Divers : fabrique de bonbons

Adresse : Al-Mukallah, gouvernorat d'Hadramaout, Yémen

Renseignements complémentaires : a) propriété de Mohammad Hamdi Mohammad Sadiq al-Ahdal ; b) n'existerait plus

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 17.10.2001

Al-Haramain & Al Masjed Al-Aqsa Charity Foundation
Désigné par le règlement (CE) n° 1237/2004 du 5 juillet 2004

Modifié par le règlement (CE) n° 2145/2004 du 15 décembre 2004

Modifié par le règlement (CE) n° 1102/2009 du 16 novembre 2009

Alias : a) Al Haramain Al Masjed Al Aqsa ; b) Al-Haramayn Al Masjid Al Aqsa ; c) Al-Haramayn and Al Masjid Al Aqsa Charitable Foundation ; d) Al Harammeim Al Masjed Al-Aqsa Charity Foundation

Adresses : a) 2A Hasiba Brankovica, Sarajevo, B-et-H ; b) 14 Bihacka Street, Sarajevo, B-et-H ; c) 64, Potur mahala Street, Travnick, B-et-H ; d) Zenica, B-et-H

Divers : a) était enregistrée en B-et-H sous le n° 24 du registre ; b) la Al-Haramain & Al Masjed Al-Aqsa Charity Foundation a cessé ses activités suite à une décision du ministère de la justice de B-et-H (n° 03-05-2-203/04) ; c) elle n'existait plus en décembre 2008 ; d) ses locaux et ses activités humanitaires ont été transférés, sous le contrôle du gouvernement, à une nouvelle entité appelée Sretna Buducnost

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 28.6.2004

Al-Haramain (branche Afghanistan)

Désigné par le règlement (CE) n° 1277/2002 du 12 juillet 2004

Modifié par le règlement (UE) n° 316/2012 du 12 avril 2012

Adresse : Afghanistan (au moment de l'inscription)

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 6.7.2004

Al-Haramain (branche Albanie)

Désigné par le règlement (CE) n° 1277/2002 du 12 juillet 2004

Modifié par le règlement (UE) n° 316/2012 du 12 avril 2012

Adresse : Irfan Tomini Street 58, Tirana, Albanie (au moment de l'inscription)

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 6.7.2004

Al-Haramain (branche Bangladesh)

Désigné par le règlement (CE) n° 1277/2002 du 12 juillet 2004

Modifié par le règlement (UE) n° 316/2012 du 12 avril 2012

Adresse : House 1, Road 1, S-6, Uttara, Dacca, Bangladesh (au moment de l'inscription)

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 6.7.2004

Al-Haramain (branche Ethiopie)

Désigné par le règlement (CE) n° 1277/2002 du 12 juillet 2004

Modifié par le règlement (UE) n° 316/2012 du 12 avril 2012

Adresse : Woreda District 24 Kebele Section 13, Addis-Abeba, Ethiopie (au moment de l'inscription)

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 6.7.2004

Al-Haramain (branche Pays-Bas)

Désigné par le règlement (CE) n° 1277/2002 du 12 juillet 2004

Modifié par le règlement (UE) n° 335/2012 du 19 avril 2012

Alias : Stichting Al Haramain Humanitarian Aid

Adresse : Jan Hanzenstraat 114, 1053 SV Amsterdam, Pays-Bas (au moment de l'inscription sur la liste)

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 6.7.2006

Al-Haramain Foundation (Indonésie)

Désigné par le règlement (CE) n° 180/2004 du 30 janvier 2004

Modifié par le règlement (CE) n° 524/2004

Modifié par le règlement (UE) n° 316/2012 du 12 avril 2012

Alias : Yayasan Al-Manahil-Indonesia

Adresse : Jalan Laut Sulawesi Block DII/4, Kavling Angkatan Laut Duren Sawit, Jakarta Timur 13440, Indonésie (au moment de l'inscription)

Renseignements complémentaires : a) n°s de téléphone : 021-86611265 et 021-86611266 ; b) télécopie : 021-8620174

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 26.1.2004

Al-Haramain Foundation (Pakistan)

Désigné par le règlement (CE) n° 180/2004 du 30 janvier 2004

Modifié par le règlement (UE) n° 316/2012 du 12 avril 2012

Adresse : House N° 279, Nazimuddin Road, F-10/1, Islamabad, Pakistan (au moment de l'inscription)

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 26.1.2004

Al-Haramayn Foundation (Kenya)

Désigné par le règlement (CE) n° 180/2004 du 30 janvier 2004

Modifié par le règlement (UE) n° 316/2012 du 12 avril 2012

Adresses : a) Nairobi, Kenya (au moment de l'inscription) ; b) Garissa, Kenya (au moment de l'inscription) ; c) Dadaab, Kenya (au moment de l'inscription)

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 26.1.2004

Al-Haramayn Foundation (Tanzanie)

Désigné par le règlement (CE) n° 180/2004 du 30 janvier 2004

Modifié par le règlement (UE) n° 316/2012 du 12 avril 2012

Adresses : a) PO box 3616, Dar es-Salaam, Tanzanie (au moment de l'inscription) ; b) Tanga (au moment de l'inscription) ; c) Singida (au moment de l'inscription)

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 26.1.2004

Al-Islamiya, Revival of Islamic Society Heritage on the African Continent

Désigné par le règlement (CE) n° 881/2002 du 27 mai 2002

Divers : a) Jamia Ihya Ul Turath, Bureaux : Pakistan et Afghanistan ; NB : seuls les bureaux pakistanaï et afghans de cette entité sont visés ; b) Renaissance de la société du patrimoine islamique sur le continent africain

Al-Itihaad Al-Islamiya (AIAI)

Désigné par le règlement (CE) n° 881/2002 du 27 mai 2002

Modifié par le règlement (CE) n° 46/2008 du 18 janvier 2008

Modifié par le règlement (UE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012

Alias : AIAI

Renseignements complémentaires : a) opérerait en Somalie et en Ethiopie ; b) compte, parmi ses dirigeants, Hassan Abdullah Hersi Al-Turki et Hassan Dahir Aweys ; c) l'AIAI a reçu des fonds par l'intermédiaire de la Fondation islamique Al-Haramain (Somalie)

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 6.10.2001

Al-Nur Honey Press Shops

Désigné par le règlement (CE) n° 881/2002 du 27 mai 2002

Modifié par le règlement (CE) n° 1189 du 3 août 2006

Alias : Al-Nur Honey Center

Adresse : Sanaa, Yémen

Divers : créé par Mohamed Mohamed A-Hamati du district d'Hufash, gouvernorat d'El Mahweet, Yémen

Al-Qaida

Désigné par le règlement (CE) n° 881/2002 du 27 mai 2002

Modifié par le règlement (CE) n° 1102/2009 du 16 novembre 2009

Modifié par le règlement (UE) n° 316/2012 du 12 avril 2012

Alias : a) "la base" ; b) Al Qaeda ; c) Fondation du salut islamique ; d) Groupe pour la préservation des lieux saints ; e) Armée islamique pour la libération des lieux saints ; f) Front islamique mondial pour le Jihad contre les Juifs et les croisés ; g) Réseau d'Oussama ben Laden ; h) Organisation d'Oussama ben Laden ; i) Al Qa'ida ; j) Al Qa'ida/armée islamique

Renseignements complémentaires : précédemment inscrite sous le nom Al Qa'ida/armée islamique

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 6.10.2001

Al-Qaida dans la péninsule arabique

Désigné par le règlement (UE) n° 70/2010 de la Commission du 25 janvier 2010

Modifié par le règlement (UE) n° 933/2012 de la Commission du 11 octobre 2012

Alias : a) AQAP ; b) Al-Qaida de l'organisation du Djihad dans la péninsule arabique ; c) Tanzim Qa'idat al-Jihad fi Jazirat al-Arab ; d) organisation Al-Qaida dans la péninsule arabique ; e) Al-Qaida dans la péninsule sud-arabique ; f) Ansar al-Shari'a ; g) AAS ; h) Al-Qaida au Yémen ; i) AQY

Renseignements complémentaires : localisation : Yémen ou Arabie saoudite. Ansar al-Shari'a a été constituée au début de 2011 par AQAP

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 19.1.2010

Al-Qaida in Iraq

Désigné par le règlement (CE) n° 1840/2004 du 21 octobre 2004

Modifié par le règlement (CE) n° 2145/2004 du 15 décembre 2004

Modifié par le règlement (CE) n° 1102/2009 du 16 novembre 2009

Alias : a) AQI ; b) al-Tawhid ; c) the Monotheism and Jihad Group ; d) Qaida of the Jihad in the Land of the Two Rivers ; e) Al-Qaida of Jihad in the Land of the Two Rivers ; f) The Organization of Jihad's Base in the Country of the Two Rivers ; g) The Organization Base of Jihad/Country of the Two Rivers ; h) The Organization Base of Jihad/Mesopotamia ; i) Tanzim Qa'idat Al-Jihad fi Bilad al-Rafidayn ; j) Tanzeem Qa'idat al Jihad/Bilad al Raafidaini ; k) Jama'at Al-Tawhid Wa'al-Jihad ; l) JTJ ; m) Islamic State of Iraq ; n) ISI ; o) réseau al-Zarqawi

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 18.10.2004

Ansar al-Islam

Désigné par le règlement (CE) n° 350/2003 du 25 février 2003

Modifié par le règlement (CE) n° 667/2004 du 7 avril 2004

Modifié par le règlement (CE) n° 1102/2009 du 16 novembre 2009

Modifié par le règlement (UE) n° 1001/2010 du 5 novembre 2010

Modifié par le règlement (UE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012

Alias : a) Devotees of Islam ; b) Jund al-Islam ; c) Soldiers of Islam ; d) Kurdistan Supporters of Islam ; e) Supporters of Islam in Kurdistan ; f) Followers of Islam in Kurdistan ; g) Kurdish Taliban ; h) Soldiers of God ; i) Ansar al-Sunna Army ; j) Jaish Ansar al-Sunna ; k) Ansar al-Sunna

Renseignements complémentaires : a) fondé par Najmuddin Faraj Ahmad ; b) associé à Al-Qaida en Iraq ; c) situé et principalement actif dans le nord de l'Iraq, mais maintient une présence à l'ouest et dans le centre du pays

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 24.2.2003

Armée islamique d'Aden

Désigné par le règlement (CE) n° 881/2002 du 27 mai 2002

Asbat al-Ansar

Désigné par le règlement (CE) n° 881/2002 du 27 mai 2002

Modifié par le règlement (CE) n° 1102/2009 du 16 novembre 2009

Modifié par le règlement (UE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012

Adresse : camp Ein el-Hilweh, Liban

Renseignements complémentaires : a) actif dans le nord de l'Iraq ; b) associé à Al-Qaida en Iraq

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 6.10.2001

Benevolence International Foundation

Désigné par le règlement (CE) n° 2083/2002 du 22 novembre 2002

Modifié par le règlement (CE) n° 374/2008 du 24 avril 2008

Modifié par le règlement (UE) n° 480/2011 du 18 mai 2011

Alias : a) Al-Bir Al-Dawalia ; b) BIF ; c) BIF-USA ; d) Mezhdunarodnyj Blagotvoritel'nyj Fond

Adresses : a) 8820, Mobile Avenue, 1A, Oak Lawn, Illinois, 60453, Etats-Unis d'Amérique ; b) PO box 548, Worth, Illinois, 60482, Etats-Unis d'Amérique ; c) (antérieurement) 9838, S. Roberts Road, Suite 1W, Palos Hills, Illinois, 60465, Etats-Unis d'Amérique ; d) (antérieurement) 20-24, Branford Place, Suite 705, Newark, New Jersey, 07102, Etats-Unis d'Amérique ; e) PO Box 1937, Khartoum, Soudan ; f) Bangladesh ; g) Bande de Gaza ; h) Yémen

Renseignements complémentaires : a) numéro d'identification d'entreprise : 36-3823186 (Etats-Unis d'Amérique) ; b) nom de la fondation aux Pays-Bas : Stichting Benevolence International Nederland (BIN)

Benevolence International Fund

Désigné par le règlement (CE) n° 2083/2002 du 22 novembre 2002

Modifié par le règlement (UE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012

Alias : a) Benevolent International Fund ; b) BIF-Canada
Adresses : a) 2465 Cawthra Road, Unit 203, Mississauga, Ontario, L5A 3P2 Canada ; b) PO Box 1508, Station B, Mississauga, Ontario, L4Y 4G2 Canada ; c) PO Box 40015, 75, King Street South, Waterloo, Ontario N2J 4V1 Canada ; d) 92, King Street, 201, Waterloo, Ontario N2J 1P5 Canada

Renseignement complémentaire : associé à la Benevolence International Foundation

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 21.11.2002

Bosanska Idealna Futura

Désigné par le règlement (CE) n° 2083/2002 du 22 novembre 2002

Modifié par le règlement (CE) n° 1102/2009 du 16 novembre 2009

Modifié par le règlement (UE) n° 480/2011 du 18 mai 2011

Alias : a) BIF-Bosnia ; b) Bosnian Ideal Future

Renseignements complémentaires : a) Bosanska Idealna Futura a été officiellement enregistrée en Bosnie-Herzégovine en tant qu'association et organisation humanitaire sous le numéro 59 du registre ; b) elle a succédé légalement aux bureaux en Bosnie-Herzégovine de la Benevolence International Foundation dans ses activités en tant que BECF Charitable Educational Center, Benevolence Educational Center ; c) Bosanska Idealna Futura n'existait plus en décembre 2008

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 21.11.2002

Comité de soutien afghan (ASC)

Désigné par le règlement (CE) n° 881/2002 du 27 mai 2002

Modifié par le règlement (CE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012

Alias : a) Lajnat ul Masa Eidatul Afghanistan ; b) Jamiat Ayat-ur-Rhas al Islamiac ; c) Jamiat Ihya ul Turath al Islamia ; d) Ahya ul Turas ; e) ASC

Adresses : a) Siège - G. T. Road (probablement Grand Trunk Road), près de Pushtoon Garhi Pabbi, Peshawar, Pakistan ; b) Cheprahar Hadda, Mia Omar Sabaqah School, Jalalabad, Afghanistan

Renseignements complémentaires : a) associé à la Revival of Islamic Heritage Society (Société pour le renouveau du patrimoine islamique) ; b) avait pour trésorier Abu Bakr al-Jaziri

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 11.1.2002

Djamat Houmat Daawa Salafia (DHDS)

Désigné par règlement (CE) n° 2049/2003 du 20 novembre 2003

Modifié par le règlement (CE) n° 2145/2004 du 15 décembre 2004

Modifié par le règlement (CE) n° 374/2008 du 24 avril 2008

Modifié par le règlement (UE) n° 110/2010 de la Commission du 5 février 2010

Modifié par le règlement (UE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012

Alias : a) DHDS ; b) Djamaat Houmah Al-Dawah Al-Salafiat ; c) Katibat el Ahouel

Adresse : Algérie

Renseignement complémentaire : associé au Groupe islamique armé (GIA) et à l'organisation Al Qaida au Maghreb islamique

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 11.11.2003

Eastern Turkistan Islamic Movement

Désigné par le règlement (CE) n° 1644/2002 du 13 septembre 2002

Modifié par le règlement n° 1754/2002 du 1er octobre 2002

Modifié par le règlement (CE) n° 1102/2009 du 16 novembre 2009

Modifié par le règlement (CE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012

Alias : a) The Eastern Turkistan Islamic Party ; b) The Eastern Turkistan Islamic Party of Allah ; c) Islamic Party of Turkestan ; d) Djamaat Turkistan ; e) ETIM

Renseignement complémentaire : actif en Chine, en Asie du Sud et en Asie centrale

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 11.9.2002

Fondation Al-Haramain (Etats-Unis d'Amérique)

Désigné par le règlement (CE) n° 1728/2004 du 1er octobre 2004

Modifié par le règlement (UE) n° 110/2010 de la Commission du 5 février 2010

Adresse : a) 1257, Siskiyou Blvd. Ashland, OR 97520, USA ; b) 3800 Highway 99 S, Ashland, OR 97520, USA ; c) 2151 E Division St Springfield, MO 65803, USA

Renseignements complémentaires : la branche américaine de la Fondation Al-Haramain a été officiellement créée par Suliman Hamd Suleiman al-Buthe et un associé en 1997

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 28.9.2004

Fondation Al-Haramain (Union des Comores)

Désigné par le règlement (CE) n° 1728/2004 du 1er octobre 2004

Modifié par le règlement (UE) n° 316/2012 du 12 avril 2012

Adresse : B/P : 1652 Moroni, Union des Comores (au moment de l'inscription)

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 28.9.2004

Fondation islamique Al-Haramain

Désigné par le règlement (CE) n° 951/2002 du 3 juin 2002

Modifié par le règlement (CE) n° 19/2004 du 7 janvier 2004

Modifié par le règlement (CE) n° 1102/2009 du 16 novembre 2009

Modifié par le règlement (UE) n° 621/2011 de la Commission du 24 juin 2011

Alias : a) Vazir ; b) Vezir

Adresses : a) 64 Poturmahala, Travnik, Bosnie-Herzégovine ; b) Sarajevo, Bosnie-Herzégovine

Renseignements complémentaires : Najib Ben Mohamed Ben Salem Al-Waz compte parmi ses employés et membres

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 13.3.2002

Global Relief Foundation (GRF)

Désigné par le règlement (CE) n° 1893/2002 du 23 octobre 2002

Modifié par le règlement (CE) n° 2145/2004 du 15 décembre 2004

Modifié par le règlement (CE) n° 76/2006 du 17 janvier 2006

Modifié par le règlement (CE) n° 1189 du 3 août 2006

Modifié par le règlement (CE) n° 1102/2009 du 16 novembre 2009

Modifié par le règlement (UE) n° 262/2010 du 24 mars 2010

Modifié par le règlement (UE) n° 290/2010 du 6 avril 2010

Modifié par le règlement (UE) n° 480/2011 du 18 mai 2011

Modifié par le règlement (UE) n° 177/2012 du 1er mars 2012

Adresses : a) 9935 South 76th Avenue, Unit 1, Bridgeview, Illinois 60455, Etats-Unis d'Amérique ; b) PO Box 1406, Bridgeview, Illinois 60455, Etats-Unis d'Amérique

Renseignements complémentaires : a) autres implantations étrangères : Afghanistan, Bangladesh, Cisjordanie et bande de Gaza, Erythrée, Ethiopie, Géorgie, Inde, Iraq, Somalie et Syrie ; b) numéro d'identification "US Federal Employer Identification Number" : 36-3804626 ; c) numéro de TVA : BE 454419759

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 22.10.2002

Groupe Abu Sayyaf

Désigné par le règlement (CE) n° 881/2002 du 27 mai 2002

Modifié par le règlement (UE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012

Alias : Al Harakat Al Islamiyya

Adresse : Philippines

Renseignements complémentaires : a) associé au Jemaah Islamiyah (JI) ; b) actuellement dirigé par Radulan Sahiron

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 6.10.2001

Groupe islamique armé

Désigné par le règlement (CE) n° 881/2002 du 27 mai 2002

Modifié par le règlement (CE) n° 374/2008 du 24 avril 2008

Modifié par le règlement (UE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012

Alias : a) Al Jamm'ah Al Islamiyah Al-Musallah ; b) GIA ; c) Armed Islamic Group

Renseignement complémentaire : établi en Algérie

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 6.10.2001

Groupe islamique combattant marocain

Désigné par le règlement (CE) n° 1823/2002 du 11 octobre 2002

Modifié par le règlement (CE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012

Alias : a) GICM ; b) Moroccan Islamic Combatant Group

Adresse : Maroc

Renseignement complémentaire : associé à l'organisation Al Qaida au Maghreb islamique

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 10.10.2002

Groupe libyen de combat pour l'Islam

Désigné par le règlement (CE) n° 881/2002 du 27 mai 2002

Modifié par le règlement (CE) n° 1102/2009 du 16 novembre 2009

Modifié par le règlement (UE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012

Alias : LIFG (Libyan Islamic Fighting Group)

Adresse : Libye

Renseignement complémentaire : en Afghanistan ses membres ont fusionné avec Al-Qaida en novembre 2007

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 6.10.2001

Harakat Ul-Mujahidin/HUM

Désigné par le règlement (CE) n° 881/2002 du 27 mai 2002

Modifié par le règlement (UE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012

Alias : a) Al-Faran ; b) Al-Hadid ; c) Al-Hadith ; d) Harakat Ul-Ansar ; e) HUA ; f) Harakat Ul-Mujahideen ; g) HUM

Adresse : Pakistan

Renseignements complémentaires : a) associé au Jaish-i-Mohammed, au Lashkar i Jhangvi (LJ) et au Lashkar-e-Tayyiba ; b) actif au Pakistan et en Afghanistan ; c) interdit au Pakistan

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 6.10.2001

Harakat-ul Jihad Islami

Désigné par le règlement (CE) n° 787/2010 du 3 septembre 2010

Modifié par le règlement (UE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012

Alias : a) HUJI ; b) Movement of Islamic Holy War ; c) Harkatul-Jihad-al Islami ; d) Harkat-al-Jihad-ul Islami ; e) Harkat-ul-Jehad-al-Islami ; f) Harakat ul Jihad-e-Islami ; g) Harakat-ul-Ansar ; h) HUA

Renseignements complémentaires : a) créé en Afghanistan en 1980 ; b) a fusionné avec l'Harakat ul-Mujahidin pour constituer l'Harakat ul-Ansar en 1993 ; c) s'est séparé de l'Harakat ul-Ansar et a repris ses activités sous son ancien nom en 1997 ; d) opère en Inde ; au Pakistan et en Afghanistan ; e) interdit au Pakistan

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 6.8.2010

Heyatul Ulya

Désigné par le règlement (CE) n° 881/2002 du 27 mai 2002

Modifié par le règlement (CE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012

Modifié par le règlement (UE) n° 177/2012 du 1er mars 2012

Adresse : Mogadiscio, Somalie

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 9.11.2001

International Islamic Relief Organisation, Philippines, antennes

Désigné par le règlement (CE) n° 1228/2006 du 14 août 2006

Modifié par le règlement (UE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012

Alias : a) International Islamic Relief Agency ; b) International Relief Organisation ; c) Islamic Relief Organization ; d) Islamic World Relief ; e) International Islamic Aid Organisation ; f) Islamic Salvation Committee ; g) The Human Relief Committee of the Muslim World League ; h) World Islamic Relief Organisation ; i) Al Igatha Al-Islamiya ; j) Hayat al-Aghatha al-Islamia al-Alamiya ; k) Hayat al-Igatha ; l) Hayat Al-Igatha ; m) Ighatha ; n) Igatha ; o) Igassa ; p) Igasa ; q) Igase ; r) Egassa ; s) IIRO

Adresses : a) International Islamic Relief Organisation, Philippines Office, 201 Heart Tower Building, 108 Valero Street, Salcedo Village, Makati City, Manille, Philippines ; b) Zamboanga City, Philippines ; c) Tawi Tawi, Philippines ; d) Marawi City, Philippines ; e) Basilan, Philippines ; e) Cotabato City, Philippines

Renseignements complémentaires : a) associée au groupe Abu Sayyaf et au Jemaah Islamiyah ; b) tous les bureaux ont été fermés en 2006, mais celui de Manille, aux Philippines, a été réouvert en 2009

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 14.8.2006

International Islamic Relief Organization, Indonésie, antenne

Désigné par le règlement (CE) n° 1128/2006 du 14 août 2006

Modifié par le règlement (CE) n° 1685/2006 du 14 novembre 2006

Modifié par le règlement (UE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012

Alias : a) International Islamic Relief Agency ; b) International Relief Organization ; c) Islamic Relief Organization ; d) Islamic World Relief ; e) International Islamic Aid Organization ; f) Islamic Salvation Committee ; g) The Human Relief Committee of the Muslim World League ; h) World Islamic Relief Organization ; i) Al Igatha Al-Islamiya ; j) Hayat al-Aghatha al-Islamia al-Alamiya ; k) Hayat al-Igatha ; l) Hayat Al-Igatha ; m) Ighatha ; n) Igatha ; o) Igassa ; p) Igasa ; q) Igase ; r) Egassa ; s) IIRO

Adresses : a) International Islamic Relief Organization, Indonesia Office, Jalan Raya Cipinang Jaya N° 90, Jakarta Est, 13410, Indonésie ; b) PO Box 3654, Jakarta 54021, Indonésie ; c) 8 Jalan Tarnan Simanjuntak Barat, Cipinang Cempedak, Jakarta Timur, 13340, Indonésie

Renseignement complémentaire : associé au Jemaah Islamiyah et à l'International Islamic Relief Organization, Philippines, antennes

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 9.11.2006

Islamic International Brigade (Brigade internationale islamique)

Désigné par le règlement (CE) n° 414/2003 du 5 mars 2003

Modifié par le règlement (UE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012

Alias : a) The Islamic Peacekeeping Brigade ; b) The Islamic Peacekeeping Army ; c) The International Brigade ; d) Islamic Peacekeeping Battalion ; e) International Battalion ; f) Islamic Peacekeeping International Brigade ; g) IIB

Renseignement complémentaire : liée au Bataillon de reconnaissance et sabotage Riyadus-Salikhin des martyrs tchéchènes (Riyadus-Salikhin Reconnaissance and Sabotage Battalion of Chechen Martyrs - RSRSCBM) et au Régiment islamique des opérations spéciales (Special Purpose Islamic Regiment - SPIR)

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 4.3.2003

Islamic Jihad Group (Groupe du Jihad islamique)

Désigné par le règlement (CE) n° 853/2005 du 3 juin 2005

Modifié par le règlement (CE) n° 674/2006 du 28 avril 2006

Modifié par le règlement (CE) n° 198/2008 du 3 mars 2008

Modifié par le règlement (UE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012

Alias : a) Jama'at al-Jihad ; b) Libyan Society ; c) Kazakh Jama'at ; d) Jamaat Mojahedin ; e) Jamiyat ; f) Jamiat al-Jihad al-Islami ; g) Dzhamaat Modzhakhedov ; h) Islamic Jihad Group of Uzbekistan ; i) al-Djihad al-Islami ; j) Zamaat Modzhakhedov Tsentralnoy Asii ; k) Islamic Jihad Union

Renseignements complémentaires : a) fondé et dirigé par Najmiddin Kamolitdinovich Jalolov et Suhayl Fatilloevich Buranov ; b) associé au Mouvement islamique de l'Ouzbékistan et à l'Emarat Kavkaz ; c) actif dans la région frontalière entre l'Afghanistan et le Pakistan, en Asie centrale, en Asie du Sud et dans certains Etats européens

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 1.6.2005

Jaish-i-Mohammed

Désigné par le règlement (CE) n° 881/2002 du 27 mai 2002

Modifié par le règlement (CE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012

Alias : armée de Mohammed

Adresse : Pakistan

Renseignements complémentaires : a) basé à Peshawar et à Muzaffarabad, Pakistan ; b) associé à l'Harakat ul-Mujahidin/HUM, au Lashkar-e-Tayyiba, à l'Al-Akhtar Trust International et à l'Harakat-ul Jihad Islami ; c) interdit au Pakistan

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 17.10.2001

Jam'yah Ta'awun Al-Islamia

Désigné par le règlement (CE) n° 881/2002 du 27 mai 2002

Modifié par le règlement (CE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012

Alias : a) Société de coopération islamique ; b) Jam'iyat Al Ta'awun Al Islamiyya ; c) JIT

Adresse : Kandahar, Afghanistan

Renseignement complémentaire : fondée par Usama Muhammed Awad Bin Laden en 2001

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 17.10.2001

Jemaah Islamiya

Désigné par le règlement (CE) n° 1935/2002 du 29 octobre 2002

Modifié par le règlement (CE) n° 803/2008 du 8 août 2008

Modifié par le règlement (CE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012

Alias : a) Jema'ah Islamiyah ; b) Jemaah Islamiyah ; c) Jemaah Islamiah, Jamaah Islamiyah ; d) Jama'ah Islamiyah

Renseignements complémentaires : a) opère en Asie du Sud-Est, notamment en Indonésie, en Malaisie et aux Philippines ; b) associée au groupe Abu Sayyaf

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 25.10.2002

Jihad islamique égyptien

Désigné par le règlement (CE) n° 881/2002 du 27 mai 2002

Modifié par le règlement (CE) n° 1102/2009 du 16 novembre 2009

Modifié par le règlement (UE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012

Alias : a) Al-Jihad égyptien ; b) Jihad Group ; c) nouveau Jihad ; d) Al-Jihad ; e) Mouvement islamique égyptien

Renseignement complémentaire : compte, parmi ses membres fondateurs, Aiman Muhammed Rabi al-Zawahiri, qui était également son chef militaire

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 6.10.2001

Lajnat Al Daawa Al Islamiya
Désigné par le règlement (CE) n° 370/2003 du 27 février 2003

Modifié par le règlement (CE) n° 1102/2009 du 16 novembre 2009

Modifié par le règlement (UE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012

Alias : a) LDI ; b) Lajnat Al Dawa ; c) Islamic Missionary Commission

Adresses : a) Afghanistan ; b) Pakistan

Renseignement complémentaire : associée au Groupe libyen de combat pour l'Islam (Libyan Islamic Fighting Group)

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 20.2.2003

Lashkar e-Tayyiba
Désigné par le règlement (CE) n° 717/2005 du 11 mai 2005

Modifié par le règlement (CE) n° 1825/2005 du 9 novembre 2005

Modifié par le règlement (CE) n° 1102/2009 du 16 novembre 2009

Modifié par le règlement (UE) n° 253/2012 du 22 mars 2012

Alias : a) Lashkar-e-Toiba ; b) Lashkar-i-Taiba ; c) al Mansoorian ; d) al Mansoorien ; e) Army of the Pure ; f) Army of the Righteous ; g) Army of the Pure and Righteous ; h) Paasban-e-Kashmir ; i) Paasban-i-Ahle-Hadith ; j) Pasban-e-Kashmir ; k) Pasban-e-Ahle-Hadith ; l) Paasban-e-Ahle-Hadis ; m) Pashan-e-ahle Hadis ; n) Lashkar e Tayyaba ; o) LET ; p) Jamaat-ud-Dawa ; q) JUD ; r) Jama'at al-Dawa ; s) Jamaat ud-Daawa ; t) Jamaat ul-Dawah ; u) Jamaat-ul-Dawa ; v) Jama'at-i-Dawat ; w) Jama'at-ud-Dawa ; x) Jama'at-ud-Da'awah ; y) Jama'at-ud-Da'awa ; z) Jamaati-ud-Dawa ; aa) Falah-i-Insaniat Foundation (FIF)

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 2.5.2005

Lashkar i Jhangvi (LJ)
Désigné par le règlement (CE) n° 244/2003
Modifié par le règlement (UE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012

Alias : LJ
Renseignements complémentaires : a) initialement basé dans la région pakistanaise du Punjab et à Karachi ; b) actif au Pakistan bien qu'il y ait été interdit en 2010

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 3.2.2003

Mouvement islamique de l'Ouzbékistan (IMU)
Désigné par le règlement (CE) n° 881/2002 du 27 mai 2002

Modifié par le règlement (UE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012

Renseignements complémentaires : a) associé au Mouvement islamique du Turkistan oriental, au Groupe du Jihad islamique et à l'Emarat Kavkaz ; b) actif dans la région frontalière entre l'Afghanistan et le Pakistan, dans le nord de l'Afghanistan et en Asie centrale

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 6.10.2001

Nada Management Organisation SA
Désigné par le règlement (CE) n° 881/2002 du 27 mai 2002

Modifié par le règlement (CE) n° 2145/2004 du 15 décembre 2004

Alias : Al Taqwa Management Organisation SA

Adresse : Viale Stefano Franscini 22, CH-6900 Lugano (TI), Suisse

Divers : liquidée et rayée du registre du commerce

Organisation humanitaire de Wafa
Désigné par le règlement (CE) n° 881/2002 du 27 mai 2002

Modifié par le règlement (UE) n° 316/2012 du 12 avril 2012

Alias : a) Al Wafa ; b) Al Wafa Organisation ; c) Wafa Al-Igatha Al-Islamia

Adresse : a) Jordan house n° 125, Street 54, Phase II Hayatabad, Peshawar, Pakistan (au moment de l'inscription) ; b) Arabie saoudite (au moment de l'inscription) ; c) Koweït (au moment de l'inscription) ; d) Emirats arabes unis (au moment de l'inscription) ; e) Afghanistan (au moment de l'inscription)

Renseignement complémentaire : a son siège à Kandahar, Afghanistan depuis 2001

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 6.10.2001

Rabita Trust
Désigné par le règlement (CE) n° 881/2002 du 27 mai 2002

Modifié par le règlement (UE) n° 316/2012 du 12 avril 2012

Adresses : a) Room 9A, Second Floor, Wahdat Road, Education Town, Lahore, Pakistan ; b) Wares Colony, Lahore, Pakistan (au moment de l'inscription)

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 17.10.2001

Rajah Solaiman Movement
Désigné par le règlement (CE) n° 580/2008 du 18 juin 2008

Modifié par le règlement (UE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012

Alias : a) Rajah Solaiman Islamic Movement ; b) Rajah Solaiman Revolutionary Movement

Adresses : a) Barangay Mal-Ong, Anda, province de Pangasinan, Philippines ; b) Sitio Dueg, Barangay Maasin, San Clemente, province de Tarlac, Philippines ; c) 50, Purdue Street, Cubao, Quezon City, Philippines

Renseignements complémentaires : a) fondé et dirigé par Hilarion Del Rosario Santos III ; b) associé au groupe Abu Sayyaf, au Jemaah Islamiyah, à l'International Islamic Relief Organisation, Philippines, antennes, et à Khadafi Abubakar Janjalani

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 4.6.2008

Red Sea Barakat Company Limited
Désigné par le règlement (CE) n° 881/2002 du 27 mai 2002

Modifié par le règlement (CE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012

Modifié par le règlement (UE) n° 177/2012 du 1er mars 2012

Adresse : Mogadiscio, Somalie

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 9.11.2001

Revival of Islamic Heritage Society
Désigné par le règlement (CE) n° 881/2002 du 27 mai 2002

Modifié par le règlement (CE) n° 1189 du 3 août 2006

Modifié par le règlement (CE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012

Alias : Jamiat Ihia Al-Turath Al-Islamiya ; b) Revival of Islamic Society Heritage on the African Continent ; c) Jamia Ihya Ul Turath ; d) RIHS

Adresses : a) Pakistan ; b) Afghanistan

Renseignements complémentaires : a) seuls les bureaux pakistanais et afghans de cette entité sont visés ; b) associée à Abu Bakr al-Jaziri et au Comité de soutien afghan

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 11.1.2002

Riyadus-Salikhin Reconnaissance and Sabotage Battalion of Chechen Martyrs

Désigné par le règlement (CE) n° 414/2003 du 5 mars 2003

Modifié par le règlement (CE) n° 1189 du 3 août 2006

Modifié par le règlement (UE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012

Alias : a) Riyadus-Salikhin Reconnaissance and Sabotage Battalion ; b) Riyadh-as-Saliheen ; c) The Sabotage and Military Surveillance Group of the Riyadh al-Salihin Martyrs ; d) Firqat al-Takhrib wa al-Istitla al-Askariyah li Shuhada Riyadh al-Salihin ; e) Riyadu Salikhin Reconnaissance and Sabotage Battalion of Shahids (Martyrs) ; f) RSRSCBM

Renseignement complémentaire : associé à la Brigade internationale islamique, au Régiment islamique des opérations spéciales et à l'Emarat Kavkaz

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 4.3.2003

Somali Internet Company

Désigné par le règlement (CE) n° 881/2002 du 27 mai 2002

Modifié par le règlement (CE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012

Modifié par le règlement (UE) n° 177/2012 du 1er mars 2012

Adresse : Mogadiscio, Somalie

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 9.11.2001

Special Purpose Islamic Regiment (Régiment islamique des opérations spéciales)

Désigné par le règlement (CE) n° 414/2003 du 5 mars 2003

Modifié par le règlement (CE) n° 1189 du 3 août 2006

Modifié par le règlement (UE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012

Alias : a) The Islamic Special Purpose Regiment ; b) The al-Jihad-Fisi-Sabililah Special Islamic Regiment ; c) Islamic Regiment of Special Meaning ; d) SPIR

Renseignement complémentaire : lié à la Brigade internationale islamique et au Bataillon de reconnaissance et sabotage Riyadus-Salikhin des martyrs tchéchènes (RSRSBCM)

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 4.3.2003

Taibah International - Bosnia Offices

Désigné par le règlement (CE) n° 984/2004 du 14 mai 2004

Modifié par le règlement (CE) n° 1102/2009 du 16 novembre 2009

Alias : a) Taibah International Aid Agency ; b) Taibah International Aid Association ; c) Al Taibah, Intl. ; d) Taibah International Aide Association

Adresses : a) 6, Avde Smajlovic Street, Novo Sarajevo, Bosnie-et-Herzégovine ; b) 26, Tabhanska Street, Visoko, Bosnie-et-Herzégovine ; c) 3, Velika Cilna Ulica, Visoko, Bosnie-et-Herzégovine

Divers : a) en 2002-2004, les bureaux en Bosnie de Taibah International étaient logés dans les locaux du centre culturel de Hadzici, Sarajevo, Bosnie-et-Herzégovine ; b) l'organisation a été officiellement enregistrée en Bosnie-et-Herzégovine en tant que branche de la Taibah International Aid Association sous le numéro 7 du registre ; c) les bureaux en Bosnie de Taibah International ont cessé leurs activités suite à une décision du ministère de la justice de la Fédération de Bosnie-et-Herzégovine (décision de cessation d'activités n° 03-05-2-70/03)

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 11.5.2004

Tehrik-e Taliban Pakistan (TTP)

Désigné par le règlement (UE) n° 796/2011 du 8 août 2011

Alias : a) Tehrik-I-Taliban Pakistan ; b) Tehrik-e-Taliban ; c) Pakistani Taliban ; d) Tehreek-e-Taliban

Renseignements complémentaires : a) Tehrik-e Taliban est situé dans les zones tribales le long de la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan ; b) fondé en 2007, son dirigeant est Hakimullah Mehsud ; c) Wali Ur Rehman est l'émir de TTP pour le Sud-Waziristan

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 29.7.2011

Tunisian Combatant Group

Désigné par le règlement (CE) n° 1823/2002 du 11 octobre 2002

Modifié par le règlement (CE) n° 2145/2004 du 15 décembre 2004

Modifié par le règlement (CE) n° 1102/2009 du 16 novembre 2009

Modifié par le règlement (CE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012

Alias : a) Groupe combattant tunisien ; b) Groupe islamiste combattant tunisien ; c) GICT

Adresse : Tunisie

Renseignement complémentaire : associé à l'organisation Al-Qaida au Maghreb islamique

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 10.10.2002

ANNEXE II

LISTE DES PERSONNES PHYSIQUES FAISANT L'OBJET D'UN GEL DES AVOIRS

Nota. — Dans la mesure du possible, le NOM a été différencié du prénom. A défaut de différenciation, il ne doit être tiré aucune conclusion sur l'ordre d'apparition des appellations.

KASKAR Dawood Ibrahim

Désigné par le règlement n° 1991/2003 du 12 novembre 2003

Modifié par le règlement (CE) n° 1189/2006 du 3 août 2006

Modifié par le règlement (CE) n° 844/2007 du 17 juillet 2007

Modifié par le règlement (UE) n° 262/2010 du 24 mars 2010

Alias : a) Dawood Ebrahim ; b) Sheikh Dawood Hassan ; c) Abdul Hamid Abdul Aziz ; d) Anis Ibrahim ; e) Aziz Dilip ; f) Daud Hasan Shaikh Ibrahim Kaskar ; g) Daud Ibrahim Memon Kaskar ; h) Dawood Hasan Ibrahim Kaskar ; i) Dawood Ibrahim Memon ; j) Dawood Sabri ; k) Kaskar Dawood Hasan ; l) Shaikh Mohd Ismail Abdul Rehman ; m) Dowood Hassan Shaikh Ibrahim ; n) Ibrahim Shaikh Mohd Anis ; o) Shaikh Ismail Abdul ; p) Hizrat

Titre : a) Sheikh ; b) Shaikh

Adresses : a) White House, Near Saudi Mosque, Clifton, Karachi, Pakistan ; b) House N° 37, 30th Street, Defence, Housing Authority, Karachi, Pakistan

Né le 26 décembre 1955 à : a) Bombay ; b) Ratnagiri, Inde

Nationalité : indienne

Passeport n° : a) A-333602 (passeport indien délivré à Bombay, Inde, le 4 juin 1985) ; b) M110522 (passeport indien délivré à Bombay, Inde, le 13 novembre 1978) ; c) R 841697 (passeport indien délivré le 26 novembre 1981 à Bombay) ; d) F823692 (DJEDDAH) (passeport indien délivré à Djeddah par le Consulat général de l'Inde le 2 septembre 1989) ; e) A501801 (BOMBAY) (passeport indien délivré le 26 juillet 1985) ; f) K560098 (BOMBAY) (passeport indien délivré le 30 juillet 1975) ; g) V57865 (BOMBAY) (délivré le 3 octobre 1983) ; h) P537849 (BOMBAY) (délivré le 30 juillet 1979) ; i) A717288 (UTILISATION ABUSIVE) (délivré le 18 août 1985 à Dubaï) ; j) G866537 (UTILISATION ABUSIVE) (passeport pakistanais délivré le 12 août 1991 à Rawalpindi) ; k) C 267185 (délivré à Karachi en juillet 1996) ; l) H 123259 (délivré à Rawalpindi en juillet 2001) ; m) G 869537 (délivré à Rawalpindi) ; n) KC285901

Renseignement complémentaire : le passeport n° A-333602 a été révoqué par les autorités indiennes

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 3 novembre 2003

'ABD AL-SALAM Said Jan

Désigné par le règlement (UE) n° 178/2011 du 24 février 2011

Alias : a) Sa'id Jan 'Abd-al-Salam ; b) Dilawar Khan Zain Khan ; c) Qazi 'Abdallah ; d) Qazi Abdullah ; e) Ibrahim Walid ; f) Qasi Sa'id Jan ; g) Said Jhan ; h) Farhan Khan ; i) Aziz Cairo ; j) Nangiali

Né le : a) 5.2.1981 ; b) 1.1.1972

Nationalité : afghane

Passeport n° : a) OR 801168 (passeport afghan établi au nom de Said Jan 'Abd al-Salam délivré le 28.2.2006 et qui viendra à expiration le 27.2.2011) ; b) 4117921 (passeport pakistanais établi au nom de Dilawar Khan Zain Khan, délivré le 9.9.2008 et qui viendra à expiration le 9.9.2013)

Numéro d'identification nationale : 281020505755 (numéro d'identification koweïtien sous le nom de Said Jan 'Abd al-Salam)

Renseignements complémentaires : a dirigé, vers 2005, un camp d'entraînement de base pour Al-Qaida au Pakistan

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 9.2.2011

ABBES Moustafa

Désigné par le règlement (CE) n° 524/2004

Modifié par le règlement (CE) n° 2145/2004 du 15 décembre 2004

Modifié par le règlement (CE) n° 46/2008 du 18 janvier 2008

Modifié par le règlement (CE) n° 1102/2009 du 16 novembre 2009

Modifié par le règlement (UE) n° 110/2010 de la Commission du 5 février 2010

Modifié par le règlement (UE) n° 577/2011 du 16 juin 2011

Alias : a) Mostafa Abbes ; b) Mostafa Abbas ; c) Mustafa Abbas ; d) Moustapha Abbes

Adresse : Algérie

Date de naissance : 5.2.1962

Lieu de naissance : a) Osniers, Algérie ; b) France

Nationalité : algérienne

Renseignement complémentaire : frère de Youcef Abbes

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 17.3.2004

ABD AL-BAQI Nashwan Abd Al-Razzaq

Désigné par le règlement (CE) n° 881/2002 du 27 mai 2002

Modifié par le règlement (CE) n° 553/2007 du 22 mai 2007

Modifié par le règlement (CE) n° 969/2007 du 17 août 2007

Alias : a) Abdal Al-Hadi Al-Iraqi ; b) Abd Al-Hadi Al-Iraqi ; c) Abu Abdallah

Né en 1961 à Mossoul, Iraq

Nationalité : iraquienne

Divers : a) cadre supérieur d'Al-Qaida ; b) en détention provisoire aux USA depuis juillet 2007

ABD AL-KHALIQ Adil Muhammad Mahmud

Désigné par le règlement (CE) n° 1109/2008 du 6 novembre 2008

Alias : a) Adel Mohamed Mahmoud Abdul Khaliq ; b) Adel Mohamed Mahmood Abdul Khaled

Né le 2 mars 1984 à Bahreïn

Passeport n° 1632207 (Bahreïn)

Divers : a) a agi au nom d'Al-Qaida et du Groupe libyen de combat pour l'Islam (Libyan Islamic Fighting Group) et leur a fourni un soutien financier, matériel et logistique, notamment des pièces électriques utilisées dans des explosifs, des ordinateurs, des appareils GPS et des équipements militaires ; b) a été formé par Al-Qaida au maniement des armes légères et des explosifs en Asie du Sud et a combattu aux côtés d'Al-Qaida en Afghanistan ; c) a été arrêté aux EAU en janvier 2007 au motif de son appartenance à Al-Qaida et au Groupe libyen de combat pour l'Islam ; d) à la suite de sa condamnation aux EAU à la fin de 2007, a été transféré à Bahreïn au début de 2008 pour y purger le reste de sa peine

Abd Al-Rahman Ould Muhammad Al-Husayn Ould Muhammad Salim

Désigné par le règlement (UE) n° 960/2011 de la Commission du 26 septembre 2011

Alias : a) Abdarrahmane ould Mohamed el Houcein ould Mohamed Salem ; b) Yunis al-Mauritani ; c) Younis al-Mauritani ; d) Sheikh Yunis al-Mauritani ; e) Shaykh Yunis le Mauritanien ; f) Salih le Mauritanien ; g) Mohamed Salem ; h) Youssef Ould Abdel Jelil ; i) El Hadj Ould Abdel Ghader ; j) Abdel Khader ; k) Abou Souleimane ; l) Chingheity

Né vers 1981 en Arabie saoudite

Nationalité : mauritanienne

Renseignements complémentaires : a) dirigeant de haut rang d'Al-Qaida basé au Pakistan, ayant également des accointances avec l'organisation Al-Qaida au Maghreb islamique ; b) recherché par les autorités mauritaniennes

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 15.9.2011

ABDALLA Shadi Mohamed Mustafa

Désigné par le règlement (CE) n° 1724/2003 du 19 septembre 2003

Modifié par le règlement (CE) n° 2145/2004 du 15 décembre 2004

Alias : a) Emad Abdelhadie, né à Alhamza ; b) Shadi Mohammed Mustafa Abdalla, né à Irbid ; c) Shadi Abdallah, né à Irbid ; Jordanie ; d) Shadi Abdallah, né à Irbid, e) Emad Abdekhadié, né à Athamse ; f) Zidan Emad Abdelhadie, né à Alhamza ; g) (utilisé en Belgique) Shadi Mohammed Mostafa Hasan, né à Beje, Iraq ; h) Zidan ; i) Zaidan ; j) Al Hut (en anglais : le requin) ; k) Emad Al Sitawi

Adresse : rue de Pavie 42, 1000 Bruxelles, Belgique

Né le 27 septembre 1976 à Irbid, Jordanie

Nationalité : jordanienne d'origine palestinienne

Passeport n° : a) passeport jordanien n° D 862 663 émis le 10 août 1993 à Irgid, Jordanie ; b) passeport jordanien n° H 641 183, émis à Irgid, Jordanie, le 17 avril 2002 ; c) document de voyage international n° 0770479, émis à Dortmund, Allemagne, le 16 février 1998

Divers : a) nom du père : Mohamed Abdalla ; b) nom de la mère : Jawaher Abdalla, née Almadaneie ; c) actuellement condamné et emprisonné en Allemagne

ABDAOUI Youssef Ben Abdul Baki Ben Youcef

Désigné par le règlement (CE) n° 1184/2003 du 2 juillet 2003

Modifié par règlement (CE) n° 1187/2004 du 25 juin 2004

Modifié par le règlement (CE) n° 76/2006 du 17 janvier 2006

Modifié par le règlement (CE) n° 1291/2007 du 31 octobre 2007

Modifié par le règlement (UE) n° 851/2010 du 27 septembre 2010

Modifié par le règlement (UE) n° 577/2011 du 16 juin 2011

Alias : a) Abu Abdullah ; b) Abdellah ; c) Abdullah ; d) Abou Abdullah ; e) Abdullah Youssef

Adresse : Via Torino 8/B, Cassano Magnago (VA), Italie

Né le 4.9.1966 à Kairouan, Tunisie

Nationalité : tunisienne

Passeport n° G025057 (passeport tunisien délivré le 23.6.1999, arrivé à expiration le 5.2.2004)

Numéro d'identification nationale : AO 2879097 (carte d'identité italienne valable jusqu'au 30.10.2012)

Renseignements complémentaires : a) numéro italien d'identification fiscale : BDA YSF 66P04 Z352Q ; b) non admissible dans l'espace Schengen ; c) nom de sa mère : Fatima Abdaoui ; d) membre d'une organisation active en Italie et directement liée à l'organisation d'Al-Qaida au Maghreb islamique

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 25.6.2003

ABDEL RAHMAN Abd Allah Mohamed Ragab

Désigné par le règlement (CE) n° 1629/2005 du 5 octobre 2005

Modifié par le règlement (CE) n° 803/2008 du 8 août 2008

Modifié par le règlement (UE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012

Alias : a) Abu Al-Khayr ; b) Ahmad Hasan ; c) Abu Jihad

Né le 3.11.1957 à Kafr Al-Shaykh, Egypte

Nationalité : égyptienne

Renseignements complémentaires : a) se trouverait au Pakistan ou en Afghanistan ; b) membre du Jihad islamique égyptien

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 29.9.2005

ABDELHEDI Mohamed Ben Mohamed Ben Khalifa

Désigné par le règlement (CE) n° 1187/2004 du 25 juin 2004

Modifié par le règlement (CE) n° 76/2006 du 17 janvier 2006

Modifié par le règlement (CE) n° 1210/2006 du 9 août 2006

Modifié par le règlement (CE) n° 1291/2007 du 31 octobre 2007

Modifié par le règlement (UE) n° 851/2010 du 27 septembre 2010

Alias : Mohamed Ben Mohamed Abdelhedi

Adresse : a) via Galileo Ferraries 64, Varese, Italie ; b) 261 Kramdah Road (km 2), Sfax, Tunisie

Date de naissance : 10 août 1965

Lieu de naissance : Sfax, Tunisie

Nationalité : tunisienne

Passeport n° L965734 (passeport tunisien délivré le 6 février 1999, arrivé à expiration le 5 février 2004)

Renseignements complémentaires : a) numéro italien d'identification fiscale : BDL MMD 65M10 Z352S ; b) nom de la mère : Shadhliah Ben Amir ; c) en août 2009, résidait en Italie

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 23 juin 2004

ABDOULAZIZ RASHID Ata

Désigné par le règlement (CE) n° 2018/2005 du 9 décembre 2005

Modifié par le règlement (CE) n° 1102/2009 du 16 novembre 2009

Modifié par le règlement (UE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012

Alias : a) Ata Abdoul Aziz Barzingy ; b) Abdoulaziz Ata Rashid

Né le 1.12.1973 à Sulaimaniya, Iraq

Nationalité : iraquienne

Numéro de passeport : document de voyage allemand ("Reiseausweis") A 0020375

Renseignements complémentaires : a) emprisonné en Allemagne ; b) membre d'Ansar Al-Islam

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 6.12.2005

ABDUL HIR Zulkifli

Désigné par le règlement (CE) n° 1607/2003 du 12 septembre 2003

Modifié par le règlement (UE) n° 110/2010 de la Commission du 5 février 2010

Alias : a) Musa Abdul Hir ; b) Muslimin Abdulmotalib ; c) Salim Alombra ; d) Armand Escalante ; e) Normina Hashim ; f) Henri Lawi ; g) Hendri Lawi ; h) Norhana Mohamad ; i) Omar Salem ; j) Ahmad Shobirin ; k) Bin Abdul Hir Zulkifli ; l) Abdulhir Bin Hir ; m) Hassan ; n) Hogalu ; o) Hugalu ; p) Lagu ; q) Marwan

Adresse : Seksyen 17, Shah Alam, Selangor, Malaisie

Né le : a) 5.1.1966 b) 5.10.1966, à Muar Johor, Malaisie

Nationalité : malaisienne

Passeport n° A 11263265

Numéro d'identification nationale : 660105-01-5297

Renseignements complémentaires : a) le nom de sa mère est Minah Binto Aogist Abd Aziz ; b) permis de conduire n° D2161572 délivré en Californie, Etats-Unis

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 9.9.2003

ABDUL RAHMAM Muhammad Jibril

Désigné par le règlement (UE) n° 853/2011 de la Commission du 24 août 2011

Alias : a) Mohammad Jibril Abdurrahman ; b) Muhammad Jibriël Abdul Rahman ; c) Mohammad Jibriël Abdurrahman ; d) Muhamad Ricky Ardhan ; e) Muhammad Ricky Ardhan bin Muhammad Iqbal ; f) Muhammad Ricky Ardhan bin Abu Jibril ; g) Muhammad Yunus ; h) Heris Syah

Adresses : a) Jalan M. Saidi RT 010 RW 001 Pesanggrahan, South Petukangan, South Jakarta, Indonésie ; b) Jalan Nakula of Witana Harja Complex, Block C, Pamulang, Banten, Indonésie

Date de naissance : a) 28.5.1984 ; b) 3.12.1979 ; c) 3.3.1979 ; d) 8.8.1980

Lieu de naissance : East Lombok, West Nusa Tenggara, Indonésie

Nationalité : indonésienne

Passeport n° S335026 (faux passeport indonésien)
 Numéro d'identification nationale :
 a) 3219222002.2181558 (carte d'identité nationale indonésienne) ; b) 2181558 (numéro d'identification)
 Renseignements complémentaires : a) membre de haut rang de Jemaah Islamiyah directement impliqué dans la recherche de financements pour des attaques terroristes ; b) nom de son père : Mohamad Iqbal Abdurrahman
 Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 12.8.2011

ABDUL RAHMAN ZAHED

Désigné par le règlement (UE) n° 753/2011 du 1er août 2011
 Modifié par le règlement d'exécution (UE) n° 968/2011 du 29 septembre 2011
 Modifié par le règlement d'exécution (UE) n° 263/2012 du 23 mars 2012
Alias : Abdul Rehman Zahid
 Titre : mollah
 Motifs de l'inscription sur la liste : ministre adjoint des affaires étrangères sous le régime des Taliban
 Date de naissance : vers 1963
 Lieu de naissance : district de Kharwar, province de Logar, Afghanistan
 Nationalité : afghane
 Renseignements complémentaires : se trouverait dans la région frontalière entre l'Afghanistan et le Pakistan
 Date de désignation par les Nations unies : 25.1.2001

ABDUL SAYED Aly Soliman Massoud

Désigné par le règlement (CE) n° 760/2007 du 29 juin 2007
 Modifié par le règlement (UE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012
Alias : a) Ibn El Qaim ; b) Mohamed Osman ; c) Adam
 Adresse : Ghout El Shamal, Tripoli, Libye
 Né en 1969 à Tripoli, Libye
 Nationalité : libyenne
 Passeport n° : 96/184442 (passeport libyen)
 Renseignement complémentaire : membre du Groupe libyen de combat pour l'Islam
 Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 8.6.2007

ABDULKADIR IZZAT Dieman

Désigné par le règlement (CE) n° 2018/2005 du 9 décembre 2005
 Modifié par le règlement (UE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012
Alias : Deiman Alhasenben Ali Aljabbari
 Adresse : Bavière, Allemagne
 Né le 4.7.1965 à Kirkuk, Iraq
 Nationalité : iraquienne
 Passeport n° : document de voyage allemand ("Reiseausweis") A 0141062
 Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 6.12.2005

Abdullah Anshori

Désigné par le règlement (CE) n° 674/2006 du 28 avril 2006
Alias : a) Abu Fatih ; b) Thoyib, Ibnu ; c) Toyib, Ibnu ; d) Abu Fathi
 Né en 1958 à Pacitan, East Java, Indonésie
 Nationalité : indonésienne

ABDURRAHMAN Mohamad Iqbal

Désigné par le règlement (CE) n° 215/2003 du 3 février 2003

Modifié par le règlement (CE) n° 2145/2004 du 15 décembre 2004

Modifié par le règlement (UE) n° 577/2011 du 16 juin 2011

Modifié par le règlement (UE) n° 597/2011 de la Commission du 21 juin 2011

Alias : a) Rahman, Mohamad Iqbal ; b) A Rahman, Mohamad Iqba I ; c) Abu Jibril Abdurrahman ; d) Fikiruddin Muqti ; e) Fihiruddin Muqti ; f) Abdul Rahman, Mohamad Iqbal

Adresse : Jalan Nakula, Komplek Witana Harja III Blok C 106-107, Tangerang, Indonésie

Né le : a) 17.8.1957 ; b) 17.8.1958

Lieu de naissance : a) Korleko, Lombok Timur, Indonésie ; b) dans le village de Tirpas-Selong, dans l'est de l'île de Lombok, Indonésie

Nationalité : indonésienne

Numéro d'identification nationale : 3603251708570001

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 28.1.2003

ABU AZIZA Said Youssef Ali

Désigné par le règlement (CE) n° 760/2007 du 29 juin 2007

Modifié par le règlement (UE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012

Alias : a) Abdul Hamid ; b) Abu Therab

Né à Tripoli, Libye

Nationalité : libyenne

Passeport n° : a) 87/437555 (passeport libyen) ; b) 274381 (passeport libyen)

Numéro libyen d'identification nationale : 145126

Renseignements complémentaires : a) nom de sa mère : Fatima Isa ; b) membre du Groupe libyen de combat pour l'Islam et d'Al-Qaida

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 8.6.2007

ABU DHESS Mohamed Ghassan Ali

Désigné par le règlement (CE) n° 1724/2003 du 19 septembre 2003

Modifié par le règlement (CE) n° 1102/2009 du 16 novembre 2009

Modifié par le règlement (UE) n° 262/2010 du 24 mars 2010

Modifié par le règlement (UE) n° 597/2011 de la Commission du 21 juin 2011

Alias : a) Yaser Hassan ; b) Abu Ali Abu Mohamed Dhees ; c) Mohamed Abu Dhees

Adresse : Allemagne

Né le : a) 22.6.1966 ; b) 1.2.1966

Lieu de naissance : a) Irbid, Jordanie ; b) Hasmija ; c) Hashmija, Iraq

Nationalité : jordanienne

Passeport n° : a) document de voyage international allemand n° 0695982, périmé ; b) document de voyage international allemand n° 0785146, validité 8.4.2004

Renseignements complémentaires : a) nom du père : Mouhemad Saleh Hassan ; b) nom de la mère : Mariam Hassan, née Chalabia ; c) associé à Ismail Abdallah Sbaitan Shalabi, Djamel Moustfa et Aschraf Al-Dagma

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 23.9.2003

Abu Rusdan

Désigné par le règlement (CE) n° 757/2005 du 18 mai 2005

Alias : a) Abu Thoriq ; b) Rusdjan ; c) Rusjan ; d) Rusydan ; e) Thoriquddin ; f) Thoriquiddin ; g) Thoriquidin ; h) Toriquuddin
Né le 16 août 1960 à Kudus, Central Java, Indonésie

ABU SHAWEESH Ismail Mohamed Ismail
Désigné par le règlement (CE) n° 1217/2006 du 10 août 2006
Modifié par le règlement (UE) n° 262/2010 du 24 mars 2010
Modifié par le règlement (UE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012
Né le 10.3.1977 à Benghazi, Libye
Nationalité : palestinien apatride
Passeport n° : a) 0003684 (document de voyage égyptien) ; b) 981354 (passeport égyptien)
Renseignements complémentaires : a) en détention depuis le 22 mai 2005 ; b) frère de Yasser Mohamed Ismail Abu Shaweesh
Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 2.8.2006

ABU SHAWEESH Yasser Mohamed Ismail
Désigné par le règlement (CE) n° 2018/2005 du 9 décembre 2005
Modifié par le règlement (CE) n° 1104/2007 du 25 septembre 2007
Modifié par le règlement (UE) n° 262/2010 du 24 mars 2010
Modifié par le règlement (UE) n° 906/2010 du 11 octobre 2010
Modifié par le règlement (UE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012
Alias : Yasser Mohamed Abou Shaweesh
Adresse : Allemagne
Né le 20.11.1973 à Benghazi, Libye
Nationalité : palestinien apatride
Passeport n° : a) 939254 (document de voyage égyptien) ; b) 0003213 (passeport égyptien) ; c) 981358 (passeport égyptien) ; d) C00071659 (document tenant lieu de passeport délivré par la République fédérale d'Allemagne)
Renseignements complémentaires : a) emprisonné en Allemagne ; b) frère d'Ismail Mohamed Ismail Abu Shaweesh
Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 6.12.2005

ABU-AL-KHAYR Muhammad Abdallah Hasan
Désigné par le règlement (CE) n° 787/2010 du 3 septembre 2010
Alias : a) Mohammed Abdullah Hassan Abdul-Khair ; b) Muhammad Abdallah Hasan Abu-al-Khayr ; c) Muhammad Bin- "Abdullah Bin-Hamd" Abu-al-Khayr ; d) Abdallah al-Halabi ; e) "Abdallah al-Halabi al-Madani" ; f) Abdallah al-Makki ; g) Abdallah el-Halabi ; h) Abdallah al-Halabi ; i) Abu "Abdallah al-Halabi" ; j) Abu Abdallah al-Madani ; k) Muhannad al-Jaddawi
Adresse : Yémen
Né le : a) 19.6.1975 ; b) 18.6.1975 à Madinah al-Munawwarah, Arabie saoudite
Nationalité : saoudienne
Numéro d'identification nationale : 1006010555
Passeport n° : A741097 (passeport saoudien délivré le 14 novembre 1995, arrivé à expiration le 19 septembre 2000)
Divers : figure sur une liste de 2009 recensant 85 personnes recherchées par le gouvernement saoudien
Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 24.8.2010

Abubakar Ahmed Abdallah
Désigné par le règlement (CE) n° 881/2002 du 27 mai 2002
Alias : a) KHABAR Abu ; b) KHALFAN Ahmed ; c) MOHAMMED, Shariff Omar
Né le : a) 14 mars 1974 ; b) 13 avril 1974 ; c) 14 avril 1974 ; d) 1er août 1970 à Zanzibar, Tanzanie
Nationalité : tanzanienne
Abubakary Khalfan Ahmed
Désigné par le règlement (CE) n° 881/2002 du 27 mai 2002
Alias : a) GHAILANI, Ahmed ; b) GHILANI, Ahmad Khalafan ; c) HUSSEIN, Mahafudh

ACHWAN Mochammad
Désigné par le règlement (UE) n° 253/2012 du 22 mars 2012
Alias : a) Muhammad Achwan ; b) Muhammad Akhwan ; c) Mochtar Achwan ; d) Mochtar Akhwan ; e) Mochtar Akwan
Adresse : Jalan Ir. H. Juanda 8/10, RT/RW 002/001, Jodipan, Blimbing, Malang, Indonésie
Né le : a) 4.5.1948 ; b) 4.5.1946 à Tulungagung, Indonésie
Nationalité : indonésienne
Numéro d'identification nationale : 3573010405480001 (carte d'identité indonésienne au nom de Mochammad Achwan)
Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 12.3.2012

Agha haji Abdul Manan
Désigné par le règlement (CE) n° 881/2002 du 27 mai 2002
Alias : Saiyid, Abd Al-Manam, Pakistan

AHMAD AL-JALAHMAH Jaber Abdallah Jaber
Désigné par le règlement (CE) n° 59/2008 du 24 janvier 2008
Modifié par le règlement (CE) n° 678/2008 du 16 juillet 2008
Modifié par le règlement (CE) n° 803/2008 du 8 août 2008
Modifié par le règlement (UE) n° 110/2010 de la Commission du 5 février 2010
Alias : a) Jaber Al-Jalamah ; b) Abu Muhammad Al-Jalahmah ; c) Jabir Abdallah Jabir Ahmad Jalahmah ; d) Jabir 'Abdallah Jabir Ahmad Al-Jalamah ; e) Jabir Al-Jalhami ; f) Abdul-Ghani ; g) Abu Muhammad
Date de naissance : 24.9.1959
Lieu de naissance : région d'Al-Khitan, Koweït
Nationalité : koweïtienne
Passeport n° : a) 101423404 ; b) 2541451 (passeport koweïtien qui viendra à expiration le 16.2.2017) ; c) 002327881
Numéro d'identification nationale : 259092401188 (Koweït)
Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 16.1.2008

AHMAD Farhad Kanabi
Désigné par le règlement (CE) n° 2018/2005 du 9 décembre 2005
Modifié par le règlement (UE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012
Alias : a) Kaua Omar Achmed ; b) Kawa Hamawandi (ainsi repris précédemment sur les listes)
Né le 1.7.1971 à Arbil, Iraq
Nationalité : iraquienne

Passeport n° : document de voyage allemand
("Reiseausweis") A 0139243
Adresse : Allemagne
Renseignement complémentaire : emprisonné en
Allemagne
Date de la désignation visée à l'article 2 *bis*, paragraphe
4, point b) : 6.12.2005

AHMAD Najmuddin Faraj
Désigné par le règlement (CE) n° 1823/2006 du
12 décembre 2006
Alias : a) Mullah Krekar ; b) Fateh Najm Eddine Farraj ;
c) Faraj Ahmad Najmuddin
Adresse : Heimdalsgate 36-V, 0578 Oslo, Norvège
Né le : a) 7 juillet 1956 ; b) 17 juin 1963 à Olaqlou
Sharbajer, gouvernorat d'Al-Sulaymaniyah, Irak
Nationalité : iraquienne

AHMED Tariq Anwar El-Sayed
Désigné par le règlement (CE) n° 881/2002 du 27 mai
2002
Modifié par le règlement (CE) n° 2145/2004 du
15 décembre 2004
Modifié par le règlement (CE) n° 969/2007 du 17 août
2007
Modifié par le règlement (UE) n° 577/2011 du 16 juin 2011
Alias : a) Hamdi Ahmad Farag ; b) Amr Al-Fatih Fathi ;
c) Tarek Anwar El Sayed Ahmad
Né le 15.3.1963 à Alexandrie, Egypte
Nationalité : égyptienne
Renseignement complémentaire : serait décédé en octobre
2001
Date de la désignation visée à l'article 2 *bis*, paragraphe
4, point b) : 6.10.2001

AHMED Zaki Ezat Zaki
Désigné par le règlement (CE) n° 1629/2005 du 5 octobre
2005
Modifié par le règlement (CE) n° 803/2008 du 8 août 2008
Modifié par le règlement (UE) n° 34/2012 du 17 janvier
2012
Alias : a) Rifat Salim ; b) Abu Usama
Adresse : a) Pakistan ; b) Afghanistan
Né le 21.4.1960 à : a) Sharqiyah, Egypte ; b) Zaqazig,
Egypte
Nationalité : égyptienne
Renseignements complémentaires : a) nom de son père :
Ahmed Ezat Zaki ; b) membre du Jihad islamique égyptien
Date de la désignation visée à l'article 2 *bis*, paragraphe
4, point b) : 29.9.2005

AIDER Farid
Désigné par le règlement (CE) n° 524/2004
Modifié par le règlement (CE) n° 2145/2004 du
15 décembre 2004
Modifié par le règlement (UE) n° 110/2010 de la
Commission du 5 février 2010
Modifié par le règlement (UE) n° 577/2011 du 16 juin 2011
Alias : a) Achour Ali ; b) Terfi Farid ; c) Abdalla
Né le 12.10.1964 à Alger, Algérie
Nationalité : algérienne
Renseignements complémentaires : a) numéro italien
d'identification fiscale : DRAFRD64R12Z301 ; b) sous le coup
d'un mandat d'arrêt délivré par les autorités italiennes le
16.11.2007 ; c) recherché par la justice italienne depuis le
14.12.2007
Date de la désignation visée à l'article 2 *bis*, paragraphe
4, point b) : 17.3.2004

AKLI Mohamed Amine
Désigné par le règlement (CE) n° 1184/2003 du 2 juillet
2003
Modifié par le règlement (CE) n° 674/2006 du 28 avril
2006
Modifié par le règlement (CE) n° 1291/2007 du 31 octobre
2007
Modifié par le règlement (UE) n° 577/2011 du 16 juin 2011
Alias : a) Akli Amine Mohamed ; b) Killech Shamir ;
c) Kali Sami ; d) Elias
Adresse : Algérie
Né à Bordj el Kiffane, Algérie, le 30.3.1972
Nationalité : algérienne
Renseignements complémentaires : a) nom de son père :
Lounes ; b) nom de sa mère : Kadidja ; c) non admissible dans
l'espace Schengen ; d) expulsé d'Espagne vers l'Algérie en
août 2009
Date de la désignation visée à l'article 2 *bis*, paragraphe
4, point b) : 25.6.2003

Akram Turki Hishan Al-Mazidih
Désigné par le règlement (UE) n° 262/2010 de la
Commission du 24 mars 2010
Alias : a) Akram Turki Al-Hishan ; b) Abu Jarrah ; c) Abu
Akram
Né en : a) 1974 ; b) 1975 ; c) 1979
Adresse : Zabadani, République arabe syrienne
Date de la désignation visée à l'article 2 *bis*, paragraphe
4, point b) : 11 mars 2010

AL GHABRA Mohammed
Désigné par le règlement (CE) n° 14/2007 du 10 janvier
2007
Modifié par le règlement (UE) n° 34/2012 du 17 janvier
2012
Adresse : East London, Royaume-Uni
Né le 1.6.1980 à Damas, Syrie
Nationalité : britannique
Passeport n° : 094629366 (Royaume-Uni)
Renseignement complémentaire : a) nom de son père :
Mohamed Ayman Ghabra ; b) nom de sa mère : Dalal
Date de la désignation visée à l'article 2 *bis*, paragraphe
4, point b) : 12.12.2006

AL HAFIZ Abd Al Wahab Abd
Désigné par le règlement (CE) n° 524/2004
Modifié par le règlement (CE) n° 2145/2004 du
15 décembre 2004
Modifié par le règlement (CE) n° 46/2008 du 18 janvier
2008
Modifié par le règlement (UE) n° 110/2010 de la
Commission du 5 février 2010
Modifié par le règlement (UE) n° 577/2011 du 16 juin 2011
Alias : a) Ferdjani Mouloud ; b) Mourad ; c) Rabah Di
Roma ; d) Abdel Wahab Abdelhafid ; e) Said
Date de naissance : a) 7.9.1967 ; b) 30.10.1968
Lieu de naissance : a) Alger, Algérie ; b) Algérie
Renseignements complémentaires : a) sous le coup d'un
mandat d'arrêt délivré par les autorités italiennes ;
b) recherché par la justice italienne depuis juin 2009
Date de la désignation visée à l'article 2 *bis*, paragraphe
4, point b) : 17.3.2004

AL ISLAMBOLLY Mohammed Ahmed Shawki
Désigné par le règlement (CE) n° 1629/2005 du 5 octobre
2005
Modifié par le règlement (CE) n° 803/2008 du 8 août 2008
Modifié par le règlement (UE) n° 34/2012 du 17 janvier
2012

Alias : a) Abu Khalid ; b) Abu Ja'far ; c) Mohamed El Islambouli

Adresse : a) Pakistan ; b) Afghanistan

Né le 21.1.1957 à El-Minya, Qena, Egypte

Nationalité : égyptienne

Renseignements complémentaires : a) nom de son père : Shawki al-Islambolly ; b) membre du Jihad islamique égyptien

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 29.9.2005

AL-ADL Sayf

Désigné par le règlement (CE) n° 881/2002 du 27 mai 2002

Modifié par le règlement (CE) n° 36/2011 du 18 janvier 2011

Alias : Saif Al-'Adil

Né en 1963 en Egypte

Renseignements complémentaires : a) serait ressortissant égyptien ; b) responsable de la sécurité d'Oussama ben Laden

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 21.1.2001

AL-AHDAL Muḥammad Hamdi Sadiq

Désigné par le règlement (CE) n° 881/2002 du 27 mai 2002

Modifié par le règlement (CE) n° 1102/2009 du 16 novembre 2009

Modifié par le règlement (UE) n° 110/2010 de la Commission du 5 février 2010

Alias : a) Al-Hamati, Muhammad ; b) Muhammad Muhammad Abdullah Al-Ahdal ; c) Mohamed Mohamed Abdullah Al-Ahdal ; d) Abu Asim Al Makki ; e) Ahmed

Né le 19.11.1971 à Médina, Arabie saoudite

Adresse : Jamal Street, Al-Dahima Alley, Al-Hudaydah, Yémen

Nationalité : yéménite

Passeport yéménite n° 541939, délivré à Al-Hudaydah, Yémen, le 31.7.2000, au nom de Muhammad Muhammad Abdullah Al-Ahdal

Numéro d'identification nationale : 216040 (carte d'identité yéménite)

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 17.10.2001

AL-ALI Hamid Abdallah Ahmad

Désigné par le règlement (CE) n° 59/2008 du 24 janvier 2008

Modifié par le règlement (CE) n° 678/2008 du 16 juillet 2008

Modifié par le règlement (CE) n° 803/2008 du 8 août 2008

Modifié par le règlement (UE) n° 110/2010 de la Commission du 5 février 2010

Alias : a) Dr Ahamed Abdullah Al-Ali ; b) Hamed Al-'Ali ; c) Hamed bin 'Abdallah Al-'Ali ; d) Hamid 'Abdallah Al-'Ali ; e) Hamid 'Abdallah Ahmad Al-'Ali ; f) Hamid bin Abdallah Ahmed Al-Ali ; g) Hamid Abdallah Ahmed Al-Ali ; h) Abu Salim

Date de naissance : 20.1.1960

Lieu de naissance : Koweït

Nationalité : koweïtienne

Passeport n° : 1739010 (passeport koweïtien délivré le 26.5.2003 au Koweït, arrivé à expiration le 25.5.2008)

Renseignement complémentaire : réside au Koweït (depuis mars 2009)

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 16.1.2008

AL-AMDOUNI Mehrez Ben Mahmoud Ben Sassi

Désigné par le règlement (CE) n° 1184/2003 du 2 juillet 2003

Modifié par le règlement (CE) n° 2145/2004 du 15 décembre 2004

Modifié par le règlement (CE) n° 76/2006 du 17 janvier 2006

Modifié par le règlement (CE) n° 1291/2007 du 31 octobre 2007

Modifié par le règlement (CE) n° 1102/2009 du 16 novembre 2009

Modifié par le règlement (UE) n° 663/2010 du 23 juillet 2010

Modifié par le règlement (UE) n° 577/2011 du 16 juin 2011

Modifié par le règlement (UE) n° 663/2010 du 23 juillet 2010

Modifié par le règlement (UE) n° 577/2011 du 16 juin 2011
Alias : a) Fabio Fusco ; b) Mohamed Hassan ; c) Mehrez Hamdouni ; d) Amdouni Mehrez ben Tah ; e) Mehrez ben Ahdoud ben Amdouni ; f) Abu Thale

Adresse : Italie

Date de naissance : a) 18.12.1969 ; b) 25.5.1968 ; c) 18.12.1968 ; d) 14.7.1969

Lieu de naissance : a) Asima-Tunis, Tunisie ; b) Naples, Italie ; c) Tunisie ; d) Algérie

Nationalité : tunisienne

Passeport n° G737411 (passeport tunisien délivré le 24.10.1990, arrivé à expiration le 20.9.1997)

Renseignements complémentaires : a) nom de son père : Mahmoud ben Sassi ; b) nom de sa mère : Maryam bint al-Tijani ; c) non admissible dans l'espace Schengen

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 25.6.2003

AL-AOUDI Mohamed Ben Belgacem Ben Abdallah

Désigné par le règlement (CE) n° 951/2002 du 3 juin 2002

Modifié par le règlement (CE) n° 866/2003 du 19 mai 2003

Modifié par le règlement (CE) n° 2145/2004 du 15 décembre 2004

Modifié par le règlement (CE) n° 1551/2005 du 22 septembre 2005

Modifié par le règlement (CE) n° 76/2006 du 17 janvier 2006

Modifié par le règlement (CE) n° 732/2007 du 26 juin 2007

Modifié par le règlement (CE) n° 36/2011 du 18 janvier 2011

Alias : a) Mohamed Ben Belkacem Aouadi ; b) Fathi Hannachi

Adresse : 23, 50e rue, Zehrouni, Tunis, Tunisie

Né le 11.12.1974 à Tunis, Tunisie

Nationalité : tunisienne

Passeport n° L191609 (passeport tunisien délivré le 28.2.1996 et venu à expiration le 27.2.2001)

Numéro d'identification nationale : 04643632, délivré le 18.6.1999

Renseignements complémentaires : a) numéro italien d'identification fiscale : DAOMMD74T11Z352Z ; b) nom de sa mère : Ourida Bint Mohamad ; c) expulsé vers la Tunisie le 1.12.2004

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 24.4.2002

AL-AQEEL Aqeel Abdulaziz Aqeel

Désigné par le règlement (CE) n° 1277/2002 du 12 juillet 2004

Modifié par le règlement (CE) n° 492/2007 du 3 mai 2007

Modifié par le règlement (CE) n° 1102/2009 du 16 novembre 2009

Modifié par le règlement (UE) n° 34/2012 du 17 janvier 2012

Alias : a) Aqeel Abdulaziz Al-Aqil ; b) Ageel Abdulaziz A. Alageel

Adresse : Arabie saoudite (en avril 2009)

Né le 29.4.1949 à Uneizah, Arabie saoudite

Nationalité : saoudienne

Passeport n° : a) C1415363, délivré le 21.5.2000 (16/2/1421H) ; b) E839024 (délivré le 3.1.2004, arrivé à expiration le 8.11.2008)

Renseignement complémentaire : était détenu en Arabie saoudite en novembre 2010

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 6.7.2004

AL-ASIRI Ibrahim Hassan Tali

Désigné par le règlement (UE) n° 317/2011 du 31 mars 2011

Alias : a) Ibrahim Hassan Tali Asiri ; b) Ibrahim Hasan Talea Aseeri ; c) Ibrahim Hassan al-Asiri ; d) Ibrahim Hasan Tali Asiri ; e) Ibrahim Hassan Tali Assiri ; f) Ibrahim Hasan Tali'A 'Asiri ; g) Ibrahim Hasan Tali al-'Asiri ; h) Ibrahim al-'Asiri ; i) Ibrahim Hassan Al Asiri ; j) Abu Saleh ; k) Abosslah ; l) Abu-Salaah

Adresse : Yémen

Né le : a) 19.4.1982 ; b) 18.4.1982 ; c) 24.6.1402 (calendrier hégirien)

Lieu de naissance : Riyad, Arabie saoudite

Nationalité : saoudienne

Passeport n° F654645 (passeport saoudien délivré le 30.4.2005, arrivé à expiration le 7.3.2010 ; date de délivrance selon le calendrier hégirien : 24.6.1426 ; date d'expiration selon le calendrier hégirien : 21.3.1431)

Numéro d'identification nationale : 1028745097 (numéro d'identification civile saoudien)

Renseignements complémentaires : a) agent et principal fabricant de bombes d'Al-Qaida dans la péninsule arabique ; b) vivrait dans la clandestinité au Yémen (situation en mars 2011) ; c) recherché par l'Arabie saoudite ; d) la notice orange d'Interpol (file #2009/52/OS/CCC, #81) a été émise à son encontre ; e) associé à Nasir 'abd-al-Karim 'Abdullah Al-Wahishi, Said Ali al-Shihri, Qasim Yahya Mahdi al-Rimi et Anwar Nasser Abdulla Al-Aulaqi

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 24.3.2011

AL-AULAQI Anwar Nasser Abdulla

Désigné par le règlement (UE) n° 681/2010 du 29 juillet 2010

Modifié par le règlement d'exécution (UE) n° 1285/2011 du 8 décembre 2011

Alias : a) Anwar al-Aulaqi ; b) Anwar al-Awlaki ; c) Anwar al-Awlaqi ; d) Anwar Nasser Aulaqi ; e) Anwar Nasser Abdullah Aulaqi ; f) Anwar Nasser Abdulla Aulaqi

Date de naissance : a) 21.4.1971 ; b) 22.4.1971

Lieu de naissance : Las Cruces, Nouveau-Mexique, Etats-Unis

Nationalité : a) américaine ; b) yéménite

Autre renseignement : décès le 30 septembre 2011 au Yémen confirmé

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 20.7.2010

AL-AYARI Chihab Ben Mohamed Ben Mokhtar

Désigné par le règlement (CE) n° 1184/2003 du 2 juillet 2003

Modifié par le règlement (CE) n° 76/2006 du 17 janvier 2006

Modifié par le règlement (CE) n° 1291/2007 du 31 octobre 2007

Modifié par le règlement (CE) n° 1102/2009 du 16 novembre 2009

Modifié par le règlement (UE) n° 577/2011 du 16 juin 2011

Alias : a) Hichem Abu Hchem ; b) Ayari Chihbe ; c) Ayari Chied ; d) Adam Hussainy ; e) Hichem ; f) Abu Hichem ; g) Moktar

Adresse : rue Bardo, Tunis, Tunisie

Date de naissance : 19.12.1965

Lieu de naissance : a) Tunis, Tunisie ; b) Grèce

Nationalité : tunisienne

Passeport n° L246084 (passeport tunisien délivré le 10.6.1996, arrivé à expiration le 9.6.2001)

Renseignements complémentaires : a) extradé d'Italie vers la Tunisie le 13 avril 2006 ; b) nom de sa mère : Fatima al-Tumi ; c) non admissible dans l'espace Schengen

Date de la désignation visée à l'article 2 bis, paragraphe 4, point b) : 25.6.2003

AL-BADRI AL-SAMARRAI Ibrahim Awwad Ibrahim

Désigné par le règlement (UE) n° 1024/2011 de la Commission du 14 octobre 2011

Modifié par le règlement (UE) n° 706/2012 de la Commission du 1er août 2012

Alias : a) Dr. Ibrahim 'Awwad Ibrahim' Ali al-Badri al-Samarrai ; b) Ibrahim 'Awad Ibrahim al-Badri al-Samarrai ; c) Ibrahim 'Awad Ibrahim al-Samarra'i ; d) Dr. Ibrahim Awwad Ibrahim al-Samarra'i ; e) Abu Du'a ; f) Abu Duaa ; g) Dr. Ibrahim ; h) Abu Bakr al-Baghdadi al-Husayni al-Quraishi ; i) Abu Bakr al-Baghdadi

Titre : Dr

Adresse : Iraq

CONVENTION n° 312-12 du 31 octobre 2012.

L'Etat (ministère des outre-mer), représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

La commune de Bora Bora représentée par son maire,

.....
Décident :

Article 1er. — *Objet de la convention*

La présente convention a pour objet d'arrêter le montant et les conditions d'octroi de la subvention accordée à la commune de Bora Bora au titre du FEI 2012 pour la couverture du centre d'enfouissement technique (CET) situé dans la section de commune de Faanui à Bora Bora.

Art. 2. — *Bénéficiaire*

Le bénéficiaire de la subvention est la commune de Bora Bora, maître d'ouvrage de l'opération.

Art. 3. — *Description de l'opération*

L'opération porte sur la réhabilitation des casiers 1 et 2 du CET de Bora Bora contenant respectivement des déchets ménagers de catégories 2 et 3, conformément aux règles d'exploitation du site définies par l'arrêté n° 34 MES du 14 février 2005, modifié par l'arrêté n° 33 MEA du 25 juin 2008.

L'objectif est de refermer le casier, en maîtrisant l'ensemble des rejets de façon à réduire les impacts sur l'environnement et à maintenir un certain niveau de sécurité au terme de l'exploitation du site.

Les travaux de réhabilitation consistent plus précisément à :

- évacuer les eaux de pluie horizontalement, à l'aide d'un revêtement en matériaux drainant, tout en limitant les infiltrations et la formation de lixiviats ;
- éviter les fuites et contaminations de la pollution, au moyen d'une géomembrane ;
- lutter contre l'érosion et assurer la réintégration paysagère du site, en végétalisant le revêtement de terre à mettre en place.

La conception technique de la couverture du casier doit répondre aux difficultés d'auto-compaction des déchets ainsi qu'au degré de pente de la couverture finale. Les détails techniques figurent en annexe 1.

Art. 4. — *Calendrier d'exécution de l'opération*

L'opération ne pourra commencer effectivement qu'après la signature de la présente convention.

La date de démarrage des travaux sera attestée par la commune de Bora Bora. Cette attestation devra être

transmise aux services du haut-commissariat dans un délai maximal de 6 mois à compter de la date de signature de la présente convention.

Le délai d'exécution des travaux est fixé à 14 mois à compter de leur démarrage.

Le délai de production des justificatifs, nécessaires au versement des acomptes et du solde, est fixé à 6 mois après la date d'achèvement des travaux. A défaut de production dans ce délai, l'opération pourra être clôturée sans versement de l'aide financière de l'Etat.

Art. 5. — *Plan de financement*

Le montant global de l'opération, taxes incluses, est estimé à 204 630,38 euros, soit 24 418 900 F CFP TTC. Son coût hors taxe (HT) est évalué à 186 027,62 euros, soit 22 199 000 F CFP HT.

Les parties contractantes s'engagent à apporter une somme de :

| | | |
|-----------------------------|------------------|------------------|
| - Etat (80 % du coût HT) | 148 822,10 euros | 17 759 200 F CFP |
| - Commune (20 % du coût HT) | 37 205,52 euros | 4 439 800 F CFP |

La TVA, chiffrée à 18 602,76 euros, soit 2 219 900 F CFP, est à la charge de la commune de Bora Bora.

.....

(Annexe 1 : voir pages suivantes)

ANNEXE 1

1. L'opération

• Intitulé

Travaux de réhabilitation des casiers 1 et 2 du Centre d'Enfouissement Technique de la commune de Bora Bora.

• Description

Mise en œuvre de la couverture finale du casier par un dispositif d'étanchéité par géo membrane (DEG) et installation d'un dispositif de dégazage.

Plus précisément, cela consiste à :

Pour le casier 1 (catégorie 2) :

- la mise en œuvre du système de drainage des lixiviats et des biogaz ;
- la mise en œuvre de la couverture finale par superposition de plusieurs couches de compositions différentes.

Pour le casier 2 (catégorie 3) :

- la mise en œuvre uniquement de la couverture finale (différente de la précédente étant donné que le casier 2 concerne les déchets de catégorie 3).

2. Impact attendu en termes de développement économique, social, environnemental et énergétique de la collectivité concernée

Les casiers arrivant à terme doivent être refermés tout en maintenant un niveau de sécurité et de non atteinte à l'environnement même après leur durée d'exploitation.

L'objectif global est donc de minimiser les impacts sur l'environnement en :

- limitant les infiltrations d'eau de pluie et la formation trop importante de lixiviats ;
- Evacuant les eaux de pluie horizontalement à l'aide du revêtement en matériaux drainant ;
- Evitant les fuites et contaminations grâce à la géo membrane ;
- Assurant l'absorption des eaux de pluie et l'évapotranspiration, la lutte contre l'érosion et la réintégration paysagère par le revêtement de terre et par la végétalisation du sol ;
- Limitant l'envol de la poussière des déchets (cas du casier 2 des encombrants) grâce au recouvrement par le « Mamu ».

Par cette réhabilitation, les casiers seront hermétiques, et les rejets en gaz ou lixiviats maîtrisés, réduisant les pollutions.

Par ailleurs, la dernière couche végétale qui sera posée devra permettre leur intégration dans le paysage et minimiser l'impact visuel.

3. Les travaux de réhabilitation des casiers

1. Exploitation des casiers

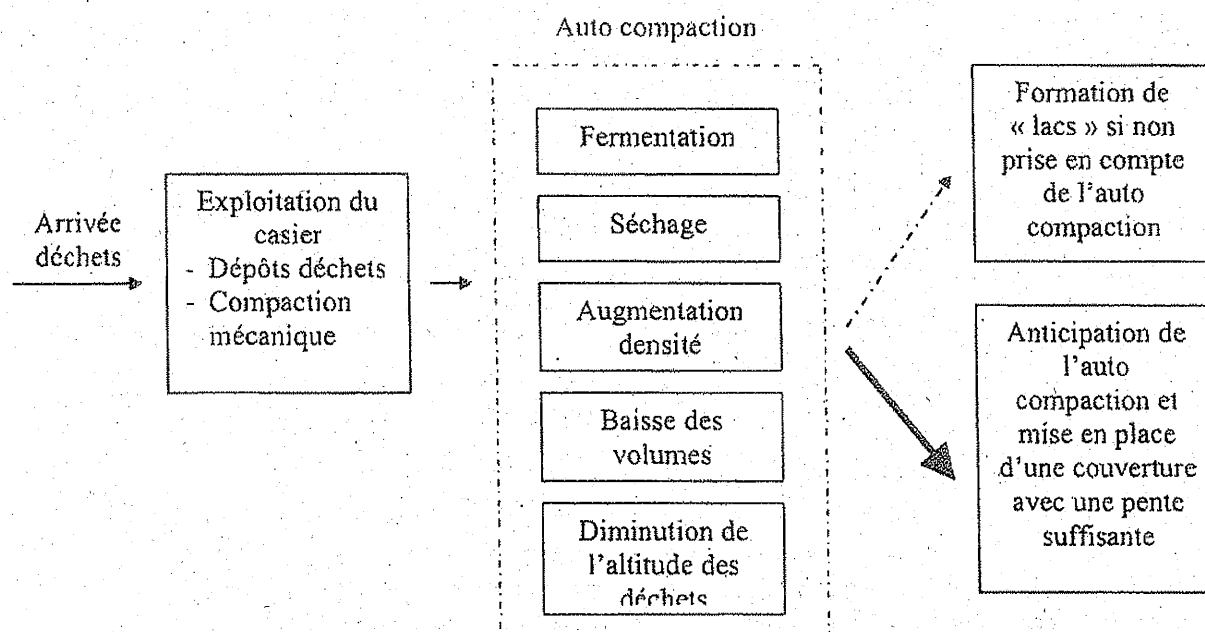
Le casier 1, qui concerne les déchets ménagers de catégorie 2, est en exploitation depuis l'ouverture du CET, soit le 28 septembre 2011. Il arrivera en fin de vie fin octobre de cette année.

Le casier 2, qui concerne les encombrants (catégorie 3), arrivera en fin de vie vers novembre 2013.

L'exploitant est la Société Polynésienne des Eaux (ex-SPEA), avec un contrat de 3 ans, renouvelable une fois pour un an.

2. Difficulté post exploitation : l'auto compaction

Outre la compaction mécanisée, la dégradation normale des déchets dans un casier, conduit à un phénomène d'auto compaction, qui consiste en la dégradation progressive des déchets (fermentation puis « séchage ») suivie de l'augmentation de la densité des déchets, et de ce fait, la diminution de leur volume, et donc par conséquent la diminution de l'altitude du massif de déchets.



Si la couverture se fait sur des pentes insuffisantes, celle-ci se creusera avec la baisse du niveau du massif de déchets et créera par la suite « un lac » qui empêchera les eaux de s'écouler, engorgera le centre du casier et rendra difficile la gestion des biogaz.

La couverture des casiers doit donc répondre aux difficultés d'auto compaction des déchets ainsi qu'au degré de pente de la couverture finale.

3. Conception technique de la couverture finale

Les travaux de réhabilitation consistent :

Pour le casier 1 :

- Recouvrement des déchets par du « Mamu » compact de 50 cm
- Couche de massif drainant « Enkadrain » de 30cm pour drainer les gaz
- Mise en place de la géo membrane
- Couche de massif drainant « Enkadrain » de 30cm pour drainer les eaux de pluies
- Recouvrement par une terre végétale de 30 cm

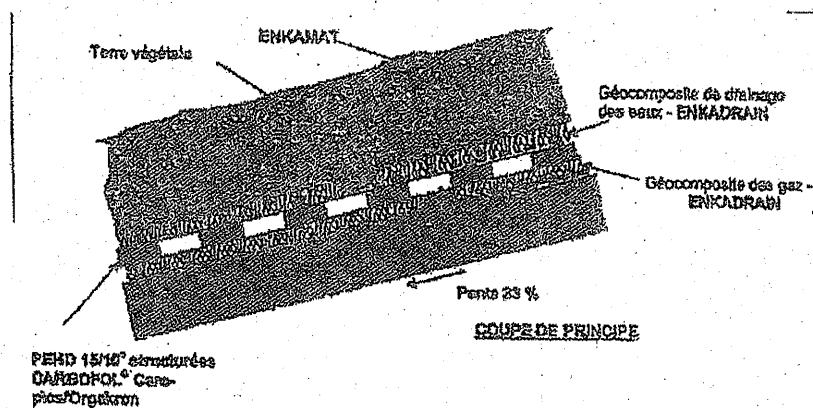
Pour le casier 2 :

Sa réhabilitation est plus simple car il s'agit des déchets encombrants (catégorie 3).

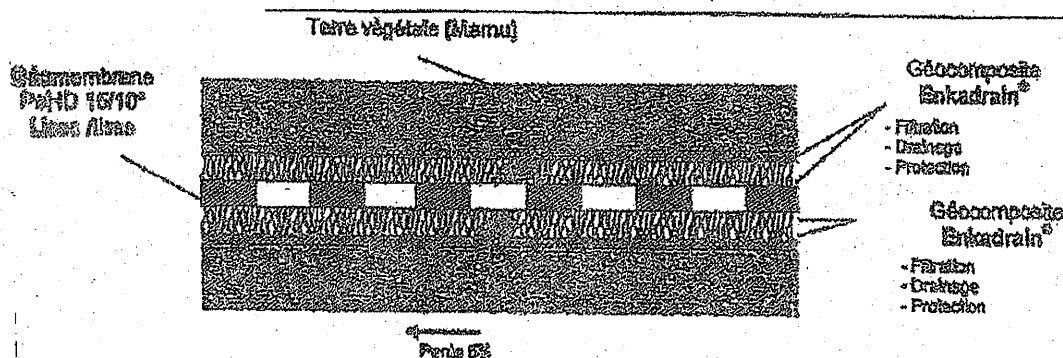
- Recouvrement des déchets par du « Mamu » compact de 20 cm
- Recouvrement par une terre végétale de 30 cm

Cependant, afin d'éviter tout mouvement ou glissement de la couverture finale, la conception de la couverture sera différente sur les pentes et sur la partie plane du dôme.
(Cf. Schémas de principe a et b).

a) Schéma de principe de la partie pentue



b) Schéma de principe de la partie plane du dôme



4. Délais de réalisation et plan prévisionnel de financement

1. Date de démarrage de l'opération (études et travaux ou travaux uniquement)

Dès le terme de l'exploitation des casiers :

- estimée à novembre 2012 pour le casier 1 qui arrivera en fin de vie fin octobre 2012 (le temps que le phénomène d'auto compaction agisse)
- estimée à fin 2013 pour le casier 2 qui arrivera en fin de vie.

2. Autorisation(s) déjà obtenue(s) ou démarches préalables entreprises (ex : délivrance du PC, fin des études...)

Travaux prévus dans le marché de service de l'exploitation du centre d'enfouissement technique dans la tranche conditionnelle.

3. Bénéficiaire de la subvention

La commune de Bora Bora

4. Maître d'oeuvre

La Société Polynésienne des Eaux (ex-SPEA), avec pour sous-traitant la société « Enviropol ».

5. Coût total prévisionnel de l'opération (HVTA et TTC, la TVA étant à la charge de la collectivité concernée) :

| Travaux | Unité | Quantité | Coût unitaire (FCFP) | Coûts |
|--------------------------|-------|----------|----------------------|----------------|
| - Couverture du casier 1 | M² | 3000 | 6979 | 20 937 000 XPF |
| - Couverture du casier 2 | M² | 1000 | 1262 | 1 262 000 XPF |
| TOTAL HT | | | | 22 199 000 XPF |
| Montant TVA | | | | 2 219 900 XPF |
| TOTAL TTC | | | | 24 418 900 XPF |

6. Montant de la subvention Etat sollicitée

La commune de Bora Bora sollicite une aide de l'Etat pour un montant de 17.759.200 FCFP du prix hors taxes.

7. % de la participation de la collectivité concernée dans le plan de financement (au minimum 20% HTVA)

| Sources de financement | | Montant | Part |
|------------------------|-----------------|----------------|-----------|
| Etat | 80 % du HT | 17 759 200 XPF | 80% du HT |
| Commune | Reliquat sur HT | 4 439 800 XPF | 20% HT |
| | TVA | 2 219 900 XPF | TVA |
| | Total à charge | 6 659 700 XPF | 27% |

Ainsi, la commune de Bora Bora supportera 27% du montant total TTC de l'opération, soit 6.659.700 FCFP.

8. Aides financières complémentaires déjà obtenues le cas échéant

Aucune.

9. Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération

La durée globale des travaux devrait s'étaler sur 14 mois (de novembre 2012 à fin décembre 2013).

10. Echancier financier de réalisation de l'opération au titre de la participation de l'Etat

| année | % subvention. | montant |
|-------|---------------|-----------------|
| 2012 | 30 % | 5 327 760 FCFP |
| 2013 | 70% | 12 431 440 FCFP |
| TOTAL | 100 % | 17 759 000 FCFP |

CONVENTION DE FINANCEMENT n° HC 314-12 DIPAC/FIP du 5 novembre 2012.

Entre :

Le comité des finances locales chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation désigné ci-après par le terme FIP représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française, M. Jean-Pierre Laflaquière,

Et :

La commune de Taputapuatea, représentée par son maire M. Thomas Moutame.

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

A - Dispositions générales

Article 1er. — Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le FIP apporte son soutien financier à la commune de Taputapuatea pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Reconstruction du groupe scolaire de Puohine, maternelle et primaire - étude jusqu'à l'APD" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2. — Description de l'opération

L'opération consiste en la réalisation d'études jusqu'à l'APD relatives à la reconstruction du groupe scolaire. Le coût est estimé à 13 480 000 F CFP, soit 112 962,40 euros, financé à 100 %.

Art. 3. — Financement

Coût total estimé : 13 480 000 CFP, soit 112 962,40 euros.

Le plan de financement de l'opération décrite à l'article précédent est arrêté comme suit :

| | | |
|---------------|------------------|------------------|
| - FIP (100 %) | 112 962,40 euros | 13 480 000 F CFP |
|---------------|------------------|------------------|

CONVENTION n° 323-12 du 9 novembre 2012.

L'Etat (ministère des outre-mer), représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

La commune de Rangiroa représentée par son maire,

Décident :

Article 1er. — Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'arrêter le montant et les conditions d'octroi de la subvention accordée à la commune de Rangiroa au titre du FEI 2012 pour l'acquisition d'une navette de transport maritime inter-îles.

Art. 2. — Bénéficiaire

Le bénéficiaire de la subvention est la commune de Rangiroa, maître d'ouvrage de l'opération.

Art. 3. — Description de l'opération

L'opération porte sur l'acquisition d'une navette de transport maritime devant relier les îles de Makatea, Mataiva, Tikehau et Rangiroa.

La navette de transport maritime est destinée à permettre aux populations locales ainsi qu'aux visiteurs d'effectuer en toute sécurité des déplacements entre les différentes îles (déplacements des associations culturelles et sportives, déplacements des élus communaux, des touristes des hôtels et des pensions de famille, des élèves et des instituteurs, des missionnaires de l'Etat, de la Polynésie française, de la commune, de sociétés privées, etc.).

La capacité de transport de cette navette serait de 40 passagers.

Cette acquisition participera en particulier au désenclavement de l'île de Makatea, en offrant un moyen de transport adéquat. Elle contribuera également au développement touristique et économique en favorisant les échanges commerciaux entre les îles. Elle apportera un soutien sanitaire pour les évacuations sanitaires urgentes.

L'investissement fera l'objet d'un appel d'offres conformément au code des marchés publics en vigueur.

Art. 4. — Calendrier d'exécution de l'opération

L'opération ne pourra commencer effectivement qu'après la signature de la présente convention.

La date de démarrage des travaux sera attestée par la commune de Rangiroa. Cette attestation devra être transmise aux services du haut-commissariat dans un délai maximal de 6 mois à compter de la date de signature de la présente convention.

Le délai d'exécution des travaux est fixé à 12 mois à compter de leur démarrage.

Le délai de production des justificatifs nécessaires au versement des acomptes et du solde est fixé au plus tard 6 mois après la date d'achèvement des travaux. A défaut de production dans ce délai, l'opération pourra être clôturée sans versement de l'aide financière de l'Etat.

Art. 5. — Plan de financement

Le montant global de l'opération, taxes incluses (TTC), est estimé à 500 497,70 euros, soit 59 725 262 F CFP TTC. Son coût hors taxe (HT) est évalué à 454 997,91 euros, soit 54 295 693 F CFP HT.

Les parties contractantes s'engagent à apporter une somme de :

| | | |
|-----------------------------|------------------|------------------|
| - Etat (80 % du coût HT) | 363 998,33 euros | 43 436 554 F CFP |
| - Commune (20 % du coût HT) | 90 999,58 euros | 10 859 139 F CFP |

La TVA, chiffrée à 45 499,79 euros, soit 5 429 569 F CFP, est à la charge de la commune de Rangiroa.

CONVENTION n° 324-12 du 9 novembre 2012.

L'Etat (ministère des outre-mer), représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

La commune de Ua Pou représentée par son maire,

.....
Décident :

Article 1er. — Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'arrêter le montant et les conditions d'octroi de la subvention accordée à la commune de Ua Pou au titre du FEI 2012 pour la rénovation de l'ancienne école primaire située à Hakahau.

Art. 2. — Bénéficiaire

Le bénéficiaire de la subvention est la commune de Ua Pou, maître d'ouvrage de l'opération.

Art. 3. — Description de l'opération

L'opération porte sur la restauration et la mise aux normes du bâtiment existant par rapport à la réglementation des établissements recevant du public, ainsi que sur l'aménagement des espaces extérieurs et interdépendants.

Les installations sont destinées à être affectées à des activités de nature sociale et culturelle, ou à caractère artisanal, agricole et commercial.

Les travaux à effectuer portent notamment sur :

- le remplacement des menuiseries extérieures, en aluminium, et intérieures, en bois ;
- la rénovation des installations sanitaires ;
- la création de cloisons ;
- la réfection des faux-plafonds ;
- la pose de revêtements aux sols ;
- la réalisation de revêtements aux murs ;
- la mise en conformité des installations électriques ;
- l'application d'un traitement curatif anti-termites ;
- l'aménagement d'une aire de stationnement.

Art. 4. — Calendrier d'exécution de l'opération

L'opération ne pourra commencer effectivement qu'après la signature de la présente convention.

La date de démarrage des travaux sera attestée par la commune de Ua Pou. Cette attestation devra être transmise aux services du haut-commissariat de la République dans un délai maximal de 6 mois à compter de la date de signature de la présente convention.

Le délai d'exécution des travaux est fixé à 24 mois à compter de leur démarrage.

Le délai de production des justificatifs nécessaires au versement des acomptes et du solde est fixé à 6 mois après la date d'achèvement des travaux. A défaut de production dans ce délai, l'opération pourra être clôturée sans versement de l'aide financière de l'Etat.

Art. 5. — Plan de financement

Le montant global de l'opération, taxes incluses (TTC), est estimé à 217 502,90 euros, soit 25 955 000 F CFP TTC. Son coût hors taxe (HT) est évalué à 187 502,50 euros, soit 22 375 000 F CFP HT.

Les parties contractantes s'engagent à apporter une somme de :

- | | | |
|-----------------------------|-----------------|------------------|
| - Etat (80 % du coût HT) | 150 000 euros | 17 899 761 F CFP |
| - Commune (20 % du coût HT) | 37 502,50 euros | 4 475 239 F CFP |

La TVA, chiffrée à 30 000,40 euros, soit 3 580 000 F CFP, est à la charge de la commune de Ua Pou.

.....
AVENANT n° 315-12 du 5 novembre 2012 à la convention de financement n° HC 325-09 DIPAC/FIP du 19 octobre 2009 relative à l'opération "Rénovation de la cantine et de la clôture de l'école primaire de Tehurui" dans la commune de Tumaraa.

Entre :

Le comité des finances locales de la Polynésie française, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française, M. Jean-Pierre Laflaquière,

Et :

La commune de Tumaraa, représentée par son maire M. Cyril Tetuanui,

.....
Il est convenu ce qui suit :

Article 1er. — Le présent avenant a pour objet de modifier la convention de financement n° HC 325-09 DIPAC/FIP du 19 octobre 2009 relative à l'opération "Rénovation de la cantine et de la clôture de l'école primaire de Tehurui", en ce qui concerne le délai d'exécution.

Art. 2. — L'article 6 de la convention de financement initiale, relatif aux engagements de la commune est partiellement modifié comme suit :

Au lieu de : "A achever cette opération dans un délai maximum de trente-six mois à partir de la date de notification de la présente convention" ;

Lire : "A achever cette opération au plus tard le 28 février 2013".

Art. 3. — Toutes les autres dispositions de la convention initiale non expressément modifiées par le présent avenant sont et demeurent valables.

.....
AVENANT n° HC 316-12 DIPAC/FIP du 5 novembre 2012 à la convention de financement n° HC 326-09 DIPAC/FIP du 19 octobre 2009.

Entre :

Le comité des finances locales chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation désigné ci-après par le terme FIP, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française, M. Jean-Pierre Laflaquière,

Et :

La commune de Tumaraa, représentée par son maire
M. Cyril Tetuanui,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er. — Objet

Le présent avenant a pour objet de modifier la convention n° HC 326-09 DIPAC/FIP du 19 octobre 2009 en ce qui concerne le coût, le plan de financement et le délai d'achèvement de l'opération.

Art. 2. — L'article 2 de la convention initiale relatif à la description de l'opération est modifié comme suit :

Au lieu de : "Le coût est estimé à 7 530 000 F CFP, soit 63 101,40 euros" ;

Lire : "Le coût est estimé à 5 037 500 F CFP, soit 42 214,25 euros".

Art. 3. — L'article 3 de la convention initiale relatif au financement de l'opération est modifié comme suit :

Au lieu de : "Coût total estimé : 7 530 000 F CFP, soit 63 101,40 euros.

Le plan de financement de l'opération décrite à l'article précédent est arrêté comme suit :

- FIP programmation 2009 (100 %) 63 101,40 euros 7 530 000 F CFP"

Lire : "Coût total estimé : 5 037 500 F CFP, soit 42 214,25 euros.

Le plan de financement de l'opération décrite à l'article précédent est arrêté comme suit :

- FIP (95 %) 40 103,54 euros 4 785 625 F CFP
- Commune (5 %) 2 110,71 euros 251 875 F CFP"

Art. 4. — L'article 6 de la convention initiale relatif aux engagements de la commune est modifié comme suit :

Au lieu de : "A achever cette opération dans un délai maximum de vingt-quatre mois à partir de la date de notification de la présente convention,"

Lire : "A achever cette opération au plus tard le 31 décembre 2012,"

Art. 5. — Toutes les autres dispositions de la convention initiale non expressément modifiées par le présent avenant sont et demeurent valables.

AVENANT n° 326-12 du 12 novembre 2012 à la convention de financement n° HC 129-11 DIPAC/FIP du 4 mai 2011 relative à la réalisation du plan communal de sauvegarde (PCS) par la commune de Hitia'a O Te Ra.

Entre :

- Le comité des finances locales de la Polynésie française, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française, M. Jean-Pierre Laflaquière,

Et :

- La commune de Hitia'a O Te Ra, représentée par son maire, M. Henri Flohr,

Il est convenu :

Article 1er. — Le présent avenant abroge l'avenant n° 135-12 du 31 mai 2012.

Art. 2. — Le présent avenant a pour objet de modifier la convention de financement n° HC 129-11 DIPAC/FIP du 4 mai 2011 relative au financement de l'opération "Réalisation du plan communal de sauvegarde (PCS)" par la commune de Hitia'a O Te Ra en ce qui concerne le délai d'exécution de l'opération.

Art. 3. — L'article 6 de la convention de financement initiale, relatif aux engagements de la commune est partiellement modifié comme suit :

Au lieu de : "Achever l'opération dans un délai de 12 mois, à compter de la signature de la présente convention ;"

Lire : "Achever l'opération dans un délai de 24 mois, à compter de la signature de la présente convention.

Art. 4. — Toutes les autres dispositions de la convention initiale non expressément modifiées par le présent avenant sont et demeurent valables.

AVENANT n° 327-12 du 12 novembre 2012 à la convention de financement n° HC 313-10 DIPAC/FIP du 18 octobre 2010 relative aux études complémentaires pour les travaux à court terme d'adduction d'eau potable de la commune de Papara.

Entre :

- Le comité des finances locales de la Polynésie française, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française, M. Jean-Pierre Laflaquière,

Et :

- La commune de Papara, représentée par son maire M. Bruno Sandras,

Il est convenu :

Article 1er. — Le présent avenant a pour objet de modifier la convention de financement n° HC 313-10 DIPAC/FIP du 18 octobre 2010 relative au financement de l'opération "Etudes complémentaires pour les travaux à court terme d'adduction d'eau potable" par la commune de Papara en ce qui concerne le délai d'exécution.

Art. 2. — L'article 6 de la convention de financement initiale, relatif aux engagements de la commune est partiellement modifié comme suit :

Au lieu de : "Achever cette opération dans un délai maximum de 24 mois, à partir de la signature de la présente convention,"

Lire : "Achever l'opération dans un délai de 36 mois, à compter de la signature de la présente convention".

Art. 3.— Toutes les autres dispositions de la convention initiale non expressément modifiées par le présent avenant sont et demeurent valables.

AVENANT n° 328-12 du 12 novembre 2012 à la convention de financement n° 103-08 du 16 avril 2008 modifiée relative à l'opération "Reconstruction de l'école maternelle Taharuu" par la commune de Papara.

Entre :

- Le comité des finances locales de la Polynésie française, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française, M. Jean-Pierre Laflaquière,

Et :

- La commune de Papara, représentée par son maire M. Bruno Sandras,

Il est convenu :

Article 1er.— Le présent avenant abroge les avenants n° 15-12 du 26 janvier 2012, n° 51-12 du 16 mars 2012 et n° 173-12 du 10 juillet 2012.

Art. 2.— Le présent avenant modifie la convention de financement n° 103-08 du 16 avril 2008 modifiée relative au financement de la reconstruction de l'école maternelle Taharuu par la commune de Papara, en ce qui concerne le délai de versement du solde de l'opération.

Art. 3.— L'article 5 de la convention de financement initiale relatif aux engagements de la commune est partiellement modifié comme suit :

Au lieu de : Demander le versement du solde de cette opération dans un délai de 6 mois à partir de sa date d'achèvement ;

Lire : Demander le versement du solde de cette opération au plus tard le 30 avril 2013.

Art. 4.— Toutes les autres dispositions de la convention initiale non expressément modifiées par le présent avenant sont et demeurent valables.

AVENANT n° 329-12 du 12 novembre 2012 à la convention de financement n° HC 321-10 DIPAC/FIP du 24 octobre 2010 relative à la réfection du réseau de la route de la pointe Vénus (tranche 1) de la commune de Mahina.

Entre :

- Le comité des finances locales de la Polynésie française, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française, M. Jean-Pierre Laflaquière,

Et :

- La commune de Pirae, représentée par son maire M. Patrice Jamet,

Il est convenu :

Article 1er.— Le présent avenant a pour objet de modifier la convention de financement n° HC 321-10 DIPAC/FIP du 24 octobre 2010 relative au financement de l'opération "Réfection du réseau de la route de la pointe Vénus (tranche 1)" par la commune de Mahina en ce qui concerne le délai d'exécution.

Art. 2.— L'article 6 de la convention de financement initiale modifiée, relatif aux engagements de la commune est partiellement modifié comme suit :

Au lieu de : "Achever l'opération dans un délai de 24 mois, à compter de la signature de la présente convention" ;

Lire : "Achever l'opération dans un délai de 48 mois, à compter de la signature de la présente convention".

Art. 3.— Toutes les autres dispositions de la convention initiale non expressément modifiées par le présent avenant sont et demeurent valables.

AVENANT n° 330-12 du 12 novembre 2012 de la convention de financement n° HC 249-09 DIPAC/FIP du 18 août 2009 modifiée par l'avenant 1 n° 274-11 du 15 septembre 2011 relative à l'opération "Construction d'un bloc sanitaire à Napuka primaire".

Il est convenu :

Article 1er.— Le présent avenant abroge l'avenant n° 52-12 du 16 mars 2012.

Art. 2.— Le présent avenant abroge l'article 3 de l'avenant n° 274-11 du 15 septembre 2011 en ce qui concerne le délai d'exécution de l'opération.

Art. 3.— Les dispositions de l'article 6, 4e tiret de la convention de financement n° HC 249-09 DIPAC/FIP du 18 août 2009 relative à l'opération "Construction de deux logements à Napuka primaire" sont modifiées comme suit en ce qui concerne le délai d'exécution de l'opération :

Au lieu de : "A achever cette opération dans un délai maximum de 24 mois à partir de la date de signature de la présente convention ;"

Lire : "A achever cette opération avant le 31 décembre 2012."

Art. 4.— Toutes les autres dispositions de la convention de financement n° HC 249-09 DIPAC/FIP du 18 août 2009 modifiée par l'avenant n° 274-11 du 15 septembre 2011 demeurent inchangées.

AVENANT n° HC 32 TG du 13 novembre 2012 à la convention de financement n° HC 18-07 TG du 22 novembre 2007 relative à l'opération "Construction d'un hangar technique dans la commune de Gambier".

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française, Jean-Pierre Laflaquière,

Et :

- La commune de Gambier, représentée par son maire
Mme Monique Labbeyi-Richeton,

.....
Il est convenu :

Article 1er. — Le présent avenant a pour objet de modifier la convention de financement n° HC 18-07 TG du 22 novembre 2007 relative à la réalisation de l'opération "Construction d'un hangar technique" en son article 6, 5e tiret.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 6, 5e tiret de la convention de financement n° HC 18-07 TG du 22 novembre 2007 relative à la réalisation de l'opération "Construction d'un hangar technique" sont modifiées comme suit en ce qui concerne le délai de demande de versement :

Au lieu de : "Produire les pièces justificatives nécessaire à la clôture de cette opération dans un délai maximum de 6 mois à partir de la date d'achèvement prévu ci-dessus de l'opération faute de quoi la convention sera considérée comme caduque et seront mis en œuvre les dispositions de l'article 7 de la présente convention ;"

Lire : "Produire les pièces justificatives nécessaire à la clôture de cette opération avant le 28 février 2013 faute de quoi la convention sera considérée comme caduque et seront mis en œuvre les disposition de l'article 7 de la présente convention".

Art. 3. — Toutes les autres dispositions de la convention de financement n° HC 18-07 TG du 22 novembre 2007 demeurent inchangées.

AVENANT n° HC 33 TG du 13 novembre 2012 à la convention de financement n° HC 20-07 TG du 24 décembre 2007 relative à l'opération "Construction d'un hangar technique".

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française, Jean-Pierre Laflaquière,

Et :

- La commune de Gambier, représentée par son maire
Mme Monique Labbeyi-Richeton,

.....
Il est convenu :

Article 1er. — Le présent avenant a pour objet de modifier la convention de financement n° HC 20-07 TG du 24 décembre 2007 relative à la réalisation de l'opération "Construction d'un hangar technique" en son article 6, 5e tiret.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 6, 5e tiret de la convention de financement n° HC 20-07 TG du 24 décembre 2007 relative à la réalisation de l'opération "Construction d'un hangar technique" sont modifiées comme suit en ce qui concerne le délai de demande de versement :

Au lieu de : "Produire les pièces justificatives nécessaire à la clôture de cette opération dans un délai maximum de 6 mois à partir de la date d'achèvement prévu ci-dessus de l'opération faute de quoi la convention sera considérée comme caduque et seront mis en œuvre les dispositions de l'article 7 de la présente convention ;"

Lire : "Produire les pièces justificatives nécessaire à la clôture de cette opération avant le 28 février 2013 faute de quoi la convention sera considérée comme caduque et seront mis en œuvre les disposition de l'article 7 de la présente convention."

Art. 3. — Toutes les autres dispositions de la convention de financement n° HC 20-07 TG du 24 décembre 2007 demeurent inchangées.

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

COMMISSION DES IMPOTS

DELIBERATION pour l'élection du président et du vice-président (Extrait du compte rendu n° 6 CR/CTI/2012 du 19 octobre 2012).

La commission, en sa séance du 2 octobre 2012,

Vu les articles 431-1 à 433-9 du code des impôts relatifs à la commission des impôts ;

Vu l'arrêté n° 141 CM du 26 janvier 2012 portant désignation des membres de la commission des impôts,

A procédé à l'élection de son président et de son vice-président :

A l'unanimité, les membres ont, conformément à l'article 431-2 du code des impôts, élu pour une durée d'une année :

- M. Philippe Machenaud-Jacquier, secrétaire général adjoint du gouvernement, en tant que président de la commission ;
- M. Didier Chomer, représentant le mouvement des entreprises de France en Polynésie française, en tant que vice-président de la commission.

Fait à Papeete, le 19 octobre 2012.

Le président,

Philippe MACHENAUD-JACQUIER.

DIRECTION DE L'EQUIPEMENT

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS D'EXTRACTIONS D'AGREGATS DELIVREES SUR L'ILE DE TAHITI POUR LA PERIODE DU 30 AOUT AU 31 OCTOBRE 2012

19 juillet 2012

N° 5512 MET, EURL EPC, 10 000 mètres cubes de blocs d'enrochement sur les terres Poihohi et Otuoteva à Faaone, date d'effet : 6 septembre 2012 pour 5 mois ;

N° 5513, JM Terrassement, 3 000 mètres cubes de tout-venant dans la rivière Mateoro à Papara, date d'effet : 4 septembre 2012 pour 3 mois ;

N° 5515, Irvin Transports, 2 000 mètres cubes de tout-venant dans la rivière Mateoro à Papara, date d'effet : 17 septembre 2012 pour 3 mois.

27 août 2012

N° 6379 MET, Rémy Chung, 1 000 mètres cubes de tout-venant à l'embouchure de la rivière Punaruu à Punaauia, date d'effet : 29 août 2012 pour 10 jours.

3 septembre 2012

N° 6624 MET, SARL Poly-Agrégats, 1 000 mètres cubes de tout-venant dans la rivière Vaiiha à Faaone, date d'effet : 19 septembre 2012 pour 2 mois.

13 septembre 2012

N° 6819 MET, Entreprise Nuiatea, 100 mètres cubes de sable dans la rivière Papenoo à Papenoo, date d'effet : 25 septembre 2012 pour 10 jours.

SERVICE DE L'URBANISME

AVIS OFFICIEL n° 3297 MAA/SAU

Le service de l'urbanisme a été saisi par Me Calmet pour Mme Maima Sylvain, mandataire de M. Paquier et Mme Kastavy, d'une demande de division en 2 lots du lot n° 13 du lotissement "Maurin", cadastré section AB, n° 20, sis à Punaauia.

Conformément aux prescriptions de l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 déterminant les modalités d'application du titre II de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961, en ce qui concerne les groupes d'habitations et les lotissements et, en particulier en son article 5, tout propriétaire riverain pourra déposer ou adresser ses observations au service de l'urbanisme (section "urbanisme opérationnel et construction", téléphone 46 80 28) où les dossiers peuvent être consultés.

Les observations et avis seront reçus pendant un mois à compter de la date de la présente publication.

Fait à Papeete, le 7 novembre 2012.

Pour le ministre et par délégation :

Le chef du service de l'urbanisme,
Philippe COURAUD.

AVIS OFFICIEL n° 3298 MAA/SAU

Le service de l'urbanisme a été saisi par Me Bruggmann pour M. Cazaux et Mme Cheze, d'une demande de division en 2 lots du lot n° 3-15 du lotissement "Puunui" sis à Toahotu.

Conformément aux prescriptions de l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 déterminant les modalités d'application du titre II de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961, en ce qui concerne les groupes d'habitations et les lotissements et, en particulier en son article 5, tout propriétaire riverain pourra déposer ou adresser ses observations au service de l'urbanisme (section "urbanisme opérationnel et construction", téléphone 46 80 28) où les dossiers peuvent être consultés.

Les observations et avis seront reçus pendant un mois à compter de la date de la présente publication.

Fait à Papeete, le 7 novembre 2012.

Pour le ministre et par délégation :

Le chef du service de l'urbanisme,
Philippe COURAUD.

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATION DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES DU VENT ET DES TUAMOTU-GAMBIER POUR LA PERIODE DU 15 AU 19 OCTOBRE 2012

COMMUNE DE FAA'A

19 octobre 2012

N° 12-728-1 MAA.AU, Mme Linda Tumarae, sur la parcelle cadastrée n° 512, section M, domaine Pamatai 15 lot D, côté montagne (Pamatai), construction d'un mur de soutènement surélevé d'un muret de clôture.

COMMUNE DE MAHINA

18 octobre 2012

N° 12-675-1 MAA.AU, M. Norbert Taiarui, sur la parcelle cadastrée n° 65, section V, terre Tefaamaoro 1 et 2, régularisation d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE MOOREA-MAIAO

18 octobre 2012

N° 12-722-1 MAA.AU, Mlle Virginie Ahutiare Rey, sur la parcelle cadastrée n° 2, section KC, domaine Varari, lot 1, parcelle A, lot 7, parcelle B, côté montagne, sise à Haapiti, PK 32,200, côté montagne (servitude Stergios), construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE PAPARA

18 octobre 2012

N° 12-491-1 MAA.AU, M. Marcel Vannes, gérant de la société ESOM, sur la parcelle cadastrée n° 121, section AC, lot 1 des terres Vaiteitei - Tehautararau, PK 31, côté montagne, construction d'un atelier de fabrication et montage d'ossature métallique.

19 octobre 2012

N° 12-742-1 MAA.AU, M. et Mme Tanenui et Heikura Taurere, sur la parcelle cadastrée n° 22, section AE, lot 2 des terres Ativaro 2 et Tapaepaeroa, PK 32,900, côté montagne, à côté de l'église mormone, construction d'une maison d'habitation (OPH).

COMMUNE DE PAPEETE

18 octobre 2012

N° 09-059-3 MAA.AU.PPTE, MM. Rochet-Wenisch architectes, pour le compte de la SCI Te Ava Iti 1, sur la parcelle cadastrée n° 24, section AH, terre Mateuramea, rue Anne-Marie-Javouhey, modification des niveaux RDC à R + 3 en bureaux, la diminution de 58 à 32 logements, la modification des façades et les aménagements intérieurs d'un immeuble de bureaux et de logements ;

N° 10-080-2, M. le directeur des services techniques, pour le compte de la commune de Papeete, sur la parcelle cadastrée n° 14, section ET, partie de la propriété Germain-Levy, ancien domaine Elzea, sise à Tipaerui, modification de distribution intérieure d'un hangar ;

N° 12-048-1, M. Moana Sanford, pour le compte de la SCI Tutea, sur la parcelle cadastrée n° 12, section BP, lot 4 de la terre Utuaihe, sise à Titioro, allée Pierre-Loti, construction de bureaux administratifs privés.

COMMUNE DE PIRAE

19 octobre 2012

N° 12-513-1 MAA.AU, M. Benjamin Teihotu, directeur général de l'Office des postes et télécommunications de la Polynésie française, sur la parcelle cadastrée n° 158, section B, terres Tetianina - Matatevai 2, PK 3, côté mer, aménagement du complexe sportif de l'OPT.

COMMUNE DE PUNAAUIA

16 octobre 2012

N° 12-260-2 MAA.AU, M. Bertrand Portier, pour le compte de la société JL Polynésie, sur la parcelle cadastrée n° 190, section BK, terre Tefautea 2 et 3, lot B1 du lot 5 bis, Jambolana, côté montagne, terrassement et construction d'un immeuble de bureaux.

18 octobre 2012

N° 12-721-1 MAA.AU, Mlle Eva Vepori, sur la parcelle cadastrée n° 530, section CD, lot n° 406 du lotissement Miri, tranche 4, phase 3, PK 9,600, côté montagne, terrassement et construction d'une maison d'habitation.

19 octobre 2012

N° 12-673-1 MAA.AU, Mme Sandra Zorzi, sur la parcelle cadastrée n° 505, section C1, lot 25 du lotissement Vaiopu 2, côté montagne, construction d'une maison d'habitation et de deux bungalows.

COMMUNE DE MAKEMO

19 octobre 2012

N° 12-493-1 MAA.AU.TG, M. le maire de la commune de Makemo, sur la parcelle cadastrée n° 2, section AA, terre Hirinaki, sise à Taenga, construction d'une bibliothèque et d'une salle informatique.

COMMUNE DE MANIHI

18 octobre 2012

N° 10-915-2 MAA.AU.TG, Mme Tiare Mataoa épouse Tuaunu, sur la parcelle cadastrée n° 265, section B, terre Runai partie, sise à Ahe, près du cimetière communal, construction d'une maison d'habitation (FDA) (prorogation).

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

Le contrat de location-gérance, qui avait été consenti suivant acte sous seing privé en date du 15 novembre 2010 à Taiohae, enregistré à Papeete (Tahiti) le 18 novembre 2010, bordereau 644-23, case 21, par Mme Louise HOKAUPOKO épouse JOUSSET, loueur, demeurant à Hatiheu, île de Nuku Hiva (Marquises), à Mlle Bernadette TEIKIVAEHO, gérante, demeurant à Hatiheu, île de Nuku Hiva (Marquises), où se situe le siège de l'établissement et portant sur un fonds de commerce d'un magasin d'alimentation exploité Hatiheu, île de Nuku Hiva (Marquises), parviendra à expiration le 31 décembre 2012.

EXTRAITS JUGEMENTS DU TRIBUNAL CIVIL DE PREMIERE INSTANCE DE PAPEETE

1 - Jugement du 12 novembre 2012 remplaçant Pascal VERCIER en qualité de liquidateur judiciaire de la SCI TE AVA UTA, RCS de PAPEETE : 9770 C et désignant aux lieu et place : Patrick ANCEL, BP 3658 Papeete, tél. : 42 42 00 ou 77 02 00, fax : 42 22 00, ancel@mail.pf.

EXTRAITS DECISIONS DU TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE DE PAPEETE

2 - Jugement du 12 novembre 2012 ouvrant une procédure de redressement judiciaire à l'égard de SARL ESS ENTERPRISE, RCS de PAPEETE : 08 319 B, activité : travaux de bâtiment, date de cessation des paiements : 26 septembre 2012 ; siège social : PK 8,500, côté montagne Résidence Te Hau n° 14, à Punaauia ; représentant des créanciers : Jean-Christophe TOURON, BP 42237 Fare Tony, tél. : 42 04 79, fax : 41 03 73.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

3 - Jugement du 12 novembre 2012 ouvrant une procédure de redressement judiciaire à l'égard de SARL L'ESTRELLA, RCS de PAPEETE : 08 341 B, activité : préparation et vente de produits alimentaires, date de cessation des paiements : 31 août 2012 ; siège social : route Lagon Bleu, servitude Trafton, Taunua, Papeete ; représentant des créanciers : Jean-Christophe TOURON, BP 42237 Fare Tony 98713 Papeete, tél. : 42 04 79, fax : 41 03 73.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

4 - Jugement du 12 novembre 2012 ouvrant une procédure de liquidation judiciaire en faveur de OLDSCHOOL DIST SARL nom commercial : OLD SCHOOL, RCS de PAPEETE : 07 287 B, activité : importation, distribution et vente de produits, siège social : rue Emile-Martin, Papeete, date de cessation des paiements : 24 octobre 2012 ; liquidateur judiciaire : Patrick ANCEL, BP 3658 Papeete, tél. : 42 42 00 ou 77 02 00, fax : 42 22 00, ancel@mail.pf.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

5 - Jugement du 12 novembre 2012 ouvrant une procédure de liquidation judiciaire en faveur de A2 SYSTEM SARL, RCS de PAPEETE : 06 228 B, activité : prestations de services informatiques, siège social : av. du Prince-Hinoui Papeete, date de cessation des paiements : 1er juin 2012, liquidateur judiciaire : Patrick ANCEL, BP 3658 Papeete, tél. : 42 42 00 ou 77 02 00, fax : 42 22 00, ancel@mail.pf.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

6 - Jugement du 12 novembre 2012 ouvrant une procédure de liquidation judiciaire en faveur de SARL NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION sigle NTIC, RCS de PAPEETE : 10 217 B, activité : réparation informatique et création de site web, siège social : PK 12,200, côté montagne, Bat. Nanai à Punaauia, date de cessation des paiements : 30 septembre 2012, liquidateur judiciaire : Jean-Christophe TOURON, BP 42237 Fare Tony, 98713 Papeete, tél. : 42 04 79, fax : 41 03 73.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

7 - Jugement du 12 novembre 2012 ouvrant une procédure de liquidation judiciaire en faveur de SARL L'ESPACE ITALIEN, RCS de PAPEETE : 10 131 B, activité : commerce de gros et de détail de produits d'ameublement et de décoration, siège social : lotissement Mahinarama à Mahina, date de cessation des paiements : 1er octobre 2011, liquidateur judiciaire : Jean-Christophe TOURON, BP 42237 Fare Tony 98713 Papeete, tél. : 42 04 79, fax 41 03 73.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

8 - Jugement du 12 novembre 2012 adoptant un plan de redressement par voie de continuation en faveur de Frédéric SEVILLA, enseigne Carross'Auto, RCS de PAPEETE : 29 147 A, durée du plan : 10 ans, commissaire à l'exécution du plan : Maurice BAUD, BP 4552 Papeete, tél. : 54 22 55, fax : 54 22 56, mbaud@mail.pf.

9 - Jugement du 12 novembre 2012 remplaçant Pascal VERCIER en qualité de liquidateur judiciaire de Paea dit Didier MAKIROTO, RCS de PAPEETE : 24 020 A, et désignant aux lieu et place : Patrick ANCEL, BP 3658 Papeete, tél. : 42 42 00 ou 77 02 00, fax : 42 22 00, ancel@mail.pf.

10 - Jugement du 12 novembre 2012 remplaçant Pascal VERCIER en qualité de commissaire à l'exécution du plan de la SARL MAITAI DREAM FAKARAVA nom commercial WHITE SAND BEACH RESORT, RCS de PAPEETE : 99 71 C (ancien n° 7291 C), et désignant aux lieu et place : Jean-Christophe TOURON, BP 42237 Fare Tony 98713 Papeete, tél. : 42 04 79, fax : 41 03 73.

11 - Jugement du 12 novembre 2012 prononçant la clôture de la liquidation judiciaire de Alfred MARUARAI, RCS : 41 914 A, pour insuffisance d'actif.

12 - Jugement du 12 novembre 2012 prononçant la clôture de la liquidation judiciaire de SARL LE METAGRAPH RCS 2335 B, pour insuffisance d'actif.

13 - Jugement du 12 novembre 2012 prononçant la clôture de la liquidation judiciaire de SARL CLUB HOUSE RESTAURATION LOISIRS, RCS : 5494 B, pour insuffisance d'actif.

14 - Jugement du 12 novembre 2012 prononçant la clôture de la liquidation judiciaire de Emile PURAKAUEKE, RCS : 31 561 A, pour insuffisance d'actif.

15 - Jugement du 12 novembre 2012 prononçant la clôture de la liquidation judiciaire de SARL MENUISERIE TAKAI, RCS : 9240 B, pour insuffisance d'actif.

16 - Jugement du 12 novembre 2012 prononçant la clôture de la liquidation judiciaire de Terui TAUHIRO, RCS : 41 279 A, pour insuffisance d'actif.

17 - Jugement du 12 novembre 2012 prononçant la clôture de la liquidation judiciaire de Inès Moeata TIAPARI épouse OLIVIER (gérante de la SNC MOEATA TIAPARI ET CIE, RCS : 9287 B), pour insuffisance d'actif.

18 - Jugement du 12 novembre 2012 prononçant la clôture de la liquidation judiciaire de SNC MOEATA TIAPARI et CIE, enseigne FUNERAIRE PORINETIA, RCS : 9287 B, pour insuffisance d'actif.

19 - Jugement du 12 novembre 2012 prononçant la clôture de la liquidation judiciaire de SARL TECH LINE à l'enseigne Conso +, RCS : 4265 B, pour insuffisance d'actif.

20 - Jugement du 12 novembre 2012 prononçant la clôture de la liquidation judiciaire de Temaru TIMOTEO, RCS : 35 061 A, pour insuffisance d'actif.

Pour extraits, certifiés conformes
Le greffier.

SARL TECHNIMARINE

Société par actions à responsabilité limitée
au capital de 21 200 000 F CFP

Siège social : Remblais Papeava, Fare Ute, Papeete
RCS Papeete n° 5522 B - n° TAHITI : 331785

Aux termes d'une délibération en date du 4 septembre 2012, l'assemblée générale mixte de l'associé unique, statuant en application de l'article L. 223-42 du code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société.

La gérance.

SARL ARENA

Société à responsabilité limitée
au capital de 1 000 000 F CFP

Siège social : Rue Dumont-d'Urville, Papeete, Tahiti
RCS : TPI 098 B

L'assemblée générale extraordinaire des associés, en date du 30 mai constate au vu des comptes sociaux approuvés le 31 décembre 2011 la reconstitution des capitaux propres à un montant supérieur à la moitié du capital social.

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance de la décision prise par la gérance lors de la clôture de l'exercice social 2011, d'autoriser la société à abandonner la créance qu'elle détient à l'encontre de Mlle Barbara ERCOLI à hauteur de 14 000 000 F CFP, dans l'attente d'un éventuel retour à meilleure fortune de cette dernière, ratifie en tant que de besoin cette décision.

La gérance.

PACIFIC AUTO SERVICE

sigle : PAS

Société à responsabilité limitée
au capital de 500 000 F CFP

Siège social : 49, rue du Commandant-Destrebeau
98713 Papeete

(BP 574, 98713 Papeete RP)

RCS Papeete TPI 10 77 B - n° TAHITI : 938142

Suite aux décisions extraordinaires des associés en date du 30 juin 2012 et après avoir pris connaissance du rapport du gérant, les associés délibérant par application de l'article L. 223-42 du code de commerce et après examen de la situation de la société telle qu'elle ressort des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2011 approuvés par l'assemblée générale ordinaire annuelle de ce jour lesquels font apparaître que les capitaux propres de la société sont devenus inférieurs à la moitié du capital, ont décidé la non dissolution de la société.

Pour avis.

POLYNESIE AUTO SERVICE**Siège social : Centre Vaima, 1er étage****98713 Papeete, Tahiti****(BP 574, 98713 Papeete, Tahiti)****EURL au capital social de 15 000 000 F CFP****RCS Papeete TPI 97 304 B - n° TAHITI : 426544**

Suite aux décisions extraordinaires de l'associé unique en date du 30 juin 2012 et après avoir pris connaissance du rapport du gérant, l'associé unique délibérant par application de l'article L. 223-42 du code de commerce et après examen de la situation de la société telle qu'elle ressort des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2011 approuvés par l'assemblée générale ordinaire annuelle de ce jour lesquels font apparaître que les capitaux propres de la société sont devenus inférieurs à la moitié du capital, a décidé la non dissolution de la société.

*Pour avis.***EURL PACIFIC BURGER****Société à responsabilité limitée****Capital : 1 000 000 F CFP****Siège social : Punaauia, PK 15****RCS Papeete n° 5451 B**

Statuant en application de l'article 68 de la loi du 24 juillet 1966, l'assemblée générale ordinaire de l'associée unique réunie le 31 mai 2012 a décidé qu'il n'y avait pas lieu de prononcer la dissolution de la société, une diminution des pertes par incorporation du compte courant de l'associée étant prévu pour l'exercice 2012.

*Pour avis et mention,
La gérance.***GREFFE DU TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE
DE PAPEETE**

Aux termes d'un acte en date du 22 octobre 2012, enregistré à Papeete le 26 octobre 2012, folio 4, bordereau 124/4,

Mme Anne-Elodie SALZA-BONPAYS, née le 27 septembre 1985 à Paris, 17e, de nationalité française, esthéticienne, patentée à l'enseigne "ELO' Esthétique Belle et Zen", domiciliée BP 3271 Punavai, 98703 Punaauia, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 08768 A, et n° TAHITI : 863555,

A vendu à :

Mme Sandrine CAZENAVE, née le 26 février 1986 à Abidjan (Afrique), domiciliée à Nuutania, Faa'a, en cours d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete,

Un fonds de commerce d'institut d'esthétique, d'onglerie et massage sis à Punaauia dénommé "ELO' Esthétique Belle et Zen", pour lequel elle est inscrite au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 08768 A et au répertoire des entreprises sous le n° TAHITI 863555,

Moyennant le prix de 4 800 000 F CFP.

L'entrée en jouissance a été fixée au 23 octobre 2012.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites, à peine de forclusion, par exploit d'huissier, dans les dix jours de la dernière en date des publications légales, au cabinet de la SELARL FENUAVOCATS, représentée par Me Christophe ROUSSEAU-WIART, avocat à Papeete, où domicile a été élu à cet effet.

*Pour avis,*Le greffier en chef du tribunal mixte
de commerce.**Cabinet d'avocats CERAN-JERUSALEM****8, avenue Pouvana'a-a-O'opa, BP 2065, 98713 Papeete****SARL BOIS FAÇON TAHITI****Capital social de 5 000 000 F CFP****Pirae, immeuble Air Froid****RCS n° 10 248 B - N° TAHITI 957654***Avis de modification de gérance*

Aux termes d'une décision de l'assemblée générale ordinaire en date du 14 novembre 2012, les associés ont décidé unanimement de nommer M. Serge GUILLOUX en qualité de gérant.

*Ancienne mention**Gérance : M. Christian VAN SOU.**Nouvelle mention**Gérance : MM. Christian VAN SOU et Serge GUILLOUX.**Pour avis,*

Me Tauniua CERAN-JERUSALEM.

MULTIMEDIA TAUMATAI**Société à responsabilité limitée de type unipersonnelle
(SARL)****Capital social : 100 000 F CFP****Siège social : Route du Plateau, 98713 Taïarapu***Avis de constitution*

Aux termes d'actes sous seings privés en date du 19 novembre 2012 à Papeete, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

*Forme : Société à responsabilité limitée.**Dénomination : MULTIMEDIA TAUMATAI.**Nom commercial : MULTIMEDIA TAUMATAI.**Siège social : Route du Plateau de Taravao, 98719 Taïarapu.*

Objet social : L'importation et la vente de tous produits et marchandises, notamment de produits électroniques et électroménagers ; la vente d'accessoires de produits électroniques et électroménagers ; la distribution et la représentation de toutes marques ; la fourniture de toutes prestations de services se rattachant à l'objet social ; l'exploitation, sous quelque forme que ce soit de fonds de commerce d'une activité de multimédia. La société peut en outre accomplir toutes les opérations financières, commerciales, civiles, immobilières ou mobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et de nature à favoriser son extension ou son développement.

*Durée : 99 années.**Capital : 100 000 F CFP.*

Gérance : Mme Sandra CHUNGAL, née le 14 juillet 1971 à Papeete, de nationalité française, demeurant route du Plateau de Taravao à Taiarapu.

Cessions de parts : Les cessions ou transmissions des parts sociales de l'associé unique sont libres. En cas de pluralité d'associés, les parts sociales ne peuvent être cédées qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Immatriculation : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Le représentant légal.

SOCIETE COMMERCIALE DE TAIARAPU

Société par actions simplifiées

Au capital de 5 000 000 F CFP

Siège social : Route de Tautira, Taravao,
98719 Hitia'a O Te Ra

RCS de Papeete n° TPI 08 40 B

Avis de publicité

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 31 octobre 2011, il résulte que les actionnaires, statuant conformément à l'article L. 225-248 du code de commerce, ont décidé de ne pas dissoudre la société.

Mention sera faite au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis.

Cabinet d'avocats CERAN-JERUSALEM
8, avenue Pouvana'a-a-O'opa, BP 2065, 98713 Papeete

Avis de constitution

Par acte sous seing privé en date du 8 novembre 2012, a été constituée l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée dont les caractéristiques sont les suivantes :

Dénomination : BARDEAUX DE POLYNESIE "B2P".

Siège : Commune de Papeete, Fare Ute, immeuble Guilloux.

Durée : 99 années.

Objet : La société a pour objet l'importation et le commerce de tous types de planches de bois et ses dérivés, brutes ou rabotées, bouvetées ou languetées, chanfreinées ou rainées ainsi que tous types de moulures pour la décoration et les meubles.

Capital social : 100 000 F CFP, divisé en 100 parts sociales de 1 000 F CFP chacune, intégralement souscrites et partiellement libérées en numéraires à hauteur de 1/5 du capital social. La libération du surplus interviendra dans le délai de 5 années.

Gérance : M. Serge GUILLOUX.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Me Tauniua CERAN-JERUSALEM.

Me Stéphane MAILLARD
Avocat au barreau de Papeete

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 23 octobre 2012, il a été constitué une société commerciale présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée.

Dénomination : QUALITECH.

Siège social : PK 8,200, côté montagne, lot Auffray, 98717 Punaauia, tél./fax : 45 20 47 - Vini : 73 13 93.

Objet social : Le dépannage, la maintenance et la conception de travaux d'électricité et de plomberie propres à une entreprise générale du bâtiment.

Durée : 99 années.

Apport en numéraire : 50 000 F CFP.

Capital social : 50 000 F CFP divisé en 100 parts de 500 F CFP chacune.

Gérant : M. Bernard AGIUS.

Pour avis et mention,
Me Stéphane MAILLARD,
avocat au barreau de Papeete.

SCA RAROMATAI

SCA au capital de 100 000 F CFP

Pirae, route Saint-Michel II

Modification de l'objet social

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 5 novembre 2012, il a été décidé de modifier l'objet social comme suit :

La société a pour objet :

- l'élevage de volailles et la production d'œufs de volailles ;
- la construction et l'acquisition de tout matériel et équipement d'exploitation et de toutes matières premières nécessaires à son développement ;
- le conditionnement sous toutes ses formes et la commercialisation de sa production ;
- l'acquisition, la prise à bail de tout terrain en vue d'exercer les activités définies ci-dessus ;
- de contracter des emprunts rendus nécessaires ;
- et généralement, toutes opérations civiles pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en favoriser le développement en n'en modifiant pas le caractère civil de la société.

PUBLICATION EN VUE D'UN CHANGEMENT DE NOM

M. Julien BOULEAU, né le 21 janvier 1963 à Uturoa, Raiatea, Polynésie française, demeurant à Pamatai, Faa'a, côté montagne, BP 43773, 98713 Papeete, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronyme celui de "BU-LUC".

M. Julien BOULEAU.

SARL PLASTIBOIS MCM TARAVAO

Société à responsabilité limitée

au capital de 5 100 000 F CFP

Siège social : Afaahiti, Taravao

RCS Papeete TPI n° 06 177 B - N° TAHITI : 779090

Avis

1° Par délibération en date du 28 septembre 2012, l'assemblée générale mixte a décidé :

- d'augmenter le capital de 11 040 000 F CFP pour le porter de 5 100 000 F CFP à 16 140 000 F CFP par création de 184 000 parts nouvelles de 60 F CFP de valeur nominale, à libérer par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la société ;
- de réduire le capital social de 15 333 000 F CFP, le ramenant ainsi de 16 140 000 F CFP à 807 000 F CFP par imputation sur le report à nouveau débiteur.

Cette réduction de capital est réalisée par voie de regroupement des parts sociales actuellement existantes en 13 450 parts nouvelles, de même valeur nominale que les anciennes, échangées à raison d'une part nouvelle contre vingt parts anciennes.

2° Par délibération en date du 28 septembre 2012, l'assemblée générale mixte a reconnu la réalisation des opérations constatées dans la déclaration ci-dessus visée. Elle a constaté en conséquence la réalisation définitive de l'augmentation et de la réduction de capital décidées par l'assemblée visée au 1° ci-dessus et apporté les modifications corrélatives à l'article 6 des statuts.

*Pour avis,
La gérance.*

ANNONCES DIVERSES

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE NAMAHA ELEMENTAIRE 2

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(20 septembre 2012)

Présidente : SHALEV Tiare
Vice-président : ELLACOTT Temaru
Secrétaire : AHNNE Doris
Secrétaire adjointe : AHNNE Hamoura
Trésorière : PATU Nancy
Trésorière adjointe : PLANET Carine
Commissaire aux comptes : TEMARII Maiarii

ASSOCIATION POUR LA PRESERVATION DU SITE DU MARAE INTERNATIONAL TAPUTAPUATEA "NA PAPA E VA'U"

Modification de statuts

L'association a modifié ses statuts.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(13 octobre 2012)

Présidents d'honneur : TUHEIAVA Ariihau
TAVAEARII Kaina dite Marehau
TAVAEARII Timiona dit papa Timi
PANI Ieremia dit papa Pua
PANI H'iotua dit papa Hi'o
BROTHERS TEORE Ramon

Président : TAUATITI Guy
Vice-président : RICHMOND André
Secrétaire : BROTHERS-TEORE-LUCAS
Gilberte

Secrétaire adjoint : MARCHAND Eriki
Trésorière : TAUATITI Odette
Trésorière adjointe : TEHEIURA Melita

ASSOCIATION SPORTIVE SCOLAIRE TAMARII TOA MAERE NO AHOTOTEINA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(15 octobre 2012)

Président : PLANTIER Eric
Secrétaire : PARKER Charline
Trésorier : TETUMU Rufina

ASSOCIATION TAMARII TEPARAH

Modification de statuts

Cette association a aussi pour but :

- de valoriser les sites culturels dans le secteur du fenua aihere ou au district de Teahupoo ;
- de protéger l'environnement ;
- de faciliter l'insertion des jeunes au moyen d'animations, de formations, d'encadrement, d'emploi et d'aides diverses ;
- d'aider les jeunes à la création de leur propre entreprise ;
- d'engager toutes actions permettant d'améliorer la qualité de vie en répondant aux besoins des familles et de notre jeunesse, les respects entre les familles, de garder de bons contacts et d'avoir un esprit de solidarité et de confiance ;
- de lutter contre la pollution.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(12 octobre 2012)

Présidente : LABASTE Ida
Vice-président : LABASTE Emile
Secrétaire : LABASTE Ida
Secrétaire adjointe : FAURE Rose-Mairi
Trésorière : CATTO Sylvia
Trésorière adjointe : MATEHAU Hinano

ASSOCIATION TAMARII VAIERI

Modification de statuts

Elle a son siège à Paea, PK 24,800, côté montagne, servitude Mato Ura Ura.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(26 octobre 2012)

Président : MATAITAI Steven
Vice-président : LAKINA Etienne
Secrétaire : MATAITAI Vaiana
Secrétaire adjointe : TOPA Hinarii
Trésorier : MATAITAI Stello
Trésorière adjointe : TUHITI Sabrina
Assesseeurs : ALAKILETOA Silino
DURIETZ Lydie

ASSOCIATION MAMAO AIVI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 octobre 2012)

Président d'honneur : TEFAATAU Adolphe
Président : TETUANUI Richmond
Vice-président : MOU FOUK Manase
Secrétaire : MOU FOUK Poerani
Secrétaire adjoint : TUVERRA Christopher
Trésorier : TERAIMATEATA Johnson
Trésorier adjoint : TEURU Teufi
Assesseeurs : NAHEI Vetea
TEFAFANO Rosina
HATITIO Edouard
TEIHOTUA Gilles

ASSOCIATION DEANE HARETAATA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(29 septembre 2012)

Président : DEANE Paul
Vice-présidente : BANNER Micheline
Secrétaire : VERNAUDON Liliane
Secrétaire adjointe : DEANE Déborah
Trésorier : DEANE Jacques dit Coco
Trésorier adjoint : TAURAA Dominique

ASSOCIATION POLYNESIENNE DES ACTIVITES SOCIALES DE LA DIRAM-PAC

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(27 août 2012)

Président : REYMOND Dominique
Secrétaire : MOTAHU Robert
Trésorier : QUEMA Stéphane

ASSOCIATION RA'I ATA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(31 octobre 2012)

Président d'honneur : TAMARU Moemoetua
Président : TUTEIRIHIA Hiro
Vice-président : TAPETA Michel
Secrétaire : TAPETA Mariolina
Secrétaire adjointe : TUTEIRIHIA Rose-Marie
Trésorière : DULCHE Rosarina

ASSOCIATION MAREIHAU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(15 octobre 2012)

Président : CHANSAUD Ken
Président : CHANSAUD Hivanui
Secrétaire : CHANSAUD Haureva
Trésorière : CHANSAUD Heinui

ASSOCIATION SPORTIVE SCOLAIRE TO'ATA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(20 septembre 2012)

Président : LOUK Joachim
Vice-présidente : PERIOU Carole
Secrétaire : LEROY Annabelle
Trésorière : TEIKITEETINI Marie
Commissaire aux comptes : MARTIN Florence
Assesseeurs : ITCHNER Turami
FAATIAU Tayron
FAARUA Tehaunui
RAVEINO Massimo

CSTP-FO FARE RATA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(11 novembre 2012)

Secrétaire général : VARDON Uerii
Secrétaire adjoint : CERAN-JERUSALEM
Huimataiterai
Trésorière : CHUNG Nicole
Trésorier adjoint : CHANGNE-LEHARTEL
Heng-Song
Secrétaire administratif : MONTUELLE Jean-Luc

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES ECOLE MATERNELLE ET PRIMAIRE DE RIKITEA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(26 août 2012)

Président : PIKON Joseph
Vice-présidente : TESSIER Marie
Secrétaire : MAMATUI Marie-Joseph
Secrétaire adjointe : TEAPIKI Noéline
Trésorière : TAVERE Ruth
Trésorière adjointe : TEKOPUNUI Scholastique

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE MATERNELLE PUBLIQUE DE RUATAMA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(17 septembre 2012)

Président : TARUOURA Jean-Jacques
Vice-président : SCHREYER Hartmut
Secrétaire : BONET Mateata
Secrétaire adjointe : KEHA Monia
Trésorière : LO YOU Angélique
Trésorière adjointe : NATUA Hélène
Assesseeurs : AUBRY Jessica
VANTAI Laetitia
HOANG Rosanna
NUUPURE Inarii

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE MATERNELLE DE RUATAMA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(20 septembre 2012)

Présidente : URIMA Eugénie
Secrétaire : CADOSTEAU Myriam
Secrétaire adjointe : AMARU Andréa
Trésorière : BROTHERS Vénanie
Trésorière adjointe : MU YU Natacha

ROTARY CLUB DE BORA BORA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(17 octobre 2012)

Présidente : MAUEAU Tehani
Vice-présidente : MOU SING Michelle
Secrétaire : MONGUILLON Philippe
Trésorière : LOPEZ-EGUILAZ Maria
Chef protocole : MAUPETIT Christine

TAHITI WINDSURF ASSOCIATION

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(24 septembre 2012)

Président : SMANIOTTO Christophe
Vice-président : MARTEN Richard
Secrétaire : TEVAEARAI Eritaia
Secrétaire adjoint : GUYOT Moana
Trésorière : BOOSIE Moeata
Trésorier adjoint : MOUSSET Pascal

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE PINA'I

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(8 octobre 2012)

Présidente : COLOMBANI Maeva
Secrétaire : FAREATA Moemoa
Trésorier : CRESCENCE Fabrice

SYNDICAT DES CHIRURGIENS-DENTISTES LIBERAUX DE POLYNESIE FRANÇAISE*Modification de statuts*

Il a été procédé à un toilettage de statuts, le siège se situe au Centre Tamanu, Punaauia.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(9 novembre 2010)

Président : KRESSMANN Bruno
Secrétaire : CARNIO Daniel
Trésorier : GRIBELIN Pascal
Membres : TOUITOU Patrick
DIEBOLT François
LURIAT Xavier

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE PRIMAIRE DE TARAVAO (OHI TEITEI)

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(10 novembre 2012)

Présidente : TAURU Agnès
Secrétaire : MANOI Prune
Secrétaire adjointe : TEKURIO Leina
Trésorier : TAEA Emmanuel
Trésorier adjoint : TCHEN LAM Jean-Claude

ASSOCIATION SPORTIVE SCOLAIRE VAITAPE MATERNELLE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(21 septembre 2012)

Présidente : TEENA Diana
Secrétaire : PANI Heirani
Trésorière : MANEA Manola

ASSOCIATION PRO MUSICA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(26 septembre 2012)

Président : BERLIER Jean-Paul
Vice-présidente : WONG FAT Edith
Secrétaire : LONGCHAMP Jean-Paul
Secrétaire adjointe : DE CLERCK Véronique
Trésorier : DELAHAIE Jean-Paul
Trésorière adjointe : DELGROSSI Andrée

ASSOCIATION FAMILIALE MAHAITUITEANONA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(19 octobre 2012)

Président : TUFARIUA Mahai
Secrétaire : TUFARIUA Yvette
Trésorière : PEA Rosina

ASSOCIATION ARIIMANANUITERAI*Modification de statuts*

Le siège social est situé à l'immeuble Moehen, rue du Commandant-Destreameau, 1er étage, au-dessus de Loanah Boutique.

L'association a aussi pour but :

- d'organiser des formations et des informations sur le droit de la famille ;
- d'organiser, de collaborer et de participer à l'organisation de fêtes, de concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif ;
- d'aider les familles à établir une généalogie exacte et précise.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(21 octobre 2012)

Président : TAMA Raiarii
Secrétaire : TAMA Gérardine
Trésorier : MOOTUA Vatea

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE MATAIVA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(28 août 2012)

Présidente : MOORIA Haamoura
Vice-président : GRAFFE Albério
Secrétaire : BRUNEAU Priscillia
Secrétaire adjointe : TUMATARIRI Martine
Trésorière : HIRIGA Miranda
Trésorière adjointe : NATUA Tuatini

ASSOCIATION RUEA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(15 octobre 2012)

Présidente : TAVANAE Nohouma
Secrétaire : GUSTIN Irma
Trésorier : TAVANAE Michel

**ASSOCIATION TE AVE AVE O TE TA'ERO ATOMI
NO MORUROA FANGATAUFA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(13 octobre 2012)

Président d'honneur : FAITO Henri
Président : TOHUTIKA Max
Vice-président : PENI Heifara
Secrétaire : TUIHAGI Alphonse
Trésorier : MATAITAI Roland
Contrôleurs : PITO Teriura
TUIRA Eugène
Conseillers techniques : MATAITAI Hoatua
VIVISH Auguste
Conseillers de presse : MARUHI Adolphe
REHUA Nompase
NAPUAUHI Teahi
TAPUTU Tetaupearii
Agents principaux de la maladie
radioactive : HURIORE Edouard
TEMAKEU Iotua
HARRYS James
POUIRA Edmond
Collaborateurs des non au site : PITO Franck
AH-SCHA Patrice
TOHUTIKA Francky
Monitrice des témoignages tir
nucléaire français : AH-SCHA Kaikava
Superviseurs : TEAKAU Hugues
AH-SCHA Joseph

ASSOCIATION HAA NO TO TAMA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(13 août 2012)

Présidente : RICHMOND Moeanu
Secrétaire : TABOGA-SARTOR Fédra
Trésorière : TEMAURI Vahineura

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE TEHAAEHAA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(20 août 2012)

Présidente : CHU Marceline
Vice-président : MARERE Jean-Marie
Secrétaire : TABOGA-SARTOR Fédra
Secrétaire adjointe : TEMAURI Vahineura
Trésorière : VIRIAMU Ingrid
Trésorier adjoint : DAUPHIN Teanui

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DE L'ECOLE DE HAKAHETAU**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(23 août 2012)

Présidente : TEIKITUNAUPOKO Emilienne
Vice-présidente : HIKUTINI Yveline
Secrétaire : TAATA Larissa
Secrétaire adjointe : TAPATI Stella
Trésorière : HATUUKU Cécilia
Trésorière adjointe : HIKUTINI Nadia

ASSOCIATION TEURAMAREA A MEHAO A POATA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(3 novembre 2012)

Président : TETUAETARA Emilien
Vice-président : TETUAETARA Mohi
Secrétaire : TETUAETARA Tepoe
Secrétaire adjointe : VERO Tania
Trésorier : TAURUA André
Trésorière adjointe : BES Madeleine

COMITE ORGANISATEUR LOCAL HEIVA RAROMATAI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(15 octobre 2012)

Président : VAHIMARAE Cédric
Vice-présidents : TEUIRA Alice
TAMATI Jeffry
TEHUIOTOA Guillaume
TOAREINUI Gyslhaine
MU GREIG Moeama
TETUANUI Pascaline
Secrétaire : TEIOTETARA Phepe
Trésorière : TAVI Pierette

ASSOCIATION TAMARII TUARAA VA'A

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(27 octobre 2012)

Présidente d'honneur : ROBSON Mathilde
Présidente : ROBSON Vanessa
Vice-présidente : ITURAGI Yasmina
Secrétaire : TEINA Ravahere
Secrétaire adjoint : TEMAURI Manea
Trésorier : TEMATAHOTOA-MATAI Nuimano
Trésorière adjointe : ZEGULA Pascaline

**CONSEIL DE L'ORDRE DES PHARMACIENS
DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

REELECTION DU BUREAU :
(11 octobre 2012)

Président : DUPIRE Philippe-Emmanuel
Vice-présidente : GREPIN Michèle
Trésorier : MAUNIER Philippe

FOYER SOCIO-EDUCATIF DU LYCEE SAMUEL-RAAPOTO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(11 octobre 2012)

Président : MELIX Jacques
Vice-présidents : FOUGEROUSE Tevai
SANDFORD Tauhere
Secrétaire : HAYES Johanna
Secrétaire adjointe : LEGALL Mae-Li
Trésorier : DIXON Victor
Trésorier adjoint : SARTORE DEVASSE Jean-Pierre

ASSOCIATION TUMATARI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(19 septembre 2012)

Présidente : BOULEAU Dolores
Vice-présidente : BOULEAU Havaikinui
Secrétaire : BOULEAU Tamatoa
Secrétaire adjointe : ATANI Marie-Hélène
Trésorier : BOULEAU Joseph

ASSOCIATION TE ARAI 'OTIA NUI

Modification des statuts
(26 octobre 2012)

Le siège social est situé à Toahotu, résidence Puunui,
PK 6,800, côté montagne, BP 8876, 98719 Taravao.

**ASSOCIATION SPORTIVE SCOLAIRE
TAMARII POTII VAIRAO**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(2 novembre 2012)

Président : AMARU Tom
Secrétaire : TAUIHARA Heiarii
Trésorier : AH-SAM Thierry

**COOPERATIVE SCOLAIRE
DE L'ECOLE MATERNELLE TAMA NUI**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(4 octobre 2012)

Présidente : MARIRAI Lénie
Vice-président : WONG Maurice
Secrétaire : GRAND-BROTHERSON Mihinoa
Secrétaire adjoint : LEROSIER Christophe
Trésorière : CAMALON Anne
Trésorière adjointe : LEFEBVRE Karine

ASSOCIATION TE VAI PUNA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(26 mars 2012)

Président : FOURNIER Anthony
Vice-présidente : KAMIA Angéla
Secrétaire : MENDIOLA Alain
Trésorière : LOVIAT Sylviane

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DE L'ECOLE MATERNELLE AMAHI**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(30 octobre 2012)

Présidente : CERDINI Florence
Vice-présidente : ROULHAC de ROCHEBRUNE
Anne-Laure
Secrétaire : BRIAS Stéphanie
Secrétaire adjointe : TEHEIURA Virginie
Trésorier : TAEA Moana
Trésorière adjointe : CADET Annie
Assesseeurs : VINCENT Marie-Hélène
TAEA Justine
ATENI Tumata

**ASSOCIATION DU FOYER SOCIO-EDUCATIF
DU COLLEGE DE PAPARA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(17 septembre 2012)

Président : YUAN Johan
Vice-président : TERII Rirava
Secrétaire : JEAN-BAPTISTE Fabienne
Secrétaire adjointe : LE GAYIC Béatrice
Trésorier : BERNADINO Ariitea
Trésorière adjointe : JOLLY Thérèse

**ASSOCIATION TE UI API NO HAUMI
anciennement TE UI API A MAU**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(11 novembre 2012)

Présidente : RAIOAOA Françoise
Vice-présidente : KAIMUKO Angèle
Secrétaire : GOODING Clara
Secrétaire adjointe : DARROUZES Eliane
Trésorier : MAIHI Théodor
Trésorière adjointe : TAGAROA Tepoe

ASSOCIATION POLYNELIVRE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(2 novembre 2012)

Présidente : SACHET Corinne
Secrétaire : COVRE Marina
Secrétaire adjointe : SERNA Magali
Trésorière : LEROY Françoise
Trésorière adjointe : BAUSSAN Josiane
Membre : GAILLARD Anne

ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE FAARUA

Modification des statuts

Elle a aussi pour objet de préserver l'environnement.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(29 octobre 2012)

Président : TEMAIRIA Jordan
Vice-président : RAURII Taniera
Secrétaire : BERTAUX Alisée
Trésorier : RANGIMAKEA Alphonse

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DU COLLEGE DE PAEA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(4 octobre 2012)

Président : GIROUD Jacques
Vice-présidente : GADEN Tumata
Secrétaire : VALENZA Sylvie
Secrétaire adjointe : FAATIAU Maeva
Trésorière : VANAA Micheline
Trésorière adjointe : SALMON Nina

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES ANNE-MARIE-JAVOUHEY DE UTUROA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(11 septembre 2012)

Présidente : TEHUIOTOA Michèle
Vice-présidente : DORENLOT Fabienne
Secrétaire : LEHOT Franklin
Secrétaire adjointe : LAUFATTE Vaihere
Trésorier : THUNOT Rainui
Trésorier adjoint : PARIS Sébastien

CLUB DE NATATION DU TAPIOI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(17 octobre 2012)

Présidente : GENESLAY Sandrine
Secrétaire : VERINES Claire
Trésorière : BLINEAU Christine

ASSOCIATION GENERATION X

(Récépissé n° 1226 DRCL du 12 novembre 2012)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION GENERATION X, fondée le 28 octobre 2012, a pour objet :

- de lutter contre l'exclusion sociale des jeunes ;
- de promouvoir la culture polynésienne ;
- d'organiser des activités physiques et sportives en vue de prévenir et lutter contre l'obésité et toute maladie due à la sédentarité et la mauvaise alimentation ;
- de faciliter l'insertion sociale des jeunes au moyen d'animation culturelle, formations, d'encadrement et d'aides diverses ;
- d'organiser des sorties et toutes manifestations ayant pour buts de resserrer les liens entre ses membres et de renouer les liens intergénérationnels ;
- d'organiser des voyages (échanges culturels) ayant pour buts de resserrer les liens et de nouer les liens avec d'autres communautés dans d'autre pays ;
- d'organiser des rencontres sportives (football, volley-ball, futsal, va'a...);
- d'organiser des journées corporatives associatives afin de partager des liens amicaux.

L'ASSOCIATION GENERATION X a son siège à Vairao, au PK 9,800, côté mer.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président : VIRMAUX Youenn
Secrétaire : TERII Etetera
Trésorière : TAUATITI Heimiri

ASSOCIATION JOUER ENSEMBLE

(Récépissé n° 1142 DRCL du 29 octobre 2012)

Extraits de statuts

Il est fondé une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 ayant pour titre : JOUER ENSEMBLE.

Elle a pour objet :

- l'organisation de manifestations et la création d'animations thématiques autour du jeu et des activités manuelles, occupation de loisirs et source de plaisir, comme moteur dans une dynamique sociale, culturelle et éducative ;
- faire reconnaître ces activités en tant qu'élément indispensable au développement de l'enfant, outil d'apprentissage et de transmission.

Les bénéfices réalisés sont affectés à l'activité de l'association.

Son siège social est fixé à Moorea, PK 27,500, côté montagne, Haapiti.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente : BERTAUX Alisée
Secrétaire/Trésorier : PERREAU David

ASSOCIATION NIUHITI

(Récépissé n° 2606 SAISLV du 24 octobre 2012)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION NIUHITI de Huahine, fondée le samedi 8 septembre 2012, a pour objet :

- de s'occuper des affaires de terres ;
- d'entretenir les relations entre les familles ;
- l'achat de matériel pour l'embellissement des terrains ;
- l'organisation des manifestations sportives, des fêtes ;
- l'organisation des déplacements et des activités culturelles et familiales.

Elle a son siège à Tefarerii, Huahine.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président : LEMAIRE Ariitu
Vice-présidente : TEMAIANA Antonina
Secrétaire : TERIIMARAMA Rotahi
Secrétaire adjoint : VEAU Pascal
Trésorier : TERIIMARAMA Joseph
Trésorière adjointe : FAATAU Noéline

LA MAISON DU HANDICAP DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE (MDHPF)

(Récépissé n° 1227 DRCL du 12 novembre 2012)

Extraits de statuts

La Maison du Handicap de la Polynésie Française (MDHPF) est fondée le 17 octobre 2012.

Elle a pour objet de regrouper toutes les associations de personnes handicapées de la Polynésie française ainsi que d'autres associations dont certains membres sont des personnes handicapées.

Ses principaux buts sont :

- de développer et promouvoir les conditions de vie, d'habitation, de formation, d'accessibilité, de gestion de structures ;
- de contribuer à l'épanouissement des personnes porteuses d'un handicap par tous les moyens tels que la scolarité, le loisir, le sport, le transport, le travail, l'insertion, la guidance parentale, la famille, la santé, la représentation des personnes porteuses d'un handicap devant toutes les juridictions, ou tout autre point relatif au handicap ;
- de faciliter toutes les démarches par la mise en place de son guichet unique, et de collaborer dans cette optique avec tous les organismes publics et/ou privés ;
- d'agir en justice pour la défense de ses intérêts personnels (par exemple, ses intérêts patrimoniaux), la défense des intérêts communs de ses membres ou la défense de certains intérêts collectifs de portée générale, devant toutes les juridictions territoriales ou nationales ou européennes ou internationales.

Son siège social se situe à Arue, sis au PK 6,800, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|---------------------|---|
| Présidente | : KAMIA Henriette |
| Vice-présidents | : MOUA Pauline TEURA Ferdinand MANA Gisèle TOROMONA John |
| Secrétaire | : BARRERE Alain |
| Secrétaire adjoint | : MARTIN Roland |
| Trésorière | : CHANTEAU Evelyne |
| Trésorière adjointe | : MONTARON Louise |
| Assesseurs | : HELME Hélène TETIHIA Diégo |

ASSOCIATION ARTISANALE MANUIA TE I'I

(Récépissé n° 1819 DRCL du 31 octobre 2012)

Extraits de statuts

Il est fondé le 20 octobre 2012 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 ayant pour titre MANUIA TE I'I.

L'association a pour but principal d'organiser, de participer, de promouvoir, de représenter, de défendre et de regrouper les intérêts des artisans adhérents de l'association.

L'association se fixe aussi comme objectifs :

- de participer aux manifestations artisanales en Polynésie française et à l'étranger ;
- de participer à divers événements à caractère folklorique, culturel, horticole, sportif, touristique et autres (tels que salons nautiques, festivals, foires, journées de la jeunesse, journées de la pêche) en Polynésie française et à l'étranger ;
- de lutter contre la concurrence des produits d'importation ;
- d'encourager la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- d'aider les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- d'adapter les productions aux exigences du marché ;
- de faciliter l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- d'aider à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres.

Son siège social est fixé à Taiohae, Nuku Hiva.

Sa durée est illimitée. Toutefois, les membres du bureau exécutif sont élus pour une durée de 5 ans.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|------------|---------------------|
| Présidente | : MARERE Jacqueline |
| Secrétaire | : FOURNIER Louise |
| Trésorier | : FOURNIER Rony |

ASSOCIATION TEAM TIIPOTO FUTSAL

(Récépissé n° 2655 SAISLV du 5 novembre 2012)

Extraits de statuts

L'Association sportive dite TEAM TIIPOTO FUTSAL, fondée le 17 octobre 2012, a pour objet :

- d'organiser et de favoriser la pratique de tous sports terre et mer, des exercices physiques pour le loisir par tous les jeunes du territoire acceptant les présents statuts ;
- la participation dans toutes activités sportives organisées par quelques Fédérations reconnues du territoire et hors territoire que ce soit.

Elle peut étendre son action dans des domaines autres que sportifs (éducation populaire, éducation artistique, organisation de voyages, environnement, etc.) décidés par le comité directeur.

Son siège social est fixé à Tiipoto, Bora Bora.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|------------|-----------------------|
| Président | : TETOIFA Peaumatarii |
| Secrétaire | : TAVI Maureen |
| Trésorière | : HOPARAU Augusta |

SYNDICAT AUTONOME DU PERSONNEL D'AIR FRANCE POLYNÉSIE SAPAFéP

Extraits de statuts

Il est constitué le 14 novembre 2012 un syndicat régi par le code du travail et par les présents statuts qui prend la dénomination de SYNDICAT AUTONOME du personnel d'Air France Polynésie, soit SAPAFéP.

Le syndicat a pour but :

- de relever le niveau moral et économique des travailleurs ;
- de soutenir solidairement les revendications professionnelles des travailleurs ;
- de défendre les intérêts généraux et particuliers des travailleurs, devant toutes autorités et même en justice ;
- de s'affilier à tous syndicats ou associations dont l'objet se rapporte aux intérêts du syndicat et de ses membres ;
- l'étude des questions sociales, économiques et professionnelles propres à amener une amélioration des conditions de vie ;
- créer ou favoriser tous moyens d'informations, bibliothèque, éditions de brochures, bulletins ;
- s'intéresser financièrement à tout organisme immobilier à caractères sociaux.

Le siège du syndicat est fixé à Papeete.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Secrétaire général : BONNO Alain
Trésorier général : GAUTHIER Taimana
Secrétaire archiviste : COLLET Laurent

SYNDICAT DES MEDECINS GENERALISTES DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE - MGPF

Extraits de statuts

Il a été formé le 7 novembre 2012 un syndicat professionnel des médecins de famille dénommé SYNDICAT DES MEDECINS GENERALISTES DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE.

Le syndicat des médecins généralistes de la Polynésie française (MGPF) a pour objet :

- de représenter les médecins de famille dans leurs rapports avec toutes les autorités et instances locales en Polynésie française, nationales et internationales publiques ou privées, en particulier de négocier et conclure es-qualité toute disposition contractuelle concernant la médecine de famille ;
- de défendre les intérêts professionnels, moraux et matériels des médecins de famille en général et de chacun de ses adhérents en particulier ;
- de défendre l'exercice de la médecine de famille dans l'intérêt de la population et de s'opposer en particulier à l'exercice illégal de la médecine ;
- de promouvoir l'exercice de la médecine de famille ;
- de créer et de maintenir entre ses membres des liens de solidarité confraternelle et de veiller au respect des règles de bonne confraternité ;

- de contribuer à la formation initiale et continue et à la promotion professionnelle et sociale des médecins de famille et des futurs médecins, notamment au niveau polynésien ;
- de créer ou de participer à la création et à la gestion de toute œuvre ou service local ou national susceptible de faciliter l'installation, l'exercice et l'équipement des praticiens, ou d'assurer leur sécurité personnelle, familiale ou sociale ;
- de participer à la formation et à la promotion du personnel des cabinets médicaux des médecins de famille et du personnel du syndicat s'il y a lieu ;
- de permettre au médecin de famille d'être le coordinateur de l'exercice des divers intervenants ;
- de défendre et faciliter l'accès aux soins des patients et négocier avec les instances décisionnelles son mode de rémunération ;
- de défendre la cohésion de la profession médicale.

Son siège social est fixé à Faa'a, PK 4,400, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président : MORIN Eric
Vice-président : DEMIRTAS Huseyin
Secrétaire général : RAYNAL Jacques
Trésorier : COLLEUIL Marc

ASSOCIATION TE TURU

(Récépissé n° 2641 SAISLV du 25 octobre 2012)

Extraits de statuts

Il est fondé une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 ayant pour titre TE TURU.

Cette association a pour objet de venir en aide aux enfants et aux jeunes du quartier à travers des activités ludiques et récréatives afin de les prévenir et les sensibiliser contre les méfaits de la délinquance.

Son siège social est fixé au quartier Virutua, côté montagne, à Faanui, Bora Bora.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président : VIRITUA Sailali
Vice-président : KNOEPFLIN Chantale
Secrétaire : VAITU Monelie
Secrétaire adjointe : TEMAURI Edmée
Trésorière : TEMARII Aroma
Trésorière adjointe : CHAPMAN Gisèle

ASSOCIATION FAMILIALE MOETUA

(Récépissé n° 2746 SAISLV du 6 novembre 2012)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 26 octobre 2012 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION FAMILIALE MOETUA.

Elle a pour but principal de regrouper tous les membres de l'association afin de consolider et de retrouver les liens et degrés de parenté qui les unissent et ainsi se connaître. Elle se fixe aussi comme but :

- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches en biens immobiliers et mobiliers appartenant aux ancêtres ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire, mairie) ;
- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir les recherches sus-citées et rencontrer d'autres parents ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif ;
- d'organiser, de représenter et de défendre les intérêts des membres de l'association.

Son siège social est fixé à Haranai, Maupiti.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|---------------------|---------------------|
| Présidente | : ATUAHIVA Alice |
| Vice-président | : HAUARII Glenn |
| Secrétaire | : TERIIVAEA Hinarii |
| Secrétaire adjointe | : ATUAHIVA Mihimana |
| Trésorière | : HAUARII Maimiti |
| Trésorier adjoint | : ATUAHIVA Mareto |

ASSOCIATION FAMILIALE AMUI ANAE NO TE TAUTURU UNISSONS NOUS POUR AIDER

Erratum

La présente annonce remplace celle parue au JOPF n° 46 du 15 novembre 2012 à la page 7299.

Il a été fondé le 31 octobre 2012 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 dénommée AMUI ANAE NO TE TAUTURU - UNISSONS NOUS POUR AIDER.

Elle a pour but d'aider toutes personnes ou familles dans le besoin.

Son siège social est fixé à Mahina, PK 9,500, côté montagne, quartier Taurua.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|---------------------|---------------------|
| Président | : TANI Roland |
| Vice-président | : CHUNG Marc |
| Secrétaire | : FAATAUIRA Cindy |
| Secrétaire adjointe | : WOHLER Namoeata |
| Trésorière | : TANI Vahinerii |
| Trésorier adjoint | : WOHLER Jean-Louis |

ASSOCIATION RIMA RAU NO TAAHUAIA

(Récepissé n° 1159 DRCL du 31 octobre 2012)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 9 octobre 2012 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION RIMA RAU NO TAAHUAIA.

Elle a pour but d'organiser des événements ou des expositions pour promouvoir le patrimoine de la commune de Taahuaia.

Différentes façons seront utilisées pour promouvoir ce patrimoine divers et varié, par exemple :

- l'artisanat local : la culture (danse, art oratoire, etc.), la sculpture, la couture, le massage et la parfumerie traditionnelle ;
- la pêche ;
- l'agriculture ;
- l'horticulture ;
- l'élevage d'animaux ;
- la mise en valeur des matahiapo par la visite des sites historiques, des déplacements pour échange culturel et la formation des jeunes.

Son siège social est fixé à Taahuaia, annexe de la mairie de Tubuai.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|---------------------|-------------------------|
| Présidente | : KNAPPE Aetuarii |
| Vice-président | : TANEPAU Manarii |
| Secrétaire | : ANIHIA Stanley |
| Secrétaire adjointe | : ROOMAATAAROA Heitiare |
| Trésorier | : TEHETIA Arthur |
| Trésorière adjointe | : REIATUA Julia |

ASSOCIATION AVAE TERE TERE

(Récepissé n° 1053 DRCL du 17 novembre 2012)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION AVAE TERE TERE fondée le 10 novembre 2012 a pour objet la pratique et le développement de la randonnée pédestre, tant pour sa pratique sportive que pour la découverte et la sauvegarde de l'environnement, le tourisme et les loisirs.

Son siège social est fixé à Papara, 98712 Polynésie française.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|---------------------|---------------------|
| Président | : CRESP Michel |
| Vice-présidente | : URARII Alice |
| Secrétaire | : LE POUTRE Monique |
| Secrétaire adjointe | : ZANGER Dominique |
| Trésorier | : GREGOREK Edouard |
| Trésorier adjoint | : SACAULT Philippe |

**ASSOCIATION FAMILIALE
POHUETEA MEHAO HURUMOA MAHUTA**
(Récépissé n° 1054 DRCL du 17 novembre 2012)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 16 octobre 2012 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION FAMILIALE POHUETEA MEHAO HURUMOA MAHUTA.

Elle a pour but principal de regrouper tous les membres de l'association, afin de consolider et de retrouver les liens et degrés de parenté qui les unissent et ainsi de se connaître. Elle se fixe aussi comme but :

- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches en biens immobiliers et mobiliers appartenant aux ancêtres ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire, mairie) ;
- d'organiser, si possible, des déplacements pour faire aboutir les recherches sus-citées et de rencontrer d'autres parents ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif ;
- d'organiser, de représenter et de défendre les intérêts des membres de l'association.

Son siège social est fixé à Tipaerui, quartier Poroi.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|----------------------|------------------|
| Présidente d'honneur | : MAUEAU Dora |
| Présidente | : FLOHR Mareva |
| Vice-présidente | : IRITI Régina |
| Secrétaire | : BRODIEN Rowana |
| Secrétaire adjointe | : FLOHR Tania |
| Trésorier | : MAUEAU Aldo |
| Trésorier adjoint | : ATGER Danny |

ASSOCIATION SPORTIVE TAMARII MANOTAHI
(Récépissé n° 1266 DRCL du 19 novembre 2012)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 3 novembre 2012 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION SPORTIVE TAMARII MANOTAHI.

Elle a pour but :

- de réunir les jeunes de Punaauia dans la pratique de diverses activités sportives, tels que le futsal ou autres ;
- de créer une école de futsal, d'en assurer la gestion et de participer aux compétitions ;
- d'assurer l'encadrement et la formation de jeunes gens, filles ou garçons à la pratique du futsal ;
- de participer aux diverses actions organisées par la commune de Punaauia et autres ;
- d'organiser des rencontres amicales ou des championnats sportifs interquartiers, intercommunes, interîles ou bien y participer ;

- de rassembler nos jeunes par le sport, en général, leur réapprendre les règles fondamentales de la vie en société, le travail d'équipe, le partage, le respect de soi et des autres, etc.

Son siège social est fixé à Punaauia, PK 12,300, quartier Ly-Wa-Ut.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|-------------------|----------------------------|
| Président | : TERIITAPUNUI Yves |
| Vice-président | : PAQUIER Alvis |
| Secrétaire | : SCHOLERMANN Marie-Jeanne |
| Trésorière | : TERIITAPUNUI Anne-Marie |
| Trésorier adjoint | : NIUFAU Benoît |

**ASSOCIATION DES PHILIPPINS
DE TAHITI-POLYNESIE FRANÇAISE**

(Récépissé n° 1056 DRCL du 19 novembre 2012)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 10 novembre 2012 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION DES PHILIPPINS DE TAHITI-POLYNESIE FRANÇAISE.

Elle a pour but :

- de rassembler, d'unir et de développer des liens d'amitié et de compréhension entre tous les membres ;
- d'aider à l'intégration des nouveaux venus à Tahiti ;
- de prêter aide et assistance dans la mesure du possible à tout membre dans le besoin ;
- de contribuer à l'épanouissement de chacun ;
- de préserver et de promouvoir les valeurs et les traditions de culture et d'hospitalité qui ont cours aux Philippines ;
- d'organiser des activités festives et culturelles ;
- de s'ouvrir vers l'extérieur à tous les sympathisants ;
- de coopérer avec d'autres associations en vue d'atteindre ces objectifs.

Son siège social est fixé à Tipaerui, pic Rouge, Papeete.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|-------------------------------------|------------------------------------|
| Président | : PEDRON Miguel |
| Vice-présidents | : NIEVA Rosendo CHANSIN Lynette |
| Secrétaire | : NAVARRO Mary Claire |
| Secrétaire adjointe | : ROSSONI Jennifer |
| Trésorière | : MULATIER Pilar |
| Trésorière adjointe | : GORIN Juvy |
| Chargé relations publiques | : BURCA Jocelyn |
| Chargé relations publiques adjointe | : JUVENTIN Norma |

LOTO NATIONAL

LOTO NATIONAL N° 136

Tirage du lundi 12 novembre 2012 :

6 20 25 45 48

Numéro chance : **7**

| | NOMBRE de grilles gagnantes | GAINS (en F CFP) |
|--------------------------------------|--|---------------------|
| 5 bons numéros et numéro chance..... | 0 | 0 |
| 5 bons numéros..... | 2 | 9 704 952 |
| 4 bons numéros..... | 345 | 121 073 |
| 3 bons numéros..... | 14 710 | 1 229 |
| 2 bons numéros..... | 200 753 | 632 |
| N° chance gagnant..... | 469 813 grilles à 250 F CFP remboursées | |
| Joker + : 0 319 653 | | |

LOTO NATIONAL N° 137

Tirage du mercredi 14 novembre 2012 :

21 29 39 40 46

Numéro chance : **8**

| | NOMBRE de grilles gagnantes | GAINS (en F CFP) |
|--------------------------------------|--|---------------------|
| 5 bons numéros et numéro chance..... | 0 | 0 |
| 5 bons numéros..... | 2 | 13 490 262 |
| 4 bons numéros..... | 292 | 198 854 |
| 3 bons numéros..... | 13 203 | 1 897 |
| 2 bons numéros..... | 222 386 | 799 |
| N° chance gagnant..... | 410 360 grilles à 250 F CFP remboursées | |
| Joker + : 8 459 441 | | |

LOTO NATIONAL N° 138

Tirage du samedi 17 novembre 2012 :

6 8 27 33 37

Numéro chance : **7**

| | NOMBRE de grilles gagnantes | GAINS (en F CFP) |
|--------------------------------------|--|---------------------|
| 5 bons numéros et numéro chance..... | 1 | 477 326 968 |
| 5 bons numéros..... | 0 | 0 |
| 4 bons numéros..... | 547 | 216 288 |
| 3 bons numéros..... | 27 541 | 1 264 |
| 2 bons numéros..... | 411 344 | 596 |
| N° chance gagnant..... | 898 927 grilles à 250 F CFP remboursées | |
| Joker + : 9 057 774 | | |

KENO

Lundi 12 novembre 2012

1er tirage

Jackpot : 2 26 61 34 — Joker + : 0 880 817

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 1 | 2 | 12 | 17 | 23 | 25 | 26 | 28 | 30 | 32 |
| 34 | 35 | 42 | 46 | 48 | 49 | 51 | 54 | 65 | 67 |

Multiplicateur : x 2

2e tirage

Jackpot : 7 28 86 93 — Joker + : 0 319 653

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 3 | 11 | 16 | 17 | 18 | 24 | 25 | 26 | 28 | 30 |
| 32 | 34 | 36 | 37 | 42 | 46 | 51 | 55 | 56 | 70 |

Multiplicateur : x 3

Mardi 13 novembre 2012

1er tirage

Jackpot : 9 21 96 10 — Joker + : 9 121 815

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 1 | 6 | 9 | 10 | 15 | 24 | 31 | 32 | 34 | 39 |
| 40 | 44 | 54 | 56 | 59 | 60 | 63 | 64 | 68 | 69 |

Multiplicateur : x 3

2e tirage

Jackpot : 2 76 93 35 — Joker + : 1 948 674

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 2 | 3 | 5 | 15 | 16 | 19 | 24 | 26 | 27 | 35 |
| 36 | 41 | 49 | 54 | 56 | 58 | 59 | 62 | 65 | 70 |

Multiplicateur : x 2

Mercredi 14 novembre 2012

1er tirage

Jackpot : 3 80 86 73 — Joker + : 5 213 145

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 4 | 7 | 11 | 12 | 18 | 21 | 22 | 23 | 29 | 30 |
| 34 | 42 | 43 | 44 | 46 | 49 | 50 | 57 | 66 | 68 |

Multiplicateur : x 1

2e tirage

Jackpot : 0 22 25 04 — Joker + : 8 459 441

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 2 | 3 | 5 | 11 | 14 | 15 | 18 | 27 | 28 | 35 |
| 44 | 47 | 48 | 50 | 57 | 61 | 62 | 67 | 69 | 70 |

Multiplicateur : x 2

Jeudi 15 novembre 2012

1er tirage

Jackpot : 5 79 31 91 — Joker + : 2 550 309

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 4 | 11 | 13 | 15 | 17 | 18 | 21 | 23 | 25 | 26 |
| 35 | 36 | 41 | 46 | 49 | 52 | 60 | 67 | 69 | 70 |

Multiplicateur : x 3

2e tirage

Jackpot : 3 50 87 00 — Joker + : 8 546 379

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 1 | 2 | 5 | 6 | 7 | 10 | 11 | 14 | 15 | 17 |
| 20 | 23 | 27 | 46 | 48 | 49 | 53 | 54 | 55 | 56 |

Multiplicateur : x 2

Vendredi 16 novembre 2012

1er tirage

Jackpot : 1 99 14 16 — Joker + : 3 203 211

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 4 | 6 | 11 | 12 | 21 | 23 | 24 | 27 | 29 | 30 |
| 33 | 36 | 47 | 51 | 58 | 63 | 65 | 67 | 68 | 69 |

Multiplicateur : x 2

2e tirage

Jackpot : 2 26 00 10 — Joker + : 3 539 288

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 6 | 7 | 8 | 10 | 12 | 13 | 23 | 26 | 32 | 35 |
| 43 | 45 | 46 | 47 | 50 | 56 | 57 | 58 | 59 | 65 |

Multiplicateur : x 3

Samedi 17 novembre 2012

1er tirage

Jackpot : 2 33 22 08 — Joker + : 8 125 833

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 6 | 9 | 14 | 16 | 24 | 26 | 27 | 28 | 33 | 37 |
| 42 | 47 | 50 | 54 | 56 | 59 | 64 | 66 | 67 | 69 |

Multiplicateur : x 1

2e tirage

Jackpot : 2 32 57 30 — Joker + : 9 057 774

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 4 | 7 | 8 | 19 | 20 | 22 | 24 | 25 | 29 | 33 |
| 38 | 40 | 41 | 47 | 50 | 51 | 53 | 58 | 64 | 67 |

Multiplicateur : x 2

Dimanche 18 novembre 2012

1er tirage

Jackpot : 7 17 65 04 — Joker + : 9 507 148

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 2 | 4 | 6 | 8 | 14 | 15 | 17 | 18 | 25 | 29 |
| 30 | 33 | 37 | 39 | 40 | 48 | 49 | 53 | 55 | 68 |

Multiplicateur : x 3

2e tirage

Jackpot : 4 40 44 57 — Joker + : 6 184 913

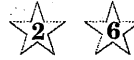
| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 2 | 5 | 12 | 16 | 21 | 24 | 26 | 28 | 29 | 34 |
| 36 | 40 | 45 | 46 | 52 | 56 | 64 | 66 | 69 | 70 |

Multiplicateur : x 2

EURO MILLIONS

Mardi 13 novembre 2012

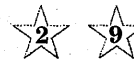
11 16 21 24 29



| Bons numéros | Bonnes étoiles | Nombre de gagnants en France | Nombre de gagnants en Europe | Gains (pour 250 F CFP) |
|----------------------------|----------------|------------------------------|------------------------------|------------------------|
| 5 + | ☆ ☆ | 1 | 1 | 20 266 946 300 |
| 5 + | ☆ | 8 | 21 | 14 464 093 |
| 5 | | 8 | 25 | 4 049 940 |
| 4 + | ☆ ☆ | 52 | 174 | 290 942 |
| 4 + | ☆ | 559 | 2 493 | 17 756 |
| 4 | | 1 199 | 4 453 | 9 940 |
| 3 + | ☆ ☆ | 1 496 | 6 297 | 5 023 |
| 2 + | ☆ ☆ | 19 525 | 81 487 | 1 778 |
| 3 + | ☆ | 23 392 | 95 247 | 1 455 |
| 3 | | 46 319 | 184 127 | 1 264 |
| 1 + | ☆ ☆ | 94 650 | 390 045 | 1 050 |
| 2 + | ☆ | 320 994 | 1 285 479 | 859 |
| 2 | | 633 802 | 2 507 465 | 453 |
| Joker + : 1 948 674 | | | | |

Vendredi 16 novembre 2012

10 15 19 23 41



| Bons numéros | Bonnes étoiles | Nombre de gagnants en France | Nombre de gagnants en Europe | Gains (pour 250 F CFP) |
|----------------------------|----------------|------------------------------|------------------------------|------------------------|
| 5 + | ☆ ☆ | 0 | 0 | 0 |
| 5 + | ☆ | 1 | 8 | 26 820 202 |
| 5 | | 1 | 13 | 5 501 575 |
| 4 + | ☆ ☆ | 21 | 87 | 411 026 |
| 4 + | ☆ | 330 | 1 470 | 21 276 |
| 4 | | 605 | 2 900 | 10 787 |
| 3 + | ☆ ☆ | 941 | 3 776 | 5 918 |
| 2 + | ☆ ☆ | 14 237 | 54 434 | 1 885 |
| 3 + | ☆ | 15 334 | 69 142 | 1 420 |
| 3 | | 27 291 | 125 085 | 1 312 |
| 1 + | ☆ ☆ | 70 661 | 270 947 | 1 062 |
| 2 + | ☆ | 208 555 | 937 229 | 835 |
| 2 | | 368 901 | 1 720 964 | 465 |
| Joker + : 3 539 288 | | | | |

**ADDITIF TEMPORAIRE AU REGLEMENT DU JEU KENO
DE LA FRANÇAISE DES JEUX APPLICABLE
EN POLYNESIE FRANÇAISE RELATIF
A L'OPERATION DENOMMEE "HAPPY THURSDAY"
ORGANISEE DANS LES POINTS DE VENTE**

Article 1er.— Le présent règlement est pris en complément du règlement du jeu Keno de La Française des Jeux applicable en Polynésie française fait le 24 septembre 2007, le 4 octobre 2007, le 15 novembre 2007, le 20 octobre 2008, le 14 novembre 2008 et le 21 juillet 2010 (avec publications au *Journal officiel* de la Polynésie française).

Les dates et horaires mentionnées dans le présent additif font référence aux dates et horaires polynésiens.

Art. 2.— 2.1. Il est organisé, dans les conditions décrites ci-dessous, une opération dénommée "HAPPY THURSDAY" offerte en Polynésie française.

2.2. Les joueurs faisant enregistrer le jeudi 29 novembre 2012 et/ou le jeudi 6 décembre 2012, dans la limite des heures d'ouverture des points de vente, une prise de jeu Keno dans un point de vente agréé par La Pacifique des Jeux participent à l'opération "HAPPY THURSDAY" organisée dans les points de vente. Les prises de jeu gagnantes seront déterminées instantanément par le site central informatique de La Française des Jeux, à raison d'une prise de jeu gagnante toutes les 2 prises de jeu Keno effectuées dans les points de vente agréés de La Pacifique des Jeux et enregistrées en Polynésie française. Le joueur dont la prise de jeu est ainsi sélectionnée gagne immédiatement un bon de réduction d'une valeur de 100 F CFP à valoir sur la validation d'une prise de jeu Keno d'un montant minimum de 100 F CFP effectuée entre les dates précisées sur le bon de réduction.

2.3. Pour utiliser son bon de réduction, le joueur doit présenter au détaillant, avant que celui-ci procède à la prise de jeu Keno, l'original du bon de réduction pour bénéficier de la réduction. Celle-ci est appliquée au prix de la prise de jeu Keno.

2.4. Il ne peut être utilisé qu'un seul bon de réduction pour une même prise de jeu Keno. Le bon de réduction n'est pas utilisable pour les autres jeux de La Française des Jeux disponibles dans les points de vente agréés par la Pacifique des Jeux.

2.5. Un bon de réduction n'est ni modifiable, ni échangeable, ni remboursable, ni fractionnable ni réutilisable.

2.6. Un bon de réduction en francs CFP ne peut pas être utilisé ailleurs qu'en Polynésie française.

2.7. L'annulation d'une prise de jeu n'étant pas un droit du joueur mais une simple faculté offerte aux joueurs par La Française des Jeux, par l'intermédiaire de ses détaillants, dans les conditions qu'elle détermine, la valeur d'un bon de réduction utilisé pour payer une prise de jeu Keno n'est pas remboursée au joueur et il ne lui est pas délivré de bon de réduction de remplacement, en cas d'annulation de ladite prise de jeu. De même, l'annulation d'une prise de jeu Keno participant à l'opération entraîne automatiquement l'annulation du bon de réduction éventuellement gagné à l'occasion de cette prise de jeu.

2.8. Les prises de jeu Keno enregistrées avant le début de l'opération "HAPPY THURSDAY", pour des tirages Keno correspondant à la période de participation à cette opération ne permettent pas de participer à cette opération.

2.9. A peine de forclusion (le cachet de la Poste faisant foi), toutes les réclamations relatives à l'opération "HAPPY THURSDAY" organisée dans les points de vente, notamment celles relatives aux prises de jeu ou au paiement des lots, sont à adresser par écrit à l'adresse suivante : "La Pacifique des Jeux - Promotion HAPPY THURSDAY, angle rues Colette et du 22-septembre-1914, BP 20730, 98713 Papeete, Tahiti, avant le 6 mars 2013. Au-delà de ce délai, aucune réclamation ne sera admise.

2.10. La valeur des bons de réduction attribués dans le cadre de cette opération est prélevée sur les fonds de réserve gérés par La Française des Jeux conformément aux dispositions du décret n° 78-1067 du 9 novembre 1978.

2.11. La participation à l'opération "HAPPY THURSDAY" organisée dans les points de vente implique l'adhésion aux présentes dispositions, ainsi qu'à celles du règlement du jeu Keno.

2.12. L'opération "HAPPY THURSDAY" peut être arrêtée prématurément par La Française des Jeux, en cas d'incident technique rendant impossible sa poursuite dans le respect des présentes dispositions et de celles du règlement du jeu Keno.

2.13. Les présentes dispositions seront publiées au *Journal officiel* de la Polynésie française et peuvent être obtenues en écrivant à "La Pacifique des Jeux, Promotion HAPPY THURSDAY, angle rues Colette et du 22-septembre-1914, BP 20730, 98713 Papeete, Tahiti".

Fait à Boulogne-Billancourt, le 5 novembre 2012.

| | |
|--|--|
| Par délégation du président-directeur général de La Française des Jeux, C. LANTIERI. | Le président-directeur général de La Pacifique des Jeux, Pierre BRUNEAU. |
|--|--|

LISTE DES OUVRAGES DISPONIBLES A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

(Prix TTC)

| | |
|--|-------------|
| - Affiches "Accident du Travail" | 174 F CFP |
| - Affiches "Défense de consommer" | 174 F CFP |
| - Affiches "Loi sur l'ivresse" | 267 F CFP |
| - Affiches "Réglementation sur le commerce des boissons" (français et tahitien) | 696 F CFP |
| - Annexe à la loi du pays n° 2011-32 du 9 décembre 2011 relative au système harmonisé (JOPF n° 74 NS du 19/12/11) | 5 324 F CFP |
| - Annexe à la loi du pays n° 2011-33 du 9 décembre 2011 portant diverses mesures fiscales à l'importation (JOPF n° 77 NS du 28/12/11) .. | 2 594 F CFP |
| - Barème des ANFA (10 F la feuille ou 1840 F l'ensemble) | 2134 F CFP |
| - Budget général de la Polynésie française et budget des comptes spéciaux 2010 | 2 294 F CFP |
| - Budget général de la Polynésie française 2011 | 2 515 F CFP |
| - Budget général de la Polynésie française 2012 | 2 641 F CFP |
| - Code des marchés publics (Septembre 2004) | 2 415 F CFP |
| - Code des impôts (mis à jour au 1er février 2012) | 5 733 F CFP |
| - Code de l'environnement (JOPF n° 1 NS du 27 février 2004) (broché) | 882 F CFP |
| - Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique | 1355 F CFP |
| - Code des communes de la Polynésie française (JOPF n° 2 NS du 29 juillet 1998) | 368 F CFP |
| - Code pénal (JOPF n° 8 NS du 2 août 1996) | 378 F CFP |
| - Code de procédure pénale (JOPF n° 9 NS du 16 août 1996) | 704 F CFP |
| - Code de procédure civile (broché) (JOPF n° 1 NS du 04 janvier 2002) | 630 F CFP |
| - Codification du droit du travail (LP n° 2011-15 du 04/05/11 JOPF n° 27 NS) | 1 313 F CFP |
| - Codification du droit du travail (LP n° 2011-15 JOPF broché) | 1 680 F CFP |
| - Codification du droit du travail (Arrêté n° 925 CM du 08/07/11 JOPF n° 45 NS) | 1 313 F CFP |
| - Codification du droit du travail (Arrêté n° 925 CM JOPF broché) | 1 680 F CFP |
| - Convention collective des assurances | 331 F CFP |
| - Convention collective de l'automobile | 336 F CFP |
| - Convention collective du bâtiment et des travaux publics | 940 F CFP |
| - Convention collective des banques | 496 F CFP |
| - Convention collective du commerce | 525 F CFP |
| - Convention collective du gardiennage | 352 F CFP |
| - Convention collective de l'industrie hôtelière de Polynésie française | 536 F CFP |
| - Convention collective de l'industrie | 431 F CFP |
| - Convention collective de l'imprimerie, de la presse et de la communication | 750 F CFP |
| - Convention collective du nettoyage | 410 F CFP |
| - Examen pratique du permis de conduire (véhicules de catégorie A et sous-catégorie A1) | 718 F CFP |
| - Instruction comptable de la Polynésie française (JOPF n° 1 NS du 2 janvier 2007 broché) | 1 040 F CFP |
| - Instruction budgétaire et comptable M114 des communes (JOPF n° 36 NS du 15 novembre 2005) | 1 250 F CFP |
| - Notices des produits médicamenteux de la pharmacopée chinoise (JOPF n° 4 NS/2009) | 1 092 F CFP |
| - Plan général d'aménagement de la commune de Hiva Oa (JOPF n° 36 NS/2009) | 263 F CFP |
| - Plan général d'aménagement de la commune de Huahine (JOPF n° 19 NS/2010) | 263 F CFP |
| - Plan général d'aménagement de la commune de Nuku Hiva (JOPF n° 52 NS/2008) | 263 F CFP |
| - Plan général d'aménagement de la commune de Papara (JOPF n° 15 NS/2010) | 326 F CFP |
| - Plan général d'aménagement de la commune de Papeete rectification (JOPF n° 65 NS/11) | 263 F CFP |
| - Plan général d'aménagement de la commune de Pirae (JOPF n° 42 NS/11) | 263 F CFP |
| - Procès-verbal type des délégués du personnel ou comité d'entreprise | 139 F CFP |
| - Recueil des textes sur la déconcentration de l'administration de la Polynésie française | 945 F CFP |
| - Répertoire général des textes promulgués au BOEFO et JOPF de 1843 à 1996 (mise à jour) | 3 413 F CFP |
| - Statut de la fonction publique : | |
| Tome 1 : Dispositions générales (mise à jour au 31 janvier 2004) | 2 629 F CFP |
| Tome 3 : Filière de la santé (mise à jour au 30 avril 1999) | 1 659 F CFP |
| - Table analytique et chronologique (année 1995) | 2 027 F CFP |
| - Table analytique et chronologique (année 1996) | 2 095 F CFP |
| - Table analytique et chronologique (année 1997) | 2 504 F CFP |
| - Table analytique et chronologique (année 1998) | 2 914 F CFP |
| - Table analytique et chronologique (année 1999) | 3 192 F CFP |
| - Table chronologique (année 2000) | 1 250 F CFP |
| - Table chronologique (année 2001) | 1 386 F CFP |
| - Table chronologique (année 2002) | 1 460 F CFP |

Consulter le bureau commercial pour les autres ouvrages

Commandes-facturation : ouvert du lundi au jeudi de 7 h 00 à 15 h 00 et Vendredi 7 h 00 à 14 h 00 - Tél. : 500 579 - Fax : 425 261 - compta.clients@imprimerie.gov.pf
 Caisse : ouvert du lundi au jeudi de 7 h 00 à 14 h 50 et Vendredi de 7 h 00 à 13 h 00 - Tél. : 500 578 - Fax : 500 570 - caisse@imprimerie.gov.pf

TARIFS

des Abonnements de l'Imprimerie officielle à compter du 1er Mars 2010

| TARIF en F CFP | TTC | Hors Taxe |
|--|---------------------|--------------------------------|
| | | France — DOM-TOM — Autres Pays |
| | Polynésie française | <i>Voie aérienne</i> |
| Numéro | 263* | 515 |
| Abonnement 1 an | 13 533 | 26 604 |
| * Frais d'expédition non inclus pour les îles. | | |